

Où va la France ?

Léon Trotsky (1879 - 1940)

Trotsky connaissait bien la politique française. Il avait séjourné à Paris deux ans pendant la Première Guerre mondiale, avant d'être expulsé de France, et avait noué des relations étroites avec les rares militants ouvriers français qui continuaient alors à défendre la tradition internationaliste. Plus tard, au sein de la direction de l'Internationale communiste, il avait particulièrement suivi les premières années d'existence du Parti communiste français. Expulsé d'URSS en 1929, il avait, après un passage en Turquie, momentanément trouvé asile en France en juillet 1933, avant d'être expulsé en juin 1935. Cet asile accordé sous condition ne lui avait permis aucune activité politique publique. Mais il avait été particulièrement bien placé pour suivre le déroulement de la crise politique ouverte par les manifestations de février 1934.

Où va la France ? fut d'abord le titre d'un article de Trotsky publié en novembre 1934. Il devint ensuite le titre d'un recueil comprenant l'ensemble des articles consacrés par Trotsky à la situation française jusqu'en juin 1936, recueil édité par la Librairie du Travail.

À ce recueil ont été adjoints, dans cette édition, des textes rédigés par Trotsky au lendemain des grèves de juin 1936 et après l'échec de la grève générale du 30 novembre 1938.

Le point de vue défendu dans ses articles par Trotsky, « *La révolution française a commencé* », est d'abord celui d'un militant, préoccupé de proposer une politique permettant à la classe ouvrière d'aller jusqu'au bout des possibilités de la situation. Mais il fait aussi preuve de clairvoyance quant aux problèmes qui se posent à la société française. Lui qui, depuis 1934, répétait que la question posée était celle de l'évolution du pouvoir vers un régime dictatorial si la révolution prolétarienne ne l'emportait pas, verra son jugement confirmé par l'évolution de la III^e République sous la houlette de Daladier et Paul Reynaud, qui brisèrent le mouvement ouvrier, avant même la mise en place de « l'Etat français » de Pétain en juillet 1940.

La réédition, aujourd'hui, de ces textes n'est pas seulement une manière de rendre compte d'événements bien plus complexes que le seul accès aux congés payés retenu par la plupart des commentaires auxquels a donné lieu le cinquantième anniversaire de Juin 36. C'est aussi donner à de nouveaux lecteurs un outil précieux pour comprendre l'histoire de la France dans les années qui précédèrent immédiatement la Seconde Guerre mondiale.

Collection
Classiques

Prix ttc : 12,50 €

ISBN 978-2-915727-13-5



Où va la France ?

Léon Trotsky

lbc
les bons caractères

Léon Trotsky

Où va la France ?

Textes sur la situation française
de 1934 à 1938

Collection
Classiques

les bons
caractères **lbc**

Léon Trotsky

Où va
la France ?

Textes sur la situation française
de 1934 à 1938

Les bons caractères
6, rue Florian - 93500 Pantin

Avec nos remerciements à :

Esteban Volokov Bronstein, dépositaire des droits de Léon Trotsky,
l'Institut Léon Trotsky, responsable de l'édition des *Œuvres* de Léon Trotsky

Droits de reproduction : Éditions de Minuit pour le texte « Où va la France ? ».

© Les bons caractères, 2007

ISBN 978-2-915727-13-5

Dépôt légal deuxième trimestre 2007

Avant-propos de l'éditeur

Où va la France? fut d'abord le titre d'un article de Léon Trotsky publié en novembre 1934. Il devint ensuite le titre d'un recueil comprenant l'ensemble des articles consacrés par Trotsky à la situation française jusqu'en juin 1936, recueil édité par la Librairie du travail, coopérative ouvrière présidée par Pierre Monatte, qui, de 1918 à sa mise en faillite vingt ans plus tard, publia nombre d'ouvrages de révolutionnaires.

Aux textes contenus dans ce recueil, nous avons adjoint dans cette édition des articles et une lettre rédigés par Trotsky au lendemain des grèves de juin 1936 et après l'échec de la grève générale du 30 novembre 1938.

Trotsky connaissait bien la politique française. Il avait séjourné à Paris deux ans pendant la Première Guerre mondiale, de novembre 1914 à septembre 1916, avant d'être expulsé de France, et avait noué des relations étroites avec les rares militants du mouvement ouvrier français qui continuaient à défendre la tradition internationaliste. Au sein de la direction de l'Internationale communiste, il avait particulièrement suivi les premières années d'existence du parti français, de 1919 à 1923. Expulsé d'URSS en 1929, il avait, après un passage en Turquie, momentanément trouvé asile en France en juillet 1933, le gouvernement Daladier ayant annulé l'arrêté d'expulsion de 1916.

Mais cet asile lui était accordé sous réserve. Il ne pouvait se livrer à aucune activité politique publique. Il vécut quelques mois à Saint-Palais (près de Royan), puis ayant obtenu la possibilité de se rapprocher de la capitale (sans avoir le droit de s'installer à Paris ni dans l'ancien département de Seine-et-Oise) il se fixa pour un temps, discrètement, à Barbizon, dans la forêt de Fontainebleau. C'était plus pratique pour rencontrer les nombreux militants français ou étrangers avec lesquels il entretenait des

rapports. Mais son domicile fut découvert et Trotsky fut dès lors assiégé par la presse, à la fois celle qu'on qualifierait aujourd'hui de « people », mais également par la presse de droite, et celle du Parti communiste aux ordres de Staline, qui le poursuivaient de leur vindicte.

Cédant devant toutes ces pressions, le 17 avril 1934, le même gouvernement Daladier qui l'avait autorisé à entrer en France décida de l'expulser. Aucun pays n'acceptant de l'accueillir, le décret était inapplicable. Mais Trotsky fut dès lors condamné à une véritable vie de nomade, ne trouvant que des refuges précaires, avant d'être accueilli chez des instituteurs de la banlieue de Grenoble. Il y mena pendant quelques mois une vie de reclus, avant de partir pour la Norvège, où un gouvernement socialiste fraîchement arrivé au pouvoir accepta de le recevoir... avant de l'interner un an plus tard. Le Mexique sera sa dernière terre d'asile. Il y trouva la mort en août 1940, assassiné par un agent de Staline.

Malgré toutes les difficultés rencontrées durant son séjour en France, Trotsky avait été particulièrement bien placé pour suivre le déroulement de la crise politique ouverte par les manifestations de février 1934.

En décembre 1938, dans une lettre adressée à Marceau Pivert, et dans laquelle il plaidait pour la collaboration des partisans de ce dernier et des militants trotskystes (comme quoi il n'était pas le sectaire que certains ont voulu en faire), il envisageait la possibilité que « *le prolétariat français, trompé et affaibli par Blum, Thorez, Jouhaux et C^{ie}* » puisse « *être pris à l'improviste et écrasé sans résistance* ». Mais c'était pour ajouter aussitôt : « *Inutile de faire des calculs sur la base de cette variante : la prostration servile ne réclame aucune stratégie* ».

En avril 1940, dans un entretien avec C.L.R. James, Trotsky, après avoir évoqué les défaites subies par le mouvement ouvrier international depuis les années 1920, avait dit : « *Après ces terribles défaites mondiales, la montée ouvrière en France s'est réalisée*

à un niveau très bas, très primitif politiquement, sous la direction du Front populaire. Toute la période du Front populaire a été une caricature de notre révolution de février. C'est une honte pour la France, qui traversait voici cent cinquante ans la plus grande révolution bourgeoise du monde, que ce mouvement ouvrier ait eu à passer par une caricature de la Révolution russe. »

Le point de vue défendu dans ses articles par Trotsky est celui d'un militant d'une rare clairvoyance quant aux problèmes politiques qui se posent à la société française. Lui qui depuis 1934 répétait que la question posée était celle de l'évolution du pouvoir vers un régime dictatorial, si la révolution prolétarienne ne l'emportait pas, verra son jugement confirmé par les faits. Certes le fascisme ne l'emporta pas en France. Mais l'approche de la guerre puis l'éclatement de celle-ci offrirent à la bourgeoisie française l'occasion de briser politiquement la classe ouvrière. Et ce fut le Parti radical, le partenaire du Parti socialiste et du Parti communiste au sein du Front populaire, qui présida à cette mise en pas.

Dès avril 1938, le radical Daladier avait formé un gouvernement d'où les socialistes étaient absents, mais auquel participaient des représentants de la droite, tels Paul Reynaud, le nouveau ministre des Finances. Le 10 novembre, le Parti radical décida de quitter le cartel électoral du Rassemblement populaire, signant ainsi l'acte de décès officiel du Front populaire. Deux jours plus tard le gouvernement prenait une série de décrets-lois qui achevaient de réduire à rien la loi sur les quarante heures.

L'indignation était grande dans la classe ouvrière. Dans leur *Juin 36*¹ Danos et Gibelin précisent que « *dès le 21 [novembre 1938] des grèves éclatent dans le Nord, la Basse-Seine, la région parisienne. Les usines occupées sont évacuées par la police. Le 23, Renault débraye à son tour ; une véritable mobilisation policière est effectuée : 100 pelotons de gardes mobiles, 1 500 agents*

1 On peut lire avec profit cet ouvrage (qui vient d'être réédité par Les bons caractères) pour une meilleure connaissance des événements.

attaquent l'usine, la bataille dure de 20 à 24 heures, les gaz lacrymogènes sont utilisés, des centaines de travailleurs sont blessés, 300 emprisonnés. »

Le 25 novembre, la CGT annonçait qu'elle appelait à une grève générale pour le 30, mais précisait à l'avance que « *quels que soient les circonstances et les événements, le travail devra reprendre le jeudi 1^{er} décembre au matin* » et que « *la grève se fera sans occupation, [qu'il] ne sera organisé aucune manifestation et tenu aucune réunion* ». C'est-à-dire qu'elle fit tout pour que le mouvement se limite à un baroud d'honneur.

Pendant les cinq jours qui suivirent, le gouvernement multiplia réquisitions et menaces, en direction d'une classe ouvrière déjà démoralisée par deux années de reculs successifs. La grève, partiellement suivie, fut un échec, et donna lieu à une sévère répression. Des dizaines de milliers de licenciements la suivirent, et parmi eux, bien sûr, ceux des travailleurs, des militants les plus combattifs.

La bourgeoisie française pouvait désormais envisager l'inévitable conflit avec l'Allemagne sans craindre d'interventions de la classe ouvrière, d'autant qu'en août 1939 la signature du pacte de non-agression germano-soviétique, après quatre années où « l'antifascisme » avait servi de produit de remplacement à toute perspective révolutionnaire, vint désorienter un peu plus nombre de travailleurs.

Moins d'un mois plus tard, après que les troupes soviétiques eurent envahi la partie orientale de la Pologne, le gouvernement Daladier décréta la dissolution du Parti communiste et de toutes les organisations communistes. La connivence entre l'URSS stalinienne et l'Allemagne hitlérienne avait servi de prétexte au gouvernement pour franchir un pas de plus dans le démantèlement du mouvement ouvrier. Au sein de la CGT, Jouhaux et sa tendance procédèrent à l'exclusion de tous les responsables liés au Parti communiste. Le mouvement ouvrier organisé n'était plus que l'ombre de lui-même.

Après la défaite militaire de mai-juin 1940, la mise en place, en juillet 1940, de « l'État français » de Pétain (avec l'approbation de la majorité des députés socialistes et radicaux du Front populaire élus en 1936), vint mettre la dernière touche à cette marche vers un régime autoritaire que Trotsky voyait comme le deuxième terme de l'alternative qui se trouvait posée depuis 1934.

Venant après l'écrasement des classes ouvrières allemande et autrichienne, l'année 1936 fut, avec la grève générale en France et la riposte de la classe ouvrière espagnole au putsch franquiste, le temps fort de ce sursaut de la classe ouvrière que Trotsky, et avec lui tous ceux qui partageaient ses idées, voyait comme une possibilité de mettre un terme à la série de défaites ininterrompue que la classe ouvrière internationale avait connue après la vague révolutionnaire qui avait secoué l'Europe au lendemain de la Première Guerre mondiale. Mais il n'en a rien été. Trahis par leurs propres dirigeants au nom de la défense d'une « république » qui tournait le dos à toute réforme sociale profonde, les ouvriers et les paysans espagnols eurent à subir une répression impitoyable, et la nuit de la dictature franquiste. Le Front populaire français se termina moins tragiquement, mais trois ans après leurs premiers congés payés, les vacanciers de 1936 se retrouvèrent par dizaines de milliers sur les fronts de la Deuxième Guerre mondiale.

Le stalinisme n'avait pas épuisé son pouvoir de nuisance. Après l'agression allemande contre l'URSS, les partis communistes des pays « alliés » se mirent au service de leurs bourgeoisies respectives, au nom de la « résistance », remplaçant l'internationalisme qu'ils avaient professé pendant leur jeunesse par le chauvinisme le plus trivial, illustré par le « à chacun son Boche » que titra *l'Humanité* en 1944. En Europe ces partis restèrent au service de leur bourgeoisie pour l'aider à remettre sur pied son appareil d'État et à relancer son économie sur le dos de la classe ouvrière. Ils ne retrouvèrent un langage en apparence

radical que dans les premières années de la guerre froide, mais en menant une politique aventuriste qui désorienta tout autant les travailleurs.

Né de l'isolement de la jeune république des soviets, des premiers succès de la réaction après l'explosion révolutionnaire de 1917-1919, le stalinisme était lui-même devenu un formidable facteur de réaction. Et si l'URSS a finalement éclaté, si les partis communistes qui lui étaient jadis liés ne sont plus que des copies presque conformes des partis sociaux-démocrates, ayant comme eux, pour seule ambition, d'être admis à la gestion des affaires de leur bourgeoisie, les conséquences de cette période ne ce sont pas effacées pour autant.

Les défaites des classes ouvrières française et espagnole, après le sursaut de 1936, se sont traduites par un recul considérable, historique, du mouvement ouvrier européen, et par voie de conséquence, international. Un recul dont les travailleurs et les pauvres du monde entier n'ont pas fini de payer le prix.

Soixante-dix ans après la grève générale de 1936, la réédition de ces textes n'est pas seulement une manière de commémorer des événements bien plus complexes et bien plus riches que le seul accès aux congés payés qu'ont retenu la plupart des commentateurs actuels. C'est aussi donner à de nouveaux lecteurs un outil précieux pour comprendre l'histoire de la France dans les années qui précédèrent immédiatement l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale.

*Les bons caractères
(septembre 2006)*

Cet article a été publié, sans signature, dans *la Vérité* du 9 novembre 1934, comme émanant du « groupe bolchevique-léniniste de la SFIO » (le groupe trotskyste « GBL » était alors entré dans la SFIO). En fait, Trotsky en était l'auteur, et l'indique lui-même dans la préface datée du 10 juin 1936 de la première édition de *Où va la France?* (1936).

Où va la France ?

Dans ces pages, nous voulons expliquer aux ouvriers avancés quel sort attend la France dans les années qui viennent. Pour nous, la France, ce n'est ni la Bourse, ni les banques, ni les trusts, ni le gouvernement, ni l'état-major, ni l'Église – tous ceux-là, ce sont les oppresseurs de la France – mais c'est la classe ouvrière et les paysans exploités.

L'effondrement de la démocratie bourgeoise

Après la guerre se produisit une série de révolutions, qui remportèrent de brillantes victoires : en Russie, en Allemagne, en Autriche-Hongrie, plus tard en Espagne. Mais c'est seulement en Russie que le prolétariat a pris pleinement le pouvoir en main, a exproprié ses exploités et a su, grâce à cela, créer et maintenir un État ouvrier. Dans tous les autres cas le prolétariat, malgré la victoire, s'est arrêté, par la faute de sa direction, à mi-chemin. Le résultat en fut que le pouvoir s'est échappé de ses mains et, se déplaçant de gauche à droite, est devenu la proie du fascisme. Dans une série d'autres pays le pouvoir est tombé dans les mains d'une dictature militaire. Dans aucun de ces pays le Parlement ne s'est trouvé avoir la force de concilier les contradictions des classes et d'assurer une marche pacifique de l'évolution. Le conflit s'est résolu les armes à la main.

Certes, en France on a longtemps pensé que le fascisme n'avait rien à voir avec ce pays. Car la France est une république,

toutes les questions y sont tranchées par le peuple souverain au moyen du suffrage universel. Mais le 6 février quelques milliers de fascistes et de royalistes, armés de revolvers, de matraques et de rasoirs, ont imposé au pays le gouvernement réactionnaire Doumergue, sous la protection duquel les bandes fascistes continuent à croître et à s'armer. Que nous prépare demain ?

Certes, en France, comme dans certains autres pays d'Europe (Angleterre, Belgique, Hollande, Suisse, pays scandinaves), il existe encore un parlement, des élections, des libertés démocratiques ou leurs débris. Mais dans tous ces pays la lutte des classes s'exacerbe dans le même sens qu'elle s'est développée auparavant en Italie et en Allemagne. Qui se console avec la phrase : « la France n'est pas l'Allemagne » est un imbécile sans espoir. Dans tous les pays agissent maintenant les mêmes lois ; ce sont celles de la décadence capitaliste. Si les moyens de production continuent à rester dans les mains d'un petit nombre de capitalistes, il n'y a pas de salut pour la société. Elle est condamnée à aller de crise en crise, de misère en misère, de mal en pis. Dans les divers pays les conséquences de la décrépitude et de la décadence du capitalisme s'expriment sous des formes diverses et se développent à des rythmes inégaux.

Mais le fond du processus est le même partout. La bourgeoisie a mené sa société à une banqueroute complète. Elle n'est capable d'assurer au peuple ni le pain ni la paix. C'est précisément pourquoi elle ne peut supporter plus longtemps l'ordre démocratique. Elle est contrainte d'écraser les ouvriers à l'aide de la violence physique. Mais on ne peut pas venir à bout du mécontentement des ouvriers et des paysans par la police seule. Faire marcher l'armée contre le peuple, c'est trop souvent impossible : elle commence par se décomposer et cela s'achève par le passage d'une grande partie des soldats du côté du peuple. C'est pourquoi le grand capital est contraint de créer des bandes armées particulières, spécialement dressées contre les ouvriers, comme certaines races de chiens sont dressées contre le gibier.

La signification historique du fascisme est d'écraser la classe ouvrière, de détruire ses organisations, d'étouffer la liberté politique à l'heure où les capitalistes s'avèrent déjà incapables de diriger et de dominer à l'aide de la mécanique démocratique.

Son matériel humain, le fascisme le trouve surtout au sein de la petite bourgeoisie. Celle-ci est finalement ruinée par le grand capital. Avec la structure sociale actuelle, il n'y a pas de salut pour elle. Mais elle ne connaît pas d'autre issue. Son mécontentement, sa révolte, son désespoir, les fascistes les détournent du grand capital et les dirigent contre les ouvriers. On peut dire du fascisme que c'est une opération de luxation des cerveaux de la petite bourgeoisie dans les intérêts de ses pires ennemis. Ainsi, le grand capital ruine d'abord les classes moyennes, ensuite, à l'aide de ses agents mercenaires, les démagogues fascistes, il dirige contre le prolétariat la petite bourgeoisie tombée dans le désespoir. Ce n'est que par de tels procédés de brigand que le régime bourgeois est encore capable de se maintenir. Jusqu'à quand? Jusqu'à ce qu'il soit renversé par la révolution prolétarienne.

Le commencement du bonapartisme en France

En France le mouvement de la démocratie vers le fascisme n'en est encore qu'à sa première étape. Le Parlement existe, mais il n'a plus les pouvoirs d'autrefois et il ne les reprendra jamais plus. Morte de peur, la majorité du Parlement a, après le 6 février, appelé au pouvoir Doumergue, le sauveur, l'arbitre. Son gouvernement se tient au-dessus du Parlement. Il s'appuie non pas sur la majorité « démocratiquement » élue, mais directement et immédiatement sur l'appareil bureaucratique, sur la police et l'armée. C'est précisément pourquoi Doumergue ne peut souffrir aucune liberté pour les fonctionnaires et, en général, pour les serviteurs de l'État. Il lui faut un appareil bureaucratique docile et discipliné, au sommet duquel il puisse se tenir sans danger de tomber. La majorité parlementaire est contrainte de s'incliner

devant Doumergue dans sa frayeur devant les fascistes et devant le « front commun ». Actuellement on écrit beaucoup sur la « réforme » prochaine de la Constitution, sur le droit de dissolution de la Chambre des députés, etc. Toutes ces questions n'ont qu'un intérêt juridique. Dans le sens politique la question est déjà résolue. La réforme s'est accomplie sans voyage à Versailles. L'apparition sur l'arène de bandes fascistes armées a donné la possibilité aux agents du grand capital de s'élever au-dessus du Parlement. C'est en cela que consiste maintenant l'essence de la Constitution française. Tout le reste n'est qu'illusions, phrases ou tromperie consciente.

Le rôle actuel de Doumergue (comme de ses successeurs possibles, dans le genre du maréchal Pétain ou de Tardieu) n'est pas une chose nouvelle. C'est un rôle analogue à celui que, dans d'autres conditions, jouèrent Napoléon I^{er} et Napoléon III. L'essence du bonapartisme consiste en ceci : s'appuyant sur la lutte de deux camps, il « sauve », à l'aide d'une dictature bureaucratique-militaire, la « nation ». Napoléon I^{er} représente le bonapartisme de la jeunesse impétueuse de la société bourgeoise. Le bonapartisme de Napoléon III, c'est celui du moment où, sur le crâne de la bourgeoisie, apparaît déjà la calvitie. En la personne de Doumergue, nous rencontrons le bonapartisme sénile du déclin capitaliste. Le gouvernement Doumergue, c'est le premier degré du passage du parlementarisme au bonapartisme. Pour maintenir l'équilibre de Doumergue, il faut à celui-ci à sa droite les bandes fascistes et autres qui l'ont porté au pouvoir. Réclamer de lui qu'il dissolve – non pas sur le papier, mais dans la réalité – les Jeunesses patriotes, les Croix de feu, les Camelots du roi, etc., c'est réclamer qu'il coupe la branche sur laquelle il se tient. Des oscillations temporaires de tel ou tel côté sont, bien entendu, possibles. Ainsi, une offensive prématurée du fascisme pourrait provoquer dans les sommets gouvernementaux quelque écart « à gauche ». Doumergue ferait place pour un moment non pas à Tardieu, mais à Herriot. Mais, premièrement, on n'a

jamais dit que les fascistes feraient une tentative prématurée de coup d'État. Deuxièmement, un écart temporaire à gauche dans les sommets ne changerait pas la direction générale du développement, il ne ferait plutôt qu'ajourner un peu le dénouement. Pour revenir en arrière, à la démocratie pacifique, il n'y a pas de voie. Le développement conduit inévitablement, infailliblement, à un conflit entre le prolétariat et le fascisme.

Le bonapartisme sera-t-il de longue durée ?

Combien de temps peut se maintenir l'actuel régime bonapartiste de transition ? Ou, autrement dit : combien de temps reste-t-il au prolétariat pour se préparer au combat décisif ? À cette question il est impossible, naturellement, de répondre exactement. Mais on peut cependant établir quelques données pour apprécier la vitesse du développement de tout le processus. L'élément le plus important pour pouvoir juger, c'est la question du sort à venir du Parti radical.

Par son apparition, le bonapartisme actuel est lié, comme on l'a dit, à un commencement de guerre civile entre les camps politiques extrêmes. Son principal appui matériel, il le trouve dans la police et dans l'armée. Mais il a aussi un appui à gauche : c'est le Parti radical-socialiste. La base de ce parti de masse est constituée par la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. Les sommets du parti sont formés par les agents « démocratiques » de la grande bourgeoisie, qui ont donné de loin en loin au peuple des petites réformes et le plus souvent des phrases démocratiques, l'ont sauvé chaque jour (en paroles) de la réaction et du cléricalisme, mais dans toutes les questions importantes ont fait la politique du grand capital. Sous la menace du fascisme, et encore plus du prolétariat, les radicaux-socialistes se sont trouvés contraints de passer du camp de la « démocratie » parlementaire dans le camp du bonapartisme. Comme le chameau sous le fouet du chamelier, le radicalisme s'est mis sur ses quatre genoux, pour permettre à la réaction capitaliste de

s'asseoir entre ses bosses. Sans le soutien politique des radicaux, le gouvernement Doumergue serait, au moment présent, encore impossible.

Si l'on compare l'évolution politique de la France à celle de l'Allemagne, le gouvernement Doumergue et ses successeurs possibles correspondent aux gouvernements Brüning, Papen, Schleicher, qui comblèrent l'intervalle entre la démocratie de Weimar et Hitler. Il y a, pourtant, une différence qui, politiquement, peut prendre une importance énorme. Le bonapartisme allemand est entré en scène quand les partis démocratiques avaient fondu, alors que les nazis croissaient avec une force prodigieuse. Les trois gouvernements « bonapartistes » d'Allemagne, ayant un très faible appui politique propre, se trouvaient en équilibre sur une corde tendue au-dessus de l'abîme entre les deux camps hostiles : le prolétariat et le fascisme. Ces trois gouvernements tombèrent rapidement. Le camp du prolétariat était alors scindé, non préparé pour la lutte, désorienté et trahi par ses chefs. Les nazis purent prendre le pouvoir presque sans combat.

Le fascisme français ne représente pas encore maintenant une force de masse. Par contre, le bonapartisme a un appui, certes pas très sûr et pas très stable, mais de masse, dans la personne des radicaux. Entre ces deux faits existe un lien interne. Par le caractère social de son appui, le radicalisme est un parti de la petite bourgeoisie. Et le fascisme ne peut devenir une force de masse qu'en conquérant la petite bourgeoisie. En d'autres termes : en France, le fascisme peut se développer avant tout sur le compte des radicaux. Ce processus se produit déjà actuellement, mais il se trouve encore à son premier stade.

Le rôle du Parti radical

Les dernières élections ont donné les résultats qu'on pouvait et devait en attendre : les flancs, c'est-à-dire les réactionnaires et le bloc ouvrier, ont gagné, et le centre, c'est-à-dire les radicaux, perdu. Mais gains et pertes sont encore infimes. S'il s'était agi

d'élections parlementaires, ces phénomènes auraient pris, sans aucun doute, des dimensions plus considérables. Les déplacements qui se sont marqués ont, pour nous, de l'importance non pas en eux-mêmes, mais seulement en tant que symptômes de changements dans la conscience des masses. Ils montrent que le centre petit bourgeois a déjà commencé à fondre en faveur des deux camps extrêmes. Cela veut dire que les restes du régime parlementaire vont être rongés de plus en plus ; les camps extrêmes vont croître ; les heurts entre eux approchent. Il n'est pas difficile de comprendre que ce processus est absolument inévitable.

Le Parti radical est le parti à l'aide duquel la grande bourgeoisie maintenait les espoirs de la petite bourgeoisie en une amélioration progressive et pacifique de sa situation. Ce rôle des radicaux ne fut possible qu'aussi longtemps que la situation économique de la petite bourgeoisie restait supportable, tolérable, aussi longtemps qu'elle ne subissait pas une ruine massive, qu'elle gardait espoir en l'avenir. Certes, le programme des radicaux est toujours resté un simple morceau de papier. Les radicaux n'ont accompli aucune réforme sociale sérieuse en faveur des travailleurs et ne pouvaient en accomplir – cela ne leur eût pas été permis par la grande bourgeoisie, dans les mains de laquelle sont tous les véritables leviers du pouvoir : les banques et la Bourse, la grande presse, les hauts fonctionnaires, la diplomatie, l'état-major. Mais ce sont quelques petites aumônes, surtout dans le cadre de la province, qu'obtenaient les radicaux de temps à autre, en faveur de leur clientèle, maintenant par là les illusions des masses populaires. Ainsi en allait-il jusqu'à la dernière crise. Actuellement, pour le paysan le plus arriéré, il devient clair qu'il s'agit non pas d'une crise passagère ordinaire, comme il y en eut pas mal avant la guerre, mais d'une crise de tout le système social. Il faut des mesures hardies et décisives. Lesquelles ? le paysan ne le sait pas. Personne ne le lui a dit, comme il l'eût fallu.

Le capitalisme a porté les moyens de production à un tel

niveau qu'ils se sont trouvés paralysés par la misère des masses populaires, ruinées par le même capitalisme. Par cela même tout le système est entré dans une période de décadence, de décomposition, de pourriture. Le capitalisme non seulement ne peut pas donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même seulement de petites aumônes, il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée dans une époque de contre-réformes économiques et politiques. La politique de spoliation et d'étouffement des masses est provoquée non pas par les caprices de la réaction, mais par la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental, qui doit être assimilé par chaque ouvrier, s'il ne veut pas qu'on le dupe avec des phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis réformistes démocratiques se décomposent et perdent leurs forces l'un après l'autre dans toute l'Europe. C'est le même sort qui attend également les radicaux français. Seuls des gens sans cervelle peuvent penser que la capitulation de Daladier ou la servilité d'Herriot devant la pire réaction sont le résultat de causes fortuites, temporaires ou du manque de caractère de ces deux lamentables chefs. Non ! les grands phénomènes politiques doivent toujours avoir de profondes causes sociales. La décadence des partis démocratiques est un phénomène universel qui a ses raisons dans la décadence du capitalisme même. La grande bourgeoisie dit aux radicaux : « Maintenant, ce n'est plus le moment de plaisanter ! Si vous ne cessez pas de faire des coquetteries aux socialistes et de flirter avec le peuple en lui promettant monts et merveilles, alors j'appelle les fascistes. Comprenez bien que le 6 février ne fut qu'un premier avertissement ! » Après quoi le chameau radical se met sur ses quatre genoux. Il ne lui reste rien d'autre à faire.

Mais le radicalisme ne trouvera pas son salut dans cette voie. Liant, aux yeux de tout le peuple, son sort au sort de la réaction, il abrège inévitablement sa fin ! La perte de voix et de mandats aux élections cantonales n'est qu'un commencement. Puis le proces-

sus d'effondrement du Parti radical ira de plus en plus vite. Toute la question est de savoir en faveur de qui, de la révolution prolétarienne ou du fascisme, se fera cet effondrement inévitable, irrésistible.

Qui présentera le premier, le plus largement, le plus hardiment aux classes moyennes, le programme le plus convaincant, et – c'est là le plus important – conquerra leur confiance, en leur montrant en paroles et en fait qu'il est capable de briser tous les obstacles sur la voie d'un avenir meilleur : le socialisme révolutionnaire ou la réaction fasciste ? De cette question dépend le sort de la France, pour de nombreuses années. Non seulement de la France, mais de toute l'Europe. Non seulement de l'Europe, mais du monde entier.

Les « classes moyennes », le Parti radical et le fascisme

Depuis le moment de la victoire des nazis en Allemagne, dans les partis et les groupes de « gauche » on fait beaucoup de discours sur la nécessité de se tenir près des « classes moyennes » pour barrer la route au fascisme. La fraction Renaudel et C^{ie} s'est séparée du Parti socialiste avec le but spécial de se rapprocher des radicaux. Mais à l'heure même où Renaudel, qui vit sur les idées de 1848, tendait les deux mains à Herriot, ce dernier avait les deux mains prises : l'une par Tardieu, l'autre par Louis Marin.

De là, pourtant, il ne s'ensuit pas du tout que la classe ouvrière puisse tourner le dos à la petite bourgeoisie, en la laissant à son malheur. Oh, non ! se rapprocher des paysans et des petites gens des villes, les attirer de notre côté, c'est la condition nécessaire du succès de la lutte contre le fascisme, sans même parler de la conquête du pouvoir. Il faut seulement poser d'une façon juste le problème. Mais pour cela il faut comprendre clairement quelle est la nature des « classes moyennes ». Rien n'est plus dangereux en politique, surtout dans une période critique, que de répéter

des formules générales, sans examiner quel contenu social elles recouvrent.

La société contemporaine se compose de trois classes : la grande bourgeoisie, le prolétariat et les « classes moyennes », ou petite bourgeoisie. Les relations entre ces trois classes déterminent en fin de compte la situation politique dans le pays. Les classes fondamentales de la société sont la grande bourgeoisie et le prolétariat. Seules ces deux classes peuvent avoir une politique indépendante, claire et conséquente. La petite bourgeoisie se distingue par sa dépendance économique et son hétérogénéité sociale. Sa couche supérieure touche immédiatement la grande bourgeoisie. La couche inférieure se fond avec le prolétariat et tombe même à l'état de lumpen-prolétariat. Conformément à sa situation économique, la petite bourgeoisie ne peut avoir de politique indépendante. Elle oscille toujours entre les capitalistes et les ouvriers. Sa propre couche supérieure la pousse à droite ; ses couches inférieures, opprimées et exploitées, sont capables, dans certaines conditions, de tourner brusquement à gauche. C'est par ces relations contradictoires des différentes couches des « classes moyennes » qu'a toujours été déterminée la politique confuse et absolument inconsistante des radicaux, leurs hésitations entre le cartel avec les socialistes, pour calmer la base, et le bloc national avec la réaction capitaliste, pour sauver la bourgeoisie. La décomposition définitive du radicalisme commence au moment où la grande bourgeoisie, elle-même dans l'impasse, ne lui permet plus d'osciller. La petite bourgeoisie, en la personne des masses ruinées des villes et des campagnes, commence à perdre patience. Elle prend une attitude de plus en plus hostile envers sa propre couche supérieure ; elle se convainc en fait de l'inconsistance et de la perfidie de sa direction politique. Le paysan pauvre, l'artisan, le petit commerçant se convainquent en fait qu'un abîme les sépare de tous ces maires, de tous ces avocats, de tous ces arrivistes politiques, dans le genre d'Herriot, Daladier, Chautemps, et C^{ie}, qui, par leur mode

de vie et par leurs conceptions, sont de grands bourgeois. C'est précisément cette désillusion de la petite bourgeoisie, son impatience, son désespoir que le fascisme exploite. Ses agitateurs stigmatisent et maudissent la démocratie parlementaire qui épaula les carriéristes et les staviskrates¹, mais ne donne rien aux petits travailleurs. Eux, ces démagogues, brandissent le poing à l'adresse des banquiers, des gros commerçants, des capitalistes. Ces paroles et ces gestes répondent pleinement aux sentiments des petits propriétaires, tombés dans une situation sans issue. Les fascistes montrent de l'audace, descendent dans la rue, s'attaquent à la police, tentent par la force de chasser le Parlement. Cela en impose au petit-bourgeois tombé dans le désespoir. Il se dit : « les radicaux, parmi lesquels il y a trop de coquins, se sont vendus définitivement aux banquiers ; les socialistes promettent depuis longtemps d'anéantir l'exploitation, mais ils ne passent jamais des paroles aux actes ; les communistes, on ne peut rien y comprendre : aujourd'hui c'est une chose, demain c'en est une autre ; il faut voir si les fascistes ne peuvent pas apporter le salut ».

Le passage des classes moyennes dans le camp du fascisme est-il inévitable ?

Renaudel, Frossard et leurs semblables s'imaginent que la petite bourgeoisie est attachée avant tout à la démocratie et que c'est précisément pourquoi il faut se joindre aux radicaux. Quelle monstrueuse aberration ! La démocratie n'est qu'une forme politique. La petite bourgeoisie ne se soucie pas de la coquille de la noix, mais de son amande. Elle cherche à se sauver de la misère et de la ruine. Que la démocratie s'avère impuissante – et au diable la démocratie ! Ainsi raisonne ou sent chaque petit-bourgeois. Dans la révolte grandissante des couches inférieures de la petite bourgeoisie contre ses propres couches supérieures

1 Allusion à l'affaire Stavisky, escroquerie dans laquelle nombre de politiciens étaient impliqués. (Note de l'éditeur)

res, « instruites », municipales, cantonales et parlementaires, se trouve la principale source sociale et politique du fascisme. À cela il faut ajouter la haine de la jeunesse intellectuelle, écrasée par la crise, pour les avocats, les professeurs, les députés et les ministres parvenus. Ici aussi, par conséquent, les intellectuels petits-bourgeois inférieurs se rebellent contre leurs sommets.

Cela signifie-t-il que le passage de la petite bourgeoisie sur la voie du fascisme soit inévitable, inéluctable? Non, une telle conclusion serait du fatalisme honteux. Ce qui est réellement inévitable, inéluctable, c'est la fin du radicalisme et de tous les groupements politiques qui lient leur sort au sien. Dans les conditions de la décadence capitaliste, il ne reste plus de place pour un parti de réformes démocratiques et de progrès « pacifique ». Quelle que soit la voie par laquelle passe le développement à venir de la France, le radicalisme disparaîtra de toute façon de la scène, rejeté et honni par la petite bourgeoisie, qu'il a définitivement trahie. Que notre prédiction réponde à la réalité, tout ouvrier conscient s'en convaincra dès maintenant sur la base des faits, et de l'expérience de chaque jour. De nouvelles élections apporteront aux radicaux des défaites. Des couches vont se séparer d'eux les unes après les autres, les masses populaires en bas, les groupes de carriéristes effrayés en haut. Des départs, des scissions, des trahisons vont suivre d'une façon ininterrompue. Aucune manœuvre et aucun bloc ne sauveront le Parti radical. Il entraînera avec lui dans l'abîme le « parti » de Renaudel-Déat et C^{ie}. La fin du Parti radical est le résultat inévitable du fait que la société bourgeoise ne peut plus venir à bout de ses difficultés à l'aide de méthodes soi-disant démocratiques. La scission entre la base de la petite bourgeoisie et ses sommets est inévitable.

Mais cela ne signifie pas du tout que les masses qui suivent le radicalisme doivent infailliblement reporter leurs espoirs sur le fascisme. Certes, la partie la plus démoralisée, la plus déclassée et la plus avide de la jeunesse des classes moyennes a déjà porté son choix dans cette direction. C'est à ce réservoir que se

forment surtout les bandes fascistes. Mais les lourdes masses petites-bourgeoises des villes et des campagnes n'ont pas encore fait leur choix. Elle hésitent devant une grande décision. C'est précisément parce qu'elles hésitent qu'elles continuent encore, mais déjà sans confiance, à voter pour les radicaux. Cette situation d'hésitation et d'irrésolution ne durera pourtant pas des années, mais des mois. Le développement politique va prendre dans la période qui vient un rythme fébrile. La petite bourgeoisie ne repoussera la démagogie du fascisme que si elle met sa foi dans la réalité d'une autre voie. Mais l'autre voie, c'est la voie de la révolution prolétarienne.

Est-il vrai que la petite bourgeoisie craint la révolution ?

Les routiniers parlementaires, qui croient être des connaisseurs du peuple, aiment à répéter : « Il ne faut pas effrayer les classes moyennes avec la révolution, elles n'aiment pas les extrêmes ». Sous cette forme générale, cette affirmation est absolument fausse. Naturellement, le petit propriétaire tient à l'ordre, tant que ses affaires vont bien et aussi longtemps qu'il espère que demain elles iront encore mieux. Mais quand cet espoir est perdu, il entre facilement en rage et est prêt à se livrer aux mesures les plus extrêmes. Sinon, comment aurait-il pu renverser l'État démocratique et amener le fascisme au pouvoir en Italie et en Allemagne ? Les petites gens désespérées voient avant tout dans le fascisme une force combative contre le grand capital et croient qu'à la différence des partis ouvriers qui travaillent seulement de la langue, le fascisme se servira des poings pour établir plus de « justice ». Le paysan et l'artisan sont, à leur manière, des réalistes : ils comprennent qu'on ne pourra pas se passer des poings. Il est faux, trois fois faux d'affirmer que la petite bourgeoisie actuelle ne va pas aux partis ouvriers parce qu'elle craint les « mesures extrêmes ». Bien au contraire. La couche inférieure de la petite bourgeoisie, ses grandes masses, ne voient dans les

partis ouvriers que des machines parlementaires, ne croient pas à la force des partis ouvriers, ne croient pas qu'ils soient capables de lutter, qu'ils soient prêts à mener cette fois la lutte jusqu'au bout. Et s'il en est ainsi, est-ce la peine de remplacer le radicalisme par ses confrères parlementaires de gauche? Voilà comment raisonne ou sent le propriétaire à demi exproprié, ruiné et révolté. Sans la compréhension de cette psychologie des payans, des artisans, des employés, des petits fonctionnaires, etc. – psychologie qui découle de la crise sociale –, il est impossible d'élaborer une politique juste.

La petite bourgeoisie est économiquement dépendante et politiquement morcelée. C'est pourquoi elle ne peut avoir une politique propre. Elle a besoin d'un « chef », qui lui inspire confiance. Ce chef individuel ou collectif, c'est-à-dire un personnage ou un parti, peut lui être donné par l'une ou l'autre des classes fondamentales, soit par la grande bourgeoisie, soit par le prolétariat. Le fascisme unit et arme les masses disséminées; d'une « poussière humaine » – selon notre expression – il fait des détachements de combat. Il donne ainsi à la petite bourgeoisie l'illusion d'être une force indépendante. Elle commence à s'imaginer qu'elle commandera réellement à l'État. Rien d'étonnant à ce que ces espoirs et ces illusions lui montent à la tête.

Mais la petite bourgeoisie peut trouver aussi un chef dans la personne du prolétariat. Elle l'a montré en Russie, partiellement en Espagne. Elle y tendit en Italie, en Allemagne et en Autriche. Mais les partis du prolétariat ne s'y montrèrent pas à la hauteur de leur tâche historique. Pour amener à lui la petite bourgeoisie, le prolétariat doit conquérir sa confiance. Et, pour cela, il doit avoir lui-même confiance en sa force. Il lui faut avoir un clair programme d'action et être prêt à lutter pour le pouvoir par tous les moyens possibles. Soudé par son parti révolutionnaire pour une lutte décisive et impitoyable, le prolétariat dit aux paysans et aux petites gens des villes : « je lutte pour le pouvoir ; voici mon programme ; je suis prêt à m'entendre avec vous pour des chan-

gements dans ce programme ; je n'emploierai la force que contre le grand capital et ses laquais ; mais avec vous, travailleurs, je veux conclure une alliance sur la base d'un programme donné ». Un tel langage, le paysan le comprendra. Il faut seulement qu'il ait confiance dans la capacité du prolétariat de s'emparer du pouvoir. Or, pour cela, il faut épurer le front unique de toute équivoque, de toute indécision, des phrases creuses ; il faut comprendre la situation et se mettre sérieusement sur la voie de la lutte révolutionnaire.

Une alliance avec les radicaux serait une alliance contre les classes moyennes

Renaudel, Frossard et leurs semblables s'imaginent sérieusement qu'une alliance avec les radicaux, c'est une alliance avec les « classes moyennes » et, par conséquent, une barrière contre le fascisme. Ces gens ne voient rien d'autre que les ombres parlementaires. Ils ignorent l'évolution réelle des masses et se tournent vers le Parti radical, qui se survit, alors que celui-ci leur a entre-temps tourné le derrière. Ils pensent qu'à une époque de grande crise sociale une alliance des classes mises en mouvement peut être remplacée par un bloc avec une clique parlementaire compromise et vouée à la perte. Une alliance véritable du prolétariat et des classes moyennes, c'est une question non pas de statique parlementaire, mais de dynamique révolutionnaire. Cette alliance, il faut la créer, la forger dans la lutte.

Tout le fond de la situation politique actuelle est dans le fait que la petite bourgeoisie désespérée commence à se débarrasser du joug de la discipline parlementaire et de la tutelle de la clique « radicale » conservatrice, qui a toujours trompé le peuple et l'a maintenant définitivement trahi. Se lier dans cette situation aux radicaux signifie se condamner soi-même au mépris des masses et pousser la petite bourgeoisie dans les bras du fascisme, comme le seul sauveur.

Le parti ouvrier doit s'occuper non pas d'une tentative sans

espoir de sauver le parti des banqueroutiers ; il doit, au contraire, de toutes ses forces accélérer le processus d'affranchissement des masses de l'emprise radicale. Plus il mettra de zèle et de hardiesse à accomplir ce travail, et plus il préparera véritablement et rapidement l'alliance de la classe ouvrière avec la petite bourgeoisie. Il faut prendre les classes dans leur mouvement. Il faut se régler sur leur tête, et non sur leur queue. L'histoire travaille maintenant rapidement. Malheur à qui reste sur place !

Quand Frossard dénie au Parti socialiste le droit de démasquer, d'affaiblir, de décomposer le Parti radical, il agit en radical conservateur, mais non en socialiste. Seul a droit d'existence historique le parti qui croit en son programme et s'efforce de rassembler tout le peuple sous son drapeau. Sinon, ce n'est pas un parti historique, mais une coterie parlementaire, une clique de carriéristes. C'est non seulement le droit, mais le devoir élémentaire du parti du prolétariat d'affranchir les masses travailleuses de l'influence funeste de la bourgeoisie. Cette tâche historique prend actuellement une acuité particulière, car les radicaux s'efforcent plus que jamais de couvrir le travail de la réaction, endorment et trompent le peuple et préparent ainsi la victoire du fascisme. Les radicaux de gauche ? mais ils capitulent aussi fatalement devant Herriot qu'Herriot devant Tardieu.

Frossard veut espérer que l'alliance des socialistes avec les radicaux aboutira à un gouvernement de « gauche », qui dissoudra les organisations fascistes et sauvera la République. Il est difficile d'imaginer un amalgame plus monstrueux d'illusions démocratiques et de cynisme policier. Quand nous disons – nous en parlerons en détail plus loin – qu'il faut une milice du peuple, Frossard et ses semblables objectent : « contre le fascisme, il faut lutter non pas avec des moyens physiques, mais idéologiquement ». Quand nous disons : seule une mobilisation révolutionnaire de masse qui n'est possible que dans une lutte contre le radicalisme, est capable de miner le terrain sous les pieds du fascisme, les mêmes gens nous répliquent : « non, seule peut nous

sauver la police du gouvernement Daladier-Frossard ».

Pitoyable bredouillement ! Les radicaux ont eu le pouvoir et, s'ils ont consenti à le céder à Doumergue, ce n'est pas parce qu'il leur manquait l'aide de Frossard, mais parce qu'ils craignaient le fascisme, qu'ils craignaient la grande bourgeoisie qui les menaçait des rasoirs royalistes, qu'ils craignaient encore plus le prolétariat, qui commençait à se dresser contre le fascisme. Pour comble de scandale, c'est Frossard lui-même qui, effrayé de l'effroi des radicaux, conseilla à Daladier de capituler ! Si l'on admet pour un instant – hypothèse manifestement invraisemblable ! – que les radicaux aient consenti à rompre l'alliance avec Doumergue pour l'alliance avec Frossard, les bandes fascistes, cette fois avec la collaboration directe de la police, seraient descendues trois fois plus nombreuses dans la rue, et les radicaux ensemble avec Frossard se seraient fourrés sous les tables ou se seraient cachés dans les réduits les plus secrets de leurs ministères.

Mais faisons encore une hypothèse fantastique : la police de Daladier-Frossard « désarme » les fascistes. Est-ce que cela résout la question ? Et qui désarmera la même police, qui, de la main droite, rendra aux fascistes ce qu'elle leur aurait pris de la main gauche ? La comédie du désarmement par la police n'aurait fait qu'accroître l'autorité des fascistes, en tant que combattants contre l'État capitaliste. Des coups contre les bandes fascistes ne peuvent être réels que dans la mesure où ces bandes sont en même temps isolées politiquement. Cependant, l'hypothétique gouvernement Daladier-Frossard ne donnerait rien ni aux ouvriers ni aux masses petites-bourgeoises, car il ne pourrait attenter aux fondements de la propriété privée. Et sans expropriation des banques, des grandes entreprises commerciales, des industries-clés, des transports, sans monopole du commerce extérieur et sans une série d'autres mesures profondes, il n'est nullement possible de venir en aide au paysan, à l'artisan, au petit commerçant. Par sa passivité, son impuissance, son mensonge, le gouvernement Daladier-Frossard provoquerait une tempête de révolte dans la

petite bourgeoisie et la pousserait définitivement sur la voie du fascisme, si... si ce gouvernement était possible.

Il faut pourtant reconnaître que Frossard n'est pas seul. Le même jour (24 octobre) où le modéré Zyromski intervenait dans *le Populaire* contre la tentative de Frossard de faire renaître le cartel, Cachin intervenait dans *l'Humanité* pour défendre l'idée d'un bloc avec les radicaux-socialistes. Lui, Cachin, saluait avec enthousiasme le fait que les radicaux s'étaient prononcés pour le « désarmement » des fascistes. Certes, les radicaux se sont prononcés pour le désarmement de tous, y compris des organisations ouvrières. Certes, dans les mains de l'État bonapartiste une telle mesure serait dirigée surtout contre les ouvriers. Certes, les fascistes « désarmés » recevraient le lendemain le double d'armes non sans l'aide de la police. Mais à quoi bon se faire de la peine avec de sombres réflexions ? Tout homme a besoin d'espoir. Et voilà Cachin qui va sur les traces de Wels et d'Otto Bauer, qui attendirent aussi en leur temps le salut d'un désarmement par la police de Brüning et de Dollfuss. Faisant un tournant de 180 degrés, Cachin identifie les radicaux aux classes moyennes. Les paysans opprimés, il ne les voit qu'à travers le prisme du radicalisme. L'alliance avec les petits propriétaires travailleurs, il ne se la représente pas autrement que sous la forme d'un bloc avec les affairistes parlementaires qui commencent, enfin, à perdre la confiance des petits propriétaires. Au lieu de nourrir et d'attiser la révolte commençante du paysan et de l'artisan contre les exploiters « démocratiques » et de diriger cette révolte sur la voie d'une alliance avec le prolétariat, Cachin s'apprête à soutenir les banqueroutiers radicaux de l'autorité du « front commun » et à pousser ainsi la révolte des couches inférieures de la petite bourgeoisie dans la voie du fascisme.

La nonchalance théorique se venge toujours cruellement dans la politique révolutionnaire. L'« antifascisme » comme le « fascisme », ce ne sont pas pour les staliniens des conceptions concrètes, mais deux grands sacs vides où ils fourrent tout ce qui

leur tombe sous la main. Doumergue est pour eux un fasciste. En fait, Doumergue est un exploiteur capitaliste de l'aile fasciste de la petite bourgeoisie radicale. Actuellement, ces deux systèmes se combinent dans le régime bonapartiste. Doumergue aussi est à sa manière un « antifasciste », car il préfère une dictature « paisible », militaire et policière, du grand capital à une guerre civile avec une issue toujours incertaine. Par frayeur devant le fascisme et encore plus devant le prolétariat, l'« antifasciste » Daladier s'est joint à Doumergue. Mais le régime de Doumergue est inconcevable sans l'existence des bandes fascistes. L'analyse marxiste élémentaire démontre ainsi la complète inconsistance de l'idée de l'alliance avec les radicaux contre le fascisme ! Les radicaux eux-mêmes prennent soin de montrer en fait combien fantastiques et réactionnaires sont les chimères politiques de Frossard et de Cachin.

La milice ouvrière et ses adversaires

Pour lutter, il faut conserver et renforcer les instruments et les moyens de lutte : les organisations, la presse, les réunions, etc. Tout cela, le fascisme le menace directement et immédiatement. Il est encore trop faible pour se mettre à la lutte directe pour le pouvoir ; mais il est assez fort pour tenter d'abattre les organisations ouvrières morceau par morceau, pour tremper dans ces attaques ses bandes, semer dans les rangs ouvriers l'accablement et le manque de confiance dans leur force. En outre, le fascisme trouve des auxiliaires inconscients dans la personne de tous ceux qui disent que la « lutte physique » est inadmissible et sans espoir et réclament de Doumergue le désarmement de ses gardes fascistes. Rien n'est si dangereux pour le prolétariat, surtout dans les conditions actuelles, que le poison sucré des faux espoirs. Rien n'accroît autant l'insolence des fascistes que le « pacifisme » mollasse des organisations ouvrières. Rien ne détruit autant la confiance des classes moyennes dans le prolétariat que la passivité expectante, que l'absence de volonté de lutte.

Le Populaire et surtout *l'Humanité* écrivent chaque jour : « le front unique, c'est une barrière contre le fascisme », « le front unique ne permettra pas », « les fascistes n'oseront pas », et ainsi de suite. Ce sont des phrases. Il faut dire carrément aux ouvriers, socialistes et communistes : « ne permettez pas aux journalistes et aux orateurs superficiels et irresponsables de vous bercer avec des phrases. Il s'agit de vos têtes et de l'avenir du socialisme ». Ce n'est pas nous qui nions l'importance du front unique : nous l'exigions alors que les chefs des deux partis étaient contre lui. Le front unique ouvre d'énormes possibilités. Mais rien de plus. En lui-même, le front unique ne décide rien. Seule la lutte des masses décide. Le front unique s'avérera une grande chose lorsque les détachements communistes viendront en aide aux détachements socialistes – et inversement – au cas d'une attaque des bandes fascistes contre *le Populaire* et *l'Humanité*. Mais pour cela, les détachements de combat prolétariens doivent exister, s'éduquer, s'exercer, s'armer. Et s'il n'y a pas d'organisation de défense, c'est-à-dire de milice ouvrière, *le Populaire* et *l'Humanité* pourront écrire autant d'articles qu'ils voudront sur la toute-puissance du front unique, les deux journaux se trouveront sans défense devant la première attaque bien préparée des fascistes. Essayons de faire l'examen critique des « arguments » et des « théories » des adversaires de la milice ouvrière, qui sont très nombreux et très influents dans les deux partis ouvriers.

– Il nous faut l'autodéfense de masse, et non la milice, nous dit-on souvent. Mais qu'est-ce que cette « autodéfense de masse » ? Sans organisation de combat ? Sans cadres spécialisés ? Sans armement ? Remettre aux masses non organisées, non préparées, laissées à elles-mêmes, la défense contre le fascisme, ce serait jouer un rôle incomparablement plus bas que celui de Ponce-Pilate. Nier le rôle de la milice, c'est nier le rôle de l'avant-garde. Alors pourquoi un parti ? Sans le soutien des masses la milice n'est rien. Mais sans détachements de combat organisés, la masse la plus héroïque sera écrasée, morceau par morceau,

par les bandes fascistes. Opposer la milice à l'autodéfense est absurde. La milice est l'organe de l'autodéfense.

– Appeler à l'organisation de la milice, disent certains adversaires, certes peu sérieux et peu honnêtes, c'est de la « provocation ». Ce n'est pas un argument, mais une insulte. Si la nécessité de défendre les organisations ouvrières découle de toute la situation, comment peut-on donc ne pas appeler à la création de milices ? Peut-être veut-on nous dire que la création de milices « provoque » les attaques des fascistes et la répression du gouvernement ? Alors, c'est un argument absolument réactionnaire. Le libéralisme a toujours dit aux ouvriers que par leur lutte de classes ils « provoquent » la réaction. Les réformistes répétèrent cette accusation contre les marxistes ; les mencheviks, contre les bolcheviks. Ces accusations se réduisent en fin de compte à cette pensée profonde que, si les opprimés ne remuaient pas, les oppresseurs ne seraient pas contraints de les battre. C'est la philosophie de Tolstoï et de Gandhi, mais aucunement celle de Marx et de Lénine. Si désormais *l'Humanité* veut aussi développer la doctrine de la « non-résistance au mal par la violence », il lui faut prendre pour symbole non pas la faucille et le marteau, emblème de la Révolution d'Octobre, mais la pieuse chèvre qui nourrit Gandhi de son lait.

– Mais l'armement des ouvriers n'est opportun que dans une situation révolutionnaire qui n'existe pas encore. Cet argument profond signifie que les ouvriers doivent se laisser battre jusqu'à ce que la situation devienne révolutionnaire. Ceux qui prêchaient hier la « troisième période »² ne veulent pas voir ce qui s'est produit devant leurs yeux. La question elle-même de l'armement n'a surgi pratiquement que parce que la situation « pacifique », « normale », « démocratique » a fait place à une situation agitée, critique et instable, qui peut aussi bien se changer en situation révolutionnaire que contre-révolutionnaire. Cette alternative

2 Le cours ultra-gauche de l'Internationale communiste, de 1928 à 1934. (Note de l'éditeur)

dépend avant tout de ceci : les ouvriers avancés se laisseront-ils battre impunément morceau par morceau ou bien à chaque coup répondront-ils par deux coups, élevant le courage des opprimés et les unissant autour d'eux ? Une situation révolutionnaire ne tombe pas du ciel. Elle se forme avec la participation active de la classe révolutionnaire et de son parti.

Les staliniens français invoquent maintenant le fait que la milice n'a pas sauvé de la défaite le prolétariat allemand. Hier encore ils niaient toute défaite en Allemagne et affirmaient que la politique des staliniens allemands avait été juste d'un bout à l'autre. Aujourd'hui ils voient tout le mal dans la milice ouvrière allemande (*Rote Front*). Ainsi, d'une faute ils tombent dans la faute opposée, non moins monstrueuse. La milice ne résout pas elle-même la question. Il faut une politique juste. Et la politique des staliniens en Allemagne (« le social-fascisme, c'est l'ennemi principal », la scission syndicale, le flirt avec le nationalisme, le putschisme) conduisit fatalement à l'isolement de l'avant-garde prolétarienne et à son effondrement. Avec une stratégie bonne à rien, aucune milice ne pouvait sauver la situation.

C'est une sottise de dire que par elle-même l'organisation de la milice mène sur la voie des aventures, provoque l'ennemi, remplace la lutte politique par la lutte physique, etc. Dans toutes ces phrases il n'y a rien d'autre que de la couardise politique. La milice, en tant que forte organisation de l'avant-garde, est en fait le moyen le plus sûr contre les aventures, contre le terrorisme individuel, contre les sanglantes explosions spontanées. La milice est en même temps le seul moyen sérieux de réduire au minimum la guerre civile que le fascisme impose au prolétariat. Que seulement les ouvriers, malgré l'absence de « situation révolutionnaire », corrigent quelquefois à leur gré les « fils à papa » patriotes, et le recrutement de nouvelles bandes fascistes deviendra du coup incomparablement plus difficile.

Mais ici les stratèges, embrouillés dans leur propre raisonnement, sortent contre nous des arguments encore plus stupé-

fiant. Nous lisons textuellement : « *Si nous répondons aux coups de revolver des bandes fascistes par d'autres coups de revolver, écrit l'Humanité du 23 octobre, nous perdons de vue que le fascisme est le produit du régime capitaliste et qu'en luttant contre le fascisme, c'est tout le système que nous visons* ». Il est difficile d'accumuler en quelques lignes plus de confusion et plus d'erreurs. Impossible de se défendre contre les fascistes, parce qu'ils représentent... « *un produit du régime capitaliste* ». Cela veut dire qu'il faut renoncer à toute lutte, car tous les maux sociaux contemporains représentent des « *produits du système capitaliste* ».

Quand les fascistes tuent un révolutionnaire ou incendient le siège d'un journal prolétarien, les ouvriers doivent constater philosophiquement : « ah ! les meurtres et les incendies sont les produits du système capitaliste », et rentrer chez eux la conscience tranquille. À la théorie militante de Marx est substituée une prostration fataliste au seul avantage de l'ennemi de classe. La ruine de la petite bourgeoisie est, bien entendu, le produit du capitalisme. La croissance des bandes fascistes est, à son tour, le produit de la ruine de la petite bourgeoisie. Mais, d'un autre côté, l'accroissement de la misère et de la révolte du prolétariat est aussi le produit du capitalisme, et la milice, à son tour, est le produit de l'exacerbation de la lutte des classes. Pourquoi donc pour les « marxistes » de *l'Humanité* les bandes fascistes sont-elles le produit légitime du capitalisme, et la milice ouvrière, le produit illégitime des... trotskystes ? Décidément, il est impossible d'y comprendre quoi que ce soit.

Il faut, nous dit-on, viser tout le « système ». Comment ? Par-dessus la tête des êtres humains ? Pourtant, les fascistes dans les différents pays ont commencé par des coups de revolver et ont fini par la destruction de tout le « système » des organisations ouvrières. Comment donc arrêter l'offensive armée de l'ennemi, sinon par une défense armée, pour ensuite, à notre tour, passer à l'offensive ?

Certes, *l'Humanité* admet maintenant en paroles la défense,

mais seulement en tant qu'« autodéfense de masse » : la milice est nuisible, parce que, voyez-vous, elle coupe des masses les détachements de combat. Mais pourquoi donc chez les fascistes existe-t-il des détachements armés indépendants, qui ne se coupent pas des masses réactionnaires, mais, au contraire, par leurs coups bien organisés élèvent le courage de la masse et renforcent son audace ? Ou peut-être la masse prolétarienne par ses qualités combattives serait-elle inférieure à la petite bourgeoisie déclassée ?

Embrouillée jusqu'au bout, *l'Humanité* commence à hésiter : voilà que l'autodéfense de masse a besoin de créer ses « groupes d'autodéfense ». Au lieu de la milice répudiée on met des groupes spéciaux, des détachements. Il semble à première vue que la différence ne soit que dans le nom. À vrai dire même le nom proposé par *l'Humanité* ne vaut rien. On peut parler d'« autodéfense de masse », mais il est impossible de parler de « groupes d'autodéfense », car les groupes ont pour but de défendre non pas eux-mêmes, mais les organisations ouvrières. Cependant, il ne s'agit pas, bien entendu, du nom. Les « groupes d'autodéfense » doivent, de l'avis de *l'Humanité*, renoncer à l'emploi d'armes, pour ne pas tomber dans le « putschisme ». Ces sages traitent la classe ouvrière comme un enfant à qui il ne faut pas laisser un rasoir entre les mains. D'ailleurs, les rasoirs, comme on sait, sont le monopole des camelots du roi, qui, étant un légitime « produit du capitalisme », ont renversé à l'aide de rasoirs le « système » de la démocratie. Pourtant, comment les « groupes d'autodéfense » vont-ils se défendre contre les revolvers fascistes ? « Idéologiquement », bien entendu. Autrement dit : il ne leur reste qu'à se cacher. N'ayant pas ce qu'il faut entre les mains, ils doivent chercher l'« autodéfense » dans leurs jambes. Et les fascistes pendant ce temps saccageront impunément les organisations ouvrières. Mais si le prolétariat subit une terrible défaite, en revanche il ne se rendra pas coupable de « putschisme ». Du dégoût et du mépris, voilà ce que provoque ce bavardage de poltron sous le drapeau du « bolchevisme » !

Déjà lors de la « troisième période » d'heureuse mémoire, quand les stratèges de *l'Humanité* avaient le délire des barricades, « conquéraient » chaque jour la rue et traitaient de « social-fascistes » tous ceux qui ne partageaient pas leurs extravagances, nous prédisions : « dès l'instant où ces gens se seront brûlé le bout des doigts, ils deviendront les pires opportunistes ». La prédiction s'est maintenant complètement confirmée. Au moment où dans le Parti socialiste se renforce et croît le mouvement en faveur de la milice, les chefs du parti qu'on appelle communiste courent prendre la lance d'incendie pour refroidir les aspirations des ouvriers avancés à se former en colonnes de combat. Peut-on se figurer un travail plus néfaste et plus démoralisant ?

Il faut bâtir la milice ouvrière

Dans les rangs du Parti socialiste, il arrive d'entendre parfois cette objection : « il faut faire la milice, mais il n'est pas besoin d'en parler tout haut ». On ne peut que féliciter les camarades qui ont le souci de soustraire le côté pratique de l'affaire aux yeux et aux oreilles importuns. Mais il est trop naïf de penser qu'on puisse créer la milice imperceptiblement, secrètement, entre quatre murs. Il nous faut des dizaines et ensuite des centaines de milliers de combattants. Ils ne viendront que si des millions d'ouvriers et d'ouvrières, et derrière eux les paysans aussi, comprennent la nécessité de la milice et créent, autour des volontaires, une atmosphère de sympathie ardente et de soutien actif. La conspiration peut et doit envelopper uniquement le côté technique de l'affaire. Mais quant à la campagne politique, elle doit se développer ouvertement, dans les réunions, dans les usines, dans les rues et sur les places publiques.

Les cadres fondamentaux de la milice doivent être des ouvriers d'usine, groupés suivant le lieu de travail, se connaissant l'un l'autre et pouvant protéger leurs détachements de combat contre l'infiltration des agents de l'ennemi beaucoup plus faci-

lement et beaucoup plus sûrement que les bureaucrates les plus élevés. Des états-majors conspiratifs sans mobilisation ouverte des masses resteront au moment du danger suspendus en l'air. Il faut que toutes les organisations ouvrières se mettent à l'œuvre. Dans cette question, il ne peut y avoir de ligne de démarcation entre les partis ouvriers et les syndicats. La main dans la main ils doivent mobiliser les masses. Le succès de la milice ouvrière sera alors pleinement assuré.

Mais où donc les ouvriers vont-ils prendre des armes ? objectent les sérieux « réalistes », c'est-à-dire les philistins effrayés. C'est que l'ennemi de classe a des fusils, des canons, des tanks, des gaz, des avions. Et les ouvriers, des centaines de revolvers et des couteaux de poche ?

Dans cette objection, tout arrive en tas pour effrayer les ouvriers. D'un côté nos sages identifient l'armement des fascistes à l'armement de l'État ; de l'autre, il se tournent vers l'État en le priant de désarmer les fascistes. Remarquable logique. En fait leur position est fautive dans les deux cas. En France, les fascistes sont encore loin de s'emparer de l'État. Le 6 février ils sont entrés en conflit armé avec la police de l'État. C'est pourquoi il serait faux de parler de canons et de tanks, quand il s'agit immédiatement de lutte armée contre les fascistes. Les fascistes, bien entendu, sont plus riches que nous, il leur est plus facile d'acheter des armes. Mais les ouvriers sont plus nombreux, plus décidés, plus dévoués, du moins quand ils sentent une ferme direction révolutionnaire. Entre autres sources, les ouvriers peuvent s'armer aux dépens des fascistes, en les désarmant systématiquement. C'est maintenant une des plus sérieuses formes de la lutte contre le fascisme. Quand les arsenaux ouvriers commenceront à se remplir au compte des dépôts fascistes, les banques et les trusts deviendront plus prudents pour financer l'armement de leurs gardes assassins. On peut même admettre que dans ce cas – mais dans ce cas seulement – les autorités alarmées commenceront réellement à empêcher l'armement des fascistes pour ne pas

procurer une source supplémentaire d'armement aux ouvriers. On sait depuis longtemps que seule une tactique révolutionnaire engendre, comme produit accessoire, des « réformes », ou des concessions du gouvernement.

Mais comment donc désarmer les fascistes ? Naturellement, il est impossible de le faire uniquement au moyen des seuls articles de journaux. Il faut créer des escouades de combat. Il faut créer les états-majors de la milice. Il faut instituer un bon service de renseignements. Des milliers d'informateurs et d'auxiliaires bénévoles arriveront de tous côtés, quand ils apprendront que l'affaire est sérieusement arrangée par nous. Il faut une volonté d'action prolétarienne³.

3 Dans *l'Humanité* du 30 octobre, Vaillant-Couturier montre très bien qu'exiger du gouvernement le désarmement des fascistes est absurde, qu'un mouvement des masses seul peut les désarmer. Puisqu'il s'agit, évidemment, d'un désarmement non pas « idéologique », mais physique, nous voulons espérer que *l'Humanité* reconnaitra maintenant la nécessité de la milice ouvrière. Nous sommes prêts à saluer sincèrement tout pas des staliniens dans la voie juste... Mais, hélas ! dès le 1^{er} novembre, Vaillant-Couturier fait un pas décisif en arrière : le désarmement des fascistes ne se fera pas par le front unique, mais par la police de Doumergue, « *sous la pression et le contrôle* » du front unique. Fameuse idée : sans révolution, par la seule pression « idéologique », changer la police en organe exécutif du prolétariat ! À quoi bon conquérir le pouvoir quand les mêmes résultats peuvent être obtenus par la voie pacifique ? « *Sous la pression et le contrôle* » du front unique, Germain-Martin va nationaliser les banques et Marchandeaude mettre à la Santé les conspirateurs réactionnaires, en commençant par son collègue Tardieu. L'idée de la « pression et du contrôle », au lieu de la lutte révolutionnaire, n'a pas été inventée par Vaillant-Couturier, il l'a empruntée à Otto Bauer, à Hilferding et au menchevik russe Dan. Le but de cette idée est celui-ci : détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire. En fait, il est cent fois plus facile d'écraser les fascistes de ses propres mains que par les mains d'une police hostile. Et quand le front unique deviendra suffisamment puissant pour « contrôler » l'appareil de l'État – par conséquent après la prise du pouvoir, et nullement avant –, il chassera simplement la police bourgeoise et mettra à sa place la milice ouvrière. (Note de Trotsky)

Mais les armements fascistes ne sont pas, bien entendu, l'unique source. En France, il y a plus d'un million d'ouvriers organisés. À généralement parler, c'est très peu. Mais c'est pleinement suffisant pour établir un commencement de milice ouvrière. Si les partis et les syndicats armaient seulement le dixième de leurs membres, cela ferait déjà une milice de 100 000 hommes. Il n'y a aucun doute que le nombre des volontaires, le lendemain de l'appel du « front unique » pour la milice, dépasserait de loin ce nombre. Les contributions des partis et des syndicats, les collectes et les souscriptions volontaires donneraient la possibilité, au cours d'un ou de deux mois, d'assurer des armes à 100 000 ou 200 000 combattants ouvriers. La racaille fasciste mettrait rapidement la queue entre les jambes. Toute la perspective du développement deviendrait incomparablement plus favorable.

Invoquer l'absence d'armement ou d'autres causes objectives pour expliquer pourquoi jusqu'à maintenant on ne s'est pas mis à la création de la milice, c'est tromper soi-même et les autres. Le principal obstacle, on peut dire le seul obstacle, a sa racine dans le caractère conservateur et passif des organisations ouvrières dirigeantes. Les sceptiques que sont les chefs ne croient pas à la force du prolétariat. Ils mettent leur espoir en toutes sortes de miracles d'en haut, au lieu de donner une issue révolutionnaire à l'énergie d'en bas. Les ouvriers conscients doivent forcer leurs chefs soit à passer immédiatement à la création de la milice du peuple, soit à céder la place à des forces plus jeunes et plus fraîches.

L'armement du prolétariat

Une grève est inconcevable sans propagande et sans agitation, mais aussi sans piquets qui, où ils le peuvent, agissent par la persuasion, mais, là où ils y sont contraints, ont recours à la force physique. La grève est la forme la plus élémentaire de la lutte de classes, laquelle combine toujours, en des proportions diverses, les procédés « idéologiques » et les procédés physiques.

La lutte contre le fascisme est, dans son fond, une lutte politique, qui a besoin, pourtant, d'une milice, comme la grève a besoin de piquets. Au fond, le piquet, c'est l'embryon de la milice ouvrière. Celui qui pense qu'il faut renoncer à la lutte physique doit renoncer à toute lutte, car l'esprit ne vit pas sans la chair.

Suivant la magnifique expression du théoricien militaire Clausewitz, la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Cette définition convient pleinement aussi à la guerre civile. La lutte physique n'est qu'un « autre moyen » de la lutte politique. Il est impossible de les opposer l'une à l'autre, car il est impossible d'arrêter à volonté la lutte politique quand elle se transforme, par la force des nécessités internes, en lutte physique. Le devoir d'un parti révolutionnaire est de prévoir l'inévitabilité de la transformation de la politique en conflit armé déclaré et, de toutes ses forces, de se préparer pour ce moment comme s'y préparent les classes dominantes.

Les détachements de la milice pour la défense contre le fascisme sont les premiers pas sur la voie de l'armement du prolétariat, mais non pas les derniers. Notre mot d'ordre est : *Armement du prolétariat et des paysans révolutionnaires*. La milice du peuple doit, en fin de compte, embrasser tous les travailleurs. Remplir ce programme *complètement*, on ne le pourra que dans l'État ouvrier, dans les mains duquel passeront tous les moyens de production, et par conséquent aussi les moyens de destruction, c'est-à-dire tous les armements et toutes les usines qui les produisent.

Pourtant, il est impossible d'arriver à l'État ouvrier les mains vides. D'une voie pacifique, constitutionnelle vers le socialisme ne peuvent parler maintenant que des invalides politiques, dans le genre de Renaudel. La voie constitutionnelle est coupée par des tranchées occupées par les bandes fascistes. Il y a nombre de ces tranchées devant nous. La bourgeoisie ne reculera même pas devant une douzaine de coups d'État, à l'aide de la police et de l'armée, pourvu que le prolétariat n'arrive pas au pouvoir.

Un État ouvrier socialiste ne peut être créé autrement que par la voie d'une révolution victorieuse. Toute révolution est préparée par la marche du développement économique et politique, mais elle se décide toujours par des conflits armés déclarés entre les classes hostiles. Une victoire révolutionnaire ne devient possible que grâce à une longue agitation politique, un long travail d'éducation, une longue organisation des masses. Mais le conflit armé lui-même doit être également préparé longtemps à l'avance. Les ouvriers doivent savoir qu'il leur faudra se battre dans une lutte à mort. Ils doivent tendre à avoir des armes, comme un gage de leur affranchissement. Dans une époque aussi critique que l'époque actuelle, le parti de la révolution doit prêcher inlassablement aux ouvriers la nécessité de s'armer et doit tout faire pour assurer l'armement, au moins, de l'avant-garde prolétarienne. Sans cela la victoire est impossible.

Les dernières grandes victoires électorales du Labour Party britannique n'affaiblissent nullement ce qui vient d'être dit. Si l'on suppose même que les prochaines élections parlementaires donnent au parti ouvrier la majorité absolue – ce qui n'est nullement assuré ; si l'on admet même que le parti se mette réellement sur la voie de réformes socialistes – ce qui est peu vraisemblable – il rencontrera immédiatement une opposition si enragée de la Chambre des lords, de la couronne, des banques, de la bourse, de la bureaucratie, de la grande presse, que la scission dans la fraction parlementaire deviendra inévitable, et l'aile gauche, la plus radicale, se trouvera être la minorité parlementaire. En même temps que cela le mouvement fasciste prendra des dimensions sans précédent. Effrayée par les élections municipales, la bourgeoisie anglaise, sans aucun doute, se prépare réellement dès maintenant à une lutte extra-parlementaire, au moment même où les sommets du parti ouvrier bercent le prolétariat avec des succès électoraux et des illusions parlementaires. Les ouvriers socialistes sont contraints, malheureusement, de voir les événements britanniques à travers les lunettes roses de Jean Longuet.

En fait la bourgeoisie britannique imposera au prolétariat une guerre civile d'autant plus cruelle que les chefs du Labour Party s'y préparent moins.

Mais où donc prendrez-vous des armes pour tout le prolétariat? objectent de nouveau des sceptiques, qui prennent leur inconsistency intérieure pour une impossibilité objective. Ils oublient que la même question s'est posée devant toute révolution tout au long de l'histoire. Et malgré tout les révolutions victorieuses marquent des étapes importantes dans le développement de l'humanité.

Le prolétariat produit les armes, les transporte, construit les bâtiments où elles sont déposées, défend ces bâtiments contre lui-même, sert dans l'armée et crée tout l'équipement de celle-ci. Ce ne sont ni des serrures ni des murs qui séparent les armes du prolétariat, mais l'habitude de la soumission, l'hypnose de la domination de classe, le poison nationaliste. Il suffit de détruire ces murs psychologiques – et aucun mur de pierre ne résistera. Il suffit que le prolétariat veuille des armes – et il les trouvera. La tâche du parti révolutionnaire est d'éveiller en lui cette volonté et de faciliter sa réalisation.

Mais voilà que Frossard et des centaines de parlementaires, de journalistes et de fonctionnaires syndicaux apeurés lancent leur dernier argument, le plus pesant : « est-ce que des gens sérieux peuvent en général mettre leurs espoirs dans les succès de la lutte physique après les dernières expériences tragiques d'Autriche et d'Espagne⁴? Songez à la technique actuelle : des tanks ! des gaz !! des avions !!! » Cet argument démontre seulement que quelques « gens sérieux » non seulement ne veulent rien apprendre, mais qu'avec la peur ils oublient même le peu qu'ils ont appris autrefois. L'histoire de ces vingt dernières années démontre, d'une façon particulièrement claire, que les problèmes fondamentaux dans les relations entre les classes, comme aussi entre

4 Allusion à la défaite des insurrections de Vienne et des Asturies en 1934. (Note de l'éditeur)

les nations, se résolvent par la force physique. Les pacifistes ont espéré longtemps que l'accroissement de la technique militaire rendrait la guerre impossible. Les philistins depuis de nombreuses dizaines d'années ont répété que l'accroissement de la technique militaire rendrait la révolution impossible. Pourtant, les guerres et les révolutions vont leur train. Jamais il n'y a eu autant de révolutions, y compris de révolutions victorieuses, que depuis la dernière guerre, qui a dévoilé toute la force de la technique militaire.

Sous la forme des découvertes les plus nouvelles, Frossard et C^{ie} présentent de vieux clichés, se bornant à invoquer, au lieu des fusils automatiques et des mitrailleuses, les tanks et les avions de bombardement. Nous répondons : derrière chaque machine il y a des hommes qui sont liés par des liens non seulement techniques, mais aussi sociaux et politiques. Quand le développement historique pose devant la société une tâche révolutionnaire inéluctable, comme une question de vie ou de mort, quand il existe une classe progressive à la victoire de laquelle est lié le salut de la société, la marche même de la lutte politique ouvre devant la classe révolutionnaire les possibilités les plus diverses : tantôt paralyser la force militaire de l'ennemi, tantôt s'en emparer, au moins partiellement. À la conscience d'un philistin, ces possibilités se présentent toujours comme des « succès occasionnels », qui ne se répéteront plus jamais. En fait, dans les combinaisons les plus inattendues, mais pleinement naturelles au fond, des possibilités de toute sorte s'ouvrent dans toute grande révolution véritablement populaire. Mais la victoire ne vient pas, malgré tout, d'elle-même. Pour utiliser des possibilités favorables, il faut une volonté révolutionnaire, une ferme résolution de vaincre, une direction hardie et perspicace.

L'Humanité admet en paroles le mot d'ordre de l'« armement des ouvriers », mais seulement pour y renoncer en fait. Actuellement, dans la période présente, selon l'affirmation de ce journal, il est inadmissible de lancer un tel mot d'ordre, qui n'est

opportun qu'« *en pleine crise révolutionnaire* ». Il est dangereux de charger votre fusil, dit le chasseur trop « prudent », tant que ne s'est pas montré le gibier. Mais quand le gibier se montre, il est un peu tard pour charger le fusil. Est-ce que les stratèges de *l'Humanité* pensent qu'« en pleine crise révolutionnaire » ils pourront, sans préparation, mobiliser et armer le prolétariat ? Pour se procurer beaucoup d'armes, il faut au moins une certaine quantité d'armes. Il faut des cadres militaires. Il faut le désir invincible des masses de s'emparer d'armes. Il faut un travail préparatoire ininterrompu, non pas seulement dans les salles de gymnastique, mais en liaison indissoluble avec la lutte quotidienne des masses. Cela veut dire : il faut immédiatement construire la milice et en même temps mener une propagande en faveur de l'armement général des ouvriers et des paysans révolutionnaires.

Mais les défaites d'Autriche et d'Espagne...

L'impuissance du parlementarisme dans les conditions de la crise de tout le système social du capitalisme est si évidente que les démocrates vulgaires dans le camp ouvrier (Renaudel, Frossard et leurs imitateurs) ne trouvent pas un argument pour défendre leurs préjugés pétrifiés. D'autant plus volontiers saisissent-ils tous les échecs et toutes les défaites subis sur la voie révolutionnaire. La marche de leur pensée est celle-ci : si le parlementarisme pur n'ouvre pas d'issue, avec la lutte armée non plus ça ne va pas mieux. Les défaites des insurrections prolétariennes d'Autriche et d'Espagne sont maintenant pour eux, bien entendu, un argument de choix. En fait, dans la critique de la méthode révolutionnaire, l'inconsistance théorique et politique des démocrates vulgaires apparaît encore plus clairement que dans leur défense des méthodes de la démocratie bourgeoisie pourrissante.

Personne n'a dit que la méthode révolutionnaire assurait automatiquement la victoire. Ce qui décide, ce n'est pas la

méthode en soi, mais sa juste application, l'orientation marxiste dans les événements, une organisation puissante, la confiance des masses conquise par une longue expérience, une direction perspicace et hardie. L'issue de tout combat dépend du moment et des conditions du conflit, du rapport des forces. Le marxisme est bien loin de la pensée que le conflit armé est la seule méthode révolutionnaire, une panacée bonne dans toutes les conditions. Le marxisme en général ne connaît pas de fétiches, ni parlementaires ni insurrectionnels. Tout est bien à sa place et en son temps. Il y a une chose qu'on peut dire dès le début : sur la voie parlementaire le prolétariat socialiste nulle part et jamais n'a encore conquis le pouvoir, et ne s'en est même pas rapproché. Les gouvernements de Scheidemann, Hermann Müller, MacDonald n'avaient rien de commun avec le socialisme. La bourgeoisie n'a laissé venir les social-démocrates et les travaillistes au pouvoir qu'à la condition qu'ils défendent le capitalisme contre ses ennemis. Et ils ont rempli scrupuleusement cette condition. Le socialisme purement parlementaire, anti-révolutionnaire, n'a abouti nulle part et jamais à un ministère socialiste ; par contre, il a réussi à former de méprisables renégats, qui exploitèrent le parti ouvrier pour faire une carrière ministérielle : Millerand, Briand, Viviani, Laval, Paul-Boncour, Marquet.

D'autre part, il est montré par l'expérience historique que la méthode révolutionnaire peut mener à la conquête du pouvoir par le prolétariat : en Russie, en 1917, en Allemagne et en Autriche en 1918, en Espagne en 1930. En Russie, il y avait un puissant Parti bolchevique qui, pendant de longues années, prépara la révolution et sut solidement s'emparer du pouvoir. Les partis réformistes d'Allemagne, d'Autriche et d'Espagne ne préparèrent ni ne dirigèrent la révolution, mais la subirent. Effrayés par le pouvoir qui, contre leur gré, leur était tombé entre les mains, ils passèrent bénévolement à la bourgeoisie. Par cette voie, ils minèrent la confiance du prolétariat en lui-même et, encore plus, la confiance de la petite bourgeoisie dans le prolétariat. Ils pré-

parèrent les conditions de la croissance de la réaction fasciste, ils en tombèrent victimes.

La guerre civile, avons-nous dit après Clausewitz, est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens. Cela veut dire : le résultat de la guerre civile dépend seulement pour un quart, pour ne pas dire un dixième, de la marche de la guerre civile elle-même, de ses moyens techniques, de la direction purement militaire, et pour les trois quarts, sinon pour les neuf dixièmes, de la préparation politique. En quoi consiste cette préparation politique ? Dans la cohésion révolutionnaire des masses, dans leur affranchissement des espoirs serviles en la clémence, la générosité, la loyauté des esclavagistes « démocratiques », dans l'éducation de cadres révolutionnaires sachant braver l'opinion publique officielle et capables de montrer à l'égard de la bourgeoisie ne fût-ce que le dixième de l'implacabilité que la bourgeoisie montre à l'égard des travailleurs. Sans cette trempe, la guerre civile, quand les conditions l'imposeront – et elles finiront toujours par l'imposer – se déroulera dans les conditions les plus défavorables pour le prolétariat, dépendra de beaucoup de hasards, puis, même en cas de victoire militaire, le pouvoir pourra échapper des mains du prolétariat. Qui ne voit pas que la lutte des classes mène inévitablement à un conflit armé est aveugle. Mais n'est pas moins aveugle celui qui derrière le conflit armé et son issue ne voit pas toute la politique préalable des classes en lutte.

En Autriche l'austro-marxisme a subi la défaite, non pas la méthode de l'insurrection ; en Espagne – le réformisme parlementaire sans principes. En 1918, la social-démocratie autrichienne derrière le dos du prolétariat transmit le pouvoir, qu'il avait conquis, à la bourgeoisie. En 1927, non seulement elle se détourna lâchement de l'insurrection prolétarienne qui avait toutes les chances de vaincre, mais elle dirigea le *Schutzbund* ouvrier contre les masses insurgées. Par là elle prépara la victoire de Dollfuss. Bauer et C^{ie} disaient : « nous voulons une évo-

lution paisible ; mais si l'ennemi perd la tête et nous attaque, alors...» Cette formule apparaît très « sage » et très « réaliste ». Malheureusement c'est sur ce modèle austro-marxiste que Marceau Pivert aussi construit ses raisonnements : « si... alors ». En fait cette formule représente un piège pour les ouvriers ; elle les tranquillise, les endort, les trompe. « Si » signifie : les formes de la lutte dépendent de la bonne volonté de la bourgeoisie, et non pas de l'absolue inconciliabilité des intérêts des classes. « Si » signifie : si nous sommes paisibles, prudents, conciliants, la bourgeoisie sera loyale, et tout se passera paisiblement. Courant après le fantôme « si », Otto Bauer et les autres chefs de la social-démocratie autrichienne reculèrent passivement devant la réaction, lui cédèrent une position après l'autre, démoralisèrent les masses, reculèrent de nouveau, jusqu'au moment où ils se trouvèrent définitivement acculés dans l'impasse ; là, dans la dernière redoute, ils acceptèrent la bataille et... la perdirent.

En Espagne, les événements passèrent par une autre voie, mais les causes de la défaite, au fond, sont les mêmes. Le Parti socialiste, comme les « socialistes-révolutionnaires » et les mencheviks russes, partagea le pouvoir avec la bourgeoisie républicaine, pour empêcher les ouvriers de mener la révolution jusqu'au bout. Durant deux années, les socialistes au pouvoir aidèrent la bourgeoisie à se débarrasser des masses par des miettes de réformes agraires, sociales et nationales. Contre les couches les plus révolutionnaires du peuple, les socialistes employèrent la répression. Le résultat fut double. L'anarcho-syndicalisme qui, avec une juste politique du parti ouvrier, aurait fondu dans le feu de la révolution comme de la cire, en fait se renforça et souda autour de lui les couches combattives du prolétariat. À l'autre pôle, la démagogie sociale-catholique exploitait habilement le mécontentement des masses envers le gouvernement bourgeois-socialiste. Quand le Parti socialiste se trouva suffisamment compromis, la bourgeoisie le chassa du pouvoir et passa à l'offensive sur tout le front. Au Parti socialiste il fallut se défendre dans les

conditions extrêmement défavorables que lui avait préparées sa propre politique antérieure. La bourgeoisie avait déjà un appui de masse à droite. Les chefs anarcho-syndicalistes, qui commirent au cours de la révolution toutes les fautes tombant à la portée de la main de ces confusionnistes professionnels, refusèrent de soutenir l'insurrection dirigée par les « politiciens » traîtres. Le mouvement ne prit pas un caractère général, mais sporadique. Le gouvernement porta ses coups sur les diverses cases de l'échiquier. La guerre civile ainsi imposée par la réaction se termina par la défaite du prolétariat.

De l'expérience espagnole il n'est pas difficile de tirer une conclusion contre la participation socialiste à un gouvernement bourgeois. La conclusion est en soi indiscutable, mais absolument insuffisante. Le prétendu « radicalisme » austro-marxiste n'est nullement meilleur que le ministérialisme espagnol. La différence entre eux est technique, et non politique. Tous deux attendaient que la bourgeoisie leur rende « loyauté » pour « loyauté ». Et tous deux ont mené le prolétariat à des catastrophes. En Espagne comme en Autriche non les méthodes de la révolution, mais les méthodes opportunistes dans une situation révolutionnaire subirent la défaite. Ce n'est pas la même chose.



Nous ne nous arrêterons pas ici sur la politique de l'Internationale communiste en Autriche et en Espagne et nous renvoyons le lecteur aux collections de *la Vérité* des dernières années et à une série de brochures.

Dans une situation politique exceptionnellement favorable, les Partis communistes autrichien et espagnol, accablés par la théorie de la « troisième période », du « social-fascisme », etc., se trouvèrent voués à un isolement complet. Compromettant les méthodes de la révolution par l'autorité de « Moscou », ils barrèrent par cela même la voie à une politique véritablement marxiste, véritablement bolchevique. La propriété fondamen-

tale de la révolution est de soumettre à un examen rapide et impitoyable toutes les doctrines et toutes les méthodes. Le châ-timent suit presque immédiatement le crime. La responsabilité de l'Internationale communiste pour les défaites du prolétariat en Allemagne, en Autriche, en Espagne, est incommensurable. Il n'est pas suffisant de mener une politique « révolutionnaire » (en paroles). Il faut une juste politique. Personne n'a encore trouvé d'autre secret de la victoire.

Le front unique et la lutte pour le pouvoir

Nous avons déjà dit : le front unique des Partis socialiste et communiste renferme en soi de grandioses possibilités. Si seulement il le veut sérieusement, il deviendra demain le maître de la France. Mais il doit le vouloir.

Le fait que Jouhaux et, en général, la bureaucratie de la CGT se tiennent en dehors du front unique, en conservant leur « indépendance », semble contredire ce que nous avançons. Mais c'est seulement à première vue. À une époque de grandes tâches et de grands dangers, qui dressent sur pied les masses, les cloisons entre les organisations politiques et syndicales du prolétariat disparaissent. Les ouvriers veulent savoir comment se sauver du chômage et du fascisme, comment conquérir leur indépendance envers le capital, et ils ne se soucient guère de l'« indépendance » de Jouhaux envers la politique prolétarienne (de la politique bourgeoise Jouhaux est – hélas ! – fort dépendant). Si l'avant-garde prolétarienne, en la personne du front unique, trace justement la voie de la lutte, toutes les bornes établies par la bureaucratie syndicale seront renversées par le torrent vivant du prolétariat. La clé de la situation est maintenant dans le front unique. S'il ne se sert pas de cette clé, il jouera le rôle lamentable qu'aurait inévitablement joué le front unique des mencheviks et des « socialistes-révolutionnaires » en 1917 en Russie, si... si les bolcheviks ne les en avaient empêchés.

Nous ne parlons pas des Partis socialiste et communiste en particulier parce que, politiquement, tous deux ont renoncé à leur indépendance en faveur du front unique. Dès que les deux partis ouvriers, qui se concurrençaient vivement dans le passé, ont renoncé à se critiquer l'un l'autre et à se conquérir l'un à l'autre des adhérents, par cela même ils ont cessé d'exister en tant que partis distincts. Invoquer les « divergences principielles » qui demeurent ne change rien à l'affaire. Dès que les divergences principielles ne se manifestent pas ouvertement et activement, en un moment si plein de responsabilités qu'actuellement, elles cessent par cela même d'exister politiquement ; elles sont semblables aux trésors qui dorment au fond de l'océan. Le travail commun finira-t-il ou non par la fusion ? Nous ne voulons pas le prédire. Mais pour la présente période, qui a une importance décisive dans les destinées de la France, le front unique agit comme un parti inachevé, construit sur le principe fédéraliste.

Que veut le front unique ? Jusqu'à maintenant il ne l'a pas dit aux masses. La lutte contre le fascisme ? Mais jusqu'à maintenant le front unique n'a même pas expliqué comment il pense lutter contre le fascisme. D'ailleurs le bloc défensif contre le fascisme ne pourrait être suffisant que si, pour tout le reste, les deux partis conservaient une complète indépendance. Mais non, nous avons un front unique qui embrasse presque toute l'activité publique des deux partis et exclut leur lutte réciproque pour conquérir la majorité du prolétariat. De cette situation, il faut tirer toutes les conséquences. La première et la plus importante est celle-ci : la lutte pour le pouvoir. Le but du front unique ne peut être qu'un gouvernement du front unique, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. Il faut le dire ouvertement. Si le front unique se prend au sérieux – et c'est à cette seule condition que le prendront au sérieux les masses populaires – il ne peut se dérober au mot d'ordre de conquête du pouvoir. Par quels moyens ? Par tous les moyens qui mènent au but.

Le front unique ne renonce pas à la lutte parlementaire. Mais il utilise le Parlement avant tout pour démasquer l'impuissance du Parlement et expliquer au peuple que le gouvernement actuel a une base extra-parlementaire et qu'on ne peut le renverser que par un puissant mouvement des masses. La lutte pour le pouvoir signifie l'utilisation de toutes les possibilités qu'ouvre le régime bonapartiste semi-parlementaire pour renverser ce régime par une poussée révolutionnaire, pour remplacer l'État bourgeois par un État ouvrier.

Les dernières élections cantonales ont donné un accroissement de voix socialistes et surtout communistes. En lui-même ce fait ne règle rien. Le Parti communiste allemand, à la veille de son effondrement, a eu un afflux incomparablement plus impétueux de voix. De nouvelles larges couches d'opprimés sont poussées à gauche par toute la situation, indépendamment même de la politique des partis extrêmes. Le Parti communiste français a gagné plus de voix, car par tradition il reste, malgré toute sa politique conservatrice actuelle, « l'extrême gauche ». Les masses ont manifesté par là leur tendance à donner une impulsion à gauche aux partis ouvriers, car les masses sont énormément plus à gauche que leurs partis. De cela témoigne aussi l'état d'esprit révolutionnaire de la jeunesse socialiste. Il ne faut pas oublier que la jeunesse représente le baromètre sensible de toute la classe et de son avant-garde ! Si le front unique ne sort pas de la passivité ou, pis encore, entreprend un roman indigne avec les radicaux, « à gauche » du front unique commenceront à se renforcer les anarchistes, les anarcho-syndicalistes et autres groupements semblables de désagrégation politique. En même temps se renforcera l'indifférence, précurseur de la catastrophe. Par contre, d'autre part, si le front unique, en assurant ses arrières et ses flancs contre les bandes fascistes, ouvre une large offensive politique sous le mot d'ordre de conquête du pouvoir, il rencontrera un écho si puissant qu'il dépassera les attentes les plus optimistes. Ne pas comprendre cela, ne le peuvent que des

bavards creux, pour qui les grands mouvements des masses resteront toujours le livre aux sept sceaux.

Pas un programme de passivité mais un programme de révolution

La lutte pour le pouvoir doit partir de l'idée fondamentale que, si une opposition à une aggravation future de la situation des masses sur le terrain du capitalisme est encore possible, aucune amélioration réelle de leur situation n'est concevable sans incursion révolutionnaire dans le droit de propriété capitaliste. La campagne du front unique doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré, c'est-à-dire sur un système de mesures, qui — avec un gouvernement ouvrier et paysan — doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme⁵.

Or, il faut un programme non pas pour tranquilliser sa conscience, mais pour mener une action révolutionnaire. Que vaut le programme, s'il reste lettre morte? Le Parti ouvrier belge a adopté, par exemple, le pompeux plan De Man, avec toutes les « nationalisations »; mais quel sens cela a-t-il, s'il ne veut pas lever le petit doigt pour sa réalisation? Les programmes du fascisme sont fantastiques, mensongers, démagogiques. Mais le fascisme mène une lutte enragée pour le pouvoir. Le socialisme peut lancer le programme le plus savant; mais sa valeur sera égale à zéro si l'avant-garde du prolétariat ne déploie pas une lutte hardie pour s'emparer de l'État. La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir. Le vieux maître de la société est banqueroutier. Il faut un nouveau maître. Si le prolétariat révolutionnaire ne s'empare pas du pouvoir, c'est inévitablement le fascisme qui s'en emparera !

5 Sur le contenu du programme lui-même nous ne nous arrêtons pas ici et renvoyons le lecteur au programme d'action édité par la Ligue communiste en 1934, qui représente le projet d'un tel programme de transition. (Note de Trotsky)

Un programme de revendications transitoires pour les « classes moyennes » peut, naturellement, prendre une grande importance, si ce programme répond, d'une part, aux besoins réels des classes moyennes, de l'autre, aux exigences du développement vers le socialisme⁶. Mais encore une fois, le centre de gravité ne se trouve pas actuellement dans un programme spécial. Les « classes moyennes » ont vu beaucoup de programmes. Ce qu'il leur faut, c'est avoir confiance que le programme sera réalisé. Au moment où le paysan se dira : « cette fois il semble bien que le parti ouvrier ne reculera pas », la cause du socialisme sera gagnée. Mais, pour cela, il faut montrer en fait que nous sommes fermement prêts à briser tous les obstacles sur notre route.

Il n'est pas besoin d'inventer des moyens de lutte ; ils sont donnés par toute l'histoire du mouvement ouvrier mondial : une campagne concentrée de la presse ouvrière frappant sur le même clou ; des discours véritablement socialistes à la tribune parlementaire, non pas en députés apprivoisés, mais en chefs du peuple ; l'utilisation de toutes les campagnes électorales pour des buts révolutionnaires ; des meetings répétés, où les masses viennent non pas simplement pour entendre les orateurs, mais recevoir les mots d'ordre et les directives de l'heure ; la création et le renforcement de la milice ouvrière ; des manifestations bien organisées, balayant de la rue les bandes réactionnaires ; des grèves de protestation ; une campagne ouverte pour l'unification et l'élargissement des rangs des syndicats sous le signe

6 Dans *l'École émancipée* le camarade G. Serrent publie un intéressant questionnaire au sujet de la situation économique des différentes couches de la paysannerie et de leurs tendances politiques. Les instituteurs pourraient devenir des agents irremplaçables du front unique au village et jouer, dans la période qui vient, un rôle historique. Mais pour cela ils doivent sortir de leur coquille. Ce n'est vraiment pas le moment de se livrer à de petites expériences dans de petits laboratoires. Les instituteurs révolutionnaires doivent entrer dans le Parti socialiste pour renforcer son aile révolutionnaire et le lier aux masses paysannes. Il serait criminel de perdre du temps ! (Note de Trotsky)

d'une lutte de classes résolue; des actions opiniâtres et bien calculées pour la conquête de l'armée à la cause du peuple; des grèves plus larges; de manifestations plus puissantes; la grève générale des travailleurs des villes et des champs; une offensive générale contre le gouvernement bonapartiste pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Pour préparer la victoire, il est encore temps. Le fascisme n'est pas encore devenu un mouvement de masse. La décomposition inévitable du radicalisme signifiera, pourtant, le rétrécissement de la base du bonapartisme, la croissance des camps extrêmes et le rapprochement du dénouement. Il ne s'agit pas d'années, mais de mois. Ce délai, assurément, n'est écrit nulle part. Il dépend de la lutte des forces vives, en premier chef de la politique du prolétariat et de son front unique. Les forces potentielles de la révolution dépassent de beaucoup les forces du fascisme et en général de toute la réaction réunie. Les sceptiques qui pensent que tout est perdu doivent être impitoyablement chassés des rangs ouvriers. Les couches profondes font un écho vibrant à chaque parole hardie, à chaque mot d'ordre véritablement révolutionnaire. Les masses profondes veulent la lutte.

Ce n'est pas l'esprit de combinaison des parlementaires et des journalistes, mais la haine légitime et créatrice des opprimés contre les oppresseurs qui est maintenant le seul facteur progressif de l'histoire. Il faut se tourner vers les masses, vers leurs couches les plus profondes. Il faut faire appel à leur passion et à leur raison. Il faut rejeter cette fausse « prudence » qui est le pseudonyme de la couardise et qui, dans les grands tournants historiques, équivaut à la trahison. Le front unique doit prendre pour devise la formule de Danton : « *De l'audace, toujours de l'audace, et encore de l'audace* ».

Bien comprendre la situation et en tirer toutes les conclusions pratiques – hardiment, sans peur, jusqu'au bout – c'est assurer la victoire du socialisme.

Cet article a été rédigé dans la semaine du 20 au 26 mars 1935 et publié dans *la Vérité* datée du 28 mars 1935, comme un texte émanant du GBL (groupe bolchevique-léniniste) de la SFIO.

Encore une fois, où va la France ?

Au moment où Flandin succéda à Doumergue, nous avons posé devant l'avant-garde prolétarienne la question : « Où va la France ? » Les quatre mois et demi écoulés n'ont rien changé d'essentiel, et n'ont affaibli ni notre analyse, ni notre pronostic. Le peuple français est arrivé à un carrefour : une voie mène à la révolution socialiste, l'autre à la catastrophe fasciste. Le choix de la voie dépend du prolétariat. À sa tête se trouve son avant-garde organisée. Nous posons de nouveau la question : où l'avant-garde prolétarienne va-t-elle mener la France ?

Le diagnostic de l'Internationale communiste est faux et funeste

La CAP du Parti socialiste a lancé en janvier un programme de lutte pour le pouvoir, de destruction de l'armature de l'État bourgeois, d'instauration de la démocratie ouvrière et paysanne, d'expropriation des banques et des branches concentrées de l'industrie. Pourtant ce parti n'a jusqu'à maintenant pas remué le petit doigt pour porter ce programme devant les masses. À son tour, le Parti communiste se refuse bel et bien à s'engager sur la voie de la lutte pour le pouvoir. La cause ? « la situation n'est pas révolutionnaire ».

La milice ? L'armement des ouvriers ? Le contrôle ouvrier ? Un plan de nationalisations ? Impossible ! « la situation n'est pas révolutionnaire ». Que faire ? Lancer de grandes pétitions avec

les cléricaux, s'exercer à l'éloquence creuse avec les radicaux et attendre. Jusqu'à quand? Tant que la situation ne deviendra pas d'elle-même révolutionnaire. Les doctes médecins de l'Internationale communiste ont un thermomètre, qu'ils mettent sous l'aisselle de la vieille femme qu'est l'Histoire, et, par ce moyen, déterminent infailliblement la température révolutionnaire. Mais ils ne montrent leur thermomètre à personne.

Nous affirmons: le diagnostic de l'Internationale communiste est radicalement faux. La situation est révolutionnaire autant qu'elle peut l'être avec la politique non révolutionnaire des partis ouvriers. Le plus exact est de dire que la situation est prérévolutionnaire. Pour que cette situation mûrisse, il faut une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme. C'est à cette seule condition que la situation prérévolutionnaire deviendra une situation révolutionnaire. Dans le cas contraire, c'est-à-dire si on continue à piétiner sur place, la situation prérévolutionnaire se changera inéluctablement en situation contre-révolutionnaire et amènera la victoire du fascisme.

La phrase sacramentelle sur la « situation non révolutionnaire » ne sert actuellement qu'à bourrer le crâne aux ouvriers, à paralyser leur volonté et à délier les mains à l'ennemi de classe. Sous le couvert de pareilles phrases, s'accumulent dans les sommets du prolétariat le conservatisme, la mollesse, la légèreté, la lâcheté, et la catastrophe se prépare, comme en Allemagne.

But de ce travail

Dans les pages qui suivent, nous bolcheviques-léninistes, nous soumettons le diagnostic et le pronostic de l'Internationale communiste à une critique marxiste fouillée. Nous nous arrêterons à l'occasion sur les points de vue des différents chefs socialistes, dans la mesure où ce sera nécessaire pour notre but fondamental: démontrer que la politique du comité central du

Parti communiste français est radicalement fausse. Aux cris et aux injures des staliniens, nous opposerons des faits et des arguments.

Nous ne nous contenterons pas, bien entendu, d'une simple critique. Aux points de vue et aux mots d'ordre faux, nous opposerons les idées et les méthodes créatrices de Marx et de Lénine.

Nous demandons au lecteur une attention concentrée. Il s'agit, au sens le plus direct et le plus immédiat, de la tête du prolétariat français. Aucun ouvrier conscient n'a le droit de demeurer impassible devant ces questions, de la solution desquelles dépend le sort de sa classe !

I.— COMMENT SE FORME UNE SITUATION RÉVOLUTIONNAIRE ?

La prémisses économique de la révolution socialiste

La première et la plus importante des prémisses d'une situation révolutionnaire, c'est l'exacerbation intolérable des contradictions entre les forces productives et les formes de la propriété. La nation cesse d'aller de l'avant. L'arrêt du développement de la puissance économique et, plus encore, sa régression, signifient que le système capitaliste de production s'est définitivement épuisé et qu'il doit céder la place au système socialiste.

La crise actuelle, qui embrasse tous les pays et rejette l'économie à des dizaines d'années en arrière, a définitivement poussé à l'absurde le système bourgeois. Si, à l'aurore du capitalisme, des ouvriers affamés et ignorants ont brisé les machines, ceux qui maintenant détruisent les machines et les usines, ce sont les capitalistes eux-mêmes. Si la propriété privée des moyens de production devait se maintenir à l'avenir, l'humanité serait menacée de barbarie et de dégénérescence.

La base de la société, c'est son économie. Cette base est mûre pour le socialisme dans un double sens : la technique moderne a atteint un tel degré qu'elle pourrait assurer au peuple et à toute l'humanité un bien-être élevé, mais la propriété capitaliste, qui se survit, voue les peuples à une pauvreté et à des souffrances toujours plus grandes.

La prémisse fondamentale, économique, du socialisme existe depuis longtemps déjà. Mais le capitalisme ne disparaîtra pas de la scène de lui-même. Seule la classe ouvrière peut arracher les forces productives des mains des exploiters et des étrangers. L'histoire nous pose cette tâche de façon aiguë. Si, pour une raison ou pour une autre, le prolétariat s'avérait incapable de renverser la bourgeoisie et de prendre le pouvoir, s'il était, par exemple, paralysé par ses propres partis et ses propres syndicats, le déclin de l'économie et de la civilisation se poursuivrait, les calamités grandiraient, le désespoir et la prostration s'empareraient des masses, le capitalisme – décrépît, pourrissant, vermoulu – étranglerait toujours plus fort les peuples en les entraînant dans l'abîme de nouvelles guerres. Hors de la révolution socialiste, point de salut !

Est-ce ou non la dernière crise du capitalisme ?

Le présidium de l'Internationale communiste a d'abord essayé d'expliquer que la crise qui commença en 1929 était la dernière crise du capitalisme. Deux ans plus tard, Staline déclarait que la crise actuelle n'était « vraisemblablement » pas la dernière. On trouve également dans le camp socialiste la même tentative de prophétie : dernière crise, ou non ?

« Il est imprudent d'affirmer, écrit Blum dans le Populaire du 23 février, que la crise actuelle est comme un spasme suprême du capitalisme, le dernier sursaut avant l'agonie et la décomposition. » C'est le même point de vue que celui de Grumbach, qui dit le 26 février à Mulhouse : *« D'aucuns affirment que cette crise est*

passagère, d'autres y voient la crise finale du système capitaliste. Nous n'osons pas encore nous prononcer définitivement.»

Il y a dans cette façon de poser la question deux erreurs cardinales : premièrement, on confond la crise conjoncturelle et la crise historique de tout le système capitaliste ; deuxièmement, on admet qu'indépendamment de l'activité consciente des masses une crise puisse d'elle-même être la « dernière » crise.

Sous la domination du capital industriel à l'époque de la libre concurrence, les montées conjoncturelles dépassaient de loin les crises ; les premières étaient la règle et les secondes, l'exception ; le capitalisme dans son ensemble était en montée. Depuis la guerre, avec la domination du capital financier monopoleur, les crises conjoncturelles dépassent de loin les reprises ; on peut dire que les reprises sont devenues l'exception ; le développement historique dans son ensemble va vers le bas, plus vers le haut.

Néanmoins des oscillations conjoncturelles sont inévitables, et, avec le capitalisme malade, elles se perpétueront tant qu'il survivra. Et le capitalisme survivra tant que la révolution prolétarienne ne l'aura pas achevé. Telle est l'unique réponse correcte.

Fatalisme et marxisme

Le révolutionnaire prolétarien doit comprendre avant tout que le marxisme, unique théorie scientifique de la révolution prolétarienne, n'a rien de commun avec l'attente fataliste de la « dernière » crise. Par son essence même, le marxisme est une direction pour l'action révolutionnaire. Il n'ignore pas la volonté ni le courage, mais les aide à trouver la voie juste.

Aucune crise ne peut, d'elle-même, être mortelle pour le capitalisme. Les oscillations de la conjoncture ne font que créer une situation dans laquelle il sera pour le prolétariat plus facile ou plus difficile de renverser le capitalisme. Le passage de la société bourgeoise à la société socialiste présuppose l'activité de

gens vivants, qui font leur propre histoire. Ils ne la font pas au hasard, ni à leur gré, mais sous l'influence de causes objectives déterminées. Cependant, leurs propres actions – leur initiative, leur audace, leur dévouement, ou, au contraire, leur sottise et leur lâcheté – entrent comme des anneaux nécessaires dans la chaîne du développement historique.

Personne n'a numéroté les crises du capitalisme ni n'a indiqué d'avance laquelle serait la « dernière ». Mais toute notre époque et surtout la crise actuelle dictent impérieusement au prolétariat cet ordre : « prends le pouvoir ! » Si pourtant le parti ouvrier, malgré des conditions favorables, se révélait incapable de mener le prolétariat à la prise du pouvoir, la vie de la société continuerait nécessairement sur les bases capitalistes – jusqu'à une nouvelle crise ou une nouvelle guerre, et peut-être jusqu'à l'effondrement total de la civilisation européenne.

La « dernière » crise et la « dernière » guerre

La guerre impérialiste de 1914-1918 a constitué aussi une « crise » dans la marche du capitalisme, et bien la plus terrible de toutes les crises possibles. Dans aucun livre il n'a été prédit si cette guerre serait ou non la dernière folie sanglante du capitalisme. L'expérience de la Russie a montré que la guerre pouvait être la fin du capitalisme. En Allemagne et en Autriche, le sort de la société bourgeoise a dépendu entièrement en 1918 de la social-démocratie, mais ce parti se révéla le domestique du capital. En Italie et en France, le prolétariat aurait pu, à la fin de la guerre, s'emparer du pouvoir, mais il n'avait pas à sa tête un parti révolutionnaire. En un mot, si la II^e Internationale n'avait pas trahi, au moment de la guerre, la cause du socialisme au profit du patriotisme bourgeois, toute l'histoire de l'Europe et de l'humanité se présenterait maintenant tout autrement. Le passé, assurément, n'est pas réparable. Mais on peut et on doit apprendre des leçons du passé.

Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée devant elle depuis longtemps par le déclin du capitalisme.

La phrase : « cette crise n'est pas encore la dernière » ne peut avoir qu'un seul sens, c'est que, malgré les leçons de la guerre et des convulsions de l'après-guerre, les partis ouvriers n'ont encore su ni se préparer eux-mêmes ni préparer le prolétariat à la prise du pouvoir ; pis encore, les chefs de ces partis ne voient pas jusqu'à maintenant encore cette tâche elle-même et la font retomber, de leurs propres épaules, de celles du parti et de la classe sur le « développement historique ». Le fatalisme est une trahison théorique du marxisme et la justification de la trahison politique vis-à-vis du prolétariat, c'est-à-dire la préparation d'une nouvelle capitulation devant une « nouvelle » « dernière » guerre.

L'Internationale communiste est passée sur les positions du fatalisme social-démocrate

Le fatalisme de la social-démocratie est un héritage de l'avant-guerre, à l'époque où le capitalisme se développait sans cesse, où augmentait le nombre des ouvriers, le nombre de membres de leur parti, de leurs voix aux élections, et de leurs élus. C'est de cette montée automatique qu'est peu à peu née l'illusion réformiste qu'il suffit de poursuivre dans l'ancienne voie (propagande, élections, organisation) et que la victoire viendra d'elle-même.

La guerre a certes détraqué l'automatisme du développement. Mais elle est un phénomène « exceptionnel ». Genève¹ aidant, il n'y aura plus de nouvelle guerre, tout rentrera dans la norme et l'automatisme du développement sera rétabli.

1 Genève était le siège de la Société des nations, l'ancêtre de l'ONU. (Note de l'éditeur)

À la lumière de cette perspective, la phrase : « ce n'est pas encore la dernière crise » doit signifier : « dans cinq ans, dans dix ans, nous aurons plus de voix et plus d'élus, et alors, il faut l'espérer, nous prendrons le pouvoir ». (Voir les articles et discours de Paul Faure.) Ce fatalisme optimiste qui paraissait convaincant il y a un quart de siècle résonne aujourd'hui comme une voix d'outre-tombe. C'est une idée radicalement fautive que de croire qu'en allant vers la crise future le prolétariat deviendra inéluctablement plus puissant que maintenant. Avec la putréfaction ultérieure du capitalisme, le prolétariat n'augmentera pas, ne se renforcera pas, mais se décomposera, grossissant toujours plus l'armée des chômeurs et des lumpen-prolétaires ; la petite bourgeoisie, entre temps, se déclassera et sombrera dans le désespoir. La perte de temps ouvre une perspective au fascisme, et non à la révolution prolétarienne.

Il est remarquable que l'Internationale communiste, bureaucratisée jusqu'à la moelle, ait également remplacé la théorie de l'action révolutionnaire par la religion du fatalisme. Il est impossible de lutter, car « il n'y a pas de situation révolutionnaire ». Mais une situation révolutionnaire ne tombe pas du ciel. Elle se forme dans la lutte des classes. Le parti du prolétariat est le facteur politique le plus important dans la formation d'une situation révolutionnaire. Si ce parti tourne le dos aux tâches révolutionnaires en endormant et en trompant les ouvriers pour jouer aux pétitions et pour fraterniser avec les radicaux, il doit alors se former non une situation révolutionnaire, mais une situation contre-révolutionnaire.

Comment la bourgeoisie apprécie-t-elle la situation ?

Le déclin du capitalisme, avec le degré extraordinairement élevé des forces productives, est la prémisse économique de la révolution socialiste. C'est sur cette base que se déroule la lutte

des classes. C'est dans la lutte vive des classes que se forme et mûrit une situation révolutionnaire.

Comment la grande bourgeoisie, maîtresse de la société contemporaine, apprécie-t-elle la situation actuelle, et comment agit-elle ? Le 6 février 1934 n'a constitué une surprise que pour les organisations ouvrières et la petite bourgeoisie. Les centres du grand capital participaient depuis longtemps au complot, avec l'objectif de substituer par la violence au parlementarisme le bonapartisme (régime « personnel »). Cela veut dire : les banques, les trusts, l'état-major, la grande presse jugeaient le danger de révolution si proche et si immédiat qu'ils se sont dépêchés de s'y préparer par un « petit » coup d'État.

Deux conclusions importantes découlent de ce fait : 1) les capitalistes, dès avant 1934, jugeaient la situation comme révolutionnaire, 2) ils ne sont pas restés à attendre passivement le développement des événements, afin de recourir à une défense « légale » à la dernière minute, mais ont pris eux-mêmes l'initiative en faisant descendre leurs bandes dans la rue. La grande bourgeoisie a donné aux ouvriers une inappréciable leçon de stratégie de classe.

L'Humanité répète que le « front unique » a chassé Doumergue. Mais, pour être modéré, c'est là une fanfaronnade. Au contraire, si le grand capital a jugé possible et raisonnable de remplacer Doumergue par Flandin, c'est uniquement parce que le front unique, comme la bourgeoisie s'en est convaincue à l'expérience, ne constitue pas encore un danger révolutionnaire immédiat. « Puisque les terribles chefs de l'Internationale communiste, en dépit de la situation dans le pays, ne se préparent pas à la lutte, mais tremblent de peur, cela veut dire qu'on peut attendre pour passer au fascisme. Inutile de forcer les événements et de compromettre prématurément les radicaux, dont on peut encore avoir besoin. » C'est ce que se disent les véritables maîtres de la situation. Ils maintiennent l'union nationale et ses décrets bonapartistes, ils mettent le Parlement sous la terreur,

mais laissent Doumergue se reposer. Les dirigeants du capital ont ainsi apporté une certaine correction à leur appréciation primitive, en reconnaissant que la situation n'est pas immédiatement révolutionnaire, mais prérévolutionnaire.

Deuxième leçon remarquable de stratégie de classe ! Elle montre que même le grand capital, qui dispose de tous les leviers de commande, ne peut apprécier d'un seul coup a priori et de façon infaillible la situation politique dans sa réalité d'ensemble : il se bat et, dans le cours de la lutte, sur la base de son expérience, il corrige et précise son appréciation. C'est, de façon générale, l'unique moyen pour s'orienter en politique de façon exacte et en agissant en même temps.

Et les chefs de l'Internationale communiste ? À Moscou, loin du mouvement ouvrier français, quelques bureaucrates médiocres, mal renseignés, qui, pour la plupart, ne lisent même pas le français, donnent avec leur thermomètre le diagnostic infaillible : « la situation n'est pas révolutionnaire ». Le comité central du Parti communiste français est tenu de répéter cette phrase creuse en se bouchant les yeux et les oreilles. La voie de l'Internationale communiste est la voie la plus courte vers l'abîme !

Le sens de la capitulation des radicaux

Le Parti radical représente l'instrument politique de la grande bourgeoisie le mieux adapté aux traditions et aux préjugés de la petite bourgeoisie. Malgré cela, les chefs les plus responsables du radicalisme, sous le fouet du capital financier, se sont humblement inclinés devant le coup d'État du 6 février, dirigé immédiatement contre eux. Ils ont ainsi reconnu que la marche de la lutte des classes menace les intérêts fondamentaux de la « nation », c'est-à-dire de la bourgeoisie, et se sont vus contraints de sacrifier les intérêts électoraux de leur parti. La capitulation du plus puissant parti parlementaire devant les revolvers et les rasoirs des fascistes est l'expression extérieure du complet effondrement de l'équilibre politique du pays. Mais, qui dit cela dit

par là même que la situation est révolutionnaire, ou, pour être plus précis, pré-révolutionnaire².

La petite bourgeoisie et la situation pré-révolutionnaire

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie sont d'une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la crise de la confiance des masses petites-bourgeoises dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'irritabilité de la petite bourgeoisie sont des traits extrêmement importants d'une situation pré-révolutionnaire. De même que le malade brûlant de fièvre se tourne sur le côté droit ou le côté gauche, de même la petite bourgeoisie fébrile peut se tourner à droite ou à gauche. Selon le côté vers lequel se tourneront dans la prochaine période les millions de paysans, d'artisans, de petits commerçants, de petits fonctionnaires français, la situation pré-révolutionnaire peut se changer aussi bien en situation révolutionnaire qu'en situation contre-révolutionnaire.

L'amélioration de la conjoncture économique pourrait – pas pour longtemps – retarder, mais non arrêter, la différenciation vers la gauche ou vers la droite de la petite bourgeoisie. Au contraire, si la crise allait s'approfondissant, la faillite du radicalisme et de tous les groupements parlementaires qui gravitent autour de lui redoublerait de vitesse.

2 Il est extrêmement caractéristique de la bureaucratie ouvrière petite-bourgeoise effrayée, surtout des staliniens, qu'elle se soit alliée aux radicaux « pour lutter contre le fascisme », après que les radicaux eurent révélé leur complète incapacité de lutter contre le fascisme. Le cartel électoral avec les radicaux, qui était un crime du point de vue des intérêts historiques du prolétariat, avait au moins, dans le cadre restreint du parlementarisme, son sens pratique. L'alliance extra-parlementaire avec les radicaux contre le fascisme est non seulement un crime, mais encore une idiotie. (Note de Trotsky)

Comment peut se produire en France un coup d'État fasciste ?

Il ne faut pas penser toutefois que le fascisme doive nécessairement devenir un parti parlementaire puissant avant de s'emparer du pouvoir. C'est ainsi que cela s'est passé en Allemagne, mais il en fut autrement en Italie. Pour le succès du fascisme, il n'est pas obligatoire du tout que la petite bourgeoisie ait rompu préalablement avec les anciens partis « démocratiques » : il suffit qu'elle ait perdu la confiance qu'elle avait en eux, et qu'elle regarde autour d'elle, avec inquiétude, à la recherche de nouvelles voies.

Aux prochaines élections municipales, la petite bourgeoisie peut encore donner un nombre très important de ses voix aux radicaux et aux groupes voisins, du fait de l'absence d'un parti politique nouveau qui réussirait à gagner la confiance des paysans et des petites gens des villes. Et il peut se produire en même temps un coup de force militaire du fascisme, avec l'appui de la grande bourgeoisie, à peine quelques mois après les élections, qui, par sa pression, attire à lui les couches les plus désespérées de la petite bourgeoisie.

C'est pourquoi ce serait une illusion grossière que de se consoler en pensant que le drapeau du fascisme n'est pas encore devenu populaire en province et dans les villages. Les tendances antiparlementaires de la petite bourgeoisie peuvent, en s'échappant du lit de la politique parlementaire officielle des partis, soutenir directement et immédiatement un coup d'État militaire, quand celui-ci deviendra nécessaire au salut du grand capital. Un tel mode d'action correspond beaucoup plus à la fois aux traditions et au tempérament de la France.³

3 Le marxisme n'ignore nullement – notons-le en passant – des éléments comme la tradition et le tempérament national. La direction fondamentale du développement est déterminée, évidemment, par la marche de la lutte des classes. Mais les formes du mouvement, son rythme, etc., peuvent varier beaucoup sous l'influence du tempérament et des traditions nationales, qui, à leur tour, se sont formées dans le passé sous l'influence de la marche de la lutte des classes. (Note de Trotsky).

Les chiffres des élections ont bien entendu une importance en tant que symptômes. Mais ce serait faire preuve de crétinisme parlementaire que de s'appuyer sur ce seul indice. Il s'agit de processus plus profonds qui peuvent, un mauvais matin, prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Dans ce domaine, comme dans les autres, la question est tranchée non par l'arithmétique, mais par la dynamique de la lutte. La grande bourgeoisie ne se contente pas d'enregistrer passivement l'évolution des classes moyennes : elle prépare les tenailles d'acier avec lesquelles elle pourra, au moment opportun, saisir les masses qu'elle torture et désespère.

Dialectique et métaphysique

La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit-bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, et il y a, pour elle, entre les phénomènes, des cloisons infranchissables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule : ce qui est, est ; ce qui n'est pas, n'est pas ; et tout le reste vient du Malin...

Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi – il ne faut pas l'oublier – des situations contre-révolutionnaires. Mais ce que l'on trouve surtout à notre époque de capitalisme pourrissant, ce sont des situations intermédiaires, transitoires, entre une situation non révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. Ce sont précisément ces états transitoires qui sont d'une importance décisive du point de vue de la stratégie politique.

Que dirions-nous d'un artiste qui ne distinguerait dans

le spectre que deux couleurs extrêmes? Qu'il est daltonien ou à moitié aveugle et qu'il lui faut renoncer au pinceau. Que dire d'un homme politique qui ne serait capable de distinguer que deux états: « révolutionnaire » et « non révolutionnaire »? Que ce n'est pas un marxiste, mais un stalinien, qui peut faire un bon fonctionnaire, mais en aucun cas un chef prolétarien.

Une situation révolutionnaire se forme par l'action réciproque de facteurs objectifs et subjectifs. Si le parti du prolétariat se montre incapable d'analyser à temps les tendances de la situation pré-révolutionnaire et d'intervenir activement dans son développement, au lieu d'une situation révolutionnaire, c'est une situation contre-révolutionnaire qui surgira inévitablement. C'est précisément devant ce danger que se trouve actuellement le prolétariat français. La politique à courte vue, passive, opportuniste, du front unique, et surtout des staliniens, qui sont devenus son aile droite, voilà ce qui constitue le principal obstacle sur la voie de la révolution prolétarienne en France.

II.— LES REVENDICATIONS IMMÉDIATES ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR

La stagnation du front unique

Le comité central du Parti communiste repousse la lutte pour la nationalisation des moyens de production comme une revendication incompatible avec l'État bourgeois. Mais le comité central repousse aussi la lutte pour le pouvoir, pour la création de l'État ouvrier. Il oppose à ces tâches un programme de « revendications immédiates ».

Le front unique est actuellement dénué de quelque programme que ce soit. En même temps, l'expérience propre du Parti communiste dans le domaine des revendications est particulièrement lamentable. Tous les discours, articles et résolutions sur la nécessité de riposter au capital par des grèves n'ont jusqu'à présent abouti à rien ou presque. En dépit d'une situation de plus en plus tendue dans le pays, il règne dans la classe ouvrière une stagnation dangereuse.

Le comité central du Parti communiste accuse, pour cette stagnation, tout le monde sauf lui. Nous ne sommes disposés à blanchir personne et l'on connaît nos points de vue. Mais nous pensons que l'obstacle principal sur la voie du développement de la lutte révolutionnaire est actuellement le programme, unilatéral, en contradiction avec toute la situation, presque maniaque, des « revendications immédiates ». Nous voulons ici faire la lumière sur les considérations et les arguments du comité central du Parti communiste avec toute l'ampleur nécessaire. Non que ses arguments soient sérieux et profonds : au contraire, ils sont misérables. Mais c'est de cette question que dépend le sort du prolétariat français.

La résolution du comité central du Parti communiste sur les revendications immédiates

Le document le plus autorisé sur la question des « revendications immédiates » est la résolution programmatique du comité central du Parti communiste (cf. *l'Humanité* du 24 février). Nous nous arrêterons sur ce document.

L'énoncé des revendications immédiates est fait de façon très générale : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, « *contre la vie chère* », etc. Pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre, dans les conditions de la crise sociale actuelle, la lutte pour ces revendications. Tout ouvrier comprend pourtant qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre, dans les conditions actuelles, les capitalistes à faire des concessions sérieuses, il faut briser leur volonté : on ne peut le faire que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une autre ne peut se développer seulement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là que se trouve la cause principale de la stagnation du front unique.

La thèse marxiste générale, selon laquelle les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, revêt à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus brûlante et la plus immédiate. Les capitalistes ne peuvent céder quelque chose aux ouvriers que s'ils sont menacés de tout perdre.

Cependant, même les « concessions » les plus importantes dont soit capable le capitalisme contemporain, acculé dans l'impasse, resteront insignifiantes en comparaison de la misère des masses et de la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être celle de l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation)

des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Évidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.

Pourquoi les masses ne font-elles pas écho aux appels du Parti communiste ?

La résolution du comité central reconnaît en passant que « *le parti n'a pas encore réussi à organiser et à développer la résistance à l'offensive du capital* ». Mais la résolution ne s'arrête pas du tout sur la question de savoir pourquoi, malgré les efforts du PC et de la CGTU, les succès dans le domaine de la lutte économique défensive sont absolument insignifiants. À la grève générale du 12 février, qui ne poursuivait aucune « revendication immédiate », des millions d'ouvriers et d'employés ont participé. Cependant une fraction infime de ce même chiffre a participé jusqu'à maintenant à la défense contre l'offensive du capital. Ce fait étonnamment clair ne conduit-il les « chefs » du Parti communiste à aucune conclusion ? Pourquoi des millions d'ouvriers se risquent-ils à participer à la grève générale, à des manifestations de rues agitées, à des bagarres avec les bandes fascistes, mais se refusent-ils à participer à des grèves économiques dispersées ?

« *Il faut, dit la résolution, comprendre les sentiments qui agitent les ouvriers désireux de passer à l'action.* » Il faut comprendre... Mais le malheur, c'est que les auteurs de la résolution eux-mêmes ne comprennent rien. Quiconque fréquente les réunions ouvrières sait, comme nous, que les discours généraux sur les « revendications immédiates » laissent le plus souvent les ouvriers dans une indifférence renfrognée ; en revanche, les mots d'ordre révolutionnaires clairs et précis provoquent en réponse une vague de sympathie. Cette différence dans la réaction de la masse caractérise de la façon la plus claire la situation politique de notre pays.

« Dans la période présente, remarque inopinément la résolution, la lutte économique nécessite de la part des ouvriers de lourds sacrifices. » Il faudrait ajouter : et ce n'est qu'exceptionnellement qu'elle promet des résultats positifs. Et pourtant, la lutte pour les revendications immédiates a pour tâche d'améliorer la situation des ouvriers. En mettant cette lutte au premier plan, en renonçant pour elle aux mots d'ordre révolutionnaires, les staliniens considèrent sans doute que c'est précisément la lutte économique partielle qui est le plus capable de soulever de larges masses. Il s'avère précisément le contraire : les masses ne font presque aucun écho aux appels à des grèves économiques. Comment est-il donc possible en politique de ne pas tenir compte des faits ?

Les masses comprennent ou sentent que, dans les conditions de la crise et du chômage, des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, mettez-vous à l'école des masses : elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire.

La conjoncture économique et la lutte gréviste

S'appuyant sur des citations de Lénine mal assimilées, les staliniens répètent : « la lutte gréviste est possible, même en temps de crise ». Ils ne comprennent pas qu'il y a crise et crise. À l'époque du capitalisme ascendant, ouvriers et industriels à la fois, même pendant une période de crise aiguë, regardaient en avant, vers la nouvelle reprise prochaine. La crise actuelle est la règle, pas l'exception. Dans le strict domaine économique, le prolétariat, sous la pression terrible de la catastrophe économique, a été rejeté dans une retraite désordonnée. Le déclin du capitalisme, d'autre part, pousse de tout son poids le prolétariat sur la voie de la politique révolutionnaire de masse. Pourtant la direction du Parti communiste essaie de toutes ses forces de lui

barrer cette voie. Ainsi, aux mains des staliniens, le programme des « revendications économiques » devient un instrument de désorientation et de désorganisation du prolétariat. Et pourtant une offensive politique (lutte pour le pouvoir), avec une défense armée active (milices), renverserait d'un seul coup le rapport des forces entre les classes et, chemin faisant, ouvrirait pour les couches ouvrières les plus retardataires la possibilité d'une lutte économique victorieuse.

La possibilité d'une reprise de la conjoncture

Le capitalisme agonisant a, comme nous le savons, également ses cycles, mais des cycles déclinants, malades. Seule la révolution prolétarienne peut mettre fin à la crise du système capitaliste. La crise conjoncturelle fera inévitablement place à une brève et nouvelle reprise, s'il ne survient pas entre-temps la guerre ou la révolution.

En cas de reprise de la conjoncture économique, la lutte gréviste pourra sans aucun doute revêtir beaucoup plus d'ampleur. C'est pourquoi il faut suivre attentivement le mouvement du commerce et de l'industrie, particulièrement les changements dans le marché du travail, sans se fier aux météorologues de l'école de Jouhaux et en aidant dans la pratique les ouvriers à faire pression sur les capitalistes au moment nécessaire. Mais, même dans le cas d'une vaste lutte gréviste, il serait criminel de se limiter à des revendications partielles. La reprise ne peut être ni profonde ni longue, car nous avons affaire aux cycles d'un capitalisme irrémédiablement malade. La nouvelle crise – après une brève reprise – peut se trouver plus terrible que la précédente. Tous les problèmes fondamentaux surgiront de nouveau, avec une force et une acuité redoublées. Si l'on perd du temps, il se peut que le fascisme se révèle irrésistible.

Mais la reprise économique n'est aujourd'hui qu'une hypothèse. La réalité, c'est l'approfondissement de la crise, le service

militaire de deux ans, le réarmement de l'Allemagne, le danger de guerre.

C'est de cette réalité qu'il faut partir.

Les dépouilles du réformisme en guise de programme révolutionnaire

L'idée finale de la résolution programmatique du comité central couronne dignement l'édifice. Citons-la littéralement :

« En combattant chaque jour pour soulager les masses laborieuses des misères que leur impose le régime capitaliste, les communistes soulignent que la libération nationale ne peut être obtenue que par l'abolition du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat. »

Cette formule ne sonnait pas mal à l'aube de la social-démocratie, il y a un demi-siècle et plus. La social-démocratie dirigeait alors, non sans succès, la lutte des ouvriers pour des revendications et des réformes isolées, pour ce qu'on appelait alors le « programme minimum », en « soulignant » bien que l'affranchissement définitif du prolétariat ne serait réalisé que par la révolution. Le « but final » du socialisme était alors inscrit dans le nébuleux lointain des années. C'est cette conception, déjà tout à fait dépassée à la veille de la guerre, que le comité central du Parti communiste a transportée inopinément à notre époque, en la répétant mot pour mot jusqu'à la dernière virgule. Et ces gens-là invoquent Marx et Lénine !

Quand ils « soulignent » que « l'affranchissement définitif » ne peut être obtenu que par l'abolition du régime capitaliste, ils s'ingénient à duper les ouvriers par cette vérité élémentaire. Car ils leur suggèrent l'idée qu'une certaine amélioration, même importante, peut être obtenue dans le cadre du régime actuel. Ils représentent le capitalisme pourrissant et déclinant comme leurs pères et leurs grands-pères représentaient le capitalisme robuste et ascendant. Le fait est indiscutable : les staliniens se parent des dépouilles du réformisme.

La formule politique marxiste, en fait, doit être celle-ci :

En expliquant chaque jour aux masses que le capitalisme bourgeois pourrissant ne laisse pas de place non seulement à l'amélioration de leur situation, mais même au maintien de leur niveau habituel de misère, en posant ouvertement devant les masses la tâche de la révolution prolétarienne comme la tâche immédiate de nos jours, en mobilisant les ouvriers pour prendre le pouvoir, en défendant les organisations ouvrières au moyen de la milice, les communistes (ou les socialistes) ne perdent pas, en même temps, une seule occasion pour arracher, chemin faisant, à l'ennemi telle ou telle concession partielle ou, au moins, pour l'empêcher d'abaisser plus encore le niveau de vie des ouvriers.

Comparez attentivement cette formule aux lignes de la résolution du comité central citées plus haut. Nous espérons que la différence est claire : d'un côté, le stalinisme, de l'autre, le léninisme. Entre eux, un abîme.

Un moyen sûr contre le chômage

L'augmentation des salaires, les conventions collectives, l'abaissement du prix de la vie... mais que faire pour le chômage ? La résolution du comité central nous vient aussi en aide là-dessus :

« Ils [les communistes] réclament l'ouverture de travaux publics. À cet effet, ils élaborent des propositions concrètes adaptées à chaque situation locale ou régionale, ils préconisent les moyens de financer ces travaux (projet de prélèvement sur le capital, emprunts avec la garantie de l'État, etc.). »

N'est-ce pas étonnant ? Cette recette de charlatan est copiée presque mot pour mot chez Jouhaux : les staliniens repoussent les revendications progressistes du « plan » et ils adoptent sa partie la plus fantaisiste et la plus utopique.

Les principales forces productives de la société sont paralysées ou à moitié paralysées par la crise. Les ouvriers sont bras ballants devant les machines qu'ils ont créées. Le comité central

sauveur propose : en dehors de l'économie capitaliste réelle, à côté d'elle, créer une autre économie capitaliste, sur la base de « travaux publics ».

Qu'on ne vienne pas nous dire qu'il s'agit d'entreprises épisodiques : le chômage actuel n'a pas un caractère épisodique ; ce n'est pas un chômage conjoncturel, mais un chômage structurel, la plus pernicieuse expression du déclin capitaliste. Pour le faire disparaître, le comité central propose de créer un système de grands travaux, adapté à chaque région du pays, au moyen d'un système particulier de financement, à côté des finances en désarroi du capitalisme. En un mot, le comité central du Parti communiste propose tout simplement au capitalisme de changer de domicile. Est-ce ce « plan » qu'on oppose à la lutte pour le pouvoir et au programme de nationalisation ? Il n'y a pas de pires opportunistes que les aventuristes effrayés.

Comment arriver à la réalisation de ces travaux publics, au prélèvement sur le capital, aux emprunts garantis, etc., là-dessus on ne nous dit pas un mot. Sans doute à l'aide de... pétitions ? C'est le moyen d'action le plus opportun et le plus efficace. Ni la crise, ni le fascisme, ni le militarisme ne résistent aux pétitions. En outre, elles font revivre l'industrie du papier et atténuent le chômage. Notons-le donc : l'organisation de pétitions, partie fondamentale du système de travaux publics selon le plan de Thorez et C^{ie}.

De qui ces gens se moquent-ils ? d'eux-mêmes ou du prolétariat ?

Le Parti communiste est un frein

« Il est étonnant que le prolétariat supporte passivement de telles privations et de telles violences, après plus de cent années de lutte de classes. » Voilà la phrase méprisante qu'on peut à chaque pas entendre de la bouche d'un socialiste ou d'un communiste en chambre. La résistance est insuffisante ? On le met sur le dos des masses ouvrières. Comme si les partis et les syndicats

se trouvaient à l'écart du prolétariat et n'étaient pas ses organes de lutte ! C'est précisément parce que le prolétariat, en résultat de l'histoire plus que centenaire de ses luttes, a créé ses organisations politiques et syndicales, qu'il lui est difficile et presque impossible de mener sans elles et contre elles la lutte contre le capital. Et pourtant, ce qui a été édifié pour être le ressort de l'action est devenu poids mort ou frein.

Toute la situation inspire aux travailleurs l'idée que des actions révolutionnaires sont nécessaires pour changer toutes les conditions de leur existence. Mais c'est précisément parce qu'il s'agit d'une lutte décisive, qui doit embrasser des millions d'hommes, que, tout naturellement, l'initiative doit en revenir à ses organisations dirigeantes, les partis ouvriers, le front unique. C'est d'eux que doivent partir un programme clair, des mots d'ordre, la mobilisation pour le combat. Pour soulever les masses, les partis doivent s'engager eux-mêmes, en ouvrant dans le pays une campagne révolutionnaire hardie. Mais les organisations dirigeantes, y compris le Parti communiste, n'en ont pas le courage. Le PC rejette sur les masses ses propres tâches et ses propres responsabilités. Il exige de millions d'hommes, qu'il laisse sans direction révolutionnaire, qu'ils entreprennent des combats dispersés pour des revendications partielles et démontrent ainsi aux bureaucrates sceptiques qu'ils sont disposés à combattre. Peut-être les grands chefs consentiront-ils alors à mener la lutte ? Au lieu de mobiliser les masses, le comité central leur fait passer un examen, leur donne une mauvaise note et justifie ainsi son opportunisme et sa propre lâcheté

Des recettes toutes faites « selon Lénine »

À l'époque où la France connaissait un relatif équilibre économique et politique, de 1929 à 1933, le comité central du Parti communiste a proclamé la « troisième période » et ne voulait se satisfaire que de la conquête de la rue par les barricades. Main-

tenant, au cœur de la crise économique, sociale et politique, le même comité central se contente d'un modeste programme de « revendications immédiates ». Cette absurde contradiction est le produit complexe de plusieurs facteurs : l'effroi devant ses dernières fautes, son incapacité à prêter l'oreille à la masse, l'habitude bureaucratique de prescrire au prolétariat une feuille de route toute faite, l'anarchie intellectuelle enfin, résultat des zigzags, des faux, des mensonges et des actes de répression innombrables.

L'auteur immédiat du nouveau programme est sans doute l'actuel « chef » de l'Internationale communiste, Bela Kun, lequel oscille toujours entre l'aventurisme et l'opportunisme. Ayant lu dans Lénine que les bolcheviks furent dans certaines conditions pour les grèves et les mencheviks contre, Bela Kun a fondé en un clin d'œil sa politique « réaliste » sur cette découverte. Mais, pour son malheur, il n'avait pas ouvert Lénine à la bonne page.

À certaines périodes, les grèves ont joué réellement un rôle énorme dans le mouvement révolutionnaire du prolétariat russe. À cette époque, le capitalisme russe n'était pas pourri, mais il grandissait et s'élevait rapidement. Le prolétariat russe était une classe vierge, et les grèves étaient pour lui la première forme d'éveil et d'activité. Enfin, le large débordement des grèves coïncidait chaque fois avec l'essor conjoncturel de l'industrie.

Il n'existe en France aucune de ces conditions. Le prolétariat français a derrière lui une grandiose école de révolution, de lutte syndicale et parlementaire, avec tout l'héritage positif et négatif de ce riche passé. Il serait difficile de s'attendre à un débordement spontané du mouvement gréviste en France, même en période d'essor économique, et à plus forte raison quand la crise conjoncturelle creuse les plaies du déclin capitaliste.

L'autre aspect de la question n'est pas moins important. À l'époque du premier mouvement impétueux de grèves en Russie, il n'y eut qu'une seule fraction de la social-démocratie russe pour tenter de se borner à des revendications économiques

partielles : ceux qu'on appelait les « économistes ». Selon eux, il fallait rejeter le mot d'ordre « À bas l'autocratie ! » jusqu'à l'apparition d'une « situation révolutionnaire ». Lénine jugea que les « économistes » étaient de misérables opportunistes. Il montra qu'il fallait préparer activement une situation révolutionnaire, même en période de mouvement gréviste.

Il est de façon générale absurde de transposer mécaniquement en France les diverses étapes et les divers épisodes du mouvement révolutionnaire russe. Mais il est moins possible encore de le faire à la manière de Bela Kun, qui ne connaît ni la Russie, ni la France, ni le marxisme. À l'école de Lénine, ce qu'il faut, c'est apprendre la méthode d'action, et non pas changer le léninisme en citations et recettes bonnes pour toutes les circonstances de la vie.

« La paix, le pain, la liberté ! »

Ainsi, selon les staliniens, la situation en France n'est pas révolutionnaire, et, de ce fait, les mots d'ordre révolutionnaires sont inopportuns : il faut concentrer toute l'attention sur les grèves économiques et les revendications partielles. Tel est leur programme. C'est un programme opportuniste et sans vie, mais c'est un programme.

À côté de lui, il en existe pourtant un autre. Tous les jours, *l'Humanité* répète le triple mot d'ordre : « La paix, le pain, la liberté ! » C'est sous ce drapeau, explique *l'Humanité*, que les bolcheviks ont vaincu en 1917. Et Just répète la même idée à la suite des staliniens. Très bien. Mais il y avait en Russie en 1917 une situation notoirement révolutionnaire. Comment se fait-il que ces mots d'ordre, qui ont assuré le succès de la révolution prolétarienne, soient bons comme « revendications immédiates » dans une situation non révolutionnaire ? Que les augures de *l'Humanité* veuillent bien nous expliquer ce mystère, à nous, pauvres mortels.

Nous, pour notre part, nous rappellerons quelles « revendications immédiates » renfermait le triple mot d'ordre des bolcheviks.

« Pour la paix ! » en 1917, cela signifiait, dans les conditions de la guerre, la lutte contre tous les partis patriotiques, depuis les monarchistes jusqu'aux mencheviks, la revendication de la publication des traités secrets, la mobilisation révolutionnaire des soldats contre le haut commandement et l'organisation de la fraternisation sur les fronts. « Pour la paix » était un défi au militarisme de l'Allemagne et de l'Autriche, d'une part, de l'Entente, de l'autre. Ce mot d'ordre des bolcheviks signifiait ainsi la politique la plus hardie et la plus révolutionnaire qu'ait jamais connue l'histoire de l'humanité.

« Lutter » pour la paix en 1935, en alliance avec Herriot et les « pacifistes » bourgeois, c'est-à-dire les impérialistes hypocrites, signifie simplement soutenir le statu quo, actuellement satisfaisant pour la bourgeoisie française. Cela signifie endormir et démoraliser les ouvriers par les illusions du « désarmement », des « pactes de non-agression », par le mensonge de la Société des nations, en préparant une nouvelle capitulation des partis ouvriers au moment où la bourgeoisie française ou ses rivaux jugeront bon de renverser ce statu quo.

« Pour le pain ! » cela signifiait pour les bolcheviks en 1917 l'expropriation de la terre et des réserves de blé chez les propriétaires fonciers et les spéculateurs, et le monopole du commerce du blé dans les mains du gouvernement des ouvriers et des paysans. Que signifie « Pour le pain ! » pour nos staliniens en 1935 ? Rien de plus qu'une phrase qu'ils répètent !

« Pour la liberté ! » Les bolcheviks montraient aux masses que la liberté reste une fiction tant que les écoles, la presse et les lieux de réunion restaient entre les mains de la bourgeoisie. « Pour la liberté » signifiait la prise du pouvoir par les soviets, l'expropriation des propriétaires fonciers, le contrôle ouvrier sur la production.

« Pour la liberté ! » en alliance avec Herriot et les vénérables dames des deux sexes de la Ligue des droits de l'homme, signifie soutenir les gouvernements bonapartistes, semi-bonapartistes, semi-parlementaires, et rien d'autre. La bourgeoisie a besoin actuellement non seulement des bandes de La Rocque, mais aussi de la réputation « gauche » de Herriot. Le capital financier s'emploie à armer les fascistes. Les staliniens restaurent la réputation « gauche » de Herriot à l'aide des mascarades du « front populaire ». Voilà à quoi servent en 1935 les mots d'ordre de la Révolution d'Octobre !

Dragons et puces

À titre d'unique exemple de la nouvelle politique « réaliste », la résolution du comité central raconte que les chômeurs de Villejuif mangent la soupe des Croix de feu et crient « *La Rocque au poteau !* » Combien d'hommes mangent la soupe, combien crient, on ne nous le dit pas : les staliniens ne supportent pas les chiffres. Mais là n'est pas la question... Jusqu'où doit tomber le parti « révolutionnaire », pour ne pas pouvoir trouver, dans une résolution programmatique, d'autre exemple de politique prolétarienne que les cris impuissants d'ouvriers accablés et affamés, obligés de se nourrir des miettes de la philanthropie fasciste ? Et ses chefs ne se sentent ni humiliés ni honteux !

Marx citait un jour, à propos de certains de ses disciples, les paroles de Heine : « *J'ai semé des dragons, et j'ai récolté des puces.* » Nous craignons bien que les fondateurs de la III^e Internationale ne doivent répéter ces mêmes paroles... Et pourtant, notre époque ne n'a pas besoin de puces, mais elle a besoin de dragons !

III.— LA LUTTE CONTRE LE FASCISME ET LA GRÈVE GÉNÉRALE

Le programme de l'Internationale communiste et le fascisme

Le programme de l'Internationale communiste, rédigé en 1928, dans la période de déclin théorique de l'IC, dit : « *L'époque de l'impérialisme est l'époque du capitalisme agonisant.* » En soi, cette affirmation, formulée bien auparavant par Lénine, est absolument indiscutable, et revêt une importance décisive pour la politique du prolétariat à notre époque. Mais les auteurs du programme de l'Internationale communiste n'ont absolument pas compris cette thèse, qu'ils ont adoptée mécaniquement, sur le capitalisme agonisant et pourrissant. Cette incompréhension est apparue de façon particulièrement claire dans la question la plus brûlante pour nous, le fascisme.

Le programme de l'Internationale communiste dit à ce sujet : « *À côté de la social-démocratie, qui aide la bourgeoisie à étouffer le prolétariat et à endormir sa vigilance, apparaît le fascisme.* » L'Internationale communiste n'a pas compris que la mission du fascisme n'est pas d'agir à côté de la social-démocratie, mais d'étouffer toutes les anciennes organisations ouvrières, y compris les organisations réformistes. La tâche du fascisme, selon les termes du programme, c'est d'« *anéantir les couches communistes du prolétariat et leurs cadres dirigeants* ». Le fascisme, donc, ne menacerait absolument pas la social-démocratie ni les syndicats réformistes ; au contraire, la social-démocratie jouerait de plus en plus un « rôle fasciste ». Le fascisme ne ferait que compléter l'œuvre du réformisme, en agissant à côté de la social-démocratie.

Nous ne citons pas là l'article de quelconques Thorez ou Duclos qui se contredisent à chaque pas, mais le document fondamental de l'Internationale communiste, son programme (cf. chapitre II, § 3 : « La crise du capitalisme et le fascisme »). Nous avons là devant nous tous les éléments fondamentaux de la théo-

rie du social-fascisme. Les chefs de l'Internationale communiste n'ont pas compris que le capitalisme pourrissant ne peut plus s'accommoder de la social-démocratie la plus modérée et la plus servile, ni en tant que parti au pouvoir, ni en tant que parti dans l'opposition. Le fascisme est appelé à prendre place non pas « à côté de la social-démocratie », mais sur ses ossements. C'est précisément de là que découlent la possibilité, la nécessité et l'urgence du front unique. Mais la malheureuse direction de l'Internationale communiste n'a tenté d'appliquer la politique du front unique que dans la période où celle-ci n'était pas imposée à la social-démocratie. Dès que la situation du réformisme fut ébranlée et que la social-démocratie tomba sous les coups, l'Internationale communiste se refusa au front unique. Ces gens ont le fâcheux penchant de mettre un manteau en été et d'aller en hiver sans même une feuille de vigne !

En dépit de l'instructive expérience de l'Italie, l'Internationale communiste a inscrit sur son drapeau le génial aphorisme de Staline : « *La social-démocratie et le fascisme ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux* ». C'est la principale cause de la défaite du prolétariat allemand. L'IC a certes accompli dans la question du front unique un tournant brutal : les faits ont été plus puissants que le programme. Mais le programme de l'Internationale communiste n'a été ni supprimé ni modifié. Ses erreurs fondamentales n'ont pas été expliquées aux ouvriers. Les chefs de l'Internationale communiste, qui ont perdu confiance en eux-mêmes, conservent, pour tous les cas, un pont pour battre en retraite vers les positions du « social-fascisme ». C'est cela qui donne à la politique du front unique un caractère sans principe, diplomatique et instable.

Les illusions réformistes et staliniennes

L'incompréhension du sens de la thèse de Lénine sur le « capitalisme agonisant » donne à toute la politique actuelle du Parti communiste français un caractère d'impuissance criarde,

complétée par des illusions réformistes. Alors que le fascisme représente le produit organique du déclin capitaliste, les staliniens sont subitement persuadés qu'il est possible de mettre fin au fascisme sans toucher aux bases de la société bourgeoise.

Le 6 mars, Thorez écrivait pour la 101^e fois dans *l'Humanité* : « *Afin d'assurer l'échec définitif du fascisme, nous proposons de nouveau au Parti socialiste l'action commune pour la défense des revendications immédiates.* »

Tout ouvrier conscient doit bien réfléchir à cette phrase « programmatique ». Le fascisme, comme nous le savons, naît de l'union du désespoir des classes moyennes et de la politique terroriste du grand capital. Les « revendications immédiates », ce sont les revendications qui ne sortent pas du cadre du capitalisme. Comment est-il possible d'« assurer l'échec définitif (!) » du fascisme, en restant sur le terrain du capitalisme ?

Quand Jouhaux dit : « en mettant fin à la crise (ce n'est pas si simple), nous aurons, par là même, vaincu le fascisme », il est au moins fidèle à lui-même : il garde encore et toujours espoir en la régénérescence et le rajeunissement du capitalisme. Or les staliniens reconnaissent en paroles l'inéluctabilité de la décomposition prochaine du capitalisme. Comment peuvent-ils donc promettre d'assainir la superstructure politique, en assurant l'échec définitif du fascisme, et, en même temps, laisser intacte la base économique pourrissante de la société ?

Pensent-ils que le grand capital peut à sa guise faire tourner en arrière la roue de l'histoire et s'engager de nouveau sur la voie des concessions et des « réformes » ? Croient-ils que la petite bourgeoisie peut être sauvée par des « revendications immédiates » de la ruine grandissante, du déclassé et du désespoir ? Comment accorder alors ces illusions trade-unionistes et réformistes avec la thèse du capitalisme agonisant ?

Prise sur le plan théorique, la position du Parti communiste représente, on le voit, la plus complète absurdité. Regardons comment elle apparaît à la lumière de la lutte pratique.

La lutte pour les revendications immédiates et le fascisme

Le 28 février, Thorez exprimait dans les termes suivants la même idée centrale et radicalement fautive de la politique actuelle du Parti communiste :

« Pour battre définitivement le fascisme, il faut de toute évidence enrayer l'offensive économique du capital contre le niveau de vie des masses travailleuses. »

À quoi bon la milice ouvrière ? À quoi bon la lutte directe contre le fascisme ? Il faut chercher à élever le niveau de vie des masses et le fascisme disparaîtra comme par enchantement.

Hélas ! l'ensemble de la perspective de la lutte prochaine est complètement défigurée dans ces lignes, où les rapports réels sont mis la tête en bas. Les capitalistes ne viennent pas au fascisme par goût, mais par nécessité : ils ne peuvent conserver la propriété privée des moyens de production qu'en menant l'offensive contre les ouvriers, en renforçant l'oppression, en répandant autour d'eux misère et désespoir. Comme, en même temps, ils craignent la riposte inévitable des ouvriers, les capitalistes, par l'entremise de leurs agents, excitent la petite bourgeoisie contre le prolétariat, qu'ils accusent de rendre la crise plus profonde et plus longue, et ils financent les bandes fascistes pour écraser les ouvriers.

Si la riposte des ouvriers à l'offensive du capital se renforce demain, si les grèves deviennent plus fréquentes et plus importantes, le fascisme, contrairement à ce que dit Thorez, ne disparaîtra pas, mais, au contraire, il grandira deux fois plus. La croissance du mouvement gréviste provoquera une mobilisation des briseurs de grève. Tous les bandits « patriotes » entreront dans le mouvement. Des attaques quotidiennes contre les ouvriers seront à l'ordre du jour. Fermer les yeux là-dessus, c'est aller à sa perte assurée.

Est-ce à dire, vont répliquer Thorez et consorts, qu'il ne faille pas riposter ? (Et suivront à notre adresse les habituelles injures, sur lesquelles nous passerons comme on passe au-dessus d'une

flaque d'eau sale.) Non, il est nécessaire de riposter. Nous n'appartenons nullement à l'école qui pense que le meilleur moyen de salut est le silence, la retraite, la capitulation. « Ne provoquez pas l'ennemi! », « ne vous défendez pas! », « ne vous armez pas! », « couchez-vous sur le dos, les quatre pattes en l'air! » Il faut chercher les théoriciens de cette école stratégique non chez nous, mais à la rédaction de *l'Humanité*. Il est nécessaire au prolétariat de riposter s'il ne veut pas être écrasé. Mais alors, aucune illusion réformiste et pacifiste ne peut être admise. La lutte sera féroce. Il faut prévoir d'avance les conséquences inéluctables de la riposte, et s'y préparer.

Par son offensive actuelle, la bourgeoisie donne un caractère nouveau, incomparablement plus aigu, au rapport entre la situation économique et la situation sociale du capitalisme pourrissant. Exactement de la même façon, les ouvriers aussi doivent donner à leur défense un caractère nouveau, qui réponde aux méthodes de l'ennemi de classe. En se défendant contre les coups économiques portés par le capital, il faut en même temps savoir défendre ses organisations contre les bandes mercenaires du capital. Il est impossible de le faire autrement qu'au moyen de la milice ouvrière. Aucune affirmation, aucun cri, aucune injure de *l'Humanité* ne pourra infirmer cette conclusion. Il est en particulier nécessaire de dire aux syndicats : camarades, vos locaux et vos journaux seront saccagés, vos organisations réduites en poussière, si vous ne passez pas immédiatement à la création de détachements de défense syndicale (« milice syndicale »), si vous ne démontrez pas en fait que vous ne céderez pas au fascisme un seul pouce de terrain sans combat.

La grève générale n'est pas un jeu de cache-cache

Dans le même article du 28 février, Thorez se plaint :

« *Le Parti socialiste n'a pas accepté nos propositions d'une large action, grève y compris, contre les décrets-lois en vigueur.* »

Grève y compris ? quelle grève ? Puisqu'il s'agit de l'abolition des décrets-lois, ce que Thorez a en vue, apparemment, ce ne sont pas des grèves économiques partielles, mais la grève générale, c'est-à-dire la grève politique. Il ne prononce pas le mot de « grève générale » pour ne pas faire remarquer qu'il ne fait que répéter notre ancienne proposition. À quelles humiliantes ruses ces pauvres gens doivent-ils avoir recours pour dissimuler leurs oscillations et leurs contradictions !

Il semble que ce procédé soit devenu une méthode. Dans la lettre ouverte du 12 mars, le comité central du Parti communiste propose au Parti socialiste d'ouvrir contre le service militaire à deux ans une campagne décisive, « *par tous les moyens, y compris la grève* ». À nouveau, la même mystérieuse formule ! Le comité central a évidemment en vue la grève en tant que moyen de lutte politique, c'est-à-dire révolutionnaire.

Mais alors, pourquoi craint-il donc de prononcer tout haut le mot de grève générale, et pourquoi parle-t-il de grève tout court ? Avec qui le comité central joue-t-il à cache-cache ? Ne serait-ce pas avec le prolétariat ?

La préparation de la grève générale

Pourtant, si on laisse de côté ces procédés déplacés destinés à sauver le « prestige », il reste le fait que le comité central du Parti communiste propose la grève générale pour la lutte contre la législation bonapartiste de Flandin-Doumergue. Nous sommes en accord total. Mais nous exigeons que les chefs des organisations ouvrières comprennent eux-mêmes et expliquent aux masses ce que signifie la grève générale dans les conditions actuelles et comment il faut s'y préparer.

Déjà, une simple grève économique exige d'ordinaire une organisation de combat, et en particulier des piquets. Dans les conditions de l'exacerbation actuelle de la lutte des classes, de provocation et de terreur fascistes, une organisation sérieuse des piquets est la condition vitale de tout conflit économique

important. Imaginons pourtant que quelque chef de syndicats déclare : « il ne faut pas de piquets, c'est une provocation : il suffit de l'autodéfense des grévistes ! » N'est-il pas évident que les ouvriers devraient conseiller amicalement à un tel « chef » d'aller à l'hôpital, sinon directement dans un asile d'aliénés ? C'est que les piquets constituent précisément l'organe le plus important de l'autodéfense des grévistes !

Étendons ce raisonnement à la grève générale. Nous avons en vue non pas une simple manifestation ni une grève symbolique d'une heure ou même de 24 heures, mais une opération de combat avec le but de contraindre l'adversaire à céder. Il n'est pas difficile de comprendre quelle exacerbation terrible de la lutte des classes signifierait la grève générale dans les conditions actuelles ! Les bandes fascistes sortiraient de toutes parts comme des champignons après la pluie et tenteraient de toutes leurs forces d'apporter le trouble, la provocation et la désagrégation dans les rangs grévistes. Comment pourrait-on éviter à la grève générale de connaître des victimes superflues et même la préserver d'un complet écrasement, sinon par des détachements de combat ouvriers strictement disciplinés ? La grève générale est une grève partielle généralisée. La milice ouvrière est un piquet de grève généralisé. Seuls des bavards et des fanfarons misérables pourraient, dans les conditions actuelles, jouer avec l'idée de la grève générale en se refusant en même temps à un travail opiniâtre pour la création de la milice ouvrière !

La grève générale dans une « situation non révolutionnaire »

Mais les malheurs du comité central du Parti communiste ne s'arrêtent pas là.

Ainsi que tout marxiste le sait, la grève générale constitue l'un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. La grève générale n'est possible que lorsque la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives,

s'étend à travers tous les compartiments des professions et des quartiers, efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre la légalité et l'illégalité, et mobilise la majorité du prolétariat en l'opposant de façon active à la bourgeoisie et à l'État. Au-dessus de la grève générale, il ne peut y avoir que l'insurrection armée. Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle a surgi, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes, la grève générale n'est possible que dans les conditions d'une tension politique extrême et c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation. Comment, dans ce cas, le comité central peut-il proposer la grève générale, si « la situation n'est pas révolutionnaire » ?

Peut-être Thorez nous objectera-t-il qu'il n'a pas en vue la grève générale véritable, mais une petite grève bien docile, tout juste bonne pour l'usage propre de la rédaction de *l'Humanité*? Ou peut-être ajoutera-t-il discrètement que, prévoyant le refus des chefs de la SFIO, il ne risque rien en leur proposant la grève générale? Mais le plus vraisemblable est que Thorez, en guise d'objection, nous accusera simplement de monter un complot avec Chiappe, l'ex-Alphonse XIII et le pape : ce sont les réponses qui réussissent le mieux à Thorez !

Mais tout ouvrier communiste, qui a une tête sur les épaules, doit réfléchir aux contradictions criantes de ses malheureux chefs : il est, voyez-vous, impossible de bâtir la milice ouvrière parce que la situation n'est pas révolutionnaire ; il est même impossible de faire de la propagande en faveur de l'armement du prolétariat, c'est-à-dire de préparer les ouvriers à la situation révolutionnaire future ; mais il semble qu'il soit possible, même maintenant, d'appeler les ouvriers à la grève générale, bien qu'il n'y ait pas de situation révolutionnaire. On dépasse ici en vérité les bornes de l'étourderie et de la frivolité.

« Les soviets partout »

Dans toutes les réunions, on peut entendre les communistes répéter le mot d'ordre qui leur est resté en héritage de la « troisième période » : « *Les soviets partout !* » Il est absolument évident que ce mot d'ordre, si on le prend au sérieux, a un caractère profondément révolutionnaire : il est impossible d'établir le régime des soviets autrement que par le moyen d'une insurrection armée contre la bourgeoisie. Mais l'insurrection armée suppose une arme dans les mains du prolétariat. Aussi le mot d'ordre des « *soviets partout* » et celui de l'« armement des ouvriers » sont-ils étroitement et indissolublement liés l'un à l'autre. Pourquoi les staliniens ne cessent-ils donc de répéter le premier, et affirment que le second est une « provocation des trotskystes » ?

Notre perplexité est d'autant plus légitime que le mot d'ordre de l'armement des ouvriers correspond beaucoup plus à la situation politique actuelle et à l'état psychologique du prolétariat. Le mot d'ordre des « soviets » a, par son essence même, un caractère offensif et suppose une révolution victorieuse. Pourtant le prolétariat se trouve actuellement sur la défensive. Le fascisme le menace directement de l'écrasement physique. La nécessité de se défendre, même les armes à la main, est actuellement plus compréhensible et plus à la portée de masses beaucoup plus larges que l'idée de l'offensive révolutionnaire. À l'étape actuelle, le mot d'ordre de l'armement peut ainsi compter sur un écho beaucoup plus large et plus actif que celui des soviets. Comment un parti ouvrier peut-il donc – à moins qu'il n'ait véritablement trahi les intérêts de la révolution – laisser échapper une situation exceptionnelle et discréditer malhonnêtement l'idée de l'armement au lieu de la populariser avec ardeur ?

Nous sommes prêts à admettre que notre question nous est dictée par notre nature « contre-révolutionnaire », en particulier par nos aspirations à provoquer une intervention militaire : on sait que, dès que le mikado et Hitler se seront persuadés, à tra-

vers notre question, qu'un courant d'air souffle dans les têtes de Bela Kun et de Thorez, ils déclareront la guerre à l'URSS.

Tout cela a été établi par Duclos de façon irréfutable, et n'a nul besoin d'être prouvé. Pourtant, daignez répondre : comment peut-on arriver aux soviets sans insurrection armée ? Comment arriver à l'insurrection sans armement des ouvriers ? Comment se défendre sans armes contre le fascisme ? Comment arriver à l'armement, même partiel, sans propagande pour ce mot d'ordre ?

Mais la grève générale est-elle possible dans un avenir proche ?

Il n'y a pas à une question de ce genre de réponse a priori, c'est-à-dire toute faite. Pour avoir une réponse, il faut savoir interroger. Qui ? La masse. Comment ? Au moyen de l'agitation.

L'agitation n'est pas seulement le moyen de communiquer à la masse tels ou tels mots d'ordre, d'appeler les masses à l'action, etc. L'agitation est aussi pour le parti un moyen de prêter l'oreille à la masse, de sonder son état d'esprit et ses pensées, et de prendre, en fonction des résultats, telle ou telle décision pratique. Ce sont seulement les staliniens qui ont transformé l'agitation en un monologue criard : pour les marxistes, pour les léninistes, l'agitation est toujours un dialogue avec la masse.

Mais pour que ce dialogue donne les résultats nécessaires, le parti doit apprécier correctement la situation générale dans le pays et tracer la voie générale de la lutte prochaine. À l'aide de l'agitation et du sondage de la masse, le parti doit apporter dans sa conception les corrections et les précisions nécessaires, en particulier pour tout ce qui concerne le rythme du mouvement et les dates des grandes actions.

La situation dans le pays a été définie plus haut : elle a un caractère prérévolutionnaire, avec le caractère non révolutionnaire de la direction du prolétariat. Et puisque la politique du prolétariat constitue le facteur principal dans le développement

d'une situation révolutionnaire, le caractère non révolutionnaire de la direction prolétarienne entrave la transformation de la situation prérévolutionnaire en situation révolutionnaire déclarée, et par cela même contribue à sa transformation en situation contre-révolutionnaire.

Dans la réalité objective, il n'y a pas, bien entendu, de limites strictes entre les différents stades du processus politique. Une étape s'insère dans une autre, ce qui fait que la situation révèle certaines contradictions. Elles rendent assurément le diagnostic et le pronostic plus difficiles, mais ne les rendent nullement impossibles.

Non seulement les forces du prolétariat français ne sont pas épuisées, mais, même, elles sont intactes. Le fascisme en tant que facteur politique dans les masses petites-bourgeoises est encore relativement faible (quoique beaucoup plus puissant, malgré tout, qu'il ne semble aux parlementaires). Ces deux faits politiques très importants permettent de dire avec une ferme conviction : rien n'est encore perdu, la possibilité de transformer la situation prérévolutionnaire en situation révolutionnaire est encore complètement ouverte.

Or, dans un pays capitaliste comme la France, il ne peut y avoir de luttes révolutionnaires sans grève générale : si les ouvriers et les ouvrières, pendant les journées décisives, restent dans les usines, qui donc se battra ? La grève générale s'inscrit ainsi à l'ordre du jour.

Mais la question du moment de la grève générale est la question de savoir si les masses sont prêtes à lutter et si les organisations ouvrières sont prêtes à les mener au combat.

Les masses veulent-elles lutter ?

Est-il vrai pourtant qu'il ne manque que la direction révolutionnaire ? N'y a-t-il pas une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés. Et ce n'est pas étonnant ! Quand appro-

che une crise révolutionnaire, bien des chefs, qui redoutent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses. L'histoire nous enseigne que quelques semaines et même quelques jours avant l'insurrection d'Octobre, des bolcheviks marquants comme Zinoviev, Kamenev, Rykov – de certains comme Lozovsky et Manuïlsky, il est inutile de parler – affirmaient que les masses étaient fatiguées et ne voulaient pas se battre. Pourtant, en tant que révolutionnaires, Zinoviev, Kamenev et Rykov étaient cent coudées au-dessus des Cachin, Thorez et Monmousseau.

Celui qui dit que notre prolétariat ne veut pas ou n'est pas capable de mener la lutte révolutionnaire, celui-là lance une calomnie en reportant sa propre mollesse et sa propre lâcheté sur les masses laborieuses. Jusqu'à maintenant, il n'y a eu aucun cas, ni à Paris, ni en province, où les masses soient restées sourdes à l'appel d'en haut.

Le plus grand exemple est la grève générale du 12 février 1934. Malgré la profonde division de la direction, l'absence de toute préparation sérieuse, les efforts tenaces des chefs de la CGT pour réduire au minimum le mouvement, puisqu'ils ne pouvaient pas l'éviter complètement, la grève générale a eu le plus grand succès qu'elle pouvait avoir dans les conditions données. C'est clair : les masses voulaient combattre. Tout ouvrier conscient doit se dire : la poussée de la base doit être bien puissante pour que Jouhaux lui-même soit sorti un moment de son immobilité. Il ne s'agissait certes pas d'une grève générale au sens propre, mais seulement d'une manifestation de 24 heures. Mais cette limitation n'a pas été donnée par les masses : elle a été dictée d'en haut.

La manifestation place de la République, le 10 février de cette année, confirme cette conclusion. L'unique instrument utilisé par les organismes dirigeants pour la préparation fut la lance de pompiers. L'unique mot d'ordre que les masses entendirent fut « Chut ! Chut ! » Néanmoins le nombre des manifestants dépassa toute attente. En province, la chose s'est présentée et se présente

de façon absolument identique dans la dernière année. Il est impossible de fournir un seul fait sérieux qui témoignerait que les chefs voudraient lutter et que les masses refuseraient de les suivre. On a observé toujours et partout un rapport rigoureusement inverse. Il garde aujourd'hui toute sa force. La base veut lutter, les sommets freinent. C'est là le principal danger, et il peut aboutir à une véritable catastrophe.

Base et sommets à l'intérieur des partis

On retrouve le même rapport, non seulement entre les partis – ou les syndicats – et le prolétariat, mais aussi à l'intérieur de chacun des partis. Ainsi Frossard n'a pas, dans la base de la SFIO, le moindre appui : seul le soutiennent les députés et les maires, qui veulent que tout reste comme par le passé. Au contraire, Marceau Pivert, grâce à ses interventions de plus en plus claires et résolues, est devenu l'une des figures les plus populaires à la base. Nous le reconnaissons d'autant plus volontiers que nous n'avons jamais renoncé dans le passé, de même que nous n'y renoncerons pas à l'avenir, à dire ouvertement quand nous ne sommes pas d'accord avec Pivert.

Considéré en tant que symptôme politique, ce fait dépasse pourtant de loin, par son importance, la question personnelle de Frossard et de Pivert : il montre la tendance générale du développement. La base du Parti socialiste, comme celle du Parti communiste, est plus à gauche, plus révolutionnaire, plus hardie que les sommets : et c'est précisément pourquoi elle n'est disposée à accorder sa confiance qu'aux seuls chefs de gauche. Plus encore : elle pousse toujours plus à gauche les socialistes sincères. Pourquoi donc la base se radicalise-t-elle d'elle-même ? Parce qu'elle se trouve en contact direct avec les masses populaires, avec leur misère, avec leur révolte, avec leur haine. Ce symptôme est infaillible. On peut s'y fier.

Les « revendications immédiates » et la radicalisation des masses

Les chefs du Parti communiste peuvent certes invoquer le fait que les masses ne font pas écho à leurs appels. Or ce fait n'infirmes pas, mais confirme notre analyse. Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les « chefs », c'est-à-dire que, dans les conditions d'une très grande crise sociale, la seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore, elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat. Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes sans perspectives. Malgré les appels, les manifestes et les articles de *l'Humanité*, les agitateurs communistes n'apparaissent presque pas devant les masses en hommes qui prêchent des grèves au nom des « revendications partielles immédiates ». Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront pas lutter et ne commenceront pas à lutter. La politique de *l'Humanité* est la politique d'un pseudo-« réalisme » artificiel et faux. L'échec de la CGTU dans le déclenchement de grèves partielles confirme indirectement, mais très réellement, la profondeur de la crise et de la tension morale dans les quartiers ouvriers.

Il ne faut pas croire pourtant que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont vaines – et cette heure n'est peut-être pas si éloignée –, le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en explosions isolées de désespoir. À la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin sera devenu vinaigre.

Les changements de l'état d'esprit politique des masses exi-

gent la plus grande attention. Sonder à chaque étape cette dialectique vivante – telle est la tâche de l'agitation. Actuellement, le front unique demeure en retard de façon criminelle à la fois sur le développement de la crise sociale et sur l'état d'esprit des masses. Il est encore possible de rattraper le temps perdu. Mais il n'y a plus de temps à perdre. L'histoire compte maintenant non pas en années, mais en mois et en semaines.

Le programme et la grève générale

Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et pour renforcer en même temps l'état d'esprit de combativité des masses, il faut leur proposer un programme d'action révolutionnaire. Des mots d'ordre partiels, tels que l'abolition des décrets-lois bonapartistes et du service militaire de deux ans, trouveront assurément dans ce programme une place marquante. Mais ces deux mots d'ordre épisodiques sont tout à fait insuffisants.

Au-dessus de toutes les tâches et revendications partielles de notre époque, il y a la QUESTION DU POUVOIR. Depuis le 6 février 1934, la question du pouvoir est posée ouvertement comme une question de force. Les élections municipales et législatives peuvent avoir leur importance pour l'évaluation des forces, pas plus. La question sera tranchée par le conflit ouvert des deux camps. Les gouvernements du type Doumergue, Flandin, etc., n'occupent l'avant-scène que jusqu'au jour du règlement définitif. Demain ce sera ou bien le fascisme ou bien le prolétariat qui gouvernera la France.

C'est précisément parce que le régime d'État intermédiaire actuel est extrêmement instable, que la grève générale peut obtenir de très grands succès partiels en contraignant le gouvernement à en venir à des concessions dans la question des décrets-lois bonapartistes, du service militaire de deux ans, etc. Mais un tel succès, extrêmement précieux et important en lui-même, ne rétablira pas l'équilibre de la « démocratie » : le capital

financier doublera ses subsides au fascisme et la question du pouvoir, après peut-être une courte pause, se posera avec une force redoublée.

L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut obtenir, mais aussi ne pas obtenir, réside dans le fait qu'elle pose de façon révolutionnaire la question du pouvoir. En arrêtant les usines, les transports, de façon générale les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production mais également le gouvernement. Le pouvoir d'État reste suspendu en l'air. Il doit soit dompter le prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'État bourgeois, soit lui céder la place.

Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle entraîne les véritables masses, et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison ?

Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie que les chefs sont dès maintenant tenus de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais, en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire qu'ils livrent le prolétariat au fascisme.

Ou bien la capitulation complète, ou bien la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, telle est l'alternative qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. Celui qui n'a pas compris cette alternative n'a rien à faire dans le camp du prolétariat.

La grève générale et la CGT

La question de la grève générale se complique du fait que la CGT proclame son monopole à décréter et à diriger la grève générale. Il en résulte que cette question ne regarde pas du tout les partis ouvriers. Et ce qui est le plus étonnant, à première vue, c'est qu'il se trouve des parlementaires socialistes pour estimer que cette prétention est dans l'ordre des choses : en réalité, ils veulent simplement se débarrasser de cette responsabilité.

La grève générale, comme son nom l'indique déjà, a pour but d'embrasser autant que possible tout le prolétariat. La CGT ne rassemble dans ses rangs probablement pas plus de 5 à 8 % du prolétariat. L'influence propre de la CGT, hors des limites de ses syndicats, est absolument insignifiante dans la mesure où, sur telle ou telle question, elle ne coïncide pas avec l'influence des partis ouvriers. Peut-on, par exemple, comparer l'influence du *Peuple* à celle du *Populaire* ou de *l'Humanité* ?

La direction de la CGT, par ses conceptions et ses méthodes, est incomparablement plus éloignée des tâches de l'époque actuelle que la direction des partis ouvriers. Plus on va des sommets de l'appareil vers la base des syndiqués, moins il y a de confiance en Jouhaux et son groupe. Le manque de confiance se change de plus en plus en méfiance active. L'actuel appareil conservateur de la CGT sera inévitablement balayé par le développement ultérieur de la crise révolutionnaire.

La grève générale, par son essence même, est une opération politique. Elle oppose la classe ouvrière dans son ensemble à l'État bourgeois. Elle rassemble syndiqués et non syndiqués, socialistes, communistes et sans-parti. Elle a besoin d'un appareil de presse et d'agitateurs dont la CGT à elle seule ne dispose pas du tout.

La grève générale pose carrément la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat. La CGT a tourné et tourne le dos à cette tâche – les chefs de la CGT ont le regard tourné vers le pouvoir bourgeois. Les chefs de la CGT ressentent assurément

eux-mêmes que la direction de la grève générale est au-dessus de leurs forces. S'ils proclament néanmoins leur monopole à la diriger, c'est uniquement parce qu'ils espèrent ainsi l'étouffer avant sa naissance.

Et la grève générale du 12 février 1934 ? Elle ne fut qu'une brève et pacifique démonstration imposée à la CGT par les ouvriers socialistes et communistes. Jouhaux et consorts ont pris sur eux la direction formelle de la riposte précisément afin d'empêcher qu'elle ne se transforme en grève générale révolutionnaire.

Dans ses instructions à ses propagandistes, la CGT communiquait : « *Au lendemain du 6 février, la population laborieuse et tous les démocrates, à l'appel de la CGT, ont manifesté leur ferme volonté de barrer la route aux factieux.* » En dehors d'elle-même, la CGT n'a noté ni les socialistes ni les communistes, seulement les « démocrates ». Tout Jouhaux est dans cette unique phrase. C'est précisément pourquoi il serait criminel de faire confiance à Jouhaux pour trancher la question de savoir s'il faut ou non la lutte révolutionnaire.

Dans la préparation et la conduite de la grève générale, les syndicats auront bien entendu un rôle très influent ; mais pas en vertu d'un monopole, côte à côte avec les partis ouvriers. Du point de vue révolutionnaire, il est particulièrement important de collaborer étroitement avec les organisations syndicales locales, sans bien entendu porter la moindre atteinte à leur autonomie.

Quant à la CGT, il lui faudra soit prendre place dans le front commun prolétarien, en se détachant des « démocrates », soit rester à l'écart. Collaborer loyalement, à égalité de droits ? Oui. Examiner en commun les délais et les moyens de la conduite de la grève générale ? Oui ! Reconnaître le monopole de Jouhaux d'étouffer le mouvement révolutionnaire ? Jamais !

IV.— SOCIALISME ET LUTTE ARMÉE

La grande leçon du 6 février 1934

Ce jour-là – le 6 février 1934 – les ligues fascistes avaient projeté de manifester place de la Concorde. Que fait le front unique, et en particulier le comité central du Parti communiste ? Il appelle les ouvriers de Paris à manifester à la Concorde en même temps que les fascistes. Peut-être les fascistes seraient-ils sans armes ? Non, depuis un an, ils s'arment à bouchées doubles. Peut-être le comité central du Parti communiste allait-il armer suffisamment de détachements de défense ? Oh non, le comité central est contre le « putschisme » et la « lutte physique ». Comment est-il donc possible de lancer des dizaines de milliers d'ouvriers sans armes, sans préparation, sans défense, contre des bandes fascistes admirablement organisées et armées, qui nourrissent pour le prolétariat révolutionnaire une haine sanguinaire ?

Que les malins ne nous disent pas que le comité central du Parti communiste n'avait nullement l'intention de lancer les ouvriers face aux revolvers des fascistes ; qu'il voulait seulement donner à Flandin un prétexte convenable pour interdire la manifestation fasciste. Mais c'est pire encore. Le comité central du Parti communiste aurait donc joué avec la tête des ouvriers, et l'issue de ce jeu dépendait entièrement de Flandin, ou plus exactement des chefs de la police de l'école de Chiappe ? Et que serait-il arrivé si l'on avait décidé à la préfecture de police de saisir cette bonne occasion de donner, par l'entremise des fascistes, une bonne leçon aux ouvriers révolutionnaires, en faisant par-dessus le marché retomber la responsabilité de la boucherie sur les chefs du Front populaire ?

Il n'est pas difficile de s'imaginer les conséquences ! Si le massacre sanglant ne s'est pas produit cette fois, si la même politique continue, il se produira inévitablement, inéluctablement à la première occasion semblable.

« Putschisme » et aventurisme

La conduite du comité central a été la forme la plus pure d'aventurisme bureaucratique. Les marxistes ont toujours enseigné que l'opportunisme et l'aventurisme constituent les deux côtés de la même médaille. Le 6 février 1934 nous montre avec une remarquable clarté avec quelle facilité la médaille passe à son revers.

« Nous sommes contre le putschisme, contre l'insurrectionnalisme », a répété pendant des années Otto Bauer, qui ne sut pas se débarrasser du Schutzbund – la milice ouvrière léguée par la révolution de 1918. La puissante social-démocratie autrichienne recula lâchement, s'adapta à la bourgeoisie, recula de nouveau, lança des « pétitions » ineptes, fit semblant de lutter, mit ses espoirs en son Flandin – il avait nom Dollfuss –, céda position sur position et, quand elle se vit au fond de l'impasse, se mit à crier hystériquement : « ouvriers, au secours ! » Les meilleurs combattants, sans lien avec les masses désorientées, accablées, trompées, se lancèrent au combat et subirent une défaite inévitable. Après quoi, Otto Bauer et Julius Deutsch déclarèrent : « nous nous sommes comportés en révolutionnaires, mais c'est le prolétariat qui ne nous a pas soutenus ! »

Les événements d'Espagne se sont déroulés selon le même schéma. Les chefs social-démocrates ont appelé les ouvriers à l'insurrection après avoir cédé à la bourgeoisie toutes les positions révolutionnaires conquises de haute lutte, et lassé les masses populaires par leur politique de reculades. Les « antiputschistes » professionnels se sont trouvés contraints d'appeler à la défense armée dans des conditions telles qu'elle avait largement le caractère d'un « putsch ».

Le 6 février 1934 a été en France une petite répétition des événements d'Autriche et d'Espagne. Pendant des mois, les staliniens ont endormi et démoralisé les ouvriers, ridiculisé le mot d'ordre de la milice et « repoussé » la lutte physique, et puis, tout d'un coup, sans la moindre préparation, ils ont ordonné au pro-

létariat : « à la Concorde, en avant, marche ! » Pour cette fois, le bon Langeron les a sauvés. Mais si demain, quand l'atmosphère sera plus chaude encore, quand les voyous fascistes assassineront des dizaines de chefs ouvriers, ou incendieront l'Humanité – qui dit que c'est invraisemblable ? –, le sage comité central criera à coup sûr : « ouvriers, aux armes ! » Et puis, jetés dans un camp de concentration ou se promenant dans les rues de Londres, s'ils arrivent jusque-là, les mêmes chefs diront fièrement : « nous avons appelé à l'insurrection, mais les ouvriers ne nous ont pas soutenus ! »

Il faut prévoir et se préparer

Le secret du succès n'est évidemment pas dans la « lutte physique » elle-même, mais dans une politique juste. Or nous appelons juste la politique qui répond aux conditions du temps et du lieu. En soi, la milice ouvrière ne résout pas le problème. Mais la milice ouvrière constitue une partie intégrante nécessaire de la politique qui répond aux conditions du temps et du lieu. Il serait absurde de tirer à coups de revolver sur l'urne électorale, mais il serait plus absurde encore de se défendre contre les bandes fascistes au moyen d'un bulletin de vote.

Les premiers noyaux de la milice ouvrière sont inévitablement faibles, isolés, inexpérimentés. Routiniers et sceptiques hochent la tête avec mépris. Il s'est même trouvé des cyniques pour n'avoir pas honte de railler l'idée de la milice ouvrière au cours d'un entretien avec les journalistes du Comité des forges. S'ils pensent s'assurer ainsi contre les camps de concentration, ils se trompent. L'impérialisme se fiche bien que tel ou tel chef s'avilisse : il lui faut écraser la classe.

Quand Guesde et Lafargue, tout jeunes, ont entrepris la propagande du marxisme, ils passèrent aux yeux des sages philistins pour des solitaires impuissants et de naïfs utopistes. Néanmoins, ce sont eux qui ont creusé le lit de ce mouvement qui charrie tant de routiniers parlementaires. Dans le domaine littéraire, syndi-

cal, coopératif, les premiers pas du mouvement ouvrier ont été faibles, chancelants, peu assurés. Mais, en dépit de sa pauvreté, le prolétariat, grâce à son nombre et à son esprit de sacrifice, a créé de puissantes organisations.

L'organisation armée du prolétariat, qui, au moment présent, coïncide presque totalement avec la défense contre le fascisme, est une branche nouvelle de la lutte des classes. Les premiers pas, ici, sont également inexpérimentés, maladroits. Il faut s'attendre à des fautes. Il est même impossible d'éviter complètement la provocation. La sélection des cadres s'obtiendra peu à peu, et cela d'autant plus sûrement, d'autant plus solidement, que la milice sera plus près des usines, là où les ouvriers se connaissent bien les uns les autres.

Mais l'initiative doit nécessairement venir du haut. Le parti peut et doit donner les premiers cadres. Les syndicats doivent aussi s'engager – et ils s'engageront inévitablement – sur la même voie. Ces cadres se souderont et se renforceront d'autant plus vite qu'ils rencontreront une sympathie et un soutien plus grands dans les organisations ouvrières, puis dans la masse des travailleurs.

Que dire de ces messieurs, qui, en guise de sympathie et de soutien, apportent blâme ou raillerie, ou, pis encore, dépeignent devant l'ennemi de classe des détachements d'autodéfense ouvrière comme des détachements d'« insurrection » et du « putsch » ? Voyez en particulier le Combat (?) marxiste (!). Ces pédants savants ou à demi savants, théoriciens auxiliaires de Jouhaux, dirigés par les mencheviks russes, raillent méchamment les premiers pas de la milice ouvrière. Il est impossible de qualifier ces messieurs autrement que comme des ennemis directs de la révolution prolétarienne.

La milice ouvrière et l'armée

Mais ici les routiniers conservateurs lancent leur ultime argument : « pensez-vous qu'à l'aide de détachements mal

armés de milice le prolétariat pourra conquérir le pouvoir, c'est-à-dire remporter la victoire sur l'armée actuelle, avec sa technique moderne (les tanks ! l'aviation ! les gaz !!!)?» Il est difficile d'imaginer argument plus plat et plus trivial, d'ailleurs cent fois contredit par la théorie et par l'histoire. Néanmoins, on le présente chaque fois comme le dernier mot d'une pensée «réaliste».

Même si l'on admet, pour un instant, que les détachements de la milice se révéleront demain inaptes dans la lutte pour le pouvoir, ils n'en sont pas moins nécessaires aujourd'hui pour défendre les organisations ouvrières. Les chefs de la CGT, on le sait, se refusent à toute lutte pour le pouvoir. Cela n'arrêtera pas les fascistes devant l'écrasement de la CGT. Les syndicalistes qui ne prennent pas à temps des mesures de défense commettent un crime contre les syndicats, indépendamment de leur orientation politique.

Examinons de plus près, pourtant, l'argument capital des pacifistes : «les détachements armés d'ouvriers sont impuissants devant l'armée contemporaine». Cet argument, au fond, n'est pas dirigé contre la milice, mais contre l'idée même de révolution prolétarienne. Si l'on admet un instant que l'armée, équipée jusqu'aux dents, se trouvera dans toutes les conditions du côté du grand capital, alors il faut renoncer non seulement à la milice ouvrière, mais, de façon générale, au socialisme. Alors, c'est que le capitalisme est éternel.

Heureusement, il n'en est pas ainsi. La révolution prolétarienne suppose une extrême exacerbation de la lutte des classes, à la ville et au village et, par conséquent, dans l'armée également. La révolution ne remportera la victoire que lorsqu'elle aura conquis à elle, ou au moins neutralisé, le noyau fondamental de l'armée. Cette conquête ne peut pourtant pas s'improviser : il faut systématiquement la préparer.

Ici le doctrinaire pacifiste nous interrompt pour tomber – en paroles – d'accord avec nous. «Évidemment, dira-t-il, il faut

conquérir l'armée par une propagande continuelle. C'est ce que nous faisons. La lutte contre la grande mortalité dans les casernes, contre les deux ans, contre la guerre – le succès de cette lutte rend l'armement des ouvriers inutile.»

Est-ce vrai? Non, c'est radicalement faux. Une conquête de l'armée, pacifique, sereine, est moins possible encore que la conquête pacifique d'une majorité parlementaire. Déjà les campagnes très modérées contre la mortalité dans les casernes et contre les deux ans vont sans aucun doute aboutir à un rapprochement entre les ligues patriotiques et les officiers réactionnaires, à un complot direct de leur part et à des versements redoublés des subsides que le capital financier donne aux fascistes. Plus l'agitation antimilitariste aura de succès, plus le danger fasciste croîtra rapidement. Telle est la dialectique réelle, et pas inventée, de la lutte. La conclusion est que, dans le processus même de la propagande et de la préparation, il faut savoir se défendre les armes à la main, et de mieux en mieux.

Pendant la révolution

Pendant la révolution, il se produira dans l'armée des oscillations inévitables : il s'y produira une lutte interne. Les fractions les plus avancées de l'armée, elles-mêmes, ne passeront ouvertement et activement du côté du prolétariat que si elles voient de leurs yeux que les ouvriers veulent se battre et sont capables de vaincre. La tâche des détachements fascistes sera d'empêcher la jonction entre le prolétariat révolutionnaire et l'armée. Les fascistes s'efforceront d'écraser l'insurrection ouvrière dès son début, pour enlever aux meilleures fractions de l'armée la possibilité de soutenir les insurgés. En même temps, les fascistes viendront en aide aux détachements réactionnaires de l'armée pour désarmer les régiments les plus révolutionnaires et les moins sûrs.

Quelle sera dans ce cas notre tâche ?

Il est impossible de prédire d'avance la marche concrète de la révolution dans un pays donné. Mais on peut, sur toute la

base de toute l'expérience historique, affirmer avec certitude que l'insurrection ne prendra en aucun cas et dans aucun pays le caractère d'un simple duel entre la milice ouvrière et l'armée. Le rapport des forces sera bien plus complexe et incomparablement plus favorable au prolétariat. La milice ouvrière – pas par son armement, mais par sa conscience et son héroïsme – sera l'avant-garde de la révolution. Le fascisme, lui, sera l'avant-garde de la contre-révolution. La milice ouvrière, avec le soutien de toute la classe, avec la sympathie de tous les travailleurs, devra battre, désarmer, terroriser les bandes de brigands de la réaction et ouvrir ainsi aux ouvriers la voie de la fraternisation révolutionnaire avec l'armée. L'alliance des ouvriers et des soldats viendra à bout des fractions contre-révolutionnaires. Ainsi la victoire sera-t-elle assurée.

Les sceptiques vont hausser les épaules avec mépris. Mais les sceptiques font de même à la veille de toute révolution victorieuse. Le prolétariat fera bien de prier à temps les sceptiques de s'en aller bien loin. Le temps est trop précieux pour qu'on explique la musique aux sourds, les couleurs aux aveugles et aux sceptiques, la révolution socialiste.

V.— LE PROLÉTARIAT, LES PAYSANS, L'ARMÉE, LES FEMMES, LES JEUNES

Le plan de la CGT et le front unique

Jouhaux a emprunté l'idée du plan à De Man. Chez l'un comme l'autre, l'objectif est le même : masquer le dernier krach du réformisme et inspirer au prolétariat de nouveaux espoirs, afin de le détourner de la révolution.

Ni De Man ni Jouhaux n'ont inventé leurs « plans ». Ils ont tout simplement pris les revendications fondamentales du programme marxiste de transition, la nationalisation des banques et des industries-clés, ont jeté par-dessus bord la lutte de classes

et, à la place de l'expropriation révolutionnaire des expropriateurs, ont mis une opération financière de rachat.

Le pouvoir doit comme auparavant rester aux mains du « peuple », c'est-à-dire de la bourgeoisie. Mais l'État rachète les plus importantes branches de l'industrie (on ne nous dit pas exactement lesquelles) à leurs propriétaires actuels, qui deviennent, pour deux ou trois générations, des rentiers parasites : l'exploitation capitaliste privée pure et simple fait place à une exploitation indirecte, par l'intermédiaire du capitalisme d'État.

Comme Jouhaux comprend que même ce programme émasculé de nationalisation est absolument irréalisable sans lutte révolutionnaire, il déclare d'avance qu'il est prêt à changer son « plan » en petite monnaie de réformes parlementaires dans le style à la mode de l'économie dirigée. L'idéal, pour Jouhaux, serait qu'au moyen d'arrangements en coulisses il réduise toute l'opération à ce que siègent, dans différents conseils économiques et sociaux, des bureaucrates syndicaux sans pouvoir ni autorité, mais avec des jetons de présence.

Ce n'est pas pour rien que le plan de Jouhaux – son plan réel, qu'il cache derrière le « plan » de papier – a reçu le soutien des néos et même l'approbation de Herriot !

Le sage idéal du syndicalisme « indépendant » ne sera pourtant réalisé que si le capitalisme se régénère à nouveau et si les masses ouvrières retombent sous le joug. Mais si le déclin capitaliste se poursuit ? Alors, le plan, lancé pour détourner les ouvriers de « mauvaises pensées », peut devenir le drapeau du mouvement révolutionnaire.

Ce danger existe déjà en Belgique. Le POB a été obligé de mener une agitation en faveur du plan De Man. Les ouvriers ont pris le plan très au sérieux. Sous le drapeau du plan a commencé à se former une aile gauche, en particulier au sein de la jeunesse. Le faussaire théorique De Man ressemble de plus en plus au sorcier qui a invoqué les esprits, mais ne sait comment les renvoyer dans l'au-delà. Les bolcheviques-léninistes belges ont tout à fait

raison de se placer sur le terrain du mouvement de masse pour le plan afin de le faire avancer par la critique marxiste.

Évidemment, effrayé par l'exemple belge, Jouhaux s'est empressé de reculer. Le point le plus important de l'ordre du jour du comité national de la CGT, au milieu de mars – la propagande pour le plan –, a été ainsi soudain escamoté. Si cette manœuvre a plus ou moins réussi, la faute en incombe entièrement à la direction du front unique.

Les chefs de la CGT ont lancé leur « plan » pour avoir la possibilité de concurrencer les partis de la révolution. Jouhaux a montré par là qu'à la suite de ses inspireurs bourgeois il apprécie la situation comme révolutionnaire – au sens large du mot. Mais l'adversaire révolutionnaire n'est plus descendu dans l'arène. Jouhaux a décidé de ne pas s'engager plus loin dans une voie pleine de risques. Il a reculé et maintenant, il attend.

En janvier, la CAP du Parti socialiste a proposé au Parti communiste une lutte commune pour le pouvoir au nom de la socialisation des banques et des branches concentrées de l'industrie. S'il avait siégé dans le comité central du Parti communiste des révolutionnaires, ils auraient dû saisir des deux mains cette proposition. En lançant une large campagne pour le pouvoir, ils auraient accéléré la mobilisation révolutionnaire à l'intérieur de la SFIO et auraient en même temps contraint Jouhaux à faire de l'agitation pour son « plan ». Sur cette voie, on aurait pu forcer la CGT à prendre sa place dans le front unique. Le poids spécifique du prolétariat français se serait accru plusieurs fois.

Mais, au sein du comité central du Parti communiste, ne siègent pas des révolutionnaires, mais des mandarins. « Il n'y a pas de situation révolutionnaire » ont-ils répondu en contemplant leur nombril. Les réformistes de la SFIO ont poussé un soupir de soulagement : le danger était passé. Jouhaux s'est hâté de retirer de l'ordre du jour la propagande pour le plan. Le prolétariat est resté sans aucun programme dans la grande crise sociale. L'Internationale communiste a joué, une fois de plus, un rôle réactionnaire.

Alliance révolutionnaire avec la paysannerie

La crise de l'agriculture constitue maintenant le principal réservoir des tendances bonapartistes et fascistes. Quand la misère prend le paysan à la gorge, il est capable de faire les bonds les plus inattendus. Il considère la démocratie avec toujours plus de méfiance.

« *Le mot d'ordre de défense des libertés démocratiques*, écrit Monmousseau dans les *Cahiers du bolchevisme* du 1^{er} septembre 1934 (p. 1 017), *correspond parfaitement à l'état d'esprit de la paysannerie.* »

Cette phrase remarquable montre que Monmousseau comprend aussi peu la question paysanne que la question syndicale. Les paysans commencent à tourner le dos aux partis « de gauche » précisément parce que ces derniers sont incapables de leur proposer autre chose que des paroles en l'air sur la « défense de la démocratie ».

Aucun programme de « revendications immédiates » ne peut donner quelque chose de sérieux au village. Le prolétariat doit parler aux paysans le langage de la révolution : il ne trouvera pas d'autre langue commune. Les ouvriers doivent élaborer un programme de mesures révolutionnaires pour le salut de l'agriculture, en commun avec les paysans.

Les paysans craignent surtout la guerre. Peut-être allons-nous, avec Laval et Litvinov, les leurrer d'espoirs en la Société des nations et le « désarmement » ? Le seul moyen d'éviter la guerre, c'est de renverser sa propre bourgeoisie et de donner le signal de la transformation de l'Europe en États-Unis des républiques ouvrières et paysannes. Sans révolution, point de salut contre la guerre !

Les paysans travailleurs souffrent des conditions usuraires du crédit. Pour changer ces conditions, il n'y a qu'une voie : exproprier les banques, les concentrer dans les mains de l'État ouvrier et, sur le compte des requins de la finance, créer un crédit de

faveur pour les petits paysans, pour les coopératives paysannes en particulier. Il faut instaurer sur les banques de crédit agricole le contrôle paysan.

Les paysans souffrent de l'exploitation des trusts de l'engrais ou de la meunerie. Il n'y a pas d'autre voie que de nationaliser les trusts d'engrais et de la grande meunerie, et de les subordonner totalement aux intérêts des paysans et des consommateurs.

Diverses catégories de paysans (fermiers, métayers) souffrent de l'exploitation des grands propriétaires fonciers. Il n'y a pas d'autre moyen de lutte contre l'usure foncière que l'expropriation des usuriers fonciers par les comités de paysans sous le contrôle de l'État ouvrier et paysan.

Aucune de ces mesures n'est concevable sous la domination de la bourgeoisie. Ce ne sont pas de petites aumônes qui sauveront le paysan, des palliatifs qui ne lui serviront de rien. Il faut des mesures révolutionnaires hardies. Le paysan les comprendra, les approuvera et les soutiendra si l'ouvrier lui propose sérieusement de lutter en commun pour le pouvoir.

Ne pas attendre que la petite bourgeoisie se détermine elle-même, mais former sa pensée, forger sa volonté, voilà la tâche du parti ouvrier. Ce n'est qu'ainsi que pourra se réaliser l'union des ouvriers et des paysans.

L'armée

L'état d'esprit de la majorité des officiers de l'armée reflète l'état d'esprit réactionnaire des classes dominantes du pays, mais sous une forme plus concentrée encore. L'état d'esprit de la masse des soldats reflète l'état d'esprit des ouvriers et des paysans, mais sous une forme atténuée : la bourgeoisie sait beaucoup mieux maintenir ses liens avec les officiers que le prolétariat avec les soldats.

Le fascisme en impose beaucoup aux officiers, car ses mots d'ordre sont tranchants et il est prêt à trancher les questions difficiles à coups de revolver et de mitraillette. On dispose de pas

mal de renseignements éparpillés sur les liens entre les ligues fascistes et l'armée, par l'intermédiaire d'officiers de réserve, aussi bien que d'officiers d'active. Mais il ne nous arrive qu'une infime partie de ce qui se passe en réalité. Maintenant doit grandir dans l'armée le rôle des rengagés. La réaction trouvera chez eux pas mal d'agents supplémentaires. Le noyautage fasciste de l'armée sous la protection du grand état-major est en marche.

Les jeunes ouvriers conscients pourraient à la caserne offrir une résistance victorieuse à la démoralisation fasciste. Mais le grand malheur est qu'eux-mêmes sont politiquement désarmés : ils n'ont pas de programme. Le jeune chômeur, le fils du petit paysan, du petit commerçant ou du petit fonctionnaire apportent dans l'armée le mécontentement des milieux ouvriers dont ils sont issus ; que leur dira le communiste, à la caserne, sinon que « la situation n'est pas révolutionnaire » ? Les fascistes pillent le programme marxiste, transformant, non sans succès, certaines de ses parties en instruments de démagogie sociale. Les « communistes » (?) renient en fait leur programme en lui substituant des débris pourris du réformisme. Peut-on concevoir faillite plus frauduleuse ?

L'Humanité se concentre dans les « revendications immédiates » des soldats : c'est nécessaire, mais ce n'est qu'une centième partie du programme. L'armée vit maintenant plus que jamais d'une vie politique. Toute crise sociale est nécessairement une crise de l'armée. Le soldat français attend et cherche des réponses claires. Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de meilleure réplique à la démagogie des fascistes que le programme du socialisme. Il faut le déployer hardiment dans tout le pays et, par mille canaux, il pénétrera dans l'armée.

Les femmes

La crise sociale, avec son cortège de calamités, pèse le plus lourdement sur les femmes travailleuses. Elles sont doublement opprimées : par la classe possédante et par leur propre famille.

Il existe des socialistes qui craignent que les femmes aient le droit de vote, étant donné l'influence que l'Église exerce sur elles. Comme si le sort du peuple dépendait du plus ou moins grand nombre de municipalités « de gauche » en 1935 et non de la situation morale, sociale et politique des millions d'ouvrières et de paysannes dans l'époque qui vient !

Toute crise révolutionnaire se caractérise par l'éveil des qualités les meilleures de la femme des classes travailleuses : la passion, l'héroïsme, le dévouement. L'influence de l'Église ne sera pas balayée par le rationalisme impuissant des « libres penseurs », ni par la fade secte des franc-maçons, mais par la lutte révolutionnaire pour l'émancipation de l'humanité, par conséquent, en premier lieu, de l'ouvrière.

Le programme de la révolution socialiste doit sonner aujourd'hui comme le tocsin pour les femmes de la classe ouvrière !

Les jeunes

La condamnation la plus cruelle de la direction des organisations ouvrières, politiques et syndicales, est la faiblesse des organisations de jeunes. Sur le terrain de la philanthropie, des loisirs et du sport, la bourgeoisie et l'Église sont incomparablement plus fortes que nous. On ne peut leur arracher la jeunesse ouvrière que par le programme socialiste et l'action révolutionnaire.

À la jeune génération du prolétariat, il faut une direction politique, mais pas une tutelle importune. Le bureaucratisme conservateur étouffe la jeunesse et la repousse. Si le régime des jeunesses communistes avait existé en 1848, il n'y aurait pas eu de Gavroche. La politique de passivité et d'adaptation se reflète d'une façon particulièrement funeste sur les cadres de la jeunesse. Les jeunes bureaucrates deviennent vieux avant l'âge ; ils connaissent tous les genres de manœuvres de coulisse, mais ignorent l'ABC du marxisme. Ils se forment des « convictions » à telle ou telle occasion, selon ce qu'exige la manœuvre. On a pu

observer d'assez près ce type au dernier congrès de l'entente de la Seine.

Il faut poser devant la jeunesse ouvrière le problème de la révolution dans toute son ampleur. En se tournant vers la nouvelle génération, il faut savoir faire appel à son audace et à son courage, sans lesquels rien de grand ne se fait dans l'histoire. La révolution ouvrira largement les portes à la jeunesse. La jeunesse ne peut pas ne pas être pour la révolution !

VI.— POURQUOI LA IV^e INTERNATIONALE ?

La faillite de l'Internationale communiste

Dans sa lettre au conseil national du Parti socialiste, le comité central du Parti communiste a proposé, comme base pour l'unification, « *le programme de l'Internationale communiste qui a conduit à la victoire du socialisme en URSS, alors que le programme de la II^e Internationale n'a pas résisté à l'épreuve tragique de la guerre et a abouti au douloureux bilan de l'Allemagne et de l'Autriche* ». Que la II^e Internationale ait fait faillite, les marxistes révolutionnaires l'ont proclamé dès août 1914. Tous les événements ultérieurs n'ont fait que confirmer cette appréciation. Mais, tout en montrant la faillite incontestable de la social-démocratie en Allemagne et en Autriche, les staliniens oublient de répondre à une question : que sont devenues les sections allemande et autrichienne de l'Internationale communiste ? Le Parti communiste allemand s'est écroulé devant l'épreuve historique de façon aussi ignominieuse que la social-démocratie allemande. Pourquoi ? Les ouvriers allemands voulaient se battre et croyaient que « Moscou » les mènerait au combat ; ils allaient à gauche. Le Parti communiste allemand grossissait rapidement : à Berlin, il dépassait numériquement la social-démocratie. Mais il fut ravagé de l'intérieur avant que soit venue l'heure de l'épreuve. L'étouffement de sa vie intérieure, la volonté de commander au lieu de convaincre, la politique des zigzags, la

nomination des chefs par le haut, le système de mensonge et de duperie des masses – tout cela a démoralisé le parti jusqu'à la moelle. À l'approche du danger, le parti n'était plus qu'un cadavre. On ne peut effacer ce fait de l'histoire.

Après la honteuse capitulation de l'Internationale communiste en Allemagne, les bolcheviques-léninistes, sans perdre une minute, ont proclamé : « *La III^e Internationale est morte !* » Il est inutile de rappeler les injures que lancèrent alors contre nous les staliniens de tous les pays. *L'Humanité*, alors que Hitler était déjà au pouvoir, affirmait, numéro après numéro : « il n'y a pas de défaite en Allemagne », « seuls des renégats peuvent parler de défaite », « le Parti communiste allemand grandit d'heure en heure », « le parti de Thälmann se prépare à prendre le pouvoir ». Rien d'étonnant si ces fanfaronnades criminelles au lendemain de la plus grande catastrophe de l'histoire ont démoralisé encore plus les autres sections de l'Internationale communiste : une organisation qui a perdu la capacité d'apprendre de sa propre défaite est irrémédiablement condamnée.

La leçon de la Sarre

La preuve n'a pas tardé. Le plébiscite de Sarre a été pour ainsi dire organisé pour montrer quels restes de confiance le prolétariat allemand gardait en les II^e et III^e Internationales. Les résultats sont là : placées devant la nécessité de choisir entre la violence triomphante de Hitler et l'impuissance pourrie des partis ouvriers faillis, les masses ont donné à Hitler 90 % des voix, et au front commun de la II^e et de la III^e Internationales (exception faite de la bourgeoisie juive, des affairistes intéressés, des pacifistes, etc.) probablement pas plus de 7 %. Tel est le bilan commun du réformisme et du stalinisme. Malheur à celui qui n'a pas compris cette leçon !

Les masses travailleuses ont voté pour Hitler parce qu'elles ne voyaient pas d'autre voie. Les partis qui au cours de dizaines d'années les avaient rassemblées et éveillées au nom du socia-

lisme les ont trompées et trahies. Voilà la conclusion commune qu'ont tirée les travailleurs ! Si le drapeau de la révolution socialiste s'était élevé très haut en France, le prolétariat de la Sarre aurait tourné ses regards vers l'ouest et aurait mis la solidarité de classe au-dessus de la solidarité nationale. Mais hélas le coq gaulois n'annonçait pas au peuple sarrois une aurore révolutionnaire. Bien que, sous le couvert du front unique, se mène en France une politique identique, de faiblesse, d'indécision, de piétinement sur place, de manque de confiance dans ses propres forces, à celle qui a perdu la cause du prolétariat allemand. C'est pourquoi le plébiscite sarrois ne constitue pas seulement la preuve des résultats de la catastrophe allemande, mais aussi un avertissement sévère pour le prolétariat français. Malheur aux partis qui restent à la surface des événements, se bercent de paroles, croient aux miracles et permettent à l'ennemi de s'organiser impunément, de s'armer, d'occuper des positions avantageuses et de choisir le moment le plus favorable pour porter un coup décisif !

Voilà ce que nous dit la leçon sarroise.

Le programme de l'Internationale communiste

De nombreux réformistes et centristes (c'est-à-dire ceux qui hésitent entre le réformisme et la révolution), allant vers la gauche, cherchent maintenant à graviter vers l'Internationale communiste : certains d'entre eux, essentiellement des ouvriers, espèrent sincèrement trouver dans le programme de Moscou le reflet de la Révolution d'Octobre ; d'autres, essentiellement des fonctionnaires, s'efforcent simplement de lier amitié avec la puissante bureaucratie soviétique. Laissons les carriéristes à eux-mêmes. Mais, aux socialistes qui espèrent sincèrement trouver dans l'Internationale communiste une direction révolutionnaire, nous disons : vous vous trompez cruellement ! Vous ne

connaissez pas bien l'histoire de l'Internationale communiste, qui, dans les dix dernières années, fut l'histoire des erreurs, des catastrophes, des capitulations et de la dégénérescence bureaucratique.

Le programme actuel de l'Internationale communiste a été adopté au VI^e congrès, en 1928, après l'écrasement de la direction léniniste¹. Entre le programme actuel et celui avec lequel le bolchevisme remporta la victoire de 1917, il y a un abîme. Le programme du bolchevisme partait du point de vue que le sort de la Révolution d'Octobre est inséparable de celui de la révolution internationale. Le programme de 1928, malgré toutes ses phrases « internationalistes », part de la perspective de la construction indépendante du socialisme en URSS. Le programme de Lénine disait : « sans révolution en Occident ou en Orient, nous sommes vaincus ! » Ce programme, par son essence même, excluait la possibilité de sacrifier les intérêts du mouvement ouvrier mondial aux intérêts de l'URSS. Le programme de l'Internationale communiste signifie en pratique : aux intérêts de l'URSS (en fait, aux intérêts des combinaisons diplomatiques de la bureaucratie soviétique), on peut et on doit sacrifier les intérêts de la révolution prolétarienne en France. Le programme de Lénine enseignait : le bureaucratisme soviétique est le pire ennemi du socialisme ; reflétant la pression des forces et tendances bourgeoises sur le prolétariat, le bureaucratisme peut conduire à la renaissance de la bourgeoisie ; le succès de la lutte contre le fléau du bureaucratisme ne peut être assuré que par la victoire du prolétariat européen et mondial. Contrairement à cela, le programme actuel de l'Internationale communiste dit :

1 Le programme de l'Internationale communiste fut écrit par Boukharine, qui bientôt après fut officiellement déclaré « libéral bourgeois ». Dans son « Testament » Lénine jugea nécessaire de prévenir que Boukharine ne possédait pas le marxisme, car sa pensée était pénétrée de scolastique. J'ai donné une critique du programme éclectique de l'Internationale communiste dans mon livre : *L'Internationale communiste après Lénine*. Cette critique est restée jusqu'à maintenant sans réponse. (Note de Trotsky).

le socialisme peut être construit indépendamment des succès et des défaites du prolétariat mondial, sous la direction de la bureaucratie soviétique infaillible et toute-puissante ; tout ce qui est dirigé contre son infaillibilité est contre-révolutionnaire et mérite d'être exterminé.

Dans l'actuel programme de l'Internationale communiste, il y a bien entendu beaucoup d'expressions, de formules, de phrases empruntées au programme de Lénine (la bureaucratie conservatrice de Thermidor et du Consulat a utilisé également en France la terminologie des Jacobins) ; mais, au fond, ces deux programmes s'excluent l'un l'autre. Pratiquement en effet la bureaucratie stalinienne a depuis longtemps remplacé le programme de la révolution prolétarienne internationale par un programme de réformes soviétiques nationales. En désagrégeant et en affaiblissant le prolétariat mondial par sa politique, qui constitue un mélange d'opportunisme et d'aventurisme, l'Internationale communiste mine par cela même les intérêts fondamentaux de l'URSS. Nous sommes pour l'URSS, mais contre la bureaucratie usurpatrice et son instrument aveugle, l'Internationale communiste.

Bela Kun, chef de l'Internationale communiste

Manuilsky, hier chef de l'Internationale communiste, s'est noyé sans laisser de traces dans la « troisième période » – dans laquelle il n'y avait, hélas, que de la mousse. Sans que les sujets s'en aperçoivent, il a été remplacé par Bela Kun. Il est nécessaire de dire quelques mots de ce nouveau souverain de l'Internationale communiste. Prisonnier de guerre hongrois en Russie, Bela Kun, comme beaucoup d'autres prisonniers, y devint communiste, et, à son retour en Hongrie, fut chef d'un petit parti. La prostration devant l'Entente du gouvernement du comte Karolyi se termina par la transmission consentie et pacifique du pouvoir aux partis ouvriers, sans aucune révolution. Les communistes

du parti de Bela Kun s'empressèrent de s'unifier avec les social-démocrates. Inspirateur de la Hongrie soviétique, Bela Kun manifesta une complète carence, surtout dans la question paysanne, ce qui aboutit rapidement à l'effondrement des soviets. Revenu comme émigrant en URSS, Bela Kun n'eut jamais que des rôles de troisième plan, car il ne jouissait pas du tout de la confiance de Lénine. On connaît le discours extrêmement violent de Lénine au plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste à la veille du III^e congrès : presque toutes les phrases rappelaient les « bela-kuneries ». Dans ma brochure sur la direction de l'Internationale communiste, j'ai raconté comment Lénine m'expliqua la violence de son attaque contre Bela Kun : « *Il faut apprendre aux gens à ne pas lui faire confiance.* » Depuis ce temps-là, non seulement Bela Kun n'a rien appris, mais il a même oublié le peu qu'il s'était assimilé à l'école de Lénine. On peut voir combien cet homme est fait pour le rôle de chef de l'Internationale communiste, et, en particulier, du prolétariat français.

L'unité organique

Admettons que le Parti communiste croisse, même maintenant. Non pas grâce à sa politique, mais malgré sa politique. Les événements poussent les ouvriers à gauche, et le Parti communiste, malgré son tournant opportuniste, reste pour les masses « l'extrême gauche ». La croissance numérique du Parti communiste ne comporte pourtant, en elle-même, pas la moindre garantie d'avenir : ainsi que nous l'avons dit, le Parti communiste allemand a grossi jusqu'au moment même de la capitulation et beaucoup plus rapidement encore.

En tout cas, le fait de l'existence de deux partis ouvriers, qui rend nécessaire, face au danger commun, une politique de front unique, suffit en même temps à expliquer les aspirations des ouvriers à l'unité organique. S'il y avait en France un parti révolutionnaire conséquent, nous serions les adversaires réso-

lus de la fusion avec le parti opportuniste. Dans les conditions de l'exacerbation de la crise sociale, le parti révolutionnaire, en lutte contre le réformisme, rassemblerait inévitablement sous son drapeau l'écrasante majorité des ouvriers. Le problème historique n'est pas d'unir mécaniquement toutes les organisations qui subsistent des différentes étapes de la lutte des classes, mais de rassembler le prolétariat dans et pour la lutte. Ce sont là deux problèmes absolument différents, parfois même contradictoires.

Mais c'est un fait qu'en France il n'y a pas de parti révolutionnaire. La légèreté avec laquelle le Parti communiste – sans la moindre discussion – est passé de la théorie et de la pratique du « social-fascisme » au bloc avec les radicaux et au refus des tâches révolutionnaires au nom des « revendications immédiates » témoigne que l'appareil du Parti communiste est complètement rongé par le cynisme et sa base désorientée et déshabituée de penser. C'est un parti malade.

Nous avons critiqué assez ouvertement la position de la SFIO pour ne pas répéter ce que nous avons déjà dit plus d'une fois. Mais il est malgré tout incontestable que l'aile gauche révolutionnaire de la SFIO est en train de devenir peu à peu le laboratoire où se forment les mots d'ordre et les méthodes de la lutte prolétarienne. Si cette aile se fortifie et se trempe, elle pourra devenir le facteur décisif pour agir sur les ouvriers communistes. C'est dans cette unique voie que le salut est possible. La situation serait au contraire définitivement perdue si l'aile révolutionnaire du Parti socialiste tombait sans le système d'engrenages qui a pour nom appareil de l'Internationale communiste et qui sert à hacher les colonnes vertébrales et les caractères, à faire perdre l'habitude de penser et à apprendre à obéir aveuglément : ce système est franchement funeste pour former des révolutionnaires.

« Seriez-vous contre l'unité organique ? » vont nous demander, non sans indignation, quelques camarades.

Non, nous ne sommes pas contre l'unité. Mais nous sommes

contre le fétichisme, la superstition et l'aveuglement. L'unité en elle-même ne résout rien encore. La social-démocratie autrichienne a rassemblé presque tout le prolétariat, mais seulement pour le mener à sa perte. Le Parti ouvrier belge a le droit de se dire le parti unique du prolétariat, mais cela ne l'empêche pas d'aller de capitulation en capitulation. Seuls des naïfs sans espoir peuvent espérer que le Labour Party, qui domine totalement dans le prolétariat britannique, est capable d'assurer sa victoire. Ce qui décide, ce n'est pas l'unité en elle-même, mais son contenu politique réel.

Si la SFIO s'unifiait aujourd'hui même avec le Parti communiste, cela n'assurerait pas encore la victoire plus que ne l'assure le front unique : seule une juste politique révolutionnaire peut assurer la victoire. Mais nous sommes prêts à reconnaître que l'unification faciliterait, dans les conditions présentes, le regroupement et le rassemblement des éléments véritablement révolutionnaires dispersés dans ces deux partis. C'est en ce sens – et seulement en ce sens – que l'unification pourrait constituer un pas en avant.

Mais l'unification – disons-le ici même – constituerait un pas en arrière, pis encore, un pas vers l'abîme, si la lutte contre l'opportunisme dans le parti unifié suivait le lit de l'Internationale communiste. L'appareil stalinien est capable d'exploiter une révolution victorieuse, mais il est organiquement incapable d'assurer la victoire d'une nouvelle révolution. Il est conservateur jusqu'à la moelle. Répétons-le une fois de plus : la bureaucratie soviétique a autant à voir avec l'ancien Parti bolchevique que la bureaucratie du Directoire et du Consulat avec le jacobinisme.

L'unification des deux partis ne nous conduirait en avant que si elle était affranchie d'illusions, d'aveuglement et de pure tromperie. Pour ne pas être contaminés par la maladie de l'Internationale communiste, il faut aux socialistes de gauche une sérieuse inoculation de léninisme. C'est précisément pourquoi, entre autres, nous suivrons avec un esprit si attentif et si critique

l'évolution des groupements de gauche. D'aucuns s'en sentent offensés. Mais nous pensons que, dans le domaine révolutionnaire, les règles de responsabilité sont incomparablement plus importantes que les règles de courtoisie. La critique dirigée contre nous, nous l'apprécions aussi d'un point de vue révolutionnaire, et non sentimental.

Dictature du prolétariat

Zyromski, dans une série d'articles, a essayé d'indiquer les principes fondamentaux du futur parti unifié. C'est une chose beaucoup plus sérieuse que de répéter les phrases générales sur l'unité, à la façon de Lebas. Malheureusement, Zyromski fait dans ses articles un pas, du centrisme réformiste non vers le léninisme, mais vers le centrisme bureaucratique, le stalinisme. Cela apparaît de la façon la plus claire, ainsi que nous allons le démontrer, dans la question de la dictature du prolétariat.

Zyromski, pour quelque raison, répète avec insistance dans cette série d'articles l'idée – dont il fait remonter la source à Staline! – que « *la dictature du prolétariat ne peut jamais être considérée comme un but* ». Comme s'il existait quelque part dans le monde des théoriciens insensés qui pensent que la dictature du prolétariat est un « but en soi »! Mais il y a une idée dans ces étranges répétitions : Zyromski s'excuse pour ainsi dire d'avance devant les gens de la droite de vouloir la dictature. Malheureusement, il est difficile d'instaurer la dictature si l'on commence par s'excuser.

Bien pire, pourtant, est l'idée suivante : « *Cette dictature du prolétariat... doit se desserrer et se transformer progressivement en démocratie prolétarienne au fur et à mesure que se développe l'édification socialiste.* » Dans ces quelques lignes se trouvent deux profondes erreurs principielles. La dictature du prolétariat y est opposée à la démocratie prolétarienne. Pourtant, la dictature du prolétariat, par son essence même, peut et doit être l'épanouissement suprême de la démocratie prolétarienne. Pour

accomplir une grande révolution sociale, il faut au prolétariat la concrétisation suprême de toutes ses forces et de toutes ses capacités. C'est précisément pour venir à bout de ses ennemis qu'il s'organise démocratiquement. La dictature, selon Lénine, doit « *apprendre à chaque cuisinière à diriger l'État* ». Le glaive de la dictature est dirigé contre les ennemis de classe : la base de la dictature est constituée par la démocratie prolétarienne.

Or, chez Zyromski, la démocratie prolétarienne vient remplacer la dictature « *au fur et à mesure que se développe l'édification socialiste* ». C'est une perspective tout à fait fautive. Au fur et à mesure que la société bourgeoise se transforme en société socialiste, la démocratie prolétarienne dépérit avec la dictature, car l'État lui-même dépérit. Il n'y aura pas de place dans la société socialiste pour la « démocratie prolétarienne », premièrement, parce qu'il n'y aura plus de prolétariat, deuxièmement parce qu'il n'y aura plus nécessité de violence étatique. C'est pourquoi le développement de la société socialiste doit signifier non pas la transformation de la dictature en démocratie, mais leur dissolution à toutes deux dans l'organisation économique et culturelle de la société socialiste.

Adaptation à la bureaucratie stalinienne

Nous ne nous serions pas arrêtés sur cette erreur si elle n'avait eu qu'un caractère théorique. Mais en fait se cache derrière elle tout un dessein politique. La théorie de la dictature du prolétariat, qu'il a, selon son propre aveu, empruntée à Dan, Zyromski tente de l'adapter au régime actuel de la bureaucratie soviétique. Il ferme d'ailleurs consciemment les yeux sur la question suivante : pourquoi, malgré les énormes succès économiques de l'URSS, la dictature prolétarienne évolue-t-elle non pas vers la démocratie, mais vers un bureaucratisme monstrueux qui prend définitivement le caractère d'un régime personnel ? Pourquoi, « *au fur et à mesure que se développe l'édification socialiste* », étouffe-t-on le parti, étouffe-t-on les soviets, étouffe-t-on les syndicats ? Il est impossible de

répondre à cette question sans une critique de fond du stalinisme. Mais c'est précisément ce que Zyromski veut à tout prix éviter.

Cependant, le fait qu'une bureaucratie indépendante et incontrôlée ait usurpé la défense des conquêtes sociales de la révolution prolétarienne témoigne que nous avons devant nous une dictature malade, en dégénérescence, qui, si on la laisse livrée à elle-même, aboutira non à la « démocratie prolétarienne », mais à l'effondrement complet du régime soviétique.

Seule la révolution en Occident peut sauver la révolution d'Octobre. La théorie du « socialisme dans un seul pays » est fautive dans tous ses fondements. Le programme de l'Internationale communiste ne vaut pas mieux. Adopter ce programme, ce serait lancer le train de la révolution internationale dans le ravin. La première condition du succès pour le prolétariat français est l'indépendance complète de son avant-garde vis-à-vis de la bureaucratie soviétique, nationale et conservatrice. Le Parti communiste a bien entendu le droit de proposer comme base de l'unification le programme de l'Internationale communiste : il n'a rien d'autre à offrir. Mais les marxistes révolutionnaires qui sont conscients de leurs responsabilités dans le destin du prolétariat doivent soumettre à une impitoyable critique le programme de Boukharine-Staline. L'unité est une chose magnifique, mais pas sur une base pourrie. La tâche progressiste consiste à rassembler les ouvriers socialistes et communistes sur la base du programme international de Marx et de Lénine. Les intérêts du prolétariat mondial, comme les intérêts de l'URSS – ils ne sont pas différents – exigent la même lutte contre le réformisme et contre le stalinisme.

La IV^e Internationale

Les deux internationales, non seulement la II^e, mais également la III^e, sont atteintes jusqu'à la moelle. Il y a des preuves historiques qui ne trompent pas. Les grands événements (Chine, Angleterre, Allemagne, Autriche, Espagne) ont rendu

leur verdict. De ce verdict, confirmé en Sarre, aucun appel n'est plus possible. La préparation d'une nouvelle Internationale, s'appuyant sur l'expérience tragique des dix dernières années, est mise à l'ordre du jour. Cette tâche grandiose est étroitement liée, bien entendu, à toute la marche de la lutte de classe du prolétariat, avant tout à la lutte contre le fascisme en France. Pour vaincre l'ennemi, l'avant-garde du prolétariat doit s'assimiler les méthodes marxistes révolutionnaires, incompatibles aussi bien avec l'opportunisme qu'avec le stalinisme. Réussira-t-elle à remplir cette tâche? Engels a jadis écrit: «*Les Français s'améliorent toujours à l'approche des combats.*» Espérons que cette fois ils justifieront pleinement cette appréciation de notre grand maître. Mais la victoire du prolétariat français n'est concevable que s'il arrive à faire sortir du feu de la lutte un parti véritablement révolutionnaire qui deviendra la pierre angulaire de la nouvelle Internationale. Telle serait la voie la plus courte, la plus avantageuse, la plus favorable pour la révolution internationale.

Ce serait une stupidité que d'affirmer qu'elle est assurée. Si la victoire est possible, la défaite, malheureusement n'est pas non plus exclue. La politique actuelle du front unique, comme des deux organisations syndicales, ne facilite pas, mais rend difficile la victoire. Il est absolument évident qu'au cas où le prolétariat français serait écrasé, ses deux partis disparaîtraient définitivement de la scène. La nécessité d'une nouvelle internationale, sur de nouvelles bases, deviendrait alors évidente pour tout ouvrier. Mais il est d'avance absolument évident qu'au cas où le fascisme triompherait en France l'édification de la IV^e Internationale rencontrerait mille obstacles, se poursuivrait avec une grande lenteur, et que le centre de tout le travail révolutionnaire serait vraisemblablement transféré en Amérique.

Ainsi, les deux variantes historiques – la victoire ou la défaite du prolétariat français – conduisent également, quoique à des rythmes différents, sur la voie de la IV^e Internationale. C'est précisément cette tendance historique qu'expriment les bolche-

viques-léninistes. L'aventurisme sous toutes ses formes nous est étranger. Il ne s'agit pas de « proclamer » artificiellement la IV^e Internationale, mais de la préparer systématiquement. Il faut, par l'expérience des événements, montrer et démontrer aux ouvriers avancés que les programmes et les méthodes des deux internationales sont en contradiction insurmontable avec les exigences de la révolution prolétarienne et que ces contradictions ne s'atténuent pas, mais au contraire ne cessent de s'aggraver. De cette analyse découle l'unique ligne générale possible : il faut préparer théoriquement et pratiquement la IV^e Internationale.

Jacques Doriot ou le couteau sans lame

En février s'est tenue une conférence internationale de plusieurs organisations n'appartenant ni à la II^e ni à la III^e Internationale (deux partis hollandais, le SAP allemand, l'ILP britannique, etc.). Sauf les Hollandais, qui sont sur la position du marxisme révolutionnaire, l'ensemble des autres participants représentent différentes variétés, en majorité très conservatrices, du centrisme. J. Doriot, qui a participé à cette conférence, écrit dans son compte rendu : « *Au moment où la crise du capitalisme apporte la vérification éclatante des thèses du marxisme... les partis créés à cet effet, soit par la II^e, soit par la III^e Internationale, ont tous failli à leur mission.* » Nous ne nous arrêtons pas sur le fait que Doriot lui-même, au cours d'une lutte de dix ans contre l'Opposition de gauche, aida à la décomposition de l'Internationale communiste. Nous ne rappellerons pas, en particulier, le triste rôle de Doriot à l'égard de la révolution chinoise. Prenons simplement acte du fait que Doriot, en février 1935, a compris et reconnu la faillite de la II^e et de la III^e Internationales. En conclut-il à la nécessité de préparer la nouvelle internationale? Le supposer serait bien mal connaître le centrisme. Sur l'idée de la nouvelle internationale, Doriot écrit : « *Cette idée du*

trotskyisme a été formellement condamnée par la conférence.» Doriot, quand il parle de « condamnation formelle », va trop loin, mais il est vrai que la conférence, contre les deux délégués hollandais, a repoussé l'idée de la IV^e Internationale. Quel est donc le programme réel de cette conférence ? Il est de ne pas avoir de programme. Dans leur travail quotidien, les participants de cette conférence se tiennent éloignés des tâches internationales de la révolution prolétarienne et n'y pensent guère. Mais, tous les ans et demi, ils tiennent congrès pour soulager leur cœur et déclarer : « la II^e et la III^e Internationales ont fait faillite. » Puis, après avoir hoché tristement la tête, ils se séparent. Il faudrait plutôt appeler cette « organisation » : Bureau pour la célébration annuelle d'un service funèbre pour la II^e et la III^e Internationales.

Ces vénérables personnages se prennent pour des « réalistes », des « tacticiens », voire des « marxistes ». Ils ne font que se répandre en aphorismes : « il ne faut pas anticiper », « les masses n'ont pas encore compris », etc. Mais pourquoi donc anticipez-vous vous-mêmes en constatant la faillite des deux internationales ? puisque les « masses » ne l'ont pas encore compris ? Les masses qui l'ont compris – sans votre aide – votent, elles... pour Hitler (Sarre). Vous subordonnez la préparation de la IV^e Internationale à un « processus historique ». Mais n'êtes-vous pas vous-mêmes une partie de ce processus ? Les marxistes se sont toujours efforcés d'être à la tête du processus historique. Quelle partie de ce processus représentez-vous exactement ?

« Les masses n'ont pas encore compris. » Mais les masses ne sont pas homogènes. Les idées nouvelles sont assimilées d'abord par les éléments avancés, puis, par leur intermédiaire, elles pénètrent dans les masses. Si vous-mêmes, sages altiers, vous avez compris la nécessité et l'inéluctabilité de la IV^e Internationale, comment pouvez-vous donc cacher aux masses cette conclusion ? Pis encore : après avoir reconnu la faillite des internationales existantes, Doriot « condamne » (!!!) l'idée de la nouvelle internationale. Quelle perspective pratique donne-t-il donc

à l'avant-garde révolutionnaire? Aucune! Cela signifie semer la confusion, le trouble et la démoralisation.

Telle est la nature du centrisme. Il faut comprendre jusqu'au bout cette nature. Sous la pression des circonstances, tel centriste peut aller très loin dans l'analyse, les appréciations, la critique: dans ce domaine, les chefs du SAP, qui dirigèrent la conférence dont nous venons de parler, répètent très scrupuleusement beaucoup de ce que les bolcheviques-léninistes ont dit, il y a deux, trois ou dix ans. Mais le centriste s'arrête toujours avec crainte devant les conclusions révolutionnaires. Célébrer en famille un service funèbre pour l'Internationale communiste? Pourquoi pas! Mais se mettre à préparer la nouvelle internationale? Non, plutôt... « condamner »... le trotskysme.

Doriot n'a aucune position. Et il ne veut pas en avoir. Après sa rupture avec la bureaucratie de l'Internationale communiste, il aurait pu jouer un rôle progressiste et sérieux. Mais jusqu'à présent, il ne s'en est même pas approché. Il se dérobe devant les tâches révolutionnaires. Il a pris pour maîtres les chefs du SAP. Veut-il s'inscrire définitivement dans la corporation des centristes? Qu'il le sache: un centriste, c'est un couteau sans lame!

VII.— CONCLUSION

Le rapport des forces

« Attendre », « faire durer », « gagner du temps », tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens. Cette politique se nourrit de l'idée que le temps travaille pour nous. Est-ce vrai? C'est complètement faux. Si nous ne menons pas une politique révolutionnaire dans une situation pré-révolutionnaire, alors le temps travaille contre nous.

Malgré les hymnes creux en l'honneur du front unique, le rapport des forces s'est modifié au cours de la dernière année au détriment du prolétariat. Pourquoi? Marceau Pivert a donné à cette question une réponse juste dans son article « Tout se tient »

(*le Populaire*, 18 mars 1935). Dirigées en coulisses par le capital financier, toutes les forces et tous les détachements de la réaction mènent une politique d'offensive incessante, envahissent de nouvelles positions, les renforcent et vont de l'avant (agriculture, industrie, enseignement, presse, justice, armée). Du côté du prolétariat, il n'y a que des phrases sur l'offensive ; en fait il n'y a même pas de défensive. Les positions ne sont pas renforcées : elles se rendent sans combat ou se préparent à se rendre.

Le rapport des forces politiques n'est pas déterminé seulement par des données objectives (rôle dans la production, nombre, etc.), mais par des données subjectives : la conscience de sa force est l'élément le plus important de sa force réelle. Tandis que le fascisme augmente de jour en jour la confiance en eux-mêmes des petits-bourgeois déclassés, les groupes dirigeants du front unique affaiblissent la volonté du prolétariat. Les pacifistes, disciples de Bouddha et de Gandhi, et non de Marx et de Lénine, s'emploient à prêcher contre la violence, contre l'armement, contre la lutte physique. Les staliniens prêchent au fond la même chose, en invoquant seulement la « situation non révolutionnaire ». Entre les fascistes et les pacifistes de toutes nuances s'établit une division du travail : les uns renforcent le camp de la réaction, les autres affaiblissent celui de la révolution. Telle est la vérité sans fard !

Cela signifie-t-il que la situation est désespérée ? Non !

Deux facteurs importants jouent contre les réformistes et contre les staliniens. Premièrement, les exemples frais d'Allemagne, d'Autriche et d'Espagne sont sous les yeux de tous ; les masses ouvrières sont alarmées, les réformistes et les staliniens décontenancés. Deuxièmement, les marxistes ont réussi à poser à temps devant l'avant-garde prolétarienne les problèmes de la révolution.

Les bolcheviques-léninistes sont loin de chercher à exagérer leur nombre. Mais la force de leurs mots d'ordre vient de ce qu'ils reflètent la logique du développement de la situation pré-révo-

lutionnaire actuelle. Les événements confirment à chaque étape notre analyse et notre critique. L'aile gauche du Parti socialiste grandit. Dans le Parti communiste, la critique est étouffée comme auparavant. Mais la croissance de l'aile révolutionnaire dans la SFIO ouvrira inévitablement une brèche dans la discipline bureaucratique meurtrière des staliniens : les révolutionnaires des deux partis se tendront mutuellement la main pour travailler ensemble.

Notre règle demeure comme toujours : exprimer ce qui est. C'est le plus grand service qu'on puisse actuellement rendre à la cause de la révolution. Les forces du prolétariat restent intactes. La petite bourgeoisie n'a pas encore fait son choix. On a perdu beaucoup de temps, mais les derniers délais ne sont pas encore écoulés.

La victoire est possible ! Plus encore : la victoire est assurée – autant que la victoire puisse être assurée d'avance – à une seule et unique condition : il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire, il faut abattre les obstacles, il faut culbuter l'ennemi et lui mettre le genou sur la poitrine.

Camarades, amis, frères et sœurs ! les bolcheviques-léninistes vous appellent à combattre et à vaincre !

Bulletin intérieur de la LCI (Ligue communiste internationaliste)
–édité par le Secrétariat international– n° 4, novembre 1935,
signé Crux, en français.

[Pas d'équivoque vis-à-vis du Front populaire]¹

(3 octobre 1935)

Chers camarades,

De divers côtés me parviennent des informations selon lesquelles, même dans nos rangs, au moins en ce qui concerne des camarades individuels et de petits groupes, il existe des tendances sapistes par rapport au Front populaire. Ce fait me semble d'une importance décisive. Admettre sur ce point des ambiguïtés ou des équivoques serait nous exposer à la plus profonde démoralisation politique.

Déjà, lorsque certains camarades se plaignent de la « vivacité du ton » de notre critique du SAP, les camarades, les plus âgés du moins, se souviennent sans le vouloir de l'histoire des discussions entre marxistes et révisionnistes. On accusait toujours les marxistes de ne pas employer le ton qu'il fallait. Ceux qui portaient cette accusation n'étaient d'ailleurs pas tellement les révisionnistes eux-mêmes que les éléments hésitants, qui cherchaient à feutrer la discussion, arrondir ses angles et éviter que les problèmes ne soient posés de façon précise.

Il va sans dire que le ton d'un article peut parfois être trop coupant, et c'est le droit et le devoir de tous d'attirer là-dessus l'attention de l'auteur et de la rédaction. Mais les gens qui parlent toujours du ton, et presque seulement de lui, prouvent ainsi sans s'en rendre compte et sans vouloir s'en rendre compte que

1 Trotsky n'avait pas donné de titre à ce texte. Celui qui figure ici lui a été attribué lors de son édition par les Études et documentation internationales (EDI). (Note de l'éditeur)

c'est, au fond, le contenu même qui les gêne. Une discussion sur le ton, sur le degré de sévérité admissible, est cependant passablement stérile. La discussion sera beaucoup plus féconde dès qu'elle passera sur le terrain politique, et c'est à ce terrain-là qu'appartient actuellement en tout premier lieu la question du Front populaire et du social-patriotisme.

On peut parfaitement comprendre que, pendant les premières semaines, des oscillations se soient fait jour dans nos propres rangs ; la situation est complexe et, pour beaucoup d'entre nous, le Front populaire était un phénomène nouveau et, par conséquent, un problème nouveau. Mais le fait qu'encore maintenant, après une expérience relativement importante du Front populaire et après les articles importants parus dans notre presse, certains camarades fassent la politique du Front populaire me semble un symptôme extrêmement dangereux. Sur cette question, il faut élever à temps la protestation la plus énergique, car il ne s'agit ni plus ni moins que de la ligne de démarcation entre le bolchevisme et le menchevisme.

On dit que la revendication de l'élimination des radicaux du Front populaire serait fausse, que les masses doivent d'abord faire leur expérience des radicaux, et que c'est pourquoi il vaudrait mieux exiger que le Front populaire prenne le pouvoir, et que seule sa carence inciterait alors les masses à accepter ce que nous leur disons, etc. Cette façon de penser est d'un bout à l'autre menchevique.

1. Les « masses populaires doivent faire leur expérience des radicaux ». Bien. Mais pourquoi les organisations ouvrières devraient-elles y prendre part ? Les radicaux peuvent très bien révéler leur propre carence sans Front populaire. Le Front populaire n'est pas destiné à révéler leur carence, mais à la dissimuler.

2. Pendant des années, les socialistes ont fait, avec les radicaux, un front populaire. Partis de rien, ils ne sont arrivés à rien, en passant par rien. La crise les a obligés à une rupture – loin d'avoir été complète – avec les radicaux. Cette rupture a provoqué une scission à l'intérieur du Parti socialiste avec

les néo-socialistes. Ces faits, nous l'espérons, ont une certaine importance. Ils sont précisément le résultat de la déception des masses laborieuses par rapport à la collaboration des socialistes avec les radicaux. Cette déception résume toute une période historique. C'est la pression des masses qui a obligé les socialistes à s'allier avec les communistes, mais l'idée du Front populaire, c'est-à-dire du rétablissement de l'alliance avec les radicaux, n'a pas été soulevée par « les masses », mais par Moscou. Seule l'autorité des directions socialiste et communiste a permis que les masses acceptent à moitié le renouvellement du cartel avec les radicaux. Si nous, l'aile révolutionnaire, nous disons à la masse ouvrière : « les radicaux hors du Front populaire ! » nous reflétons le résultat de son expérience historique et l'état d'esprit de son avant-garde.

3. « Les masses doivent se convaincre par elles-mêmes. » Nous ne les en empêchons nullement. Nous voulons seulement que la petite bourgeoisie n'en vienne pas à acquérir sa « conviction » nouvelle sur le dos de la classe ouvrière. Quelle serait-elle ? Si le Front populaire continue à végéter, s'il arrive au gouvernement, puis fait faillite en tant que gouvernement, alors l'expérience des masses les conduira à ce grand et unique enseignement : les radicaux, les socialistes, les communistes, sont tous les mêmes canailles, et qui ne se sont pas unies par hasard pour nous trahir. Il faut leur tourner le dos et chercher justice du côté des fascistes.

4. On oublie que toute la crise du régime parlementaire a son origine dans la crise de confiance des masses à l'égard des radicaux et que les organisations ouvrières, en bons Samaritains, se sont sacrifiées pour tenter de mettre leur propre nez à la place de celui, depuis longtemps pourri, du Parti radical. De notre part, ne pas donner les avertissements les plus fermes et ne pas formuler l'exigence : « les radicaux hors du Front populaire », constituerait une pure trahison.

5. Mais les staliniens ne s'en tiennent pas aux radicaux. Ils ont déjà obtenu l'admission des néo-socialistes. La scission avec les néo-socialistes constituait un pas en avant. Ce pas en

avant, ils l'ont effacé. Le parti de Briand, de Paul-Boncour, etc., ils l'ont également accepté dans le Front populaire. Et, comme si ce n'était pas suffisant, ils essaient maintenant d'y gagner le parti de Flandin. Il y a certes beaucoup de petits-bourgeois qui votent pour Flandin. Faut-il pour autant faire avec lui une expérience commune? Car ce n'est pas de l'expérience des masses qu'il s'agit, de l'expérience qu'elles font sans nous, contre nous et sous notre critique, mais de l'expérience commune, c'est-à-dire de la collaboration politique avec l'ennemi de classe. C'est bien en cela que consistait la politique stalinienne vis-à-vis du Kuomintang en Chine, etc. Ces traîtres essaieront toujours de dissimuler leur propre politique félonne d'aide à la bourgeoisie par la nécessité de l'« expérience des masses », etc.

6. On peut vraiment pousser un soupir de soulagement depuis que le SAP a enfin cessé de reproduire de façon un peu diluée nos propres analyses et mots d'ordre, et qu'il s'efforce de montrer sa propre physionomie politique. Dans la question de la guerre, du VII^e congrès mondial et du Front populaire, ils ont maintenant dévoilé leurs batteries. Qu'ils fassent croire à des âmes naïves que notre « sectarisme » et notre « critique bien trop vive » les rejettent de la IV^e Internationale! Nous répondrons: « vous mentez, messieurs! Vous n'êtes que de vulgaires pacifistes (désarmement), des brandlériens de seconde zone (votre attitude vis-à-vis du VII^e congrès mondial), des mencheviks (votre position sur la fraternisation politique avec la bourgeoisie, le Front populaire). Si, dans nos rangs, tous nos camarades comprennent la profondeur des oppositions, ils devront également comprendre alors que le ton de la polémique doit correspondre à l'acuité des oppositions. Sinon, les ouvriers penseront qu'il s'agit d'une divergence secondaire au sein de la même famille. Le marxisme, ici, se dresse de façon inconciliable face au centrisme qui va à droite. Il faut mener la lutte sans ménagements, jusqu'au bout.

7. Certains camarades accusent notre section française d'« imprudence »: nous aurions provoqué les réformistes par une critique exagérée ou des mots d'ordre intempestifs, etc.

Ces objections fausses sont pourries jusqu'à la moelle et ne font également que refléter les arguties sapistes. Il ne s'agit ni du « ton » ni d'« imprudences » de second ordre, mais de la défense nationale. Tout le plan de Léon Blum et C^{ie} consiste à empêcher que cette question soit mise en discussion, afin de pouvoir, au dernier moment, réaliser un coup de surprise contre son propre parti. La déclaration brutale de Staline à Laval ne faisait pas bon effet dans ce jeu. Le congrès de l'IC, en utilisant le petit jésuite Ercoli, a réussi à cet égard un repli sur la ligne de Léon Blum. La résolution ne dit rien aux larges masses, mais laisse aux dirigeants les mains libres pour les tromper. Dans la voie social-patriote, Léon Blum s'est révélé supérieur à Staline. Mais il ne saurait tolérer qu'on marche sur ses plates-bandes, c'est-à-dire que, dans le parti, on continue, encore et toujours, à parler de la question de la défense nationale. Et c'est précisément ce que font les bolcheviques-léninistes. C'est cela qu'ils considèrent – et à juste titre – comme leur tâche essentielle. C'est là leur véritable « imprudence », et leur vrai « manque de tact ». Celui qui n'a pas compris ce point capital peut se laisser égarer par des faits superficiels et des anecdotes de hasard. Au moment où les camarades français reçoivent des réformistes et des staliniens les coups les plus rudes, au moment où ils sont honteusement trahis par les sapistes et les pivertistes, notre devoir est de les aider de toutes nos forces. Ceux qui répètent les arguments des sapistes se rangent, sans l'avoir voulu, dans la longue file des agents du social-patriotisme.

Je suppose que certains camarades vont également trouver que le « ton » de cette lettre est beaucoup trop vif, insuffisamment fraternel, etc. J'en ai pris mon parti d'avance. Mais qu'ils ne négligent pas le contenu de mes arguments. Si ces derniers sont mauvais, je les prie de me répondre sur le ton le plus vif et je m'engage à ne jamais me plaindre du ton polémique, car le fond est toujours plus important que la forme.

Pour les comités d'action, pas le Front populaire

(Novembre 1935)

Le « Front populaire » est une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste représentée par le Parti radical et d'autres débris, plus petits, de la même espèce. Cette alliance s'étend au domaine parlementaire. Dans tous les domaines, le Parti radical qui conserve, lui, sa liberté d'action, limite brutalement celle du prolétariat.

Le Parti radical est lui-même en train de se décomposer : chaque élection nouvelle montre que les électeurs l'abandonnent à droite et à gauche. Au contraire, les partis socialiste et communiste – en l'absence d'un véritable parti révolutionnaire – se renforcent. La tendance générale des masses travailleuses, y compris des masses petites-bourgeoises, est évidente : elles vont à gauche. L'orientation des chefs des partis ouvriers n'est pas moins évidente : ils vont à droite.

Tandis que les masses montrent aussi bien par leurs votes que par leur lutte qu'elles veulent renverser le Parti radical, les chefs du front unique aspirent au contraire à le sauver. Après avoir gagné la confiance des masses ouvrières sur la base d'un programme « socialiste », les chefs des partis ouvriers cèdent volontairement la meilleure part de cette confiance aux radicaux, en qui les masses ouvrières n'ont précisément aucune confiance.

Le Front populaire, dans son aspect actuel, foule aux pieds non seulement la démocratie ouvrière, mais la démocratie formelle, bourgeoise. La plupart des électeurs radicaux ne participent pas à la lutte des travailleurs, ni par conséquent au Front populaire. Pourtant le Parti radical occupe dans ce front une position non seulement égale à celle des autres, mais encore

privilégiée: l'activité des partis ouvriers est forcément limitée par le programme même du Parti radical, constatation que développent, sans se gêner le moins du monde, les cyniques rédacteurs de *l'Humanité*. Les dernières élections sénatoriales ont manifesté, en outre, très clairement la situation privilégiée qui est celle des radicaux dans le Front populaire. Les chefs du Parti communiste se vantent ouvertement d'avoir renoncé en faveur des partis non prolétariens à des sièges qui appartenaient de plein droit aux ouvriers. Cela signifie tout simplement que le front unique a partiellement rétabli en faveur de la bourgeoisie le cens électoral basé sur la fortune.

Le front est par définition l'organisation directe et immédiate de la lutte. Quand il s'agit de lutter, chaque ouvrier vaut bien une dizaine de bourgeois, même membres du Front populaire. Si l'on se plaçait du point de vue de la combativité révolutionnaire du front, il faudrait donner des privilèges électoraux aux ouvriers et non aux bourgeois radicaux. Mais est-il bien nécessaire, au fond, d'accorder des privilèges? Le Front populaire défend la « démocratie »? Qu'il commence donc par l'appliquer dans ses propres rangs. En d'autres termes: la direction du Front populaire doit directement et immédiatement refléter la volonté des masses en lutte.

Comment la refléter? De la façon la plus simple qui soit, par des élections. Le prolétariat n'interdit à personne de lutter à côté de lui contre le fascisme, le complot militaire des impérialistes et toutes les autres formes ignobles d'oppression. Tout ce que les ouvriers conscients exigent de leurs alliés, réels ou potentiels, c'est de lutter effectivement. Chacun des groupes qui participent réellement à la lutte à une étape donnée et qui sont prêts à se soumettre à la discipline commune doit pouvoir influencer la direction du Front populaire avec des droits égaux.

Chaque groupe de deux cents, cinq cents ou mille citoyens qui adhèrent au Front populaire dans la ville, le quartier, l'usine, la caserne, la campagne, doit, pendant les actions de combat, élire

son représentant dans les comités d'action locaux. Tous ceux qui participent à la lutte s'engagent à reconnaître leur discipline.

Le dernier congrès de l'Internationale communiste, dans sa résolution sur le rapport de Dimitrov, s'est prononcé pour la création de comités d'action élus qui devraient constituer la base de masse du Front populaire. C'est là la seule idée progressiste de toute cette résolution. Mais c'est précisément pourquoi les staliniens ne font rien pour la réaliser, car ils ne peuvent s'y décider sans rompre du même coup leur collaboration de classe avec la bourgeoisie.

Il est vrai que peuvent prendre part aux élections des comités d'action non seulement les ouvriers, mais les employés, les fonctionnaires, les anciens combattants, les artisans, les petits commerçants et les petits paysans. C'est ainsi que les comités d'action peuvent le mieux remplir leur tâche, qui est de lutter pour conquérir une influence décisive sur la petite bourgeoisie. Or le Front populaire sous sa forme actuelle n'est rien d'autre que l'organisation de la collaboration de classe entre les exploiters politiques du prolétariat – réformistes et staliniens – et les exploiters de la petite bourgeoisie – les radicaux. De véritables élections de masse pour les comités d'action chasseraient automatiquement les affairistes bourgeois du Front populaire et feraient ainsi sauter la politique criminelle dictée par Moscou.

Il serait néanmoins erroné de croire que l'on puisse simplement, à un jour et une heure donnés, faire appel aux masses prolétariennes et petites-bourgeoises pour élire des comités d'action sur la base de statuts déterminés. Ce serait une façon purement bureaucratique et par conséquent stérile d'aborder la question. Les ouvriers ne peuvent élire des comités d'action que lorsqu'ils participent eux-mêmes à une action et éprouvent donc la nécessité d'avoir une direction révolutionnaire.

Il ne s'agit pas d'une représentation démocratique de toutes et de n'importe quelles masses, mais d'une représentation révolutionnaire des masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil

de la lutte. Il est inutile de chercher à déterminer d'avance les couches de travailleurs qui seront associées à la formation des comités d'action : les contours des masses qui luttent se traceront au cours de la lutte.

L'énorme danger en France actuellement consiste en ce que l'énergie révolutionnaire des masses, dépensée par à-coups successifs dans des explosions isolées comme à Toulon, à Brest, à Limoges finisse par faire place à l'apathie. Seuls les traîtres conscients ou des cerveaux obtus peuvent croire ou faire croire que l'on peut, dans la situation actuelle, maintenir les masses dans l'immobilité jusqu'à ce que l'on puisse, d'en haut, leur faire cadeau d'un gouvernement de Front populaire. Les grèves, les protestations, les escarmouches dans les rues, les révoltes ouvertes sont tout à fait inévitables. La tâche du parti prolétarien consiste non pas à freiner et paralyser ces mouvements, mais à les unifier et à leur donner le plus de vigueur possible.

Les réformistes, et plus encore les staliniens, craignent les radicaux. L'appareil du front unique joue tout à fait consciemment le rôle qui consiste à désorganiser systématiquement les mouvements spontanés des masses. Et les « gauchistes » du type Marceau Pivert ne font que protéger cet appareil de la colère des masses. On ne peut sortir de cette situation que si l'on aide les masses en lutte, dans le processus même de la lutte, à créer un appareil nouveau qui réponde aux nécessités de l'heure. C'est précisément en cela que réside la fonction des comités d'action.

Pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésiter créé une organisation locale de combat si on les avait appelés à le faire. Au lendemain de la sanglante répression de Limoges, les ouvriers et une fraction importante de la petite bourgeoisie auraient sans aucun doute manifesté leur disposition à élire des comités pour enquêter sur les sanglants événements et les empêcher à l'avenir. Pendant le mouvement qui s'est déroulé dans les casernes cet été contre le « rabiote », les soldats auraient sans hésiter élu des comités d'action de compagnie, de

régiment et de garnison si on leur avait indiqué cette voie. De tels cas se présentent et se présenteront à chaque pas, plus souvent à l'échelle locale, plus rarement à l'échelle nationale. Il ne faut pas manquer une seule de ces occasions. La première condition pour ce faire est de comprendre soi-même clairement la signification des comités d'action en tant qu'unique moyen de briser la résistance antirévolutionnaire des appareils des partis et des syndicats.

Cela signifie-t-il que les comités d'action doivent remplacer les organisations des partis et des syndicats ? Il serait absurde de poser ainsi la question. Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, leurs groupements, leurs traditions, leurs organisations. Les partis continuent de vivre et de lutter. Au cours des élections aux comités d'action, chaque parti essaiera naturellement de faire passer les siens. Les comités d'action prendront leurs décisions à la majorité, avec entière liberté pour les fractions et les partis de s'y grouper. Par rapport au parti, on peut considérer les comités d'action comme des parlements révolutionnaires : les partis n'en sont pas exclus, bien au contraire, puisqu'ils y sont supposés nécessaires. Mais en même temps, ils sont contrôlés dans l'action et les masses apprennent à se libérer de l'influence des partis pourris.

Cela signifie-t-il que les comités d'action soient des soviets ? Dans certaines conditions, les comités d'action peuvent devenir des soviets. Il serait néanmoins erroné de désigner par ce nom les comités d'action. Aujourd'hui en effet, en 1935, les masses populaires sont habituées à associer au nom du soviet l'idée du pouvoir déjà conquis. Et nous n'en sommes pas encore proches en France. En Russie, les soviets n'ont pas du tout été, au cours de leurs premiers pas, ce qu'ils devaient devenir par la suite, et ils ont même souvent, à l'époque, porté le nom modeste de comités ouvriers ou de comités de grève.

Les comités d'action au stade actuel ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France et aussi de

leur donner la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir. Cela aboutira-t-il à de véritables soviets ? Cela dépend de la réponse à la question de savoir si la situation critique actuelle en France se développera ou non jusqu'à sa conclusion révolutionnaire. Or cela ne dépend pas uniquement de la volonté de l'avant-garde révolutionnaire, mais aussi de nombre de conditions objectives. En tout cas, le mouvement de masses qui se heurte actuellement à la barrière du Front populaire n'avancera pas sans les comités d'action.

Des tâches telles que la création de la milice ouvrière, l'armement des ouvriers, la préparation de la grève générale, resteront sur le papier si la masse ne s'attelle pas elle-même à la lutte, par des organes responsables. Seuls ces comités d'action nés de la lutte peuvent réaliser la véritable milice, comptant non des milliers, mais des dizaines de milliers de combattants. Seuls les comités d'action couvrant les principaux centres du pays pourront choisir le moment de passer à des méthodes de lutte plus décidées, dont la direction leur appartiendra de plein droit.

Il découle des considérations exposées ci-dessus un certain nombre de conclusions pour l'activité politique des révolutionnaires prolétariens en France. La première concerne la prétendue « Gauche révolutionnaire ». Ce groupe se caractérise par sa totale incompréhension des lois du mouvement des masses. Les centristes ont beau bavarder sur « les masses », c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'orientent. En répétant tel ou tel mot d'ordre révolutionnaire, Marceau Pivert continue à le subordonner au principe abstrait de l'« unité organique », qui se révèle en fait l'unité avec les patriotes contre les révolutionnaires.

Au moment où c'est une question de vie ou de mort pour les masses révolutionnaires que de briser la résistance des appareils social-patriotes unis, les centristes de gauche considèrent l'« unité » de ces appareils comme un bien absolu, situé au-dessus des intérêts de la lutte révolutionnaire. Ne peut bâtir des comités d'action que celui qui a compris jusqu'au bout la nécessité de

libérer les masses de la direction des traîtres social-patriotes. Cependant Pivert s'accroche à Zyromski, qui s'accroche à Blum, qui, de concert avec Thorez, s'accroche à Herriot, qui s'accroche à Laval. Pivert entre dans le système du Front populaire – ce n'est pas pour rien que la « Gauche révolutionnaire » a voté au dernier conseil national la honteuse résolution de Blum – et le Front populaire entre aussi, comme son « aile » dans le régime bonapartiste de Laval. Si la direction du Front populaire (Herriot-Blum-Cachin-Thorez-Zyromski-Pivert) parvient à se maintenir au cours de la proche période décisive, alors le régime bonapartiste cédera inévitablement sa place au fascisme.

La condition de la victoire du prolétariat est la liquidation de sa direction actuelle. Dans ces conditions, le mot d'ordre de l'« unité » devient non seulement une bêtise, mais un crime. Aucune unité avec les agents de l'impérialisme français et de la Société des nations ! À leur direction perfide, il faut opposer les comités d'action révolutionnaires. On ne peut construire ces comités qu'en démasquant impitoyablement la politique antirévolutionnaire de la prétendue « Gauche révolutionnaire », Marceau Pivert en tête. Des illusions et des doutes à cet égard ne peuvent, bien entendu, avoir place dans nos rangs.

Ce texte a été publié pour la première fois dans le Bulletin de l'Opposition de gauche (*Biulleten oppositsii*, n° 50, mai 1936). Il constitue la préface de la réédition française de *Terrorisme et communisme* (1920), republié en 1936 sous le titre *Défense du terrorisme*.

La France à un tournant

(28 mars 1936)

Ce livre est consacré à l'éclaircissement des méthodes de la politique révolutionnaire du prolétariat à notre époque. L'exposé a un caractère polémique, comme la politique révolutionnaire elle-même. En gagnant les masses opprimées, la polémique dirigée contre la classe dominante se transforme à un moment donné en révolution.

Comprendre clairement la nature sociale de la société moderne, de son État, de son droit, de son idéologie, constitue le fondement théorique de la politique révolutionnaire. La bourgeoisie opère par abstractions (« nation », « patrie », « démocratie ») pour camoufler l'exploitation qui est à la base de sa domination. *Le Temps*, l'un des journaux les plus infâmes de l'univers, enseigne chaque jour aux masses populaires françaises le patriotisme et le désintéressement. Cependant ce n'est un secret pour personne que le désintéressement du *Temps* s'estime d'après un tarif international bien établi.

Le premier acte de la politique révolutionnaire consiste à démasquer les fictions bourgeoises qui intoxiquent les masses populaires. Ces fictions deviennent particulièrement malfaisantes quand elles s'amalgament avec les idées de « socialisme » et de « révolution ». Aujourd'hui plus que jamais, ce sont les fabricants de ce genre d'amalgames qui donnent le ton dans les organisations ouvrières françaises.

La première édition de cet ouvrage a exercé une certaine influence sur la formation du Parti communiste français : l'auteur

en a reçu maints témoignages, dont il ne serait pas difficile, au demeurant, de trouver la trace dans *l'Humanité* jusqu'en 1924. Au cours des douze années qui ont suivi, il a été procédé dans l'Internationale communiste – après plusieurs zigzags fébriles – à une révision fondamentale des valeurs : il suffit de dire que cet ouvrage figure aujourd'hui à l'index des livres interdits. Par leurs idées et leurs méthodes, les chefs actuels du Parti communiste français (nous sommes obligés de lui conserver cette appellation qui est en complète contradiction avec la réalité) ne se différencient par aucun principe de Kautsky, contre lequel notre ouvrage est dirigé : ils sont toutefois infiniment plus ignorants et plus cyniques que lui. Le nouvel accès de réformisme et de patriotisme que subissent Cachin et C^{ie} aurait pu, à lui seul, justifier une nouvelle édition de ce livre. Il y a cependant d'autres raisons, plus sérieuses : elles ont leurs racines dans la profonde crise pré-révolutionnaire qui secoue le régime de la III^e République.

Après dix-huit ans d'absence, l'auteur de cet ouvrage a eu la possibilité de passer deux années en France (1933-1935). C'était, il est vrai, en simple qualité d'observateur de province qui était de surcroît l'objet d'une surveillance serrée. Pendant cette période, il se produisit, dans le département de l'Isère où l'auteur a eu l'occasion de séjourner, un petit incident, semblable à bien d'autres, qui donne cependant la clé de toute la politique française. Dans un sanatorium appartenant au Comité des forges, un jeune ouvrier, qui venait de subir une grave opération, s'était permis de lire un journal révolutionnaire (ou plus exactement un journal qu'il considérait naïvement comme révolutionnaire : *l'Humanité*). L'administration posa à l'imprudent malade d'abord, puis à quatre autres qui partageaient ses sympathies, cet ultimatum : renoncer à recevoir des publications indésirables ou être jetés à la rue. Les malades eurent beau indiquer qu'on se livrait ouvertement dans le sanatorium à une propagande cléricale et réactionnaire, cela n'eut évidemment aucun effet. Comme il s'agissait de simples ouvriers, qui ne risquaient ni mandats

parlementaires ni portefeuilles ministériels, mais simplement leur santé et leur vie, l'ultimatum n'eut pas de succès : les cinq malades, dont un à la veille d'être opéré, furent mis à la porte du sanatorium. Grenoble avait alors une municipalité socialiste, que présidait le docteur Martin, un de ces bourgeois réactionnaires qui donnent généralement le ton dans le Parti socialiste et dont Léon Blum est le représentant achevé. Les ouvriers expulsés essayèrent de trouver un défenseur dans la personne du maire. Ce fut en vain : malgré leur insistance, leurs lettres, leurs démarches, ils ne furent même pas reçus. Ils s'adressèrent au journal de gauche local, *La Dépêche [dauphinoise]*, dans lequel radicaux et socialistes forment un cartel indissoluble. En apprenant qu'il s'agissait du sanatorium du Comité des forges, le directeur du journal refusa catégoriquement d'intervenir : tout ce que vous voudrez, mais pas ça. Pour une imprudence à l'égard de cette puissante organisation, *la Dépêche* avait déjà une fois été privée de publicité et avait subi de ce fait une perte de l'ordre de vingt mille francs. À la différence des prolétaires, le directeur de ce journal de gauche, comme le maire, avaient quelque chose à perdre : aussi renoncèrent-ils à une lutte inégale en abandonnant les ouvriers, avec leurs intestins et leurs reins malades, à leur sort.

Une ou deux fois par semaine, le maire socialiste, remuant de vagues souvenirs de jeunesse, fait un discours où il vante les avantages du socialisme sur le capitalisme. Pendant les élections, *la Dépêche* soutient le maire et son parti. Tout est pour le mieux. Le Comité des forges regarde avec une tolérance toute libérale ce genre de socialisme qui ne cause pas le moindre préjudice aux intérêts matériels du capital. Avec vingt mille francs de publicité par an – ces messieurs sont si bon marché – les féodaux de l'industrie lourde et de la banque tiennent pratiquement à leur dévotion un grand journal du cartel ! Et pas seulement ce journal : le Comité des forges a, bien sûr, assez de moyens directs ou indirects pour agir sur messieurs les maires, les sénateurs, les députés, y compris les maires, les sénateurs, les députés

socialistes. Toute la France officielle est placée sous la dictature du capital financier. Dans le dictionnaire Larousse, ce système est désigné sous le nom de « République démocratique ».

Messieurs les députés de gauche et les journalistes, non seulement de l'Isère, mais de tous les départements de France, croyaient que leur cohabitation pacifique avec la réaction capitaliste n'aurait pas de fin. Ils se trompaient. Vermoulue depuis longtemps, la démocratie a soudain senti le canon d'un revolver sur sa tempe. De même que les armements de Hitler – un acte matériel brutal – ont provoqué une véritable révolution dans les rapports entre États en démontrant la vanité et le caractère illusoire de ce qu'il est convenu d'appeler le « droit international », de même les bandes armées du colonel de La Rocque ont jeté la perturbation dans les rapports intérieurs de la France en obligeant tous les partis sans exception à se réorganiser, à s'épurer et à se regrouper.

Friedrich Engels a écrit un jour que l'État, y compris la république démocratique, ce sont des bandes armées pour la défense de la propriété : tout le reste n'est là que pour enjoliver ou masquer ce fait. Les éloquents défenseurs du « droit », genre Herriot et Blum, ont toujours été révoltés par ce cynisme. Mais Hitler et La Rocque, chacun dans sa sphère, viennent de démontrer à nouveau qu'Engels avait raison.

Au début de 1934, Daladier était président du conseil par la volonté du suffrage universel, direct et secret : il portait la souveraineté nationale dans sa poche, avec son mouchoir pardessus. Mais dès que les bandes de La Rocque, Maurras et C^{ie} montrèrent qu'elles osaient tirer des coups de revolver et couper les jarrets des chevaux de la police, Daladier et sa souveraineté laissèrent la place à l'invalidé politique que désignèrent les chefs de ces bandes. Ce fait a infiniment plus d'importance que toutes les statistiques électorales, et on ne saurait l'effacer de l'histoire récente de la France, car il est une indication pour l'avenir.

Il n'est naturellement pas donné à n'importe quel groupe

armé de revolvers de modifier à tout moment l'orientation politique d'un pays. Seules les bandes armées qui sont les organes d'une classe déterminée peuvent, dans certaines circonstances, jouer un rôle décisif. Le colonel de La Rocque et ses partisans veulent assurer « l'ordre » contre les troubles. Et comme, en France, « ordre » signifie domination du capital financier sur la petite et moyenne bourgeoisie et domination de l'ensemble de la bourgeoisie sur le prolétariat et les couches sociales qui en sont proches, les troupes de La Rocque sont tout simplement des bandes armées du capital financier.

Cette idée n'est pas neuve. On peut même la trouver fréquemment exprimée dans *le Populaire* et *l'Humanité*, encore qu'ils n'aient pas été les premiers à la formuler. Ces publications ne disent cependant que la moitié de la vérité. L'autre, pas moins importante, c'est que Herriot et Daladier, avec leurs partisans, sont également une agence du capital financier : autrement, les radicaux n'auraient pas pu être le parti gouvernemental de la France pendant des dizaines d'années. Si l'on ne veut pas jouer à cache-cache, il faut dire que La Rocque et Daladier travaillent pour le même patron. Cela ne signifie évidemment pas qu'il y ait entre eux ou leurs méthodes une complète identité. Bien au contraire. Ils se font une guerre acharnée, comme deux agences spécialisées dont chacune possède le secret du salut. Daladier promet de maintenir l'ordre au moyen de la démocratie tricolore. La Rocque estime que le parlementarisme périmé doit être balayé au profit d'une dictature militaire et policière déclarée. Les méthodes politiques sont opposées, mais les intérêts sociaux sont les mêmes.

La décadence du système capitaliste, sa crise incurable, sa décomposition, forment la base historique de l'antagonisme qui existe entre La Rocque et Daladier (nous prenons ces deux noms seulement pour la commodité de l'exposé). Malgré les progrès incessants de la technique et les remarquables résultats obtenus dans certaines branches industrielles, le capitalisme dans son ensemble freine le développement des forces productives, ce qui

détermine une extrême instabilité des rapports sociaux et internationaux. La démocratie parlementaire est intimement liée à l'époque de la libre concurrence et de la liberté du commerce international. La bourgeoisie a pu tolérer le droit de grève, le droit de réunion, la liberté de la presse, aussi longtemps que les forces productives étaient en pleine croissance, que les débouchés s'élargissaient, que le bien-être des masses populaires, quoique restreint, augmentait, et que les nations capitalistes pouvaient vivre et laisser vivre les autres. Mais plus aujourd'hui. L'époque impérialiste est caractérisée, abstraction faite de l'Union soviétique, par une stagnation et une baisse du revenu national, par une crise agraire chronique et un chômage organique. Ces phénomènes internes sont inhérents à la phase actuelle du capitalisme, comme la goutte et la sclérose à un âge déterminé de l'individu. Vouloir expliquer le chaos économique mondial par les conséquences de la dernière guerre, c'est faire preuve d'un esprit désespérément superficiel, à l'instar de M. Caillaux, du comte Sforza et autres. La guerre n'a pas été autre chose qu'une tentative des pays capitalistes de faire retomber sur le dos de l'adversaire le krach qui menaçait déjà. Mais la tentative échoua. La guerre ne fit qu'aggraver les signes de décomposition dont l'accentuation actuelle prépare une nouvelle guerre.

Aussi mauvaises que soient les statistiques économiques concernant la France, qui passent délibérément sous silence les antagonismes de classes, elles ne peuvent pas dissimuler les signes manifestes de la décomposition sociale. Parallèlement à la baisse du revenu national, à la chute, en vérité catastrophique, du revenu des campagnes, à la ruine des petites gens des villes, à l'augmentation du chômage, les entreprises géantes, qui ont un chiffre d'affaires annuel de 100 à 200 millions et même davantage, font de brillants bénéfices. Le capital financier, dans toute l'acceptation du terme, suce le sang du peuple français. Telle est la base sociale de l'idéologie et de la politique d'« union nationale ».

Des adoucissements et des éclaircies dans le processus de

décomposition sont possibles, voire inévitables ; mais ils garderont un caractère strictement conditionné par la conjoncture. Quant à la tendance générale de notre époque, elle place la France, après bien d'autres pays, devant cette alternative : ou le prolétariat renversera l'ordre bourgeois foncièrement gangrené, ou le capital, en vue de sa propre conservation, remplacera la démocratie par le fascisme. Pour combien de temps ? Le sort de Mussolini et de Hitler répondra à cette question.

Les fascistes ont tiré, le 6 février 1934, sur l'ordre direct de la Bourse, des banques et de trusts. C'est de ces mêmes positions de commande que Daladier a été sommé de remettre le pouvoir à Doumergue. Et si le ministre radical, président du conseil, a capitulé (avec la pusillanimité qui caractérise les radicaux), c'est parce qu'il a reconnu dans les bandes de La Rocque les troupes de son propre patron. Autrement dit, Daladier, ministre souverain, a cédé le pouvoir à Doumergue pour la même raison qui a fait refuser au directeur de *la Dépêche* et au maire de Grenoble de dénoncer l'odieuse cruauté des agents du Comité des forges.

Cependant, le passage de la démocratie au fascisme comporte des risques de secousses sociales. D'où les hésitations et les désaccords tactiques que l'on constate dans les hautes sphères de la bourgeoisie. Tous les magnats du capital sont pour qu'on continue à renforcer les bandes armées capables de constituer une réserve salutaire à l'heure du danger. Mais quelle place accorder à ces bandes dès aujourd'hui ? Doit-on leur permettre de passer tout de suite à l'attaque ou les garder comme moyen d'intimidation en attendant ? Autant de questions qui ne sont pas encore résolues. Le capital financier ne croit plus qu'il soit possible aux radicaux d'entraîner derrière eux les masses de la petite bourgeoisie et de maintenir, par la pression de ces masses, le prolétariat dans les limites de la discipline « démocratique ». Mais il ne croit pas davantage que les organisations fascistes, qui manquent encore d'une véritable base de masse, soient capables de s'emparer du pouvoir et d'établir un régime fort.

L'argument qui a incité à la prudence ceux qui dirigent en coulisse, ce n'est pas la rhétorique parlementaire, mais la révolte des ouvriers, la tentative de grève générale (étouffée dès le début par la bureaucratie de Jouhaux) et ensuite les émeutes locales de Toulon et de Brest. Les fascistes ayant été quelque peu remis en place, les radicaux ont respiré plus librement. *Le Temps* qui, dans une série d'articles, avait déjà trouvé le moyen d'offrir sa main et son cœur à la « jeune génération », a redécouvert les avantages du régime libéral, conforme d'après lui au génie français. Ainsi s'est établi un régime instable, transitoire, bâtard, conforme non pas au génie de la France, mais au déclin de la III^e République. Dans ce régime, ce sont les traits bonapartistes qui apparaissent avec le plus de netteté : indépendance du gouvernement à l'égard des partis et des programmes, liquidation du pouvoir législatif au moyen des pleins pouvoirs, le gouvernement se situant au-dessus des factions en lutte, c'est-à-dire en fait au-dessus de la nation, pour jouer le rôle d'« arbitre ». Les trois ministères Doumergue, Flandin, Laval, avec l'immanquable participation des radicaux humiliés et compromis, ont présenté chacun de légères variantes sur un thème commun.

Lorsque le ministère Sarraut fut constitué, Léon Blum, dont la perspicacité comporte deux dimensions au lieu de trois, a annoncé : « *Les derniers effets du 6 février [1934] sont détruits sur le plan parlementaire* » (*le Populaire* du 2 février 1936). Voilà ce qui s'appelle brosser l'ombre du carrosse avec l'ombre d'une brosse ! Comme si l'on pouvait supprimer « sur le plan parlementaire » la pression des bandes armées du capital financier ! Comme si Sarraut pouvait ne pas sentir cette pression et ne pas trembler devant elle ! En réalité, le gouvernement Sarraut-Flandin est une variété de ce même « bonapartisme » semi-parlementaire, à peine incliné à gauche. Sarraut lui-même, se défendant d'avoir pris des mesures arbitraires, a répondu on ne peut mieux au Parlement ! « *Si mes mesures sont arbitraires, c'est parce que je veux être un arbitre.* » Cet aphorisme n'aurait pas

été déplacé dans la bouche de Napoléon III. Sarraut se sent non le mandataire d'un parti déterminé ou d'un bloc de partis au pouvoir, comme le veulent les règles du parlementarisme, mais un arbitre au-dessus des classes et des partis, comme le veulent les lois du bonapartisme.

L'aggravation de la lutte de classe et surtout l'entrée en scène des bandes armées de la réaction n'ont pas moins profondément révolutionné les organisations ouvrières. Le Parti socialiste, qui jouait paisiblement le rôle de la cinquième roue du carrosse dans la III^e République, s'est vu contraint de répudier à moitié ses traditions cartellistes et même de rompre avec son aile droite (néos). Dans le même temps, les communistes accomplissaient l'évolution inverse, mais sur une échelle infiniment plus vaste. Pendant des années, ces messieurs avaient rêvé de barricades, de conquête de la rue, etc. (ce rêve, il est vrai, avait surtout un caractère littéraire). Après le 6 février, comprenant que l'affaire était sérieuse, les partisans des barricades se sont précipités à droite. Le réflexe spontané de ces phraseurs apeurés coïncidait de façon frappante avec la nouvelle orientation de la diplomatie soviétique.

Devant le danger que représente l'Allemagne hitlérienne, le Kremlin se tourna vers la France. Statu quo dans les relations internationales ! Statu quo dans le régime intérieur de la France ! Espoirs de révolution socialiste ? Chimères ! Les milieux dirigeants du Kremlin ne parlent qu'avec mépris du communisme français. Il faut donc garder ce qui existe pour ne pas risquer d'avoir pire. La démocratie parlementaire en France ne se concevant pas sans les radicaux, faisons en sorte que les socialistes les soutiennent ; ordonnons aux communistes de ne pas gêner le bloc Blum-Herriot ; s'il est possible, faisons-les entrer eux-mêmes dans ce bloc. Ni secousses ni menaces ! telle est l'orientation du Kremlin.

Quand Staline répudie la révolution mondiale, les partis bourgeois français ne veulent pas le croire. Ils ont bien tort ! En

politique, une confiance aveugle n'est évidemment pas une vertu supérieure. Mais une méfiance aveugle ne vaut guère mieux. Il faut savoir confronter les paroles avec les actes et discerner la tendance générale de l'évolution pour plusieurs années. La politique de Staline, qui est déterminée par les intérêts de la bureaucratie soviétique privilégiée, est devenue foncièrement conservatrice. La bourgeoisie française a tout lieu de faire confiance à Staline. Le prolétariat français a les mêmes raisons de se méfier.

Au congrès d'unité de Toulouse, le « communiste » Racamond a donné de la politique du Front populaire une formule digne de passer à la postérité : « *Comment vaincre la timidité du Parti radical ?* » Comment vaincre la peur qu'a du prolétariat la bourgeoisie ? Très simplement : les farouches révolutionnaires doivent jeter le couteau qu'ils serraient entre leurs dents, se pommader les cheveux et arborer le sourire de la plus charmante des odalisques : Vaillant-Couturier dernière manière en sera le prototype. Sous la pression des « communistes » pommadés, qui poussaient de toutes leurs forces vers la droite les socialistes qui étaient en train d'évoluer vers la gauche, Blum a dû changer une fois de plus de cap. Il l'a fait, heureusement, dans le sens habituel. Ainsi s'est constitué le Front populaire, compagnie d'assurance de banqueroutiers radicaux aux frais du capital des organisations ouvrières.

Le radicalisme est inséparable de la franc-maçonnerie. C'est tout dire. Lors des débats qui ont eu lieu à la Chambre des députés sur les ligues, M. Xavier Vallat a rappelé que Trotsky avait, à une époque, « interdit » aux communistes d'adhérer aux loges maçonniques. M. Jammy-Schmidt qui est, paraît-il, une autorité en la matière, s'est empressé d'expliquer cette interdiction par l'incompatibilité du bolchevisme despotique avec l'« esprit de liberté ». Nous ne voyons pas la nécessité de polémiquer sur ce thème avec le député radical. Mais aujourd'hui encore nous estimons que le représentant ouvrier qui va chercher son inspiration ou sa consolation dans la fade religion maçonnique de

la collaboration des classes ne mérite pas la moindre confiance. Ce n'est pas par hasard si le cartel s'est accompagné d'une large participation des socialistes aux loges maçonniques. Mais le temps est venu pour les communistes repentis d'en faire autant. Au demeurant, ces nouveaux initiés n'en seront que plus à l'aise, en tablier, pour servir les vieux patrons du cartel.

Le Front populaire, nous dit-on non sans indignation, n'est nullement un cartel, mais un mouvement de masse. Les définitions pompeuses ne manquent pas, certes, mais elles ne changent rien à la nature des choses. Le but du cartel a toujours été de freiner le mouvement des masses en l'orientant vers la collaboration de classe. Le Front populaire a exactement le même objectif. La différence entre eux – et elle est de taille – c'est que le cartel traditionnel a vu le jour au cours des époques de stabilité et de calme du régime parlementaire. Aujourd'hui que les masses sont impatientes et prêtes à exploser, il est nécessaire de disposer d'un frein plus solide, avec la participation des « communistes ». Les meetings communs, les cortèges à grand spectacle, les serments, le mariage du drapeau de la Commune avec celui de Versailles, le tintamarre, la démagogie, tout cela n'a qu'un but : contenir et démoraliser le mouvement de masse.

Pour se justifier devant les droites, Sarraut a déclaré à la Chambre que ses inoffensives concessions au Front populaire ne constituent rien de plus qu'une soupape de sûreté pour le régime. Cette franchise aurait pu paraître imprudente. Mais l'extrême gauche l'a couverte d'applaudissements. Sarraut n'avait donc aucune raison de se gêner. De toute façon, il a réussi à donner, peut-être sans le vouloir, une définition du Front populaire : une soupape de sûreté contre le mouvement des masses. En général, M. Sarraut a la main heureuse pour les aphorismes !

La politique extérieure est la continuation de la politique intérieure. Ayant totalement abandonné le point de vue du prolétariat, Blum, Cachin et C^{ie} adoptent – sous le masque de la « sécurité collective » et du « droit international » – le point de

vue de leur impérialisme national. Ils nous préparent la même politique d'abdication qu'ils ont menée de 1914 à 1918 en y ajoutant seulement : « pour la défense de l'URSS ». Quand, de 1918 à 1923, la diplomatie soviétique s'est vue fréquemment obligée de louvoyer et de conclure des accords, il n'est jamais venu à l'idée d'une seule section de l'Internationale communiste qu'elle pourrait faire bloc avec la bourgeoisie ! À elle seule, cette chose ne constitue-t-elle pas une preuve suffisante de la sincérité de Staline quand il répudie la révolution mondiale ?

Pour les mêmes motifs qui poussent les chefs actuels de l'Internationale communiste à se coller aux mamelles de la « démocratie » dans la période de son agonie, ils découvrent le visage radieux de la Société des nations au moment où le hoquet de la mort la secoue déjà. C'est ainsi que s'est créée une plate-forme commune de politique extérieure entre les radicaux et l'Union soviétique. Le programme intérieur du Front populaire est un assemblage de lieux communs qui permettent une interprétation aussi libre que le *covenant*¹ de Genève. Le sens général de ce programme est : pas de changement. Or les masses veulent que cela change et c'est en cela que réside le fond de la crise politique.

En désarmant politiquement le prolétariat, les Blum, Paul Faure, Cachin, Thorez, tiennent surtout à ce qu'il ne s'arme pas physiquement. La propagande de ces messieurs ne se distingue pas des sermons religieux sur la supériorité des principes moraux. Engels, qui enseignait que la possession du pouvoir d'État est une question de bandes armées, Marx, qui regardait l'insurrection comme un art, apparaissent aux députés, aux sénateurs et aux maires actuels du Front populaire comme des sauvages du Moyen Âge. *Le Populaire* reproduit pour la centième fois un dessin qui représente un ouvrier désarmé avec

1 Pacte, convention, avec une connotation religieuse liée à l'histoire des presbytériens d'Écosse, désignant la Société des nations. (Note de l'éditeur)

cette légende : « *Vous comprendrez que nos poings sont plus solides que vos matraques.* » Quel splendide mépris pour la technique militaire ! À cet égard, le Négus² lui-même a des vues plus avancées. Pour ces gens, les coups d'État en Italie, en Allemagne et en Autriche n'existent pas. Cesseront-ils de vanter les « poings nus » quand La Rocque leur passera les menottes ? On arrive même par moments à presque regretter de ne pouvoir infliger cette expérience à messieurs les chefs sans que les masses aient à en souffrir.

Vu sous l'angle du régime bourgeois, le Front populaire est un épisode de la rivalité entre le radicalisme et le fascisme pour gagner l'attention et les faveurs du grand capital. En fraternisant théâtralement avec les socialistes et les communistes, les radicaux veulent montrer au patron que le régime n'est pas aussi malade que les droites le prétendent ; que le danger de révolution est exagéré ; que Vaillant-Couturier lui-même a troqué son couteau contre un collier ; que, par les « révolutionnaires » apprivoisés, on peut discipliner les masses ouvrières et par conséquent sauver de la faillite le régime parlementaire.

Tous les radicaux ne croient pas à cette manœuvre ; les plus sérieux et les plus influents, Herriot en tête, préfèrent une attitude attentiste. Mais en fin de compte, eux-mêmes ne peuvent guère proposer autre chose. La crise du parlementarisme est avant tout une crise de confiance de l'électeur à l'égard du radicalisme.

Tant qu'on n'aura pas découvert le moyen de rajeunir le capitalisme, il n'existera pas de recette pour sauver le Parti radical. Celui-ci n'a le choix qu'entre différents genres de mort politique. Un succès relatif aux prochaines élections n'empêcherait pas et même ne retarderait pas bien longtemps son effondrement.

Les chefs du Parti socialiste, les politiciens les plus insouciantes de France, ne s'embarrassent pas de la sociologie du Front populaire : personne ne peut rien tirer d'intéressant des interminables monologues de Léon Blum. Quant aux communistes, qui

2 L'empereur d'Éthiopie. (Note de l'éditeur)

sont extrêmement fiers d'avoir pris l'initiative de la collaboration avec la bourgeoisie, ils présentent le Front populaire comme l'alliance du prolétariat avec les classes moyennes. Quelle parodie du marxisme ! Non, le Parti radical n'est pas le parti de la petite bourgeoisie. Il n'est pas davantage un « *bloc de la moyenne et de la petite bourgeoisie* » selon la définition de la *Pravda*. Non seulement la moyenne bourgeoisie exploite la petite bourgeoisie sur le plan économique comme sur le plan politique, mais elle est elle-même une agence du capital financier. Désigner, sous le terme neutre de « bloc », des rapports politiques hiérarchiques fondés sur l'exploitation, c'est se moquer de la réalité. Un cavalier n'est pas un bloc homme-cheval. Si le parti Herriot-Daladier a des racines dans les masses petites-bourgeoises et dans une certaine mesure jusque dans les milieux ouvriers, c'est uniquement pour les duper dans l'intérêt du régime capitaliste. Les radicaux sont le parti démocratique de l'impérialisme français. Toute autre définition est un leurre.

La crise du système capitaliste désarme les radicaux en leur enlevant les moyens traditionnels qui leur permettaient d'endormir la petite bourgeoisie. Les classes moyennes commencent à sentir, sinon à comprendre, qu'on ne sauvera pas la situation par de misérables réformes et qu'une réforme hardie du régime actuel est devenue nécessaire. Mais radicalisme et hardiesse vont ensemble comme l'eau et le feu. Le fascisme se nourrit avant tout de la méfiance croissante de la petite bourgeoisie à l'égard du radicalisme. On peut dire sans exagérer que le sort de la politique de la France ne tardera pas à se décider dans une large mesure selon la manière dont sera liquidé le radicalisme et selon que ce sera le fascisme ou le parti du prolétariat qui prendra sa succession, c'est-à-dire qui héritera de son influence sur les masses petites-bourgeoises.

Un principe élémentaire de la stratégie marxiste est que l'alliance du prolétariat avec les petites gens des villes et des campagnes doit se réaliser uniquement dans la lutte irréductible

contre la représentation traditionnelle de la petite bourgeoisie. Pour gagner le paysan à l'ouvrier, il faut le détacher du politicien radical qui l'asservit au capital financier. Contrairement à cela, le Front populaire, complot de la bureaucratie ouvrière avec les pires exploiters politiques des classes moyennes, est tout simplement capable de tuer la foi des masses dans les méthodes révolutionnaires et de les jeter dans les bras de la contre-révolution fasciste.

Aussi invraisemblable que cela paraisse, quelques cyniques essaient de justifier la politique du Front populaire en se référant à Lénine qui a, paraît-il, démontré qu'on ne pouvait se passer de « compromis » et notamment d'accords avec d'autres partis. Pour les chefs de l'Internationale communiste d'aujourd'hui, outrager Lénine est devenu une règle : ils piétinent la doctrine du fondateur du Parti bolchevique et vont ensuite à Moscou s'incliner devant son mausolée.

Lénine a commencé sa tâche dans la Russie tsariste, où non seulement les ouvriers, les paysans, les intellectuels, mais de larges milieux bourgeois combattaient l'ancien régime. Si, d'une façon générale, la politique du Front populaire avait pu avoir sa justification, il semblerait que ce fût avant tout dans un pays qui n'avait pas encore fait sa révolution bourgeoise. Messieurs les falsificateurs feraient bien d'indiquer dans quelle phase, à quel moment et dans quelles circonstances le Parti bolchevique a réalisé en Russie un semblant de Front populaire ? Qu'ils fassent travailler leurs méninges et fouillent dans les documents historiques !

Les bolcheviks ont passé des accords d'ordre pratique avec les organisations révolutionnaires petites-bourgeoises pour le transport en commun des écrits révolutionnaires, parfois pour l'organisation en commun d'une manifestation de rue ou pour riposter aux bandes de pogromistes. Lors des élections à la Douma, ils ont recouru dans certaines circonstances et au second degré à des blocs électoraux avec les mencheviks ou les socialis-

tes-révolutionnaires. C'est tout. Ni « programmes » communs, ni organismes permanents, ni renoncement à critiquer les alliés du moment. Ce genre d'accords et de compromis épisodiques, strictement limités à des buts précis – Lénine n'avait en vue que ceux-là – n'avait rien de commun avec le Front populaire, qui représente un conglomérat d'organisations hétérogènes, une alliance durable de classes différentes liées pour toute une période – et quelle période ! – par une politique et un programme communs, une politique de parade. À la première épreuve sérieuse, le Front populaire se brisera et toutes ses parties constituantes en sortiront avec de profondes lézardes. La politique du Front populaire est une politique de trahison.

La règle du bolchevisme en ce qui concerne les blocs était la suivante : marcher séparément, vaincre ensemble ! La règle des chefs de l'Internationale communiste d'aujourd'hui est devenue : marcher ensemble pour être battus séparément. Que ces messieurs se cramponnent à Staline et à Dimitrov, mais qu'ils se débrouillent pour laisser Lénine en paix.

Il est impossible de ne pas s'indigner quand on lit les déclarations de chefs vantards qui prétendent que le Front populaire a « sauvé » la France du fascisme : en réalité, cela veut dire tout simplement que nos héros affolés se sont épargné par leurs encouragements mutuels une frayeur plus grande encore. Pour combien de temps ? Entre le premier soulèvement de Hitler et son arrivée au pouvoir, il s'est écoulé dix années, marquées par des alternances de flux et de reflux. À l'époque, les Blum et les Cachin allemands ont maintes fois proclamé leur « victoire » sur le national-socialisme. Nous ne les avons pas crus et nous n'avons pas eu tort. Néanmoins cette expérience n'a rien appris aux cousins français de Wels et de Thälmann. Certes, en Allemagne, les communistes n'ont pas participé au front populaire qui groupait la social-démocratie, la bourgeoisie de gauche et le centre catholique (« alliance du prolétariat avec les classes moyennes » !). En ce temps-là, l'Internationale communiste repoussait même les

accords de combat entre organisations ouvrières contre le fascisme. Les résultats, on les connaît. Notre sympathie la plus chaleureuse pour Thälmann en tant que prisonnier des bourreaux ne peut pas nous empêcher de dire que sa politique, c'est-à-dire la politique de Staline, a plus fait pour la victoire de Hitler que la politique de Hitler lui-même. Après avoir tourné casaque, l'Internationale communiste applique aujourd'hui en France la politique bien connue de la social-démocratie allemande. Est-il vraiment si difficile d'en prévoir les résultats ?

Les prochaines élections parlementaires, quelle que soit leur issue, n'apporteront pas par elles-mêmes de changement sérieux dans la situation : en définitive, les électeurs sont priés de choisir entre un arbitre genre Laval et un arbitre genre Herriot-Daladier. Mais comme Herriot a collaboré tranquillement avec Laval et que Daladier les a soutenus tous les deux, la différence qui les sépare, mesurée à l'échelle des problèmes historiques posés, est insignifiante.

Faire croire que Herriot-Daladier sont capables de déclarer la guerre aux « deux cents familles » qui gouvernent la France, c'est duper impudemment le peuple. Les deux cents familles ne sont pas suspendues entre ciel et terre, elles constituent le couronnement organique du système du capital financier. Pour avoir raison des deux cents familles, il faut renverser le régime économique et politique au maintien duquel Herriot et Daladier ne sont pas moins intéressés que Tardieu et La Rocque. Il ne s'agit pas de la lutte de la « nation » contre quelques féodaux, comme le présente *l'Humanité*, mais de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, de la lutte de classes qui ne peut être tranchée que par la révolution. Le complot anti-ouvrier des chefs du Front populaire est devenu le principal obstacle dans cette voie.

On ne peut pas dire d'avance combien de temps encore des ministères semi-parlementaires, semi-bonapartistes continueront à se succéder en France et par quelles phases précises le pays passera au cours de la prochaine période. Cela dépendra de la

conjoncture économique nationale et mondiale, de l'atmosphère internationale, de la situation en URSS, du degré de stabilité du fascisme italien et allemand, de la marche des événements en Espagne, enfin – et ce n'est pas le moindre des facteurs – de la clairvoyance et de l'activité des éléments avancés du prolétariat français. Les convulsions du franc peuvent hâter le dénouement. Une coopération plus étroite de la France avec l'Angleterre est de nature à le retarder. De toute façon, l'agonie de la « démocratie » peut durer beaucoup plus longtemps en France que la période préfasciste Brüning-Papen-Schleicher n'a duré en Allemagne; mais elle ne cessera pas pour autant d'être une agonie. La démocratie sera balayée. La question est uniquement de savoir qui la balaira.

La lutte contre les « deux cents familles », contre le fascisme et la guerre – pour la paix, le pain, la liberté et autres belles choses – est ou bien un leurre ou bien une lutte pour renverser le capitalisme. Le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir se pose devant les travailleurs français non pas comme un objectif lointain, mais comme la tâche de la période qui s'ouvre. Or les chefs socialistes et communistes non seulement se refusent à procéder à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, mais s'y opposent de toutes leurs forces. Tout en fraternisant avec la bourgeoisie, ils traquent et expulsent les bolcheviks. Telle est la violence de leur haine de la révolution et de la peur qu'elle leur inspire ! Dans cette situation, le pire des rôles est joué par les pseudo-révolutionnaires du type Marceau Pivert qui promettent de renverser la bourgeoisie, mais avec la permission de Léon Blum !

Toute la marche du mouvement ouvrier français au cours de ces douze dernières années a mis à l'ordre du jour la nécessité de créer un nouveau parti révolutionnaire.

Chercher à deviner si les événements laisseront « suffisamment » de temps pour former le nouveau parti, c'est se livrer à la plus stérile des occupations. Les ressources de l'histoire en ce qui concerne les possibilités diverses, les formes de transition,

les étapes, les accélérations et les retards, sont inépuisables. Sous l'emprise des pires difficultés économiques, le fascisme peut prendre prématurément l'offensive et subir une défaite. Il en résulterait un répit durable. Au contraire, il peut, par prudence, adopter trop longtemps une attitude attentiste et offrir de ce fait de nouvelles chances aux organisations révolutionnaires. Le Front populaire peut se briser sur ses propres contradictions avant que le fascisme soit capable de livrer une bataille générale : il en résulterait une période de regroupements et de scissions dans les partis ouvriers et une cristallisation rapide d'une avant-garde révolutionnaire. Les mouvements spontanés des masses, à l'exemple de Toulon et de Brest, peuvent prendre une grande ampleur et créer un point d'appui solide pour le levier révolutionnaire. Enfin, même une victoire du fascisme en France qui, théoriquement, n'est pas impossible, ne signifie pas que celui-ci resterait au pouvoir un millier d'années, comme Hitler l'annonce, ni que cette victoire créerait une situation comparable à celle dont Mussolini a bénéficié. Si le crépuscule du fascisme commençait en Italie ou en Allemagne, il ne tarderait pas à s'étendre à la France. Dans l'hypothèse la moins favorable, construire un parti révolutionnaire, c'est hâter l'heure de la revanche. Les sages qui se débarrassent de cette tâche urgente en prétendant que « les conditions ne sont pas mûres » ne font que démontrer qu'ils ne sont pas eux-mêmes mûrs pour ces conditions.

Les marxistes français, comme ceux de tous les pays, doivent d'une certaine manière recommencer à zéro, mais à un degré historique plus élevé que leurs prédécesseurs. La décadence de l'Internationale communiste, plus honteuse que la décadence de la social-démocratie en 1914, gêne considérablement, au début, la marche en avant. Le recrutement des nouveaux cadres se fait avec lenteur au cours de la lutte cruelle que soutient la classe ouvrière contre le front uni de la bureaucratie réactionnaire et patriote. D'un autre côté, ces difficultés, qui ne se sont pas abattues par hasard sur le prolétariat, permettront de mieux

sélectionner et de mieux éprouver les premières phalanges du nouveau parti et de la nouvelle internationale.

Seule une infime partie des cadres de l'Internationale communiste avaient commencé leur éducation révolutionnaire au début de la guerre, avant la Révolution d'Octobre. Ceux-là, presque sans exception, se trouvent tous actuellement en dehors de la III^e Internationale. Leurs successeurs ont adhéré à la Révolution d'Octobre quand celle-ci avait déjà triomphé : c'était plus facile. Mais de cette deuxième vague elle-même, il reste peu de chose. La majeure partie des cadres actuels de l'Internationale communiste a adhéré non pas au programme bolchevique, non pas au drapeau révolutionnaire, mais à la bureaucratie soviétique. Ce ne sont pas des lutteurs, mais des fonctionnaires dociles, des aides de camp, des grooms. D'où vient que la III^e Internationale se conduit de manière si peu glorieuse dans une situation historique riche de grandioses possibilités révolutionnaires.

La IV^e Internationale se hisse sur les épaules de ses trois devancières. Elle reçoit des coups de face, de côté et par derrière. Carriéristes, poltrons et philistins n'ont rien à faire dans ses rangs. Une portion, inévitable au début, de sectaires et d'aventuriers, s'en ira au fur et à mesure que le mouvement grandira. Laissons les pédants et les sceptiques hausser les épaules au sujet des « petites » organisations qui publient de « petits » journaux et défient le monde entier. Les révolutionnaires sérieux passeront à côté d'eux avec mépris. La Révolution d'Octobre, elle aussi, avait commencé à marcher dans des souliers d'enfant...

Les puissants partis russes socialiste-révolutionnaire et menchevique qui, pendant des mois, formèrent avec les cadets un « front populaire », sont tombés en poussière sous les coups d'une « poignée de fanatiques » du bolchevisme. La social-démocratie allemande, le Parti communiste allemand et la social-démocratie autrichienne ont trouvé une mort sans gloire sous les coups du fascisme. L'époque qui va commencer pour l'humanité européenne ne laissera pas trace dans le mouve-

ment ouvrier de tout ce qui est équivoque et gangrené. Tous ces Jouhaux, Citrine, Blum, Cachin, Vandervelde, Caballero, ne sont que des fantômes. Les sections de la II^e et de la III^e Internationale quitteront la scène sans éclat les unes après les autres. Un nouveau et grandiose regroupement des rangs ouvriers est inévitable. Les jeunes cadres révolutionnaires acquerront de la chair et du sang. La victoire n'est concevable que sur la base des méthodes bolcheviques, à la défense desquelles est consacré le présent ouvrage.

Cette article est paru dans *la Lutte ouvrière*. C'était le premier numéro de ce journal édité par le POI ; il fut saisi par la police.

L'étape décisive

(5 juin 1936)

Le rythme des événements en France s'est brusquement accéléré. Auparavant, il fallait apprécier le caractère prérévolutionnaire de la situation sur la base de l'analyse théorique et de divers symptômes politiques. Maintenant, les faits parlent d'eux-mêmes. On peut dire sans exagération qu'il n'y a dans toute la France que deux partis dont les chefs ne voient, ne comprennent ou ne veulent pas voir toute la profondeur de la crise révolutionnaire : les partis « socialiste » et « communiste », auxquels on peut ajouter, assurément, les chefs syndicaux « indépendants ». Les masses ouvrières sont en train de créer, par leur action directe, une situation révolutionnaire. La bourgeoisie craint mortellement le développement des événements. Elle prend dans les coulisses, sous le nez du nouveau gouvernement, toutes les mesures nécessaires pour résister et se sauver, tromper de nouveau, écraser la classe ouvrière et préparer une sanglante revanche. Seuls les chefs « socialistes » et « communistes » continuent à bavarder sur le Front populaire comme si la lutte des classes n'avait pas déjà renversé leur méprisable château de cartes.

Blum déclare : « *Le pays a donné un mandat au Front populaire, et nous ne pouvons sortir des cadres de ce mandat.* » Blum, en réalité, trompe son propre parti et tente de tromper le prolétariat. Les staliniens, qui se nomment toujours « communistes », l'aident dans cette tâche. En fait, socialistes et communistes utilisent tous les trucs, toutes les ficelles et les nœuds coulants de la mécanique électorale pour venir à bout des masses laborieuses dans l'intérêt de l'alliance avec le radi-

calisme bourgeois. L'essence politique de la crise s'exprime dans le fait que le peuple a la nausée des radicaux et de leur III^e République. C'est ce fait que les fascistes tentent d'utiliser. Qu'ont fait socialistes et communistes ?

Ils se sont portés garants des radicaux devant le peuple, ils les ont présentés comme injustement calomniés, ils ont fait croire aux ouvriers et aux paysans que leur salut était dans un ministère Daladier. C'est à ce diapason que fut orchestrée toute leur campagne électorale. Comment les masses ont-elles répondu ? Elles ont donné aux communistes une énorme augmentation de voix et de mandats parce qu'ils figurent à l'extrême gauche. Les masses ne comprennent pas en effet tous les tournants des mercenaires de la diplomatie soviétique, car elles ne peuvent les vérifier dans leur propre expérience. Elles n'apprennent que dans l'action. Elles n'ont pas le temps d'acquérir des connaissances théoriques. Quand un million et demi d'électeurs donnent leur voix aux communistes, la majorité dit à ces derniers : « nous voulons que vous fassiez en France ce que les bolcheviks ont fait chez eux en octobre 1917 ». Telle est la volonté réelle de la partie la plus active de la population, de celle qui est capable de lutter et d'assurer l'avenir de la France. Telle est la première leçon des élections.

Les socialistes ont sensiblement maintenu le nombre de leurs voix, malgré la scission de l'important groupe néo. Dans cette question aussi, les masses ont donné à leurs « chefs » une grande leçon. Les néos voulaient à tout prix le cartel, c'est-à-dire la collaboration avec la bourgeoisie républicaine au nom du salut et de l'épanouissement de la « République ». C'est précisément sur cette ligne qu'ils se sont séparés des socialistes et se sont présentés contre eux aux élections. Or les électeurs leur ont tourné le dos, les néos se sont effondrés. Il y a deux ans, nous avions prédit que le développement politique futur tuerait d'abord les petits groupes qui gravitaient autour des radicaux. Dans le conflit entre les socialistes et les néos, les masses ont jugé et elles ont rejeté le

groupe qui proposait le plus systématiquement et le plus résolument l'alliance avec la bourgeoisie. Telle est la seconde leçon des élections. Le Parti socialiste n'est un parti ouvrier ni par sa politique ni par sa composition sociale. C'est le parti des nouvelles classes moyennes, fonctionnaires, employés, etc., partiellement celui de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière. Une analyse sérieuse des statistiques électorales démontrerait sans aucun doute que les socialistes ont cédé aux communistes une fraction importante des voix des ouvriers et des paysans pauvres et qu'ils ont en échange reçu des radicaux celles de groupes importants des classes moyennes. Cela signifie que la petite bourgeoisie se déplace des radicaux vers la gauche – vers les socialistes et les communistes – tandis que des groupes de la grande et moyenne bourgeoisie se séparent des radicaux pour aller plus à droite. Le regroupement est en train de s'opérer selon les axes des classes, et non suivant la ligne artificielle du « Front populaire ». La rapidité de la polarisation des rapports politiques souligne le caractère révolutionnaire de la crise. Telle est la troisième leçon, la leçon fondamentale.

L'électeur a par conséquent manifesté sa volonté – autant qu'il a eu la possibilité de la manifester dans la camisole de force du parlementarisme – non pas pour la politique du Front populaire, mais contre elle. Au second tour, certes, en retirant leurs candidatures en faveur des bourgeois radicaux, socialistes et communistes ont plus profondément encore altéré la volonté politique des travailleurs de France. Malgré cela, les radicaux sortent des élections les côtes rompues, ayant perdu un bon tiers de leurs sièges. *Le Temps* dit : « c'est parce qu'ils sont entrés dans un bloc avec les révolutionnaires ». Daladier réplique : « sans le Front populaire, nous aurions perdu plus ». Daladier a incontestablement raison. Si les socialistes et les communistes avaient mené une politique de classe, c'est-à-dire s'ils avaient lutté pour l'alliance des ouvriers et des éléments semi-prolétariens de la ville et du village contre la bourgeoisie dans son ensemble, y

compris son aile radicale pourrie, ils auraient eu infiniment plus de voix, et les radicaux ne seraient revenus à la Chambre qu'en nombre insignifiant.

Tous les faits politiques démontrent que, ni dans les rapports sociaux en France ni dans l'état d'esprit des masses, il n'y a d'appui pour le Front populaire. Cette politique est imposée par en haut : par la bourgeoisie radicale, par les maquignons et les affairistes socialistes, par les diplomates soviétiques et leurs laquais « communistes ». De toutes leurs forces réunies, ils font tout ce que l'on peut faire, à l'aide du plus malhonnête des systèmes électoraux, pour tromper et pour abuser politiquement les masses populaires, pour altérer leur volonté réelle. Même dans ces conditions, les masses ont su montrer qu'elles veulent, non une coalition avec les radicaux, mais le rassemblement des travailleurs contre toute la bourgeoisie.

Si des candidatures ouvrières révolutionnaires avaient été présentées au second tour dans toutes les circonscriptions où socialistes et communistes se sont désistés pour des radicaux, elles auraient recueilli un grand nombre de voix. Malheureusement, il ne s'est pas trouvé d'organisation capable d'une telle initiative. Cela montre que les groupes révolutionnaires centraux ou locaux demeurent en dehors de la dynamique des événements et préfèrent s'abstenir et s'esquiver là où il faudrait agir. C'est triste ! Mais l'orientation générale des masses est, malgré tout, parfaitement claire.

Socialistes et communistes avaient travaillé de toutes leurs forces à préparer un gouvernement Herriot ; à la rigueur, un gouvernement Blum. N'est-ce pas un vote direct contre la politique du Front populaire ?

Peut-être faut-il encore des preuves supplémentaires ? La manifestation à la mémoire des communards a, semble-t-il, dépassé cette année toutes les manifestations populaires qu'avait jamais vues Paris auparavant. Les radicaux n'avaient et ne pouvaient avoir le moindre rapport avec cette manifestation.

Les masses laborieuses de Paris, avec un sûr instinct politique, ont montré qu'elles sont prêtes à être deux fois plus nombreuses là où elles ne sont pas obligées de subir la fraternisation qui leur répugne entre leurs chefs et les exploiters bourgeois. La puissance de la manifestation du 24 mai est le désaveu le plus convaincant et le plus indiscutable du Paris ouvrier à la politique du Front populaire.

Mais, dira-t-on, sans le Front populaire, la Chambre, dans laquelle socialistes et communistes n'ont, malgré tout, pas la majorité, ne serait pas gouvernable, et les radicaux – catastrophe ! – seraient rejetés « dans les bras de la réaction ». Raisonnablement bien digne des philistins poltrons qui se trouvent à la tête des partis socialiste et communiste. Le fait que la Chambre ne soit pas gouvernable est précisément la conséquence inévitable du caractère révolutionnaire de la crise. On a réussi à le dissimuler par toute une série de fourberies politiques, mais demain le révélera avec éclat. Afin de ne pas pousser les radicaux, réactionnaires jusqu'à la moelle de leurs os, il faut s'unir avec eux pour défendre le capital : c'est en cela et en cela seulement que réside la mission du Front populaire. Mais les ouvriers sauront l'empêcher.

La Chambre n'est pas gouvernable parce que la crise actuelle n'ouvre aucune issue parlementaire. Là aussi, les masses travailleuses françaises, avec le sûr instinct révolutionnaire qui les caractérise, ont, sans se tromper, saisi ce trait important de la situation. À Toulon et à Brest, elles ont tiré les premiers signaux d'alarme. Les protestations des soldats contre le « rabiote » – la prolongation du service militaire – représentaient la forme d'action directe des masses la plus dangereuse pour l'ordre bourgeois. Dans les journées enfin où le congrès socialiste acceptait à l'unanimité – y compris le phraseur Marceau Pivert – le mandat du Front populaire et le remettait à Léon Blum, dans les journées où Blum se regardait de tous les côtés dans la glace, faisait des gestes pré-gouvernementaux, poussait des exclamations

prégouvernementales et les commentait dans des articles où il s'agissait toujours de Blum, et jamais du prolétariat, précisément dans ces journées, une vague magnifique de grèves, véritablement printanière, a déferlé sur la France. Ne trouvant pas de direction, les ouvriers, avec hardiesse et assurance, ont occupé les usines après avoir arrêté le travail.

Le nouveau gendarme du capital, Salengro, a déclaré, avant même d'avoir pris le pouvoir, absolument comme l'aurait fait Herriot ou Laval, Tardieu ou La Rocque, qu'il défendrait « l'ordre contre l'anarchie ». Cet individu appelle ordre l'anarchie capitaliste et anarchie la lutte pour l'ordre socialiste. L'occupation, bien qu'encore pacifique, des fabriques et des usines par les ouvriers, a, en tant que symptôme, une énorme importance. Les travailleurs disent : « nous voulons être les maîtres dans les établissements où nous n'avons jusqu'à maintenant été que des esclaves ».

Lui-même mortellement effrayé, Léon Blum veut faire peur aux ouvriers et dit : « je ne suis pas Kerensky ; et, en France, après Kerensky, ce n'est pas Lénine qui viendrait, mais quelqu'un d'autre ». On peut supposer, bien sûr, que le Kerensky de Russie avait compris la politique de Lénine ou qu'il avait prévu sa venue au pouvoir. En fait, exactement comme Blum, Kerensky essayait de faire croire aux ouvriers qu'au cas où il serait renversé, ce ne serait pas le bolchevisme qui viendrait au pouvoir, mais « quelqu'un d'autre ». Et précisément, là où Blum cherche à se distinguer de Kerensky, il l'imité servilement. Il est impossible, pourtant, de ne pas reconnaître que, dans la mesure où l'affaire dépend de Blum, c'est au fascisme qu'il fraye en réalité la voie, non au prolétariat.

Plus criminelle et plus infâme que tout est, dans cette situation, la conduite des communistes : ils ont promis de soutenir à fond le gouvernement Blum sans y entrer. « Nous sommes de trop terribles révolutionnaires, disent Cachin et Thorez ; nos collègues radicaux pourraient en mourir d'effroi, il vaut mieux que

nous nous tenions à l'écart. » Le ministérialisme dans les coulisses est dix fois pire que le ministérialisme ouvert et déclaré. En fait, les communistes veulent conserver leur indépendance extérieure pour pouvoir d'autant mieux assujettir les masses ouvrières au Front populaire, c'est-à-dire à la discipline du capital. Mais, là aussi, la lutte des classes fait obstacle. La simple et honnête grève de masse détruit impitoyablement la mystique et la mystification du Front populaire. Le coup qu'il a reçu est mortel, il est dès maintenant condamné.

Il n'existe aucune issue sur la voie parlementaire. Blum ne peut inventer la poudre car il la craint trop. Les machinations à venir du Front populaire ne peuvent que prolonger l'agonie du parlementarisme et donner à La Rocque un délai pour se préparer à un nouveau coup, plus sérieux... si les révolutionnaires ne le devancent pas.

Après le 6 février 1934, quelques camarades impatients pensaient que le dénouement allait venir « demain », et que pour cette raison il fallait immédiatement faire quelque miracle. Une telle « politique » ne pouvait rien donner, sinon des aventures et des zigzags qui ont extraordinairement entravé le développement du parti révolutionnaire. On ne peut pas rattraper le temps perdu. Mais il ne faut plus désormais perdre le temps, car il en reste peu. Même aujourd'hui, nous ne fixerons pas de délai. Mais, après la grande vague de grèves, les événements ne peuvent se développer que vers la révolution ou vers le fascisme. L'organisation qui ne trouvera pas appui dans le mouvement gréviste actuel, qui ne saura pas se lier étroitement aux ouvriers en lutte, est indigne du nom d'organisation révolutionnaire. Ses membres feraient mieux de se chercher une place dans les hospices ou dans les loges maçonniques – avec la protection de M. Pivert !

En France, il existe d'assez nombreux messieurs des deux sexes, ex-communistes, ex-socialistes, ex-syndicalistes, qui vivent en groupes et en cliques, échangent entre quatre murs leurs impressions sur les événements et pensent que le moment

n'est pas venu de leur participation éclairée : « il est encore trop tôt ». Quand viendra La Rocque, ils diront : « il est maintenant trop tard ». Des raisonneurs stériles de ce genre sont nombreux, en particulier dans l'aile gauche du syndicat des instituteurs. Ce serait le plus grand crime de perdre pour ce public ne fût-ce qu'une minute. Que les morts enterrent les morts !

Le sort de la France ne se décide maintenant ni au Parlement, ni dans les salles de rédaction des journaux conciliateurs, réformistes et staliniens, ni dans les cercles de sceptiques, de geignards et de phraseurs. Le sort de la France se décide dans les usines qui ont su, par l'action, montrer la voie, l'issue, de l'anarchie capitaliste vers l'ordre socialiste. La place des révolutionnaires est dans les usines !

Le dernier congrès de l'Internationale communiste, dans sa cuisine éclectique, a juxtaposé la coalition avec les radicaux et la création de comités d'action de masse, c'est-à-dire de soviets embryonnaires. Dimitrov et ses inspirateurs s'imaginent qu'on peut combiner collaboration et lutte des classes, bloc avec la bourgeoisie et lutte pour le pouvoir du prolétariat, amitié avec Daladier et construction des soviets. Les staliniens français ont baptisé les comités d'action « comités de Front populaire », s'imaginant qu'ils conciliaient ainsi la lutte révolutionnaire avec la défense de la démocratie bourgeoise. Les grèves actuelles sont en train de mettre en pièces cette pitoyable illusion. Les radicaux ont peur des comités. Les socialistes ont peur de la peur des radicaux. Les communistes ont peur de la peur des uns et des autres. Le mot d'ordre des comités ne peut être abordé que par une véritable organisation révolutionnaire, absolument dévouée aux masses, à leur cause, à leur lutte. Les ouvriers français viennent de montrer de nouveau qu'ils sont dignes de leur réputation historique. Il faut leur faire confiance. Les soviets sont toujours nés des grèves. La grève de masse est l'élément naturel de la révolution prolétarienne. Les comités d'action ne peuvent actuellement rien faire d'autre que les comités de grévistes qui

occupent les entreprises. D'atelier en atelier, d'usine en usine, de quartier en quartier, de ville en ville, les comités d'action doivent établir entre eux une liaison étroite, se réunir en conférences par ville, par branche de production, par arrondissement, afin de couronner le tout par un congrès de tous les comités d'action de France. C'est cela qui sera le nouvel ordre, celui qui doit remplacer l'anarchie actuelle.

Cet article du 9 juin 1936 est paru dans *La Lutte ouvrière* du 18 juin 1936. Le sous-titre est de Léon Trotsky mais n'apparaissait pas dans l'édition originale.

La révolution française a commencé

(9 juin 1936)

Les soviets partout ? D'accord. Mais il est temps de passer des paroles aux actes

Jamais la radio n'a été aussi précieuse que ces derniers jours. Elle donne la possibilité de suivre, d'un lointain village de Norvège, les battements du poulx de la révolution française. Il serait d'ailleurs plus exact de dire : le reflet de ces battements dans la conscience et dans la voix de messieurs les ministres, les secrétaires syndicaux et autres chefs mortellement effrayés.

Les mots de « révolution française » peuvent paraître exagérés. Mais non ! ce n'est pas une exagération. C'est précisément ainsi que naît la révolution. En général même, elle ne peut pas naître autrement. La révolution française a commencé.

Léon Jouhaux, à la suite de Léon Blum, assure à la bourgeoisie qu'il s'agit d'un mouvement purement économique, dans les cadres stricts de la loi. Sans doute les ouvriers sont-ils pendant la grève les maîtres des usines et établissent-ils leur contrôle sur la propriété et son administration.

Mais on peut fermer les yeux sur ce regrettable « détail ». Dans l'ensemble, ce sont « des grèves économiques, et non politiques », affirment messieurs les chefs. C'est pourtant sous l'effet de ces grèves « non politiques » que toute la situation du pays est en train de changer radicalement. Le gouvernement décide

d'agir avec une promptitude à laquelle il ne songeait pas la veille, puisque, selon Léon Blum, la force véritable sait être patiente ! Les capitalistes font preuve d'un esprit d'accommodement parfaitement inattendu. Toute la contre-révolution en attente se cache derrière le dos de Blum et de Jouhaux. Et ce miracle serait produit par... de simples grèves « corporatives » ? Que serait-ce si les grèves avaient eu un caractère politique ?

Mais non, les chefs énoncent une contre-vérité. La corporation embrasse les ouvriers d'une même profession, les distinguant et les séparant des autres. Le trade-unionisme et le syndicalisme réactionnaire font tous les efforts pour maintenir le mouvement ouvrier dans des cadres corporatifs. C'est là la base de la dictature de fait que la bureaucratie syndicale exerce sur la classe ouvrière – la pire de toutes ! – avec la dépendance servile de la clique Jouhaux-Racamond à l'égard de l'État capitaliste. L'essence du mouvement actuel réside précisément dans le fait qu'il brise les cadres corporatifs, professionnels ou locaux, en élevant au-dessus d'eux les revendications, les espoirs, la volonté de tout le prolétariat. Le mouvement prend le caractère d'une épidémie. La contagion s'étend d'usine en usine, de corporation en corporation, de quartier en quartier. Toutes les couches de la classe ouvrière se répondent, pour ainsi dire, l'une à l'autre. Les métallurgistes ont commencé : ils sont l'avant-garde. Mais la force du mouvement réside dans le fait qu'à peu de distance de l'avant-garde suivent les lourdes réserves de la classe, y compris les professions les plus diverses, puis son arrière-garde, que, d'ordinaire, messieurs les chefs parlementaires et syndicaux oublient complètement. Ce n'est pas pour rien si *le Peuple* reconnaissait ouvertement que l'existence de plusieurs catégories particulièrement mal payées de la population parisienne avait été pour lui une révélation « inattendue »... Or c'est précisément dans les profondeurs de ces couches les plus exploitées que se cachent d'interminables sources d'enthousiasme, de dévouement, de courage. Le fait même qu'elles soient en train de s'éveiller est le signe infaillible d'un grand

combat. Il faut à tout prix trouver accès à ces couches.

S'arrachant aux cadres corporatifs et locaux, le mouvement gréviste est devenu redoutable non seulement pour la société bourgeoise, mais aussi pour ses propres représentants parlementaires ou syndicaux, qui sont, actuellement, avant tout préoccupés de ne pas voir la réalité. Selon la légende, à la question de Louis XVI : « *Mais c'est une révolte ?* », un de ses courtisans répondit : « *Non, sire, c'est une révolution* ». Actuellement, à la question de la bourgeoisie : « *c'est une révolte ?* » ses courtisans répondent : « non, ce ne sont que des grèves corporatives ». En rassurant les capitalistes, Blum et Jouhaux se rassurent eux-mêmes. Mais les paroles ne peuvent rien. Certes, au moment où ces lignes paraîtront, la première vague peut s'être apaisée. La vie rentrera apparemment dans son ancien lit. Mais cela ne change rien au fond. Ce qui s'est passé, ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution.

Toute l'expérience passée de la classe ouvrière, son histoire d'exploitation, de malheurs, de luttes, de défaites, revit sous le choc des événements et s'élève dans la conscience de chaque prolétaire, même du plus arriéré, le poussant dans les rangs communs. Toute la classe est entrée en mouvement. Il est impossible d'arrêter par des paroles cette masse gigantesque. La lutte doit aboutir, soit à la plus grande des victoires soit au plus terrible des écrasements.

Le Temps a appelé la grève les « *grandes manœuvres de la révolution* ». C'est infiniment plus sérieux que ce que disent Blum et Jouhaux. Mais la définition du *Temps* est aussi inexacte, car elle est, en un sens, exagérée. Des manœuvres supposent l'existence d'un commandement, d'un état-major, d'un plan. Il n'y a rien eu de tel dans la grève. Les centres des organisations ouvrières, le Parti communiste compris, ont été pris à l'improviste. Tous craignent avant tout que la grève ne dérange leurs

plans. La radio transmet de Cachin cette phrase remarquable : « *Nous sommes, les uns et les autres, devant le fait de la grève.* » En d'autres termes, la grève est notre malheur commun. Par ces paroles le sénateur cherche à convaincre les capitalistes, en les inquiétant, qu'il leur faut faire des concessions s'ils ne veulent pas aggraver la situation. Les secrétaires parlementaires et syndicaux, qui s'adaptent à la grève avec l'intention de l'étouffer le plus tôt possible, sont en réalité en dehors de la grève, s'agitent en l'air, et ne savent pas eux-mêmes s'ils retomberont sur leurs pieds ou sur la tête. La masse qui vient de s'éveiller n'a pas encore d'état-major révolutionnaire.

Le véritable état-major est chez l'ennemi de classe, et il ne coïncide nullement avec le gouvernement Blum quoiqu'il s'en serve fort habilement. La réaction capitaliste joue actuellement un gros jeu, extrêmement risqué, mais elle le joue savamment. Elle joue en ce moment à qui perd gagne : « cédon aujourd'hui à toutes ces désagréables revendications qui ont été approuvées en commun par Blum, Jouhaux et Daladier. De la reconnaissance du principe à la réalisation du fait, il y a encore beaucoup de chemin. Il y a la Chambre des députés, il y a le Sénat, il y a l'administration : ce sont d'excellentes machines d'obstruction. Les masses manifesteront de l'impatience et tenteront de serrer plus fort. Daladier se séparera de Blum. Thorez tentera de se détacher à gauche. Blum et Jouhaux se sépareront des masses. Alors, nous nous rattraperons, et avec usure, des concessions actuelles. » Ainsi raisonne le véritable état-major de la contre-révolution, les fameuses « deux cents familles » et leurs stratèges mercenaires. Elles agissent selon un plan. Et ce serait une légèreté que de dire que leur plan n'a aucune base solide. Non, avec l'aide de Blum, de Jouhaux et de Cachin, la contre-révolution peut arriver au but.

Le fait que le mouvement des masses atteint, sous cette forme improvisée, des dimensions si grandioses et qu'il a des conséquences politiques aussi gigantesques souligne on ne peut mieux le caractère profond, organique, véritablement révolutionnaire

de la vague de grèves. C'est en cela que réside le gage de la durée du mouvement, de sa ténacité, de l'inéluctabilité d'une série de vagues nouvelles, toujours plus amples. Sans cela, la victoire ne serait pas possible. Mais rien de cela non plus ne suffit pour vaincre. Contre l'état-major et les plans des « deux cents familles », il faut un état-major et un plan de la révolution prolétarienne. Ni l'un ni l'autre n'existent encore, mais ils peuvent être créés, car toutes les prémisses et tous les éléments d'une nouvelle cristallisation des masses sont là, sous nos yeux.

Le déclenchement de la grève est provoqué, dit-on, par les « espoirs » que suscite le gouvernement de Front populaire. Ce n'est là qu'un quart de la vérité, et même moins. S'il ne s'était agi que de pieux espoirs, les ouvriers n'auraient pas couru le risque de la lutte. Ce qui s'exprime avant tout dans la grève, c'est la méfiance ou tout au moins le manque de confiance des ouvriers, sinon dans la bonne volonté du gouvernement, du moins dans sa capacité à briser les obstacles et à venir à bout des tâches qui l'attendent. Les prolétaires veulent « aider » le gouvernement, mais à leur façon, à leur façon prolétarienne. Assurément, ils n'ont pas encore pris conscience de leur force. Mais ce serait les caricaturer grossièrement que de présenter les choses comme si la masse n'était inspirée que par des « espoirs » en Blum. Il ne lui est certes pas facile de rassembler ses idées sous la tutelle des vieux chefs qui s'efforcent de la faire rentrer, le plus vite possible, dans la vieille ornière de l'esclavage et de la routine. Malgré tout, le prolétariat ne reprend pas l'histoire au commencement. La grève a toujours et partout fait apparaître à la surface les ouvriers les plus conscients et les plus hardis. C'est à eux qu'appartient l'initiative. Ils agissent encore prudemment, tâtant le terrain. Les détachements les plus avancés s'efforcent de ne pas se couper en avançant trop vite, de ne pas s'isoler. L'écho amical qui leur vient de l'arrière leur donne courage. L'écho que se font les unes aux autres les différentes fractions de la classe constitue comme un essai d'automobilisation. Le prolétariat lui-même a le plus

grand besoin de cette manifestation de sa propre force. Les succès pratiques qu'il a obtenus, quelque incertains qu'ils soient en eux-mêmes, doivent élever de façon extraordinaire la confiance des masses en elles-mêmes, surtout dans leurs couches les plus arriérées et les plus opprimées.

La principale conquête de la première vague réside dans le fait que des chefs sont apparus dans les ateliers et les usines. Les éléments d'états-majors locaux et de quartier sont apparus. La masse les connaît. Ils se connaissent. Les véritables révolutionnaires chercheront la liaison avec eux. Ainsi la première auto-mobilisation de la masse a marqué et en partie désigné les premiers éléments d'une direction révolutionnaire. La grève a secoué, ranimé, renouvelé dans son ensemble le gigantesque organisme de la classe. La vieille écaille organisationnelle est encore loin d'avoir disparu, et elle se maintient, au contraire, avec pas mal d'obstination. Mais, dessous, apparaît déjà une nouvelle peau.

Sur le rythme des événements qui vont sans doute s'accélérer, nous ne dirons rien maintenant. Seules sont possibles encore des suppositions et des conjectures. La seconde vague, son déclenchement, sa tension permettront sans aucun doute d'établir un pronostic plus concret qu'il n'est actuellement possible de le faire. Mais une chose est claire d'avance : la seconde vague sera loin d'avoir le même caractère pacifique, presque débonnaire, printanier, que la première. Elle sera plus mûre, plus tenace et plus âpre, car elle sera provoquée par la déception des masses devant les résultats pratiques de la politique du Front populaire et de leur première offensive. Des fissures se produiront dans le gouvernement, comme au sein de la majorité à la Chambre. La contre-révolution prendra du coup de l'assurance et deviendra plus insolente. Il ne faut pas s'attendre à de nouveaux succès fragiles. Placées en face du danger de perdre ce qu'elles croyaient avoir conquis, devant la résistance croissante de l'ennemi, devant la confusion et la débandade de la direction officielle, les masses

sentiront de façon brûlante la nécessité d'avoir un programme, une organisation, un plan, un état-major. C'est à cette situation qu'il faut se préparer et qu'il faut préparer les ouvriers avancés. Dans l'atmosphère de la révolution, la rééducation de la masse, la sélection et la trempe des cadres s'effectueront rapidement.

Un état-major révolutionnaire ne peut naître de combinaisons de sommets. L'organisation de combat ne coïnciderait pas avec le parti, même s'il existait en France un parti révolutionnaire de masse, car le mouvement est incomparablement plus large qu'un parti. L'organisation de combat ne peut pas non plus coïncider avec les syndicats, qui n'embrassent qu'une partie insignifiante de la classe et sont soumis à une bureaucratie archi-réactionnaire. La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus arrêtée. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire. Il n'est pas besoin ici d'inventer des formes nouvelles : il y a des précédents historiques. Les ateliers et les usines élisent leurs députés, qui se réunissent pour élaborer en commun les plans de la lutte et pour la diriger. Il n'y a même pas à inventer de nom pour une telle organisation : ce sont les soviets de députés ouvriers.

Le gros des ouvriers révolutionnaires marche aujourd'hui derrière le Parti communiste. Plus d'une fois dans le passé, ils ont crié : « les soviets partout ! » et la majorité a sans doute pris ce mot d'ordre au sérieux. Il fut un temps où nous pensions qu'il n'était pas opportun, mais, aujourd'hui, la situation a changé du tout au tout. Le puissant conflit des classes va vers son redoutable dénouement. Celui qui hésite et qui perd du temps est un traître. Il faut choisir entre la plus grande des victoires historiques et la plus terrible des défaites. Il faut préparer la victoire. « Les soviets partout » ? D'accord. Mais il est temps de passer des paroles aux actes !

Préface à *Où va la France ?*

(10 juin 1936)

Cette brochure est formée d'articles écrits à des moments divers des deux dernières années et demie. Pour parler plus précisément : de l'offensive de la coalition fasciste bonapartiste royaliste du 6 février 1934 à la grandiose grève de masse de fin mai-début juin 1936. Quelle grandiose amplitude politique ! Les chefs du Front populaire sont assurément enclins à attribuer le mérite du déplacement qui s'est produit vers la gauche à la sagesse et à la clairvoyance de leur politique. Mais il n'en est rien. Le cartel tripartite s'est révélé un facteur de troisième ordre dans la marche de la crise politique. Communistes, socialistes et radicaux n'ont rien prévu ni rien dirigé : ils ont subi les événements. Le coup, inattendu pour eux, du 6 février 1934 les a forcés, contrairement à leurs mots d'ordre et doctrines de la veille, à chercher leur salut dans une alliance les uns avec les autres. La grève de mai-juin 1936, non moins inattendue, porte à ce rassemblement parlementaire un coup mortel. Ce qui peut apparaître à un regard superficiel comme l'apogée du Front populaire est en réalité son agonie.

Du fait que les différentes parties de cette brochure ont été rédigées à des dates différentes, reflétant les différentes étapes de la crise que traverse la France, le lecteur trouvera dans ces pages d'inévitables répétitions. Les supprimer aurait signifié détruire complètement la construction de chacune des parties et, ce qui est beaucoup plus important, enlever à tout le travail sa dynamique, laquelle reflète la dynamique des événements eux-mêmes. L'auteur a préféré conserver les répétitions. Elles peuvent même ne pas manquer d'utilité pour le lecteur. Nous vivons à une époque de liquidation générale du marxisme dans les sommets officiels du mouvement ouvrier. Les préjugés les plus vulgaires

servent actuellement de doctrine officielle aux chefs politiques et syndicaux de la classe ouvrière française. Au contraire, la voix du réalisme révolutionnaire résonne dans cette acoustique officielle comme la voix du « sectarisme ». Il faut avec d'autant plus d'insistance répéter et répéter encore les vérités fondamentales de la politique marxiste devant les ouvriers avancés.

Dans telle ou telle affirmation particulière de l'auteur, le lecteur trouvera peut-être certaines contradictions. Nous ne les avons pas écartées. En fait, ces prétendues contradictions proviennent seulement du fait qu'on a souligné différents aspects d'un seul et même phénomène à diverses étapes du processus. Dans l'ensemble, il nous semble que cette brochure a supporté l'épreuve des événements, et qu'elle pourra peut-être faciliter leur compréhension.

Les journées de grande grève auront sans aucun doute le mérite de renouveler l'atmosphère stagnante, putride, des organisations ouvrières, en la purifiant des miasmes du réformisme et du patriotisme, des genres « socialiste », « communiste » ou « syndicaliste ». Bien entendu cela n'arrivera pas d'un seul coup, ni de soi-même. Nous allons au-devant d'une lutte idéologique opiniâtre sur la base d'une âpre lutte de classe. Mais la marche future de la crise démontrera que seul le marxisme permet de se retrouver à temps dans la texture des événements et de prévoir leur développement futur.

Les journées de février 1934 ont marqué la première offensive sérieuse de la contre-révolution unie. Les journées de mai-juin 1936 constituent le signe de la première et puissante vague de la révolution prolétarienne. Ces deux jalons marquent deux voies possibles : la voie italienne et la voie russe. La démocratie parlementaire, au nom de laquelle agit le gouvernement Blum, sera réduite en poudre entre deux puissantes meules. Quelles que soient les prochaines étapes, les combinaisons et regroupements transitoires, les flux et reflux momentanés, les épisodes tactiques, il n'y a plus dorénavant de choix qu'entre le fascisme et la révolution prolétarienne. Tel est le sens du présent travail.

Ce texte a été écrit le 3 juillet 1936 et publié pour la première fois dans *la Lutte Ouvrière* datée du 5 août 1936.

[La nouvelle montée et les tâches de la IV^e Internationale]¹

(3 juillet 1936)

1. Les grèves de juin ont ouvert une période nouvelle dans le développement interne de la France et de la Belgique. Elles provoqueront sans aucun doute non seulement une exacerbation ultérieure de la lutte de classe dans ces pays, mais aussi, à terme, des mouvements de masse dans la plus grande partie de l'Europe, y compris la Grande-Bretagne, et peut-être même hors d'Europe. Ainsi la révolution espagnole est-elle sortie de son isolement.

2. Les grèves de juin ont montré quelle exaspération et quelle volonté de combat se sont accumulées, sous l'apparence trompeuse de la passivité, au sein des masses prolétariennes des villes et des campagnes. Elles ont mis au jour enfin l'extrême instabilité de l'ensemble du régime, le manque de confiance des classes dirigeantes dans leurs propres forces, leurs perpétuelles oscillations entre Léon Blum et La Rocque, ces trois conditions : volonté de lutte de l'ensemble du prolétariat, mécontentement profond des couches inférieures de la petite bourgeoisie, confusion dans le camp du capital financier, constituent les prémisses fondamentales de la révolution prolétarienne.

3. L'offensive militante des masses a revêtu, cette fois encore, la forme de la grève générale. Les revendications partielles, corporatives, importantes en elles-mêmes, ont constitué, au lende-

1 Trotsky n'avait pas donné de titre à ce texte. Celui qui figure ici lui a été attribué lors de son édition par les Études et documentation internationales (EDI). (Note de l'éditeur)

main d'une longue période d'immobilité, le moyen par lequel les masses les plus larges ont pu se dresser et s'unir contre la bourgeoisie et son État.

Une grève générale ouvrant une période de combats révolutionnaires ne peut pas ne pas combiner en elle les revendications corporatives et partielles, et les tâches générales, bien que peu clairement formulées encore, de l'ensemble de la classe. C'est dans cette combinaison que réside sa force et que se trouve la garantie de la jonction entre l'avant-garde et les réserves profondes de la classe.

4. Notre section française, au cours des dernières années, a placé la grève générale au centre de sa propagande. Contrairement à tous les autres partis ou groupes qui parlent au nom de la classe ouvrière, les bolcheviques-léninistes français ont apprécié à temps la situation comme prérévolutionnaire, ont correctement compris l'importance, en tant que symptômes, des explosions grévistes de Brest et de Toulon, et, en dépit des attaques incessantes des opportunistes (SFIO, PC, CGT) et de l'opposition des centristes (Marceau Pivert, etc.), ont préparé à la grève générale par leur agitation. Dans un sol fertile, une poignée de grains donne une belle moisson. Ainsi, dans ces conditions de crise sociale et d'exaspération des masses, une organisation petite, pauvre en moyens matériels, mais armée de mots d'ordre justes, a exercé une influence indiscutable sur le cours des événements révolutionnaires. La furieuse campagne menée contre les bolcheviques-léninistes par l'ensemble de la presse, capitaliste, social-démocrate, stalinienne et syndicaliste, ainsi que la répression de la police et des juges de Léon Blum, confirment de l'extérieur cette vérité.

5. Pas une seule des organisations ouvrières officielles, ni en France ni en Belgique, ne désirait la lutte. Les grèves ont éclaté contre la volonté des dirigeants des syndicats et des deux partis. Ce n'est que placés devant le fait accompli que les dirigeants officiels ont « reconnu » la grève pour mieux l'étrangler. Pourtant,

il ne s'est agi encore que d'un mouvement relativement « pacifique », sous le drapeau de revendications partielles. Peut-on, même un instant, douter que, lorsqu'il s'agira de la lutte ouverte pour le pouvoir, les appareils de la II^e et de la III^e Internationales, comme ce fut le cas pour les partis des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks russes en 1917, se mettront entièrement au service de la bourgeoisie contre le prolétariat ? La nécessité d'une nouvelle internationale, en tant que parti mondial de la révolution socialiste, est à nouveau démontrée de façon irréfutable par les événements de France et de Belgique.

6. Néanmoins, la conséquence directe et immédiate de la grande vague gréviste de juin est la croissance exceptionnellement rapide des vieilles organisations. Ce fait est historiquement tout à fait compréhensible. C'est ainsi que mencheviks et socialistes-révolutionnaires se sont fébrilement développés au lendemain de la Révolution de février 1917, dont, en tant que sociaux-patriotes, ils n'avaient pas voulu, et que la social-démocratie allemande s'est très vite gonflée au lendemain de la révolution de novembre 1918, qui s'était produite contre sa volonté. Avant d'étaler leur faillite sous les yeux de la classe ouvrière tout entière, les partis opportunistes donnent asile pour un temps aux masses les plus larges. La croissance rapide du Parti socialiste, et surtout du Parti « communiste » en France constituent aujourd'hui un symptôme sûr de l'existence d'une crise révolutionnaire dans ce pays et préparent en même temps la crise mortelle des partis de la II^e et de la III^e Internationales.

La croissance rapide et sans précédent des syndicats en France n'est pas moins significative. Tout en accroissant en apparence le poids et l'importance de l'état-major syndical unifié réformiste-stalinien (Jouhaux, Racamond), l'afflux de millions d'ouvriers et d'employés nouveaux sape en réalité le fondement même de l'appareil syndical conservateur.

7. Les grands mouvements de masse constituent les meilleurs bancs d'essai pour la vérification des théories et des program-

mes. Les grèves de juin démontrent à quel point sont fausses les théories ultra-gauches et sectaires suivant lesquelles les syndicats auraient « fait leur temps » et devraient être remplacés par d'autres organisations, ou suivant lesquelles il faudrait maintenant construire des syndicats nouveaux, « authentiques », à côté des vieux syndicats conservateurs. En fait, dans une période révolutionnaire, la lutte pour les revendications économiques et pour une législation sociale ne s'arrête pas, mais, tout au contraire, prend une ampleur sans précédent. Les centaines de milliers et les millions d'ouvriers qui ont afflué dans les syndicats y brisent la routine, ébranlent l'appareil conservateur, permettent au parti révolutionnaire de construire ses fractions à l'intérieur des syndicats, d'y conquérir de l'influence et de lutter avec succès pour le rôle dirigeant dans le mouvement syndical. Un parti révolutionnaire qui serait incapable de mener systématiquement et avec succès un travail au sein des organisations syndicales serait bien plus incapable encore de créer ses propres syndicats. Toutes les tentatives de ce genre sont vouées à l'échec.

8. Contrairement aux affirmations des dirigeants de la II^e et de la III^e Internationales, le capitalisme d'aujourd'hui n'est d'ores et déjà plus capable ni de donner du travail à tous les ouvriers ni d'élever le niveau de vie des travailleurs. Le capital financier fait retomber le coût des réformes sociales sur le dos des ouvriers eux-mêmes et sur celui de la petite bourgeoisie, à travers les hausses des prix, l'inflation, ouverte ou masquée, les impôts, etc. L'essence de l'actuel « étatismisme », de l'intervention de l'État – dans les pays démocratiques comme dans les pays fascistes –, consiste à sauver le capitalisme pourrissant en abaissant le niveau de vie et le niveau culturel du peuple. Il n'existe pas d'autre méthode possible sur la base de la propriété privée. Les programmes des Fronts populaires, en France et en Espagne, et celui de la coalition belge ne constituent qu'un mirage délibérément voulu, une tromperie manifeste, préparent aux masses ouvrières une nouvelle désillusion.

9. La situation tout à fait désespérée de la petite bourgeoisie dans les conditions du capitalisme pourrissant conduit à ce que – contrairement aux honteuses théories de l'« harmonie sociale » de Léon Blum, Vandervelde, Dimitrov, Cachin et consorts – toute réforme sociale en faveur du prolétariat – déjà en soi trompeuse et instable – accélère la ruine des petits propriétaires des villes et des campagnes, et les pousse dans les bras du fascisme. Une alliance sérieuse, profonde et durable du prolétariat avec les masses petites-bourgeoises, contrairement aux combinaisons parlementaires avec les exploiters radicaux de la petite bourgeoisie, n'est possible que sur la base d'un programme révolutionnaire, c'est-à-dire de la prise du pouvoir par le prolétariat et d'une révolution au bénéfice de tous les travailleurs dans les rapports de propriété. Le « Front populaire », en tant que coalition avec la bourgeoisie, constitue un frein pour la révolution et une soupape de sûreté pour l'impérialisme.

10. Le premier pas vers une alliance avec la petite bourgeoisie est la rupture du bloc avec les radicaux bourgeois en France et en Espagne, avec les catholiques et les libéraux en Belgique, etc. Il faut expliquer cette vérité, sur la base de l'expérience, à chaque ouvrier socialiste et communiste. C'est là la tâche centrale du moment. La lutte contre le réformisme et le stalinisme est à l'étape actuelle essentiellement la lutte contre le bloc avec la bourgeoisie. Pour l'unité honnête des travailleurs, contre l'unité malhonnête avec les exploiters ! Les bourgeois hors du Front populaire ! À bas les ministres capitalistes !

11. On ne peut actuellement qu'émettre des hypothèses quant au rythme des développements révolutionnaires à venir. C'est dans des conditions exceptionnelles (la défaite dans la guerre, la question paysanne, le Parti bolchevique) que la Révolution russe a réalisé son ascension en huit mois, de la chute de l'absolutisme jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat. Pourtant, y compris pendant cette brève période, elle a connu la manifestation armée d'avril, la défaite de juillet à Pétrograd et la tentative de coup

d'État contre-révolutionnaire de Kornilov en août. La révolution espagnole dure déjà depuis cinq ans, avec des flux et des reflux. Au cours de cette période, les ouvriers et les paysans pauvres d'Espagne ont manifesté un instinct politique si magnifique, déployé tant d'énergie, de dévouement, d'héroïsme, que le pouvoir d'État aurait été depuis longtemps entre leurs mains si leur direction avait tant soit peu correspondu à la situation politique et aux qualités militantes du prolétariat. Les véritables sauveurs du capitalisme espagnol ont été et restent non pas Zamora, ni Azana, ni Gil-Robles, mais les dirigeants socialistes, communistes et anarchistes des organisations ouvrières.

12. Il en est de même actuellement en France et en Belgique. Si le parti de Léon Blum avait été réellement socialiste, il aurait pu, en prenant appui sur la grève générale, renverser la bourgeoisie en juin, presque sans guerre civile, avec le minimum de perturbation et de sacrifices. Mais le parti de Blum est un parti bourgeois, le frère cadet du radicalisme pourri. Et si, de son côté, le Parti « communiste » avait eu quoi que ce soit de commun avec le communisme, il aurait, dès le premier jour de grève, corrigé son erreur criminelle, brisé son bloc fatal avec les radicaux, appelé les ouvriers à créer des comités d'usine et des soviets, et établi ainsi dans le pays un régime de double pouvoir comme le pont le plus court et le plus sûr vers la dictature du prolétariat. Mais, en réalité, l'appareil du Parti communiste n'est que l'un des instruments de l'impérialisme français. La clé du destin à venir de l'Espagne, de la France et de la Belgique, c'est le problème de la direction révolutionnaire.

13. C'est la même conclusion qui découle des leçons de la politique internationale, en particulier de la prétendue lutte « contre la guerre ». Social-patriotes et centristes, surtout les Français, pour se justifier de s'aplatir devant la Société des nations, ont invoqué la « passivité » des masses, et en particulier le fait qu'elles n'auraient pas voulu organiser le boycottage de l'Italie lors de son agression de brigandage contre l'Abyssinie. C'est exactement

le même argument qu'emploient les pacifistes du genre Maxton afin de dissimuler leur propre aplatissement. À la lumière des événements de juin, il devient particulièrement clair que, si les masses n'ont pas réagi aux provocations internationales de l'impérialisme, c'est simplement parce qu'elles étaient dupées, endormies, freinées, paralysées, démoralisées par les directions de leurs propres organisations. Si les syndicats soviétiques avaient donné l'exemple à temps en boycottant l'Italie, le mouvement, comme un incendie de steppe, aurait inéluctablement gagné l'Europe entière, le monde entier, menaçant d'emblée les impérialistes de tous les pays. Mais la bureaucratie soviétique a interdit et étouffé toute initiative révolutionnaire, et a préféré faire ramper l'Internationale communiste aux pieds d'Herriot, de Léon Blum et de la Société des nations. Le problème de la politique internationale du prolétariat, comme celui de sa politique intérieure, c'est le problème de la direction révolutionnaire.

14. Tout mouvement de masse authentique rafraîchit l'atmosphère, comme un orage, et détruit au passage toutes sortes de fictions et d'équivoques politiques. Il apparaît aujourd'hui bien pitoyable et bien méprisable, à la lumière des événements de juin, ce mot d'ordre de l'« unification » des deux internationales, lesquelles, telles qu'elles sont, sont bien assez unies pour trahir les intérêts du prolétariat, ou encore les remèdes de bonne femme du bureau de Londres – l'Internationale 2 1/2 –, qui balance entre toutes les orientations politiques et choisit toujours la pire.

Les événements de juin ont révélé du même coup la faillite complète de l'anarchisme et du prétendu « syndicalisme révolutionnaire ». Ni l'un ni l'autre – dans la mesure du moins où ils existent sur cette terre – n'avait prévu les événements ni contribué à les préparer. La propagande pour la grève générale, pour les comités d'usine, pour le contrôle ouvrier, a été menée exclusivement par une organisation politique, c'est-à-dire par un parti. Il ne peut en être autrement. Les organisations de masse de la

classe ouvrière restent impuissantes, indécises, décontenancées, si elles ne sont pas inspirées et guidées dans leur marche en avant par une avant-garde étroitement soudée. La nécessité du parti révolutionnaire est ainsi démontrée avec une force renouvelée.

15. Ainsi, toutes les tâches de la lutte révolutionnaire se ramènent inéluctablement à une seule : la construction d'une nouvelle direction réellement révolutionnaire, capable d'être à la hauteur des tâches et possibilités de notre époque. Prendre part directement aux mouvements des masses, lancer et mener jusqu'au bout des mots d'ordre hardis, une perspective claire, un drapeau indépendant, l'intransigeance vis-à-vis des conciliateurs, l'absence de pitié pour les traîtres, telle est la voie de la IV^e Internationale. Il est aussi ridicule qu'absurde de discuter s'il est ou non opportun de la « fonder ». On ne « fonde » pas une internationale comme on fonde une coopérative : on la construit dans la lutte. Aux pédants qui discutent la question de l'« opportunité », les journées de juin ont donné une réponse. La discussion est close.

16. La bourgeoisie veut sa revanche. Un nouveau conflit social, délibérément préparé dans les quartiers généraux du grand capital, aura sans doute, dès le début, le caractère d'une vaste provocation ou d'une série de provocations contre les ouvriers. En même temps, les organisations fascistes « dissoutes » font des préparatifs fébriles. Le conflit entre les deux camps, en Espagne, en France, en Belgique, est absolument inévitable. Plus les dirigeants du Front populaire « concilieront » les antagonismes de classe et essaieront d'éteindre la lutte révolutionnaire, et plus elle aura un caractère explosif et convulsif dans l'avenir immédiat, plus elle exigera de grands sacrifices, et moins le prolétariat sera en état de se défendre contre le fascisme.

17. Les sections de la IV^e Internationale perçoivent nettement et distinctement ce danger. Elles mettent le prolétariat ouvertement en garde contre lui. Elles enseignent à l'avant-garde à s'organiser et à se préparer. Et, en même temps, elles rejettent

avec mépris la politique qui consisterait à s'en laver les mains : elles identifient leur destin à celui des masses en lutte, quelle que soit la sévérité des coups qu'elles vont recevoir dans les mois et les années qui viennent. Elles prennent part à toutes les actions de combat pour y apporter la plus grande clarté et le plus haut degré possibles d'organisation. Elles appellent inlassablement à constituer des comités d'usine et des soviets. Elles se lient aux meilleurs des ouvriers portés à la tête du mouvement, et, la main dans la main avec eux, construisent la nouvelle internationale.

Par leur exemple et leur critique, elles accélèrent la formation d'ailes révolutionnaires à l'intérieur des vieux partis, les attirant de plus en plus à elles dans le cours de la lutte et les poussant dans la voie de la IV^e Internationale.

La participation à la lutte vivante, toujours en première ligne au front, le travail à l'intérieur des syndicats et la construction du parti, tout cela va de pair, une tâche épaulant l'autre. Tous les mots d'ordre du combat – contrôle ouvrier, milice ouvrière, armement des ouvriers, gouvernement ouvrier et paysan, socialisation des moyens de production – sont indissolublement liés à la création de soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats.

18. Le fait qu'au moment de la lutte de masse, les bolcheviques-léninistes français se soient trouvés tout d'un coup au centre de l'attention politique et de la haine des ennemis de classe n'est pas accidentel. Il indique au contraire, sans erreur possible, l'avenir. Le bolchevisme, que les philistins de tout poil trouvent sectaire, allie en réalité l'intransigeance idéologique à l'attention la plus soutenue pour les mouvements de masse. Et son intransigeance idéologique elle-même n'est rien d'autre que l'élimination de la conscience des ouvriers avancés de la routine, de l'inertie, de l'indécision, c'est-à-dire l'éducation de l'avant-garde dans l'esprit des décisions les plus hardies, la préparant à participer sans trêve à la lutte des masses.

19. Aucun groupe révolutionnaire dans l'histoire du monde n'avait encore été soumis à une pression aussi terrible que celle

que subit le groupe de la IV^e Internationale. Le *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels parlait « *des forces du pape et du tsar, des radicaux français et de la police allemande* » unies contre le communisme. Seul le tsar a disparu de cette liste. Mais la bureaucratie stalinienne constitue aujourd'hui un obstacle infiniment plus menaçant et plus perfide sur la voie de la révolution prolétarienne que ne l'était autrefois le tsar autocrate. L'Internationale communiste couvre une politique de social-patriotisme et de menchevisme de l'autorité de la Révolution d'Octobre et du drapeau de Lénine. L'agence mondiale du GPU, la main dans la main avec la police des pays impérialistes « amis », travaille systématiquement contre la IV^e Internationale. Si la guerre éclate, les forces unies de l'impérialisme et du stalinisme déclencheront contre les révolutionnaires internationalistes des persécutions infiniment plus féroces que celles que les généraux du Hohenzollern, avec les bourreaux social-démocrates, ont déchaînées autrefois contre Luxemburg, Liebknecht et leurs partisans.

20. Les sections de la IV^e Internationale ne sont effrayées ni par la dimension de leurs tâches, ni par la haine furieuse de leurs ennemis, ni même par leur propre faiblesse numérique. Même en ce moment, les masses qui luttent sont, en réalité et sans en avoir conscience, plus proches de nous que de leurs dirigeants officiels. Sous les coups des événements qui approchent, s'opérera au sein du mouvement ouvrier un regroupement toujours plus rapide et plus profond. En France, le Parti socialiste sera très vite chassé des rangs du prolétariat. Au sein du Parti communiste, il faut s'attendre à une série de scissions. Il va se constituer au sein des syndicats un mouvement de gauche puissant, sensible aux mots d'ordre du bolchevisme. Sous une autre forme, des processus identiques se produiront également dans d'autres pays, entraînés à leur tour dans la crise révolutionnaire. Les organisations de l'avant-garde révolutionnaire sortiront de leur isolement. Les mots d'ordre du bolchevisme deviendront ceux des masses. L'époque qui vient sera celle de la IV^e Internationale.

Cet article a été publié dans *la Lutte ouvrière* datée du 15 juillet 1936.

Devant la seconde étape

(9 juillet 1936)

Il faut le répéter une fois de plus : la presse sérieuse du capital, comme *le Temps* de Paris ou le *Times* de Londres, a su apprécier l'importance des événements de juin, en France et en Belgique, de façon beaucoup plus juste, plus perspicace que ne l'a fait la presse du Front populaire. Tandis que les journaux socialistes et communistes officiels, à la suite de Léon Blum, parlent de la « réforme pacifique du régime social de la France » qui a déjà commencé, la presse conservatrice affirme que la révolution s'est ouverte en France et qu'elle va prendre inévitablement des formes violentes à l'une de ses prochaines étapes. Il serait inexact de ne voir dans ce pronostic – ou de n'y voir surtout – qu'une tentative pour effrayer les possédants. Les représentants du grand capital savent considérer de façon très réaliste la lutte sociale. Les politiciens petits-bourgeois, au contraire, prennent volontiers leurs désirs pour des réalités : se plaçant entre les classes fondamentales, le capital financier et le prolétariat, messieurs les « réformateurs » proposent aux deux adversaires de s'entendre sur une ligne moyenne, celle-là même qu'ils ont élaborée à l'état-major du Front populaire et qu'ils interprètent eux-mêmes de façon différente. Ils devront pourtant se convaincre rapidement qu'il est infiniment plus facile de concilier les contradictions de classes dans des éditoriaux que dans le travail gouvernemental, surtout au plus fort de la crise sociale.

À la Chambre, on a déjà ironiquement accusé Blum d'avoir mené les pourparlers sur les revendications des grévistes avec les représentants des « deux cents familles ». « Et avec qui m'aurait-il fallu parler ? » répondit ingénieusement le président

du conseil. Il est vrai que, s'il faut négocier avec la bourgeoisie, il faut s'adresser aux maîtres véritables, à ceux qui sont capables de trancher pour eux-mêmes et de donner des ordres. Mais alors il était inutile de leur déclarer bruyamment la guerre ! Dans le cadre du régime bourgeois, de ses lois, de sa mécanique, chacune des « deux cents familles » est incomparablement plus puissante que le gouvernement Blum. Les magnats de la finance représentent le couronnement du système bourgeois de la France, et le gouvernement Blum, malgré ses succès électoraux, ne « couronne », lui, qu'un intervalle temporaire entre les deux camps en lutte.

Actuellement, à la mi-juillet, il peut sembler, à regarder les choses superficiellement, que tout est plus ou moins rentré dans la norme. En fait, dans les profondeurs du prolétariat comme dans les sommets de la classe dominante, se prépare presque automatiquement le déclenchement d'un nouveau conflit. Le fond de l'affaire est là : les réformes, très piètres en réalité, sur lesquelles les capitalistes et les chefs des organisations ouvrières se sont mis d'accord, ne sont pas viables, car elles sont au-dessus des forces du capitalisme décadent pris dans son ensemble. L'oligarchie financière, qui fait, au plus fort de la crise, des affaires magnifiques, peut assurément s'accommoder de la semaine de quarante heures, des congés payés, etc. Mais des centaines de milliers de moyens et petits industriels sur qui le capital financier s'appuie et sur qui il fait maintenant retomber les frais de son accord avec Blum doivent soit se ruiner docilement, soit tenter, à leur tour, de faire retomber les frais des réformes sociales sur les ouvriers et les paysans, comme sur les consommateurs en général.

Blum a, certes, plus d'une fois développé, à la Chambre et dans la presse, la séduisante perspective d'une reprise économique générale et d'une circulation qui s'étendrait rapidement, donnant ainsi la possibilité d'abaisser considérablement les frais généraux de production et permettant, du coup, d'augmenter les

dépenses en force de travail sans élever les prix des marchandises. Il est vrai que de semblables processus économiques combinés se sont plus d'une fois produits dans le passé : toute l'histoire du capitalisme ascendant en est marquée. Mais le malheur est que Blum tente d'évoquer dans l'avenir un passé révolu sans retour. Des politiciens sujets à de telles aberrations peuvent bien s'appeler socialistes et même communistes, en fait ils ne regardent pas en avant, mais en arrière, et c'est pourquoi ils constituent des freins au progrès.

Le capitalisme français, avec son célèbre « équilibre » entre l'agriculture et l'industrie, est entré dans la phase de son déclin, après l'Italie et l'Allemagne, mais de façon non moins irrésistible. Ce n'est pas là une phrase de proclamation révolutionnaire, mais une réalité incontestable. Les forces productives de la France ont dépassé les cadres de la propriété privée et les frontières de l'État. L'ingérence gouvernementale sur les bases du régime capitaliste ne peut qu'aider à faire passer les faux frais de la décadence de certaines classes sur d'autres. Sur lesquelles précisément ? Quand le président du conseil doit mener des pourparlers sur une répartition « plus équitable » du revenu national, il ne trouve pas, nous l'avons vu, d'interlocuteurs plus valables que les représentants des « deux cents familles ». Comme ils détiennent tous les leviers de l'industrie, du crédit et du commerce, les magnats de la finance font retomber les frais de l'accord sur les « classes moyennes », les contraignant par là à entrer en conflit avec les ouvriers. C'est là que réside actuellement le nœud de la situation.

Les industriels et les commerçants montrent aux ministres leurs livres de comptes et disent : « nous ne pouvons pas ». Le gouvernement, qui se souvient des vieux manuels d'économie politique, répond : « il faut diminuer les frais de production ». Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. En outre, améliorer la technique, dans les conditions actuelles, c'est augmenter le chômage et, en fin de compte, approfondir la crise. De leur côté,

les ouvriers protestent contre le fait que la montée des prix, qui ne fait que commencer, menace de dévorer leurs conquêtes. Le gouvernement ordonne aux préfets d'ouvrir la lutte contre la vie chère. Mais les préfets savent, par une longue expérience, qu'il est beaucoup plus facile de faire baisser le ton des journaux que le prix de la viande. La vague de vie chère est encore devant nous...

Les petits industriels, les petits commerçants et, derrière eux, les paysans seront de plus en plus déçus par le Front populaire dont, avec une spontanéité et une naïveté plus grandes que les ouvriers, ils attendaient le salut dans l'immédiat. La contradiction politique fondamentale du Front populaire réside dans le fait que ceux qui sont à la tête de sa politique de « juste milieu », craignant d'« effrayer » les classes moyennes, ne sortent pas des cadres de l'ancien régime social, c'est-à-dire de l'impasse historique. Pourtant ces prétendues « classes moyennes » – non leurs sommets, bien entendu, mais leurs couches inférieures –, qui sentent l'impasse à tout moment, ne craignent nullement, elles, les décisions hardies, et les réclament au contraire pour les délivrer du nœud coulant qui les étirent. « N'attendez pas de nous des miracles », répètent les pédants au pouvoir. Mais précisément, sans « miracle », c'est-à-dire sans décisions héroïques, sans une complète révolution dans les rapports de propriété – sans concentration du système bancaire, des branches fondamentales de l'industrie et du commerce extérieur dans les mains de l'État –, il n'est pas de salut pour la petite bourgeoisie de la ville et de la campagne. Si les classes moyennes, au nom desquelles s'est précisément édifié le Front populaire, ne trouvent pas à gauche plus de hardiesse, elles iront à droite en chercher. La petite bourgeoisie tremble de fièvre et se jettera, sans qu'on puisse l'éviter, d'un bord à l'autre. Entre-temps, le grand capital stimulera à coup sûr ce tournant qui doit marquer le début du fascisme en France, non seulement sous la forme d'organisation semi-militaire des fils de famille, avec autos, et avions, mais aussi

comme véritable mouvement de masse.

Les ouvriers ont exercé en juin une grandiose pression sur les classes dirigeantes, mais ne l'ont pas conduite jusqu'au bout. Ils ont montré leur puissance révolutionnaire, mais aussi leur faiblesse : l'absence de programme et de direction. Tous les fondements de la société capitaliste, comme ses ulcères incurables, sont restés en place. Maintenant, s'est ouverte la période de la contre-pression : répression contre les agitateurs de gauche, agitation toujours plus subtile de ceux de droite, tentatives de hausse des prix, mobilisation d'industriels pour des lock-out massifs. Les syndicats de France qui, à la veille de la grève, ne comptaient même pas un million de membres, approchent maintenant des quatre millions. Cet afflux inouï montre bien les sentiments qui animent les masses ouvrières. Il ne peut même pas être question de faire retomber sur elles sans combat les frais de leurs propres conquêtes. Ministres et chefs officiels, inlassablement, exhortent les ouvriers à se tenir tranquilles et à ne pas empêcher le gouvernement de travailler à résoudre les problèmes. Mais puisque le gouvernement, par la nature même des choses, ne peut résoudre aucun problème, puisque les concessions de juin furent obtenues par la grève et non par une attente patiente, puisque chaque jour qui passe dévoilera un peu plus l'inconsistance du gouvernement face à la contre-offensive grandissante du capital, ces exhortations monotones perdront très rapidement leur force de persuasion. La logique de la situation, telle qu'elle découle de la victoire de juin, ou, plus exactement, du caractère semi-fictif de cette victoire, forcera les ouvriers à répondre à l'appel, c'est-à-dire à entrer de nouveau en lutte. C'est par peur de cette perspective que le gouvernement va de plus en plus à droite. Sous la pression immédiate des alliés radicaux mais, en fin de compte, sur l'exigence des « deux cents familles », le ministre socialiste de l'intérieur a déclaré au Sénat que les occupations par des grévistes d'usines, de magasins et de fermes ne seraient plus tolérées. Un avertissement de ce genre n'arrêtera assurément pas la lutte,

mais il est capable de lui donner un caractère incomparablement plus décisif et plus aigu.

Une analyse absolument objective, partant de ce qui est, et non de ce qu'on désire, conduit ainsi à la conclusion que, des deux côtés, se prépare un nouveau conflit social et qu'il éclatera de façon inéluctable, presque mécanique. Il n'est pas difficile de déterminer dès maintenant ce que sera sa nature. Dans toutes les périodes révolutionnaires de l'histoire, on trouve deux étapes successives, étroitement liées l'une à l'autre : d'abord un mouvement « spontané » des masses, qui prend l'adversaire à l'improviste et lui arrache de sérieuses concessions ou au moins des promesses ; après quoi, la classe dominante, sentant menacées les bases de sa domination, prépare sa revanche. Les chefs traditionnels de « gauche », pris à l'improviste par le mouvement, tout comme leurs adversaires, espèrent sauver la situation par leur éloquence conciliatrice et perdent en fin de compte leur influence. Les masses entrent dans la nouvelle étape de la lutte presque sans direction, sans programme clair et sans idée des difficultés immédiates. Ainsi, le conflit, qui monte inévitablement à partir de la première demi-victoire des masses, se termine souvent par leur défaite ou leur demi-défaite. On ne saurait, dans l'histoire des révolutions, trouver à cette règle aucune exception. La différence pourtant – et elle n'est pas mince – réside dans le fait que la défaite a quelquefois revêtu le caractère d'un écrasement : telles furent, par exemple, les journées de juin 1848, en France, qui marquèrent la fin de la révolution ; alors que dans d'autres cas, la demi-défaite constitua simplement une étape vers la victoire : c'est par exemple le rôle que joua en juillet 1917 la défaite des ouvriers et des soldats de Pétersbourg. La défaite de juillet accéléra en fait la montée des bolcheviks, qui non seulement avaient su apprécier correctement la situation, sans illusions et sans fard, mais ne s'étaient pas détachés non plus des masses au cours des journées les plus difficiles de la défaite, au milieu de victimes et sous la persécution.

Oui, la presse conservatrice analyse mûrement la situation. Le capital financier et ses organes politiques et militaires auxiliaires préparent et calculent froidement leur revanche. Dans les sommets du Front populaire, il n'y a qu'effarement et zizanie... Les journaux de gauche font des sermons, les chefs se gargarisent de phrases. Les ministres s'efforcent de démontrer à la Bourse qu'ils sont mûrs pour diriger l'État. Tout cela signifie que le prolétariat entrera dans la prochaine étape du conflit, non seulement sans la direction de ses organisations traditionnelles, comme en juin 36, mais aussi contre elles. Malgré tout, il n'existe pas encore de nouvelle direction reconnue de tous. Dans de telles conditions, il est difficile de compter sur une victoire immédiate. La tentative d'aller de l'avant conduira bientôt à l'alternative : journées de juin 1848 ou journées de juillet 1917 ? Autrement dit : écrasement pour de longues années, avec le triomphe inévitable de la réaction fasciste, ou bien une simple leçon de stratégie, dont la classe ouvrière sortira incomparablement mûrie, et après laquelle elle renouvellera sa direction et pourra préparer les conditions de sa victoire future ?

Le prolétariat français n'est pas novice. Il a derrière lui le plus grand nombre de batailles de l'histoire. Il faut, certes, que la nouvelle génération apprenne, à chaque pas, de sa propre expérience, mais pas depuis le début, ni tout : en suivant pour ainsi dire un cours accéléré. Une grande tradition vit dans ses os et l'aide à choisir son chemin. Déjà, en juin, les chefs anonymes de la classe en éveil ont, avec un magnifique doigté révolutionnaire, trouvé les méthodes et les formes de la lutte. Le travail moléculaire de la conscience de la masse, qui se poursuit actuellement, ne s'arrête même pas une heure. Tout cela permet d'escompter que non seulement la nouvelle couche des chefs restera fidèle à la masse aux jours de l'inévitable – et sans doute assez proche – nouvelle étape du conflit, mais aussi qu'elle saura retirer du combat, avant qu'elle ne soit écrasée, l'armée insuffisamment préparée.

Il n'est pas vrai que les révolutionnaires de France soient intéressés à ce que le conflit soit accéléré ou à ce qu'il soit « artificiellement » provoqué : seuls peuvent le penser d'obtus cerveaux de policiers. Les marxistes révolutionnaires voient leur devoir, qui est de regarder la réalité en face et de nommer chaque chose par son nom. Tirer à temps de la situation objective la perspective de la seconde étape, c'est aider les ouvriers avancés à ne pas être pris à l'improviste et à apporter dans la conscience des masses en lutte la plus grande clarté possible. C'est précisément en cela que consiste actuellement la véritable tâche d'une direction politique sérieuse.

Ce texte, daté du 19 juillet 1936, a été publié dans le bulletin intérieur du POI, n° 4, septembre 1936.

[Les radicaux, agents de la bourgeoisie au gouvernement]¹

(19 juillet 1936)

Chers camarades,

Le dernier numéro de *Révolution*, qui produit en somme une impression très favorable, porte un chapeau qui surprend : « *Sous la protection vigilante des travailleurs français, le gouvernement de Front populaire pourra réaliser son programme* ». Cette formule est doublement fausse :

1) Même sous « la protection », le gouvernement ne réalisera pas son programme, irréalisable, puisqu'il présume la prospérité en régime capitaliste.

2) Notre tâche n'est nullement la « protection » du gouvernement de coalition entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Je suis sûr qu'il ne s'agit ici que d'une formulation hâtive et non d'une divergence profonde. Mais, pour éviter à l'avenir des malentendus, je tiens à m'expliquer encore sur cette question.

Nous avons, avec le Front populaire, des ennemis communs. C'est pourquoi nous sommes prêts à les combattre parallèlement aux groupes réguliers du gouvernement de Front populaire, sans prendre sur nous la moindre responsabilité pour ce gouvernement, ni nous ériger en « protecteurs » de Léon Blum.

1 Trotsky n'avait pas donné de titre à ce texte. Celui qui figure ici lui a été attribué lors de son édition par les Études et documentation internationales (EDI). (Note de l'éditeur)

Nous considérons ce gouvernement comme un moindre mal en comparaison de celui de La Rocque. Mais en combattant le mal le pire, on ne se protège pas du moindre mal.

Nous ne devons pas cacher aux masses que ce programme n'est pas réalisable dans le cadre du capitalisme. Et, de l'autre côté, que les parties réalisables de ce programme seraient toujours sabotées par les radicaux. Quand nous disons que le moment n'est pas encore venu de combattre de front le gouvernement Blum, nous ne voulons pas dire pas là qu'il faille le protéger, mais seulement qu'il faut l'attaquer sur ses flancs. Son flanc droit, ce sont les radicaux. Il faut nuancer, personnifier notre critique du gouvernement, en réservant nos coups les plus terribles aux ministres radicaux, et en expliquant aux ouvriers socialistes et communistes que ce sont les Daladier, Delbos et Rucart, etc., qui sabotent et qui ne peuvent pas ne pas saboter tout ce qui est progressiste dans le programme du gouvernement. Le service de deux ans reste. Les officiers réactionnaires gardent leurs places. L'organe de Léon Blum, *le Populaire*, continue d'être interdit dans les casernes. Qui est responsable ? Daladier, le vieil agent de l'impérialisme français. Les radicaux sont la ligne de moindre résistance pour la critique révolutionnaire. En concentrant le feu sur les ministres radicaux – avec des exemples tout à fait concrets –, vous trouverez facilement l'oreille des ouvriers socialistes et communistes. Vous pouvez ajouter avec raison : « malheureusement, les chefs communistes soutiennent les radicaux contre les chefs socialistes ». En tout cas, le mot d'ordre ne peut pas être « À bas le gouvernement Blum ! » mais « Il faut chasser les bourgeois radicaux du gouvernement Blum ! » Voilà la nuance. Elle est extrêmement importante pour cette période, mais elle ne signifie nullement la « protection » du gouvernement Léon Blum.

Nous devons maintenant tenir un langage qui vise plutôt à expliquer qu'à exciter. Mais il doit rester néanmoins très ferme et intransigeant.

Dans *le Populaire* du 16 juillet, on trouve un article de Collinet, qui tente de réconcilier notre critique du Front populaire avec la « protection » – ou la reconnaissance, si vous voulez – du gouvernement Blum comme « notre » gouvernement. Nous ne pouvons naturellement nous solidariser avec Collinet, malgré les plagiats qu'il fait de notre critique. Nous devons le combattre, précisément à cause de ce fait qu'il tente de concilier la critique révolutionnaire avec la coalition entre le prolétariat et la bourgeoisie radicale. C'est là le point crucial de toute la situation politique en France.

Dans votre papillon comme dans le tract du 14 juillet, on trouve le mot d'ordre de la « garde ouvrière ». Pourquoi avez-vous abandonné la formule de la « milice ouvrière » ? De tels changements sont préjudiciables à la propagande. Il faut choisir avec soin mots d'ordre et formules, mais, après les avoir choisis, il faut les conserver jusqu'à ce que la situation objective change.

Ce texte date de décembre 1938, et il est traduit du russe. Il a été retrouvé dans les archives de Trotsky.

S.O.S.

La situation en France

(Décembre 1938)

La France impérialiste est entrée définitivement dans une phase critique. Le régime parlementaire est manifestement condamné. La France doit devenir ou bien un pays de dictature fasciste ou bien une république socialiste. Il n'y a pas de troisième possibilité.

En 1936, le mouvement révolutionnaire des ouvriers français a pris de vastes proportions. Les imbéciles pensaient que ce mouvement résultait de l'activité du « Front populaire ». C'était exactement le contraire : la pression croissante des masses et le « danger » révolutionnaire qui en résultait ont provoqué, comme en Espagne, la création du Front populaire.

Toute révolution, même dans un pays qui en a traversé une dizaine, commence avec des illusions naïves et une confiance simple : les nouvelles générations doivent apprendre de nouveau. Le Front populaire, en France, a assumé la même tâche que ce qu'on appelait la « coalition » des cadets, des mencheviks et des socialistes révolutionnaires en Russie en mars 1917 : contenir la révolution à sa première étape. La différence est que la bureaucratie réformatrice en France (socialistes, communistes, syndicalistes) est infiniment plus puissante qu'elle ne l'était en Russie en 1917. En outre, le Kremlin a soutenu le Front populaire français au nom de la révolution d'Octobre, qui avait gagné contre le Front populaire. Enfin, le parti révolutionnaire en France est infiniment plus faible qu'il ne l'était en Russie.

Dans ces conditions, la coalition française est incontestablement parvenue à freiner et, dans une certaine mesure, à

démoraliser le mouvement révolutionnaire de 1936. Jusqu'à quel point et pour combien de temps ? Il est impossible de le dire d'avance. Si c'est profondément et pour longtemps, le Front populaire, déjà désespérément scindé, sera définitivement balayé et une dictature réactionnaire accédera au trône en France. Mais si, comme on peut fermement l'espérer, le mouvement temporairement brisé par le Front populaire trouve une issue lui-même, il peut réaliser, et il réalisera la victoire du socialisme. Il n'y a pas de troisième possibilité.

Les chefs actuels du prolétariat, les organisateurs du Front populaire, les Jouhaux, Léon Blum, Thorez et C^{ie} sont les véritables fossoyeurs de la démocratie parlementaire. Actuellement, personne n'aide aussi efficacement le fascisme que ces « piliers » complètement pourris de la III^e République. Il est trop tard pour parler du « danger » qui menace la démocratie impérialiste : elle est déjà condamnée et va à sa destruction. Mais la classe ouvrière court à un danger extrême.

Il serait criminel de sous-estimer ce danger. Mais il serait tout aussi criminel de minimiser la force du prolétariat français, de ses traditions de lutte, de son talent pour l'improvisation révolutionnaire. Des milliers et des milliers d'éléments révolutionnaires sont disséminés dans ses profondeurs. La section française de la IV^e Internationale est parvenue à éduquer des cadres sérieux. Le danger qui menace poussera inévitablement à gauche une couche de la classe ouvrière après l'autre. Le congrès de la IV^e Internationale a donné aux éléments progressistes un programme révolutionnaire. Ce qui leur manque, ce sont des liens entre eux, une organisation centralisée, des moyens techniques et matériels. Il faut entourer les ouvriers révolutionnaires de France d'une atmosphère de sympathie internationale et d'un soutien actif. Le fascisme prépare la guerre civile. L'argent est le nerf important de toute guerre. Il faut aider la section française de la IV^e Internationale financièrement. Cette obligation ne doit pas retomber sur les seuls membres de la IV^e Internationale.

Tous les amis de la liberté et du socialisme ont le devoir de venir en aide aux ouvriers progressistes de France.

N'est-il pas trop tard ? Non, tout montre qu'il n'est pas trop tard. En France, il n'y a pas de parti fasciste puissant et, en vérité, il n'y aura pas d'organisation aussi importante que le parti de Hitler, même avant la prise du pouvoir : c'est contraire aux traditions et aux habitudes du pays. Une organisation beaucoup plus petite est en France capable d'attirer les masses désespérées et découragées de petits-bourgeois dans un coup d'État réactionnaire. Malgré tout, la faiblesse actuelle du fascisme français en tant qu'organisation constitue un net avantage pour le parti de la révolution. Jusqu'à ce qu'ait complètement mûri le moment d'un coup fasciste, nous aurons à coup sûr un certain répit, plusieurs mois, peut-être un an, peut-être deux.

Pendant ce répit, même un jeune parti révolutionnaire peut accomplir des miracles. Il faut tirer le signal d'alarme. Il faut ouvrir une campagne internationale sur la catastrophe fasciste en France. Il faut comprendre et expliquer aux masses que cette catastrophe comme celle d'Allemagne est préparée par les partis de la II^e et de la III^e Internationale. Il faut inspirer le courage, l'audace, l'initiative à l'avant-garde révolutionnaire en France. Il faut lancer une campagne internationale pour constituer un fonds révolutionnaire du prolétariat français. Les éléments d'avant-garde des États-Unis doivent en prendre l'initiative. Il faut regarder en avant et voir tel qu'il est le danger qui approche. C'est en France que se décide maintenant le destin du prolétariat mondial, y compris celui du prolétariat des États-Unis. Il nous faut tendre tous nos efforts sans perdre un seul jour. Des tâches héroïques exigent des moyens héroïques.

Cet article est daté du 18 décembre 1938. Il s'agit d'un appel rédigé en russe, retrouvé dans les archives de Trotsky.

L'heure de la décision approche

À propos de la situation en France (18 décembre 1938)

Chaque jour, que nous le voulions ou non, nous sommes certains que la Terre tourne autour de son axe. De même, les lois de la lutte des classes existent indépendamment du fait que nous reconnaissons ou non leur existence. Elles continuent d'exister malgré la politique du Front populaire. La lutte des classes fait du Front populaire son instrument. Après l'expérience de la Tchécoslovaquie, c'est le tour de la France : même les esprits les plus bornés et les plus arriérés ont une nouvelle occasion d'apprendre quelque chose. Le Front populaire, c'est une coalition de partis. Toute coalition, c'est-à-dire toute alliance sur une large base, a nécessairement le programme du plus modéré des partis unis. Le front politique en France signifiait dès le début que socialistes et communistes plaçaient leur activité politique sous le contrôle des radicaux. Les radicaux français constituent le flanc gauche de la bourgeoisie impérialiste. Sur le drapeau du Parti radical, on lit : « patriotisme », « démocratie ». Le « patriotisme », c'est la défense de l'empire colonial français ; la « démocratie » ne représente rien de réel, mais sert simplement à accrocher les classes petites-bourgeoises au char de l'impérialisme. Et précisément parce que les radicaux lient l'impérialisme pillard à un démocratisme de façade, ils sont dans l'obligation de mentir, de tromper les masses populaires, bien plus que tout autre parti. On peut dire sans exagération que le parti de Herriot-Daladier est le plus dépravé de tous les partis français, représentant une sorte

de bouillon de culture pour les carriéristes, les individus vénaux, les affaires de la Bourse et, en général, les aventuriers de toute espèce. Comme les partis du Front populaire ne pouvaient pas aller au-delà du programme des radicaux, cela a abouti, dans la pratique, à subordonner les ouvriers et les paysans au programme impérialiste de l'aile la plus corrompue de la bourgeoisie.

Le Front populaire justifie sa politique par la nécessité de l'union du prolétariat et de la « petite bourgeoisie ». On ne peut imaginer mensonge plus grossier ! Le Parti radical représente les intérêts de la grande bourgeoisie, et non ceux de la petite bourgeoisie. Il est fondamentalement l'appareil politique de l'exploitation de la petite bourgeoisie par l'impérialisme. C'est pourquoi l'union avec le Parti radical n'est pas une alliance avec la petite bourgeoisie, mais avec ses exploiters. On ne peut réaliser une véritable alliance des ouvriers et paysans avec la petite bourgeoisie qu'en apprenant à la petite bourgeoisie comment se libérer du Parti radical, comment s'affranchir une fois pour toutes de son joug. Mais c'est le contraire que fait le Front populaire ; en entrant dans ce « front », socialistes et communistes endossent la responsabilité de la politique du Parti radical, et l'aident ainsi à exploiter et à tromper les masses populaires.

En 1936, socialistes, communistes et anarcho-syndicalistes ont aidé le Parti radical à freiner et à atomiser le puissant mouvement révolutionnaire. Le grand capital a réussi, au cours des deux ans et demi écoulés, à se remettre quelque peu de sa frayeur. Le Front populaire, ayant joué son rôle de frein, était devenu embarrassant pour la bourgeoisie. L'orientation de la politique internationale de l'impérialisme français s'était également modifiée. L'alliance avec l'URSS était considérée comme peu rentable et risquée, alors que l'entente avec l'Allemagne était indispensable. Les radicaux ont reçu l'ordre du capital financier de rompre avec leurs alliés socialistes et communistes. Comme toujours, ils ont exécuté l'ordre sans un murmure. L'absence d'opposition au sein du Parti radical face à ce revirement a montré une fois de plus

que ce parti est impérialiste par essence et « démocratique » seulement en paroles. Le gouvernement radical, rejetant toutes les leçons de l'Internationale communiste sur « le front unique des démocraties », se rapproche de l'Allemagne fasciste et, chemin faisant, comme il se doit, se débarrasse de toutes ces « lois sociales » qui furent le sous-produit du mouvement ouvrier en 1936. Tout cela est conforme aux dures lois de la lutte des classes, cela était donc prévisible – et était prévu.

Mais socialistes et communistes, en petits-bourgeois aveugles qu'ils sont, se sont trouvés pris au dépourvu et ont manifesté leur désarroi dans des déclarations hypocrites : comment, nous, les patriotes, les démocrates, qui avons aidé à rétablir l'ordre, à dompter le mouvement ouvrier et rendu des services inestimables à la « République », c'est-à-dire à la bourgeoisie impérialiste, voilà que maintenant on nous met à la porte sans cérémonie ! En fait, c'est précisément parce qu'ils ont rendu à la bourgeoisie tous les services possibles et au-delà, qu'on se débarrasse d'eux. La reconnaissance n'a encore jamais joué le moindre rôle dans la lutte des classes.

L'indignation des masses trompées est grande. Jouhaux, Blum, Thorez sont obligés de faire quelque chose pour ne pas perdre définitivement tout crédit. En réponse au mouvement spontané des ouvriers, Jouhaux proclame la « grève générale », la protestation des « bras croisés ». Protestation légale, pacifique, et tout à fait inoffensive. « Une grève de 24 heures ! » explique-t-il avec un sourire de révérence à l'adresse de la bourgeoisie. L'ordre ne sera pas troublé, les travailleurs garderont calme et dignité, ils ne toucheront pas à un seul cheveu des classes dirigeantes. « Est-il possible que vous ne me connaissiez pas, messieurs les banquiers, les industriels, et les généraux ? Avez-vous donc oublié que j'ai assuré votre salut pendant la guerre de 1914-1918 ? » Blum et Thorez font écho au secrétaire général de la CGT. « La protestation doit être pacifique, ce ne doit être qu'une protestation modeste, sympathique, patriotique ! » Sur

ces entrefaites, Daladier militarise d'importantes catégories d'ouvriers, et organise la préparation des troupes. Face au prolétariat bras croisés, la bourgeoisie, remise de sa panique grâce au Front populaire, ne s'apprête nullement à croiser les bras : elle est certaine de bénéficier de la démoralisation engendrée par le Front populaire dans les rangs ouvriers pour porter un coup décisif. Dans de telles conditions, la grève ne pouvait se terminer autrement que par un échec.

Les travailleurs français viennent de passer par une période de grèves orageuses, avec occupations d'usines. La prochaine étape qu'ils franchiront ne peut être que la grève générale authentiquement révolutionnaire, qui met à l'ordre du jour la conquête du pouvoir. Personne n'est en mesure d'indiquer aux masses ouvrières, et personne ne leur indique d'autre issue à cette crise interne, d'autre moyen de combattre l'approche du fascisme et de la guerre. Tout prolétaire doué de raison comprend qu'au lendemain de la grève de 24 heures « des bras croisés », la situation ne sera pas meilleure, mais pire. En particulier, de nombreuses catégories de travailleurs risquent de payer cruellement – en perdant leur travail, en payant des amendes, en allant en prison. Au nom de quoi ? « En aucun cas, jure solennellement Jouhaux, l'ordre ne sera troublé. » Tout restera en l'état : la propriété, la démocratie, les colonies, et avec elles : la misère, la vie chère, la réaction et le danger de guerre. Les masses sont capables de grands sacrifices, à condition d'avoir devant elles de grandes perspectives politiques. Elles doivent savoir clairement quel est le but, quelles sont les méthodes, qui est l'ami, qui est l'ennemi. Au contraire, les dirigeants des organisations ouvrières ont tout fait pour semer la confusion et la désorganisation dans le prolétariat.

Hier encore, le Parti radical se vantait d'être le pivot du Front populaire, de porter le flambeau du progrès, de la démocratie, de la paix... Les travailleurs n'avaient à vrai dire guère confiance dans les radicaux. Mais ils ont toléré les radicaux, dans la mesure

où ils faisaient confiance aux partis socialiste et communiste et à l'organisation syndicale. La rupture au sommet s'est produite, comme toujours en pareil cas, de manière inattendue. On a tenu les masses dans l'ignorance jusqu'au dernier moment. Pire : c'est la manière dont on a constamment « informé » les masses qui a permis à la bourgeoisie de les prendre au dépourvu. Et malgré cela, les travailleurs ont commencé de leur propre chef à s'organiser pour la lutte. Pris à leurs propres rets, les « chefs » appellent les masses – ne riez pas ! – à la « grève générale ». Contre qui ? Contre les « amis » de la veille. Au nom de quoi ? Nul ne le sait au juste. L'opportunisme s'accompagne toujours de pareils accès d'aventurisme.

La grève générale est par nature un moyen de lutte révolutionnaire. Le prolétariat, en tant que classe, se rallie à la grève générale contre l'ennemi de classe. Décréter la grève générale, voilà qui est absolument incompatible avec le Front populaire, qui signifie l'alliance avec la bourgeoisie. Les méprisables bureaucrates des partis socialiste et communiste et des syndicats ne voient dans le prolétariat que l'instrument servant à leurs arrangements secrets avec la bourgeoisie. On proposait aux travailleurs de payer fort cher une simple manifestation ; tant de victimes, cela n'aurait eu de sens que s'il s'était agi d'une lutte décisive. Comme si on pouvait, arbitrairement, orienter des millions d'hommes à droite et à gauche, au gré des combinaisons parlementaires ! Fondamentalement, Jouhaux, Blum et Thorez ont tout fait pour assurer l'échec de la grève générale. Ils ont eux-mêmes peur de la lutte, autant que la bourgeoisie ; et en même temps, ils se sont efforcés de se forger un alibi aux yeux du prolétariat. C'est une ruse de guerre classique des réformistes : préparer l'échec de l'action de masse et faire porter aux masses la responsabilité de l'échec, ou, ce qui ne vaut pas mieux, se vanter d'une victoire qui n'a pas eu lieu. Il n'est pas surprenant que l'opportunisme, agrémenté d'aventurisme à doses homéopathiques, n'apporte aux masses que la défaite et l'humiliation !

Le 9 juin 1936, nous écrivions : « *La révolution française a commencé* ». On peut penser que ce diagnostic a été démenti. En réalité la question est plus complexe. Que la situation politique objective en France ait été alors et demeure révolutionnaire, cela ne fait pas de doute : il y a crise de la position internationale de l'impérialisme français, et conjointement, crise interne du capitalisme français, crise financière de l'État, crise politique de la démocratie ; il y a l'extraordinaire désarroi de la bourgeoisie, l'absence évidente d'issue d'après les vieux schémas traditionnels. Cependant, comme l'a montré Lénine, encore, en 1915 : « *Toute situation révolutionnaire ne produit pas une révolution. Cela ne se produit... que si, aux transformations objectives vient s'ajouter le changement subjectif, c'est-à-dire si la classe révolutionnaire se montre capable de mener l'action révolutionnaire de masse avec suffisamment de force... pour abattre le vieux gouvernement, qui jamais, même en période de crise, ne "tombe" si on ne le "fait tomber"* ». L'histoire toute récente a tragiquement confirmé que « *toute situation révolutionnaire ne produit pas une révolution* » et que la situation révolutionnaire se change en contre-révolution, si, aux facteurs objectifs, ne s'ajoutent, dans le même temps, les facteurs subjectifs, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire.

Le flot grandiose de la grève de 1936 a montré que le prolétariat français était prêt à la lutte révolutionnaire, et qu'il était déjà engagé sur la voie du combat. En ce sens, nous avons le plein droit d'écrire : « *La révolution française a commencé.* » Mais si « *toute situation révolutionnaire ne produit pas une révolution* », il va de soi que toute révolution qui a commencé n'est pas assurée de progresser ensuite d'un pas uni. Le début de la révolution, qui jette dans l'arène politique les jeunes générations, est toujours marqué d'illusions, d'espoirs naïfs et de confiance. Il faut en général que la révolution subisse une violente attaque de la part de la réaction pour faire un pas en avant avec plus de résolution. Si la bourgeoisie française répondait aux grèves et aux

manifestations par des mesures policières et militaires – et cela se produirait inévitablement si elle n'avait à son service Blum, Jouhaux, Thorez et C^{ie}, le mouvement passerait rapidement à un stade plus élevé, la lutte pour le pouvoir viendrait inévitablement à l'ordre du jour. Mais le recours de la bourgeoisie aux services du Front populaire est un faux recul, une concession temporaire. À la pression des grévistes, elle a opposé le ministère Blum qui est apparu aux travailleurs comme leur gouvernement, ou presque. La CGT et l'Internationale communiste ont de toutes leurs forces apporté leur soutien à cette tromperie.

Pour mener le combat révolutionnaire pour le pouvoir, il faut avoir une claire vision de la classe à laquelle il faut arracher le pouvoir. Les travailleurs n'ont pas reconnu leur ennemi, car il portait le masque d'un autre. De plus, les instruments de combat pour le pouvoir : parti, syndicats, conseils ouvriers, sont nécessaires. Ces instruments ont été confisqués aux travailleurs, les chefs des organisations ouvrières ont formé un mur opaque autour du pouvoir de la bourgeoisie pour la masquer, la rendre méconnaissable. C'est ainsi que la révolution qui commençait a été freinée, interrompue, démoralisée.

Les deux années et demie qui se sont écoulées ont montré pas après pas la faiblesse, le caractère mensonger, hypocrite du Front populaire. Ce que les travailleurs ont pris pour un gouvernement « populaire » s'est avéré simplement le masque temporaire de la bourgeoisie. Ce masque est maintenant tombé. La bourgeoisie juge, visiblement, que les travailleurs ont été suffisamment trompés et affaiblis, que le danger immédiat de révolution est passé. Le gouvernement Daladier n'est, dans l'esprit de la bourgeoisie, qu'un petit pas vers un gouvernement plus fort, plus sérieux, de la dictature impérialiste.

Le diagnostic de la bourgeoisie est-il juste ? Le danger immédiat est-il réellement passé pour elle ? Autrement dit : la révolution est-elle repoussée à un avenir indéterminé, c'est-à-dire lointain ? Absolument rien ne le prouve. Une pareille assurance

est pour le moins hâtive et prématurée. La crise actuelle n'a pas encore dit son dernier mot. En tout cas, se montrer optimiste pour le compte de la bourgeoisie ne sied pas du tout au parti révolutionnaire, qui est le premier à descendre sur le champ de bataille et le dernier à le quitter.

La « démocratie » est aujourd'hui le privilège de quelques nations extrêmement puissantes et riches, exploiteuses et esclavagistes. La France est de celles-ci, mais elle en est le maillon le plus faible. Son poids particulier dans l'économie n'est plus depuis longtemps en rapport avec sa position dans le monde, héritée du passé. Voilà pourquoi la France impérialiste est aujourd'hui victime de l'histoire et ne peut se soustraire à son destin. La démocratie parlementaire en France est condamnée. Les éléments qui fondent une situation révolutionnaire non seulement n'ont pas disparu au cours des deux ou trois dernières années, mais se sont, au contraire, renforcés à l'extrême. La situation internationale et intérieure du pays a extraordinairement empiré. Le danger de guerre s'est rapproché. Si la peur de la bourgeoisie s'est apaisée, la conscience générale qu'il n'y a pas d'issue est, en revanche, devenue beaucoup plus aiguë.

Mais comment se présente la situation du point de vue des « facteurs subjectifs », c'est-à-dire de la préparation du prolétariat au combat ? Ce problème, justement parce qu'il concerne le domaine subjectif et non objectif, ne reçoit pas de réponse précise a priori. Ce qui est décisif, c'est la réalité vivante, c'est-à-dire le cours réel de la lutte. Mais nous avons des points de repère, qui sont certains aspects très importants de la situation, pour apprécier le facteur subjectif : nous pouvons constater qu'ils tiennent une grande place dans l'expérience de la dernière « grève générale ».

Nous ne pouvons malheureusement pas analyser ici en détail la lutte des travailleurs français de la deuxième quinzaine de novembre aux premiers jours de décembre. Mais pour la question qui nous intéresse, il suffit des données les plus générales. La

participation à la grève avec manifestations de deux millions de travailleurs environ, en regard des cinq millions de membres de la CGT (du moins sur le papier) est une défaite. Mais si on considère les conditions politiques décrites plus haut, et en particulier le fait que les principaux « organisateurs » de la grève étaient en même temps les principaux briseurs de grève, le chiffre de deux millions témoigne du haut degré de combativité du prolétariat français. À la lumière des événements antérieurs, cette conclusion apparaît encore plus évidente. L'agitation, les meetings et manifestations, les échauffourées avec la police et la troupe, les grèves, les occupations d'usine commencent le 17 novembre et s'amplifient avec l'entrée en action de communistes, de socialistes et d'anarchistes de base ! Il est clair que la CGT est dépassée par les événements. Le 25 novembre, les bureaucrates syndicaux annoncent une grève pacifique, « non politique », pour le 30 novembre, c'est-à-dire cinq jours plus tard. Autrement dit, au lieu de développer, d'élargir, de généraliser le mouvement réel qui prenait de plus en plus une forme combative, Jouhaux et C^{ie} opposent à ce mouvement révolutionnaire l'idée sans vie d'une protestation platonique. Les bureaucrates avaient besoin de ce délai de cinq jours, alors que, dans un pareil moment, chaque journée vaut un mois, pour mettre au point leur collaboration secrète avec le pouvoir, afin de paralyser et casser le mouvement qui se développait de manière autonome et qui les effrayait autant qu'il effrayait la bourgeoisie. C'est uniquement parce que Jouhaux et C^{ie} ont poussé le mouvement dans l'impasse que les mesures militaro-policières prises par Daladier ont eu une efficacité réelle.

Le fait que les cheminots, les ouvriers de l'industrie d'armement, les métallos et d'autres couches de l'avant-garde du prolétariat n'aient pas pris part à la « grève générale » n'est pas une preuve d'indifférence : au cours des deux semaines précédentes, ces travailleurs avaient pris une part active à la lutte. Mais ces couches d'avant-garde avaient compris mieux que les autres,

surtout après les mesures prises par Daladier, que le problème n'était plus de manifester ni d'élever des protestations platoniques, mais d'engager la lutte pour le pouvoir. La participation à la grève avec manifestations de couches de travailleurs plus arriérées, ou occupant une place moins importante dans les relations sociales, témoigne d'autre part de la profondeur de la crise dans le pays, et de ce que l'énergie révolutionnaire des masses ouvrières était restée intacte malgré la politique de démoralisation du Front populaire.

L'histoire nous enseigne, il est vrai, que même après une défaite décisive, qui met un terme à la révolution, les couches les plus arriérées de travailleurs peuvent continuer d'agir, alors que les cheminots, métallos, etc., demeurent passifs. Ce fut le cas en Russie après l'écrasement de l'insurrection de 1905. Mais cette situation résultait du fait que les couches d'avant-garde avaient déjà épuisé leurs forces au cours des longs combats qui avaient précédé : grèves, lock-outs, manifestations, heurts avec la police et la troupe, insurrections. Il n'en va pas de même du prolétariat français : le mouvement de 1936 n'a nullement épuisé les forces de l'avant-garde. La désillusion sur le compte du Front populaire a pu, bien sûr, provoquer une démoralisation passagère dans certaines couches ; elle a dû, en revanche, aiguïser l'impatience et l'indignation des autres couches. En même temps, en 1936 comme en 1938, les mouvements ont enrichi le prolétariat tout entier d'une expérience inestimable et révélé des milliers de dirigeants ouvriers locaux qui méprisent la bureaucratie officielle. Il nous faut être capables d'arriver jusqu'à eux, de les rassembler, de les armer du programme de la révolution.

Nous n'allons pas donner, de l'extérieur, des conseils de tactique à nos amis français qui se trouvent sur les lieux de l'action, et qui peuvent mieux que nous prendre le pouls des masses. Cependant, aujourd'hui plus que jamais, il est clair pour tout révolutionnaire marxiste que le seul moyen sûr de mesurer parfaitement le rapport de forces, et en particulier le degré

de préparation des masses au combat, est l'action. La critique sans concessions de la II^e et de la III^e Internationale n'a de valeur révolutionnaire que dans la mesure où elle aide l'avant-garde à se mobiliser pour prendre part aux événements. Les mots d'ordre fondamentaux, nécessaires à la mobilisation, sont donnés par le programme de la IV^e Internationale, qui revêt aujourd'hui en France un caractère plus actuel que jamais dans aucun autre pays. Une immense responsabilité politique repose sur les épaules de nos camarades. Aider la section française de la IV^e Internationale de toutes ses forces et par tous les moyens moraux et matériels est le devoir le plus important et le plus impérieux de l'avant-garde révolutionnaire.

Trotsky adressa ce document, destiné à Marceau Pivert, à Alfred Rosmer

[La voie de l'avant-garde révolutionnaire en France]¹

(22 décembre 1938)

Cher camarade Pivert,

Je reconnais que ce n'est pas sans hésitations que je me suis décidé à vous écrire cette lettre. Non seulement parce que nos opinions politiques sont loin de coïncider, mais parce que l'idée même de m'adresser d'un pays lointain à un militant politique de France pour une question qui concerne la France peut sembler déplacée. Cependant j'ai rejeté ces doutes. La situation est si critique, le sort du prolétariat de la France et de toute l'Europe, à un degré considérable du monde entier, dépend dans une telle mesure du prochain développement des événements en France, les éléments fondamentaux de la situation sont si clairs même à grande distance, que je considère inadmissible de ne pas faire la tentative de m'expliquer avec vous, alors que tout n'est pas encore perdu.

Le développement en France a marché durant les trois ou quatre dernières années plus lentement qu'il était possible de s'y attendre en 1934-1935 lorsque j'écrivais la brochure *Où va la France ?* La réalité vivante est toujours plus riche en possibilités, en tournants, en complications, que le pronostic théorique. Mais la marche générale des événements n'a apporté malgré tout rien d'essentiellement nouveau en comparaison de notre conception.

1 Trotsky n'avait pas donné de titre à ce texte. Celui qui figure ici lui a été attribué lors de son édition par les Études et documentation internationales (EDI). (Note de l'éditeur)

Je ne veux pas m'arrêter ici là-dessus, car j'ai consacré à cette question mon dernier article, « L'heure de la décision approche », qui, je l'espère, paraîtra bientôt en français (j'en joins en tout cas la copie à cette lettre). Le développement approche manifestement du dénouement. Comme dénouement, il ne peut y avoir que l'établissement d'une dictature fasciste, dans les premiers temps préfasciste (bonapartiste) de type militaire, ou la victoire du prolétariat. Je ne pense pas que nous soyons là-dessus en désaccord avec vous. Je ne pense pas non plus qu'il y ait un désaccord quant aux délais : un an ou deux, selon moi, c'est le délai maximum qui reste jusqu'au dénouement « définitif », c'est-à-dire irréparable pour de longues années.

Ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable organisation révolutionnaire de quelques milliers d'hommes comprenant clairement la situation, complètement affranchie de l'influence de l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise (« socialiste », « anarcho-syndicaliste », etc.) et disposée à aller jusqu'au bout. Une telle avant-garde saura trouver le chemin des masses. Dans les dix ou quinze dernières années nous avons vu plus d'une fois comment, sous les coups de gigantesques événements, tombent en poussière les grands partis traditionnels et leurs groupements, dans le genre du Front de fer (sans fer), du Front populaire (sans peuple), etc. Ce qui ne se brise pas ni ne tombe en poussière, c'est uniquement ce qui a été soudé par des idées révolutionnaires claires, précises, intransigeantes.

Je n'ai pas la possibilité de suivre de près l'activité de votre parti, je ne connais pas sa composition intérieure et c'est pourquoi je m'abstiens de prononcer une appréciation. Mais je connais les autres partis du bureau de Londres, lesquels existent depuis bien plus d'un an. Je me demande : votre parti peut-il aborder de gigantesques tâches la main dans la main avec Fenner Brockway, Walcher, Sneevliet, Brandler et autres vénérables invalides qui non seulement n'ont en rien démontré leur capacité de s'orien-

ter dans les événements révolutionnaires, mais au contraire ont démontré à plusieurs reprises leur incapacité absolue dans l'action révolutionnaire et, les années suivantes, leur incapacité non moins absolue d'apprendre quoi que ce fût de leurs propres erreurs ? Le meilleur groupe parmi eux fut le POUM. Mais n'est-il pas clair que l'effroi du POUM devant l'opinion publique petite-bourgeoise de la II^e et de la III^e Internationale et surtout des anarchistes, fut l'une des principales causes de l'effondrement de la révolution espagnole ?

De deux choses l'une. Ou bien le prolétariat français, trompé et affaibli par Blum, Thorez, Jouhaux et C^{ie}, sera pris à l'improviste et écrasé sans résistance, comme le prolétariat d'Allemagne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie... Mais inutile de faire des calculs sur la base de cette variante : la prostration servile ne réclame aucune stratégie. Ou bien, dans cette période qui reste, l'avant-garde du prolétariat français relèvera encore la tête, rassemblera autour d'elle les masses et se trouvera capable tant de résister que d'attaquer. Mais cette variante suppose un tel essor des espoirs des masses, de leur confiance en elles, de leur passion, de leur colère contre l'ennemi, que tout ce qui est moyen, intermédiaire, informe, sera rejeté à l'écart et dissipé au vent. Seuls des révolutionnaires disposés à aller jusqu'au bout sont capables de diriger une véritable insurrection des masses, car les masses distinguent excellemment les oscillations de l'esprit de décision inébranlable. À l'insurrection des masses, il faut une ferme direction. Et sans insurrection, la catastrophe est inévitable et dans un délai très court.

Je ne vois pas d'autre voie à la formation immédiate d'une avant-garde révolutionnaire en France que l'unification de votre parti et de la section de la IV^e Internationale. Je sais qu'entre les deux organisations se mènent des pourparlers sur la fusion et loin de moi l'idée de m'immiscer dans ces pourparlers ou de donner d'ici des conseils concrets. J'aborde la question d'un point de vue plus général. Le fait que les pourparlers durent et traînent

me semble être une circonstance extrêmement alarmante, le symptôme d'une discordance entre la situation objective et l'état des esprits dans les rangs les plus avancés de la classe ouvrière. Je serais heureux d'apprendre que je me trompe.

Vous portez une grande responsabilité, camarade Pivert, fort semblable à la responsabilité qui pesait sur Andrés Nin dans les premières années de la révolution espagnole. Vous pouvez donner aux événements une grande impulsion vers l'avant. Mais vous pouvez aussi jouer le rôle fatal de frein. Dans des moments de crise politique aiguë, l'initiative individuelle est capable d'exercer une grande influence sur la marche des événements. Il est seulement nécessaire de se décider fermement à une chose : aller jusqu'au bout.

J'espère que vous apprécierez à leur juste valeur les motifs qui m'ont guidé en vous écrivant cette lettre et je vous souhaite chaleureusement le succès dans la voie de la révolution prolétarienne.

Chronologie

La chronologie ci-dessous n'est évidemment pas exhaustive. Elle a uniquement pour but de faciliter la lecture des écrits de Trotsky sur la France en les restituant dans le contexte où ils ont été rédigés.

DANS LE MONDE

1929

La III^e Internationale (IC: Internationale communiste ou Komintern) poursuit depuis fin 1927 sa tactique « classe contre classe » : en présentant la social-démocratie comme « un frère jumeau » du fascisme, cette politique rend impossible l'unité d'action entre les travailleurs communistes et ceux, majoritaires dans la classe ouvrière, qui font confiance aux directions socialistes.

24 octobre : « jeudi noir », aux États-Unis marquant le début de la crise de l'économie capitaliste mondiale : les actions perdent 30 % de leur valeur en une seule journée.

Le 27 décembre, Staline se prononce pour la « liquidation des koulaks (paysans aisés) en tant que classe ».

FRANCE

26 juillet : Raymond Poincaré, chef du gouvernement depuis plus de trois ans, démissionne pour raisons de santé.

De juillet 1929 à juillet 1940, 25 gouvernements vont se succéder (pour à peine plus de cinq mois chacun en moyenne), témoignant d'une grande instabilité gouvernementale..

TROTSKY

10 février : expulsion de Léon Trotsky d'URSS. Il s'installe dans l'île de Prinkipo, au large d'Istanbul (Turquie).

Juin : Trotsky annonce la formation de l'Opposition de gauche internationale.

Septembre : Trotsky écrit la préface de *Ma Vie* à Prinkipo.

Dans le monde	France	Trotsky
1930	<u>juillet</u> : Maurice Thorez devient secrétaire général du PCF.	<u>Avril</u> : les trotskystes français fondent la Ligue communiste et organisent la première réunion internationale de l'Opposition de gauche, qui crée le Secrétariat international (SI) chargé de coordonner ses activités.
1931	<u>13 juin</u> : le radical Paul Doumer élu président de la République.	<u>Novembre</u> : parution de l'ouvrage de Trotsky <i>Histoire de la Révolution russe</i> . <u>Mai</u> : parution du texte de Trotsky : « La Révolution espagnole et les dangers qui la menacent ».
1932	<u>6 mai</u> : assassinat de Paul Doumer. <u>8 mai</u> : élections législatives. Victoire du deuxième « cartel des gauche », formé par les radicaux et les socialistes. Mais à la Chambre c'est en fait une coalition radicaux-« modérés » qui gouvernera. <u>10 mai</u> : élection d'Albert Lebrun comme président de la République.	<u>23 novembre</u> : arrivée de Trotsky à Copenhague, où les étudiants sociaux-démocrates l'ont invité à donner une conférence à l'occasion du 15 ^e anniversaire de la Révolution russe. <u>12 décembre</u> : retour de Trotsky à Prinkipo.

Dans le monde

France

Trotsky

1933

30 janvier : Hitler devient chancelier d'Allemagne.

27 février : incendie du Reichstag, prétexte à la répression contre les communistes.

3 mars : arrestation d'Ernst Thälmann, secrétaire général du Parti communiste allemand (KPD).

5 mars : malgré la dictature nazie qui s'installe le SPD (Parti social-démocrate allemand) et le KPD (Parti communiste, dont les militants sont impitoyablement pourchassés) obtiennent plus de 30 % des voix, soit 12 millions, aux élections parlementaires (contre 43,9 % pour le parti nazi).

En mars débute la construction du premier camp de concentration à Dachau, destiné aux opposants politiques.

23 mars : vote de la loi sur les pleins pouvoirs à Hitler ; le Parlement est officiellement hors jeu.

5 avril : résolution de l'Internationale communiste approuvant sans réserve la politique menée par le Parti communiste allemand.

4 au 8 février : rencontre internationale de l'Opposition de gauche. Bien que pourchassés par les staliniens, les opposants continuent à se considérer comme une fraction des partis communistes.

12 mars : lettre de Trotsky au Secrétariat international intitulée « Il faut un nouveau parti en Allemagne ».

Dans le monde

Le 14 octobre, les représentants allemands quittent la Société des nations lors d'une conférence sur le désarmement; un référendum entérine le fait le 12 novembre.

France

4-5 novembre : exclusion de la SFIO des « néo-socialistes », qui forment le Parti socialiste de France, dirigé par Marcel Déat (futur fondateur, pendant la guerre, d'une organisation fasciste, le Rassemblement national populaire).

29 décembre : révélation de l'affaire Stavisky, escroquerie bancaire dans laquelle étaient mêlés des membres notoires de la pègre et de nombreux parlementaires radicaux et modérés.

8 janvier : « suicide » de Stavisky.

6 février : manifestation et émeutes des ligues d'extrême droite rassemblant 40 000 personnes à Paris (15 morts) dans un contexte marqué par le chômage, conséquence de la crise, et la montée de l'antiparlementarisme avec la floraison des scandales.

7 février : démission du gouvernement Daladier, remplacé par Doumergue, autre

Trotsky

15 juillet : rédaction par Trotsky d'un bulletin intérieur de la Ligue communiste internationale intitulé : « Il faut construire de nouveau des partis communistes et une nouvelle internationale ».

24 juillet : Trotsky arrive en France, à Cassis.

1934

Dans le monde

14 juin : première rencontre entre Hitler et Mussolini.

France

radical. Ce dernier fait un geste vers l'extrême droite en s'entourant de plusieurs ministres nettement marqués à droite.

9 février : contre-manifestation du PC et de la CGTU, au cours de laquelle six manifestants sont tués.

12 février : grève générale lancée par la CGT (syndicat à majorité socialiste) « contre les menaces du fascisme et pour la défense des libertés politiques », à laquelle s'est ralliée la CGTU. Rassemblant plus de 100 000 travailleurs, les deux manifestations, CGTU et CGT, se rejoignent dans l'enthousiasme, aux cris de « Unité ! unité ! ».

31 mai : *l'Humanité* reproduit l'article de la *Pravda* : « L'IC estime que l'appel au front unique devant la menace fasciste (...) est nécessaire dans certaines conditions (...). Un pareil appel est possible dans un pays comme la France où la social-démocratie n'a pas encore été au pouvoir ».

23 juin : le bureau politique du PC propose à la SFIO un pacte d'unité d'action pour la lutte contre le fascisme et la guerre.

Trotsky

17 avril : le conseil des ministres français décide d'expulser Trotsky, jugé « dangereux et indésirable ». Mesure non appliquée, car aucun pays n'est prêt à accueillir le proscrit.

Juin : Trotsky conseille à la centaine de membres de la Ligue communiste d'entrer dans la SFIO « drapeau déployé » pour y gagner de jeunes ouvriers combattifs.

Dans le monde

19 août : Hitler cumulant les fonctions de président du Reich et de chancelier, à la suite du décès de Hindenburg, devient le « Führer » de l'Allemagne. Un référendum-plébiscite confirme cette mesure.

1935

16 mars : rétablissement du service militaire obligatoire.

2 octobre : agression italienne contre l'Abyssinie (Éthiopie).

France

2 juillet : meeting unitaire des fédérations socialistes et communistes de la région parisienne.

27 juillet : signature d'un pacte d'unité d'action SFIO-PC, portant essentiellement sur les actions à mener contre les ligues d'extrême droite, contre les décrets-lois et contre les préparatifs de guerre (manifestations, meetings communs et groupes de défense).

15 mars : service militaire porté de 18 mois à deux ans.

Mi-mai : signature du traité d'assistance mutuelle franco-soviétique – le « pacte Laval-Staline » (Laval étant ministre des Affaires étrangères) – et déclaration de Staline

Trotsky

25 août : conférence nationale de la Ligue communiste qui entérine l'entrée des trotskystes français comme fraction dans la SFIO. Ils prennent le nom de Groupe bolchevique-léniniste.

Fin octobre 1934 : Trotsky rédige l'article « Où va la France ? »

2 novembre : parution du texte de Trotsky « Objections et réponses : la milice du peuple » dans *la Vérité*, par la suite inséré dans l'article « Où va la France ? »

28 mars : L'article de Trotsky « Encore une fois, où va la France ? » paraît dans *la Vérité*.

25 mai : Léon Trotsky fait paraître dans *la Vérité* l'article « Staline a signé l'acte de décès de la III^e Internationale » (en référence au traité franco-soviétique).

Dans le monde

France

qui « comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ».

La direction du PC s'empresse de sortir une affiche avec comme slogan « Staline a raison ! » pour indiquer son accord avec le traité signé avec Laval.

7 juin : Laval devient président du conseil.

14 juillet : défilé de 500 000 manifestants à Paris aux mots d'ordre de « Pain, paix et liberté », et serment du Front populaire.

17 juillet : décrets-lois Laval, réduisant de 10 % les traitements dans les services publics.

6 au 8 août : journées de grèves et de manifestations à Brest et à Toulon.

30 septembre : Marceau Pivert forme dans la SFIO la tendance Gauche révolutionnaire.

Trotsky

10 juin : Dans « Un nouveau tournant est nécessaire », Trotsky estime que la situation se radicalisant, il est urgent pour les trotskystes de sortir de la SFIO et de créer un parti indépendant.

18 juin : Trotsky, qui a obtenu une autorisation de séjour temporaire, arrive en Norvège. Il convainc Fred Zeller, dirigeant des Jeunesses socialistes de la Seine, de se joindre aux trotskystes.

Les dirigeants de la SFIO excluent les dirigeants des Jeunesses socialistes de la Seine. Pour Trotsky, il faut s'appuyer sur ces exclusions, « à l'initiative de la SFIO », pour lancer le nouveau parti.

4 novembre : parution dans le bulletin intérieur de la Ligue communiste internationaliste d'un article de Trotsky intitulé « Pas d'équivoque vis-à-vis du Front populaire ».

Dans le monde

1936

16 janvier : adoption en Espagne du programme électoral du Front populaire.

16 février : élections législatives en Espagne. Victoire du Front populaire.

7 mars : remilitarisation de la Rhénanie par Hitler.

5 mai : chute d'Addis-Abeba. Le roi d'Italie Victor-Emmanuel est proclamé empereur d'Éthiopie.

France

6 décembre : dissolution des milices armées et des ligues fascistes (loi qui servira en 1968 à interdire les organisations d'extrême gauche).

12 janvier : publication de la plate-forme électorale du Rassemblement populaire constitué des radicaux, de la SFIO et du PC.

2 au 5 mars : congrès d'unité de la CGT : les communistes « unitaires » de la CGTU sont réintégrés dans la CGT.

17 avril : appel de Maurice Thorez à Radio-Paris : « Nous te tendons la main, catholique ».

26 avril-3 mai : élections législatives. Victoire du Front populaire.

11 mai : début d'un vaste mouvement de grèves avec occupations d'usines.

4 juin : formation du ministère Léon Blum avec la participation des radicaux et le soutien du PC.

6 juin : vote de confiance pour Léon Blum à l'Assemblée, 384 voix contre 210.

Trotsky

17 novembre : la SFIO confirme la décision d'exclusion des bolcheviques-léninistes.

26 novembre : parution dans *la Vérité* de l'article de Léon Trotsky « Pour les comités d'action, pas le Front populaire ».

21 mars : Trotsky rédige une préface à la réédition française de son livre *Terrorisme et Communisme* (publié en 1920) intitulée « La France à un tournant ».

5 juin : Trotsky rédige « L'étape décisive ».

9 juin : Trotsky rédige l'article « La révolution française a commencé ».

Dans le monde

18 juillet : putsch de Franco. Début de la « guerre d'Espagne ».

28 juillet : arrivée des premiers avions italiens et allemands en soutien aux franquistes.

7 août : Léon Blum propose à son cabinet un projet de pacte de non-intervention en Espagne.

8 août : le gouvernement français décide la fermeture des frontières avec l'Espagne.

19 au 23 août : premier procès de Moscou : parmi les 16 accusés, d'anciens dirigeants du Parti bolchevique dont Zinoviev, Kamenev et Smirnov.

24 août : les seize condamnés de Moscou sont exécutés.

France

7 juin : premiers « accords Matignon » entre la CGT et le patronat. Les grèves continuent et s'étendent.

11 juin : loi sur les congés payés et les 40 heures hebdomadaires. Appel de Thorez, « Il faut savoir terminer une grève ».

18 juin : dissolution des ligues d'extrême droite.

21 juin : *l'Humanité* titre : « Vive l'union de la nation française ! »

28 juin : l'ex-dirigeant du PC Jacques Doriot fonde le Parti populaire français, parti d'extrême droite.

7 juillet : Salengro, ministre de l'Intérieur, socialiste, déclare au Sénat que le gouvernement s'opposera aux occupations d'usines.

14 juillet : immense manifestation estimée à un million de personnes.

Début août : fin des grèves.

25 août : le service militaire est porté de 1 à 2 ans.

Trotsky

3 juillet : Trotsky écrit l'article « La nouvelle montée et les tâches de la IV^e Internationale ».

9 juillet : Trotsky rédige « Devant la seconde étape ».

19 juillet : Trotsky écrit « Les radicaux, agents de la bourgeoisie au gouvernement ».

Août : Trotsky termine la rédaction du volume *La Révolution trahie*, terminé avant le premier procès de Moscou et publié en France le 26 novembre chez Grasset.

22 août : parution à Barcelone dans *la Batalla* (journal du POUM) de l'article de Trotsky « Leçons d'Espagne ».

Dans le monde**25 octobre :**

proclamation par Hitler et Mussolini de leur alliance, l'Axe Rome-Berlin.

24 novembre :

signature du pacte anti-Komintern par l'Allemagne et le Japon.

France**Trotsky****1937**

23 janvier : ouverture du second procès de Moscou. Treize condamnations à mort sur 18 accusés, dont Piatakov.

Mai : les « événements de mai » à Barcelone, épreuve de force engagée par les partisans ouverts de la reconstruction de l'État bourgeois (PS et PC) contre l'avant-garde ouvrière de Catalogne. Répression contre le POUM et les anarchistes..

juin : procès et liquidation en URSS des chefs de l'Armée rouge, et de milliers d'officiers.

13 février : Léon Blum annonce une « pause des réformes ».

16 mars : à Clichy, intervention policière contre des manifestants antifascistes. 5 morts.

18 avril : dissolution de la Gauche révolutionnaire du Parti socialiste (dirigée par Marceau Pivert). Cette décision fait suite aux critiques sur le comportement de la police lors de la manifestation de Clichy.

21 juin : démission de Léon Blum (car le Sénat lui refuse les pleins pouvoirs pour sa politique financière), remplacé par le radical Camille Chautemps.

21 décembre :

« aménagement des 40 heures », une remise en cause des lois signées dix-huit mois plus tôt.

13 mars : Léon Blum

19 décembre : Trotsky est expulsé de Norvège.

9 janvier : arrivée de Trotsky au Mexique.

16 février : Léon Sédov, le fils de Trotsky, est assassiné à Paris par des agents staliniens.

Dans le monde

1938

13 mars : l'*Anschluss*. Adolf Hitler proclame l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne.

13 mars : troisième procès de Moscou : 19 condamnations à mort sur 21 accusés, dont Boukharine, Rykov et Iagoda.

28 au 30 septembre : conférence de Munich conclue par des accords aux termes desquels la France, l'Angleterre et l'Italie laissaient Hitler envahir les Sudètes (région à l'ouest de la Tchécoslovaquie, frontalière avec l'Allemagne).

France

de nouveau chef du gouvernement.

8 avril : démission de Léon Blum, remplacé par le radical Édouard Daladier.

11 avril : le secrétariat de la SFIO dissout la fédération de la Seine, influencée par Marceau Pivert. Cette dissolution sera confirmée en juin au congrès de la SFIO.

8 juin : le courant de Marceau Pivert, exclu de la SFIO, crée le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP).

21 août : discours d'Édouard Daladier : « Il faut remettre la France au travail » : remise en cause de la « semaine des deux dimanches ».

4 octobre : la Chambre ratifie à une énorme majorité (75 voix contre, dont les 73 députés du PC et un seul SFIO) les accords de Munich et donne les pleins pouvoirs à Daladier.

27 octobre : le Parti radical se retire du « Comité national du rassemblement populaire ». C'est la mort officielle du Front populaire.

Trotsky

3 septembre : la conférence de fondation de la IV^e Internationale se tient en France à Périgny.

Trotsky conseille aux trotskystes français d'entrer dans le PSOP, qui regroupe plusieurs milliers d'ouvriers.

Dans le monde**France****Trotsky****2-13 novembre :**

décrets-lois de Paul Reynaud, ministre des Finances, qui rétablit entre autres la semaine de 48 heures.

30 novembre : grève générale contre les décrets Reynaud, suivie d'une vaste répression (800 000 travailleurs lock-outés et des milliers licenciés).

1939

2 janvier : le magazine anglais *Time* choisit Hitler comme « l'homme de l'année ».

26 janvier : Barcelone tombe aux mains des troupes franquistes.

16 mars : les troupes allemandes envahissent la Tchécoslovaquie, découpée en un « protectorat de Bohême-Moravie » (en gros la République tchèque actuelle) et un État slovaque vassal de l'Allemagne.

1^{er} avril : Franco maître de toute l'Espagne.

7 avril : occupation de l'Albanie par les troupes italiennes.

23 août : signature du « pacte de non-agression » germano-soviétique

1er septembre : les troupes allemandes entrent en Pologne.

fin janvier : 450 000 républicains espagnols arrivent en France, où ils sont internés dans des camps, comme ceux d'Argelès ou du Vernet.

20 mars : décret autorisant les 60 heures de travail hebdomadaires dans les usines d'armement.

3 septembre : la Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre à l'Allemagne.

26 septembre : interdiction du PC et de toutes les organisations communistes.

Dans le monde

14 décembre: l'URSS, qui occupe la partie orientale de la Pologne, est exclue de la SDN.

France

20 février : la Chambre vote la déchéance des 60 députés du PCF.

16 juin : Pétain devient chef du gouvernement.

25 juin : entrée en vigueur de l'armistice.

10 juillet : le Parlement vote les pleins pouvoirs à Pétain à une écrasante majorité.

Trotsky

25 mai : attentat manqué d'un commando stalinien contre Trotsky.

20 août : assassinat de Léon Trotsky par un agent du Guépéou.

1940

Notices biographiques

ALPHONSE XIII (1886-1941)

Roi d'Espagne, monté sur le trône en 1902, il laisse en 1923 la réalité du pouvoir au général Primo de Rivera qui gouverne en dictateur jusqu'en 1930. La victoire des partis républicains dans les grandes villes, aux élections municipales de 1931, amène Alphonse XIII à quitter l'Espagne, sans pour autant abdiquer officiellement. Pendant la guerre civile, ses partisans sont absorbés dans le « Mouvement » franquiste, mais Franco fait de l'Espagne une monarchie sans roi, et Alphonse XIII meurt en exil.

AZAÑA, Manuel (1880-1940)

Homme politique espagnol républicain, chef en 1931 d'un gouvernement de la République qui déçoit les attentes populaires. Après le retour électoral de la droite en 1933, il repasse dans l'opposition. Le Front populaire en fait en 1936 le président de la République. Il s'exile en France en 1939.

BAUER, Otto (1881-1938)

Dirigeant de la puissante social-démocratie autrichienne, adversaire de la Révolution russe, il exerce des responsabilités gouvernementales en 1918-1919. Dans les années 1930, il mène une politique de conciliation, refusant tout risque d'affrontement entre la classe ouvrière et les organisations d'extrême droite, même après que le chancelier Dollfuss a imposé au pays une quasi-dictature. Les milices d'extrême droite s'attaquant de plus en plus ouvertement aux organisations ouvrières, le prolétariat autrichien, abandonné par ses dirigeants, prend les armes, en février 1934, et est écrasé après des jours de combats acharnés. Otto Bauer part alors en exil en France.

BLUM, Léon (1872-1950)

Issu d'une famille de commerçants parisiens, ancien élève de l'École normale supérieure, lié à André Gide, Marcel Proust et Paul Valéry. Il se lance dans la politique avec l'affaire Dreyfus de 1894 à 1906 et se lie à Jaurès en 1897. Il participe au lancement de *l'Humanité* en 1904 et à la fondation de la SFIO en 1905. En août 1914, défenseur de l'union sacrée, il devient le chef de cabinet du ministre socialiste Marcel Sembat. En 1919, élu pour la première fois député, il milite contre l'adhésion du

Parti socialiste à la III^e Internationale et est le porte-parole des adversaires de l'adhésion à l'Internationale communiste lors du congrès de Tours (1920).

Sous son impulsion, le Parti socialiste mène dans les années 1920 la politique dite du « bloc des gauches », c'est-à-dire de soutien au Parti radical. À partir de 1934, des contacts se nouent avec le Parti communiste, conduisant en 1935 à la formation du « Front populaire » rassemblant PC, SFIO et Parti radical.

Président du conseil du premier gouvernement de Front populaire en juin 1936 il préside la réunion des représentants du patronat et de la CGT qui aboutit aux accords Matignon. Devant la poursuite des grèves, il fait voter en urgence les lois sur les quarante heures et les congés payés, tout en s'appuyant sur la direction du PC (Thorez, et son fameux « il faut savoir terminer une grève ») pour obtenir la reprise du travail.

Ayant tout fait pour préserver, en « gérant loyal du capitalisme » qu'il voulait être, les intérêts des possédants, il se heurte à l'opposition du Sénat et capitule devant celui-ci en juin 1937, dénonçant alors le « mur d'argent ». Il est de nouveau chef d'un éphémère gouvernement de « Front populaire », en mars-avril 1938.

En 1940, il fait partie des socialistes qui ne votent pas les pleins pouvoirs à Pétain et est ensuite assigné à résidence. Vichy organise contre lui un procès (le procès de Riom) pour essayer de montrer que le Front populaire est responsable de la défaite de 1940. L'accusation se retrouve en si mauvaise posture que le procès est suspendu sine die.

Livré par Laval aux nazis et déporté à Buchenwald, en mars 1943, logé près du camp de concentration, il est libéré le 7 mai 1945.

Il dirige le dernier gouvernement provisoire précédant la IV^e République, de décembre 1946 à janvier 1947 et reste, jusqu'à son décès, directeur du quotidien socialiste *le Populaire*.

BRANDLER, Heinrich (1881-1967)

Militant socialiste depuis 1901, membre du groupe Spartakus pendant la Première Guerre mondiale, puis du KPD (Parti communiste d'Allemagne), il est à la direction de celui-ci au moment de la crise révolutionnaire de 1923. Tenu pour responsable de l'échec du KPD, il est écarté de sa direction dans les mois qui suivent. Exclu en 1928, il fonde le KPO (Parti communiste-opposition) qui critique la politique sectaire menée sur les directives de Staline en Allemagne, mais sans remettre en cause l'évolution de l'URSS stalinienne.

Brandler émigre en France en 1933.

BRIAND, Aristide (1862-1932)

Avocat socialiste, réformiste ouvert, il rompt avec la SFIO en 1906, opposé aux concessions faites selon lui par Jaurès à l'aile du parti qui se réclame du marxisme. Député de la Loire depuis 1902 (il le resta jusqu'à sa mort), il entre pour la première fois dans un gouvernement en 1906 comme ministre de l'Instruction publique et des cultes. Chef du gouvernement en 1909 cet ancien socialiste gagne la sympathie de la droite par sa répression de la grève des cheminots. Il a été au total vingt-deux fois ministre (le plus souvent aux Affaires étrangères) et dix fois président du conseil. Après la fin du premier conflit mondial il se fait le défenseur de la Société des nations et est en 1928 le promoteur, avec le secrétaire d'État américain Kellogg, d'un pacte de renoncement à la guerre signé par toutes les grandes puissances... avec l'efficacité que l'on sait.

BROCKWAY, Fenner (1888-1988)

Se réclamant à la fois du socialisme et du christianisme, il présidait l'Independent Labour Party, qui louvoyait entre le Labour Party et une politique révolutionnaire.

BRÜNING, Heinrich (1885-1970)

Chef de la fraction du centre catholique au Reichstag, il est nommé chancelier en mars 1930. Sans majorité parlementaire dans une chambre où les nazis avaient fait une entrée en force, il gouverne par décrets jusqu'en mai 1932. Il quitte l'Allemagne après l'accession de Hitler au pouvoir et devient professeur dans une université américaine.

CACHIN, Marcel (1869-1958)

Professeur de philosophie, membre du POF guesdiste dès 1891. Député en 1914, il défend si résolument les positions chauvines que le gouvernement français lui confie des missions. Il est notamment chargé du contact avec la minorité socialiste qui autour de Mussolini réclame l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des alliés. Il fait un premier voyage en Russie en avril-mai 1917 pour encourager le gouvernement provisoire à continuer la guerre.

Trois ans plus tard, il est envoyé par le Parti socialiste à Moscou avec Frossard. À son retour, conscient de l'immense influence que la Révolution russe a parmi les travailleurs en France, il est l'un des dirigeants socialistes qui décident d'adhérer à l'Internationale communiste.

À la direction du PCF de 1921 à sa mort, il se montre l'un des plus fidèles soutiens de tous les tournants staliniens.

CHAUTEMPS, Camille (1885-1963)

Avocat radical-socialiste et franc-maçon. Maire de Tours, député en 1919, ministre en 1924, il participe à de nombreux gouvernements, de couleurs politiques variées. Ministre d'État dans le premier gouvernement dirigé par Blum en 1936, il succède à celui-ci en 1937. Vice-président du conseil des cabinets Daladier et Reynaud, il fait partie du premier gouvernement Pétain, puis, chargé d'une mission aux États-Unis... il y reste prudemment jusqu'à la fin de la guerre.

CHIAPPE, Jean (1878-1940)

Haut fonctionnaire connu pour ses sympathies envers l'extrême droite. Préfet de police de 1927 à 1934, sa révocation fut le prétexte de l'émeute des ligues du 6 février 1934.

CITRINE, Walter (1887-1983)

Secrétaire des syndicats britanniques en 1926, il est le principal responsable, par sa politique, de l'échec de la grève générale qui se déroule cette année-là. La couronne britannique reconnaissante l'éleva au titre de « baronet ». Désormais « Sir », Citrine fut également président de la FSM (Fédération syndicale mondiale) en 1945.

CLAUSEWITZ, Karl von (1780-1831)

Général prussien, l'un des auteurs de la réorganisation de l'armée après les défaites catastrophiques pour la Prusse d'Iéna et Auerstedt face aux armées napoléoniennes. Il est l'auteur d'un traité : *De la guerre, où il affirme que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens »*.

COLLINET, Michel (1904-1977)

Professeur de mathématiques, après avoir appartenu un temps à la Ligue communiste (trotskyste) au tout début des années 1930, il s'en éloigne pour se retrouver au sein de la Gauche révolutionnaire, la tendance de la SFIO dirigée par Marceau Pivert.

DALADIER, Édouard (1884-1970)

Dirigeant du Parti radical, professeur d'histoire. Investi président du conseil le 30 janvier 1934, il démissionne de son poste après l'émeute du 6 février. Ministre de la Défense nationale dans les deux gouvernements Blum et le gouvernement Chautemps, il redevint chef du gouvernement en avril 1938. Signataire des accords de Munich qui abandonnent une partie de la Tchécoslovaquie à Hitler, il prend une série de décrets-lois qui reviennent sur les concessions faites à la classe ouvrière en 1936, et réprime la grève générale du 30 novembre 38 dont

l'échec se solde par la révocation de nombreux fonctionnaires et des milliers de licenciements dans le secteur privé.

Après la signature du pacte germano-soviétique et l'invasion de la Pologne par les armées allemandes à l'ouest, puis soviétiques à l'est, Daladier ordonne la dissolution du PCF, son ancien allié électoral. Après la guerre, il siège à la chambre des députés jusqu'en 1958.

DAN, Fiodor GOURVITCH, dit (1871-1947)

Médecin, l'un des fondateurs du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, membre de la fraction menchevique après le congrès de 1903. Installé à Paris après la Révolution russe, il y publie un *Courrier socialiste* qui défend la politique de la II^e Internationale.

DÉAT, Marcel (1894-1955)

Agrégé de philosophie, député SFIO en 1926, il prend la tête d'une tendance droitiste, dite « néo-socialiste », qui quitte la SFIO en 1933. Engagé dans la « collaboration » dès 1940, il fonde en 1941 le RNP (Rassemblement national populaire), ouvertement inspiré du modèle nazi. Réfugié en Allemagne en 1944, il fait partie d'un pseudo-gouvernement en exil pro-allemand. À la fin de la guerre, il réussit à passer en Italie, où il est accueilli dans un couvent.

DE MAN, Henri (1885-1953)

Militant syndicaliste et socialiste belge, profondément réformiste, il fait adopter par le Parti ouvrier belge, en 1933, un « plan » destiné selon lui à réaliser des améliorations de la condition ouvrière dans le cadre de la société capitaliste. Resté en Belgique après l'occupation de ce pays par l'armée allemande, il prend une position favorable à la « collaboration ».

DIMITROV, Georges (1882-1949)

Militant du Parti social-démocrate bulgare, puis du Parti communiste, condamné à mort par contumace après l'insurrection de 1923. En exil, il s'intègre à l'appareil du Komintern stalinien. Impliqué par les nazis dans l'incendie du Reichstag, il est acquitté au procès de Leipzig. Revenu en URSS auréolé de ce succès il occupe à partir de 1934 le secrétariat général de l'exécutif du Komintern, jusqu'à la dissolution de celui-ci en 1943. Il préside à ce poste au tournant politique de 1935 vers les « fronts populaires ». Rentré en Bulgarie en 1945, il est le chef du gouvernement de ce pays de 1946 à sa mort.

DOLLFUSS, Engelbert (1892-1934)

Homme politique autrichien, membre du Parti social-chrétien (catholique), il devient chancelier en 1932. En mai 1933 il suspend le régime parlementaire. Partisan du maintien de l'indépendance de l'État autrichien, face aux nationaux-socialistes qui réclament l'*Anschluss* (le rattachement à l'Allemagne), il recherche en politique extérieure l'alliance italienne. À l'intérieur il s'appuie sur les bandes armées de la *Heimwehr* (défense de la patrie), avec l'aide desquelles il brise le mouvement ouvrier en février 1934. Il est assassiné deux mois plus tard par des SS autrichiens.

DORIOT, Jacques (1898-1945)

Secrétaire des Jeunesses communistes en 1923, maire de Saint-Denis depuis 1931, partisan en 1934 du front unique des organisations ouvrières face au danger fasciste et de ce fait en opposition à Thorez, il refuse prudemment de se rendre à Moscou pour arbitrage, et rompt avec le Parti communiste français. Deux ans plus tard, il se retrouve de l'autre côté de l'échiquier politique, en fondant le PPF (Parti populaire français), d'inspiration clairement fasciste. En 1940 il prend position pour la « collaboration ». Il est l'un des promoteurs de la LVF (Légion des volontaires français contre le bolchevisme) et fait des apparitions sur le front de l'Est. Après la débâcle de la Wehrmacht en France, il organise à partir de Sigmaringen des émissions de radio pro-allemandes à destination de la France, avant de mourir mitraillé dans sa voiture.

DOUMERGUE, Gaston (1863-1937)

Avocat, député radical, plusieurs fois ministre entre 1902 et 1917. Bénéficiant d'amitiés dans la droite comme dans la gauche de l'Assemblée, il est élu président de la République en 1924. « Retiré » de la vie politique à l'expiration de son mandat en 1931, il est appelé en février 1934 à former un gouvernement « d'union nationale » auquel participent Pétain et Tardieu. Quand les radicaux arrêtaient de soutenir ce gouvernement, Gaston Doumergue démissionna (novembre 1934).

DUCLOS, Jacques (1896-1975)

Pâtissier, blessé à Verdun, adhère au PCF après le congrès de Tours. Député en 1926, il entre la même année au comité central. Tout comme Thorez, il suit fidèlement les zigzags de la politique stalinienne, justifiant tour à tour la tactique « classe contre classe » puis les « fronts populaires ». Trotsky le considérait comme l'agent direct de la Guépéou en France à la veille de la guerre. Il resta l'un des principaux dirigeants du PCF après la « Libération », jusqu'à sa mort.

FAURE, Paul (1878-1960)

Journaliste, secrétaire général de la SFIO de 1920 à 1940, il se rallia en 1940 au régime de Vichy et fut membre du « Conseil national » mis en place par Pétain.

FLANDIN, Pierre-Étienne (1889-1958)

Fils de sénateur, avocat, député en 1914, cet homme de droite est plusieurs fois ministre à partir de 1930 et président du conseil en 1934-1935. Il redevient ministre des Affaires étrangères sous Vichy, de décembre 1940 à février 1941.

FROSSARD, Ludovic Oscar, connu aussi comme Louis-Olivier (1889-1946).

Instituteur socialiste, rallié à l'union sacrée. En octobre 1918, il devient secrétaire général du Parti socialiste, et rentré de Moscou (avec Cachin) en 1920, il est l'un des dirigeants de la majorité ralliée à l'adhésion à l'Internationale communiste.

Toute sa vie politique fut marquée par l'opportunisme: secrétaire général du PC après le congrès de Tours, il démissionna en janvier 1923, rejoignant la SFIO, dont il devint député en 1928 et qu'il quitta en 1935 pour devenir ministre du Travail dans le gouvernement Laval, ce qui ne l'empêcha pas de redevenir ministre dans les gouvernements de Front populaire. Il fut aussi ministre dans le premier gouvernement Pétain.

GANDHI, Mohandas Karamchand (1869-1948)

Avocat indien. Installé dans les colonies anglaises d'Afrique du Sud en 1893, il se montre d'abord très respectueux des intérêts britanniques, en particulier lors de la guerre des Boers (guerre pour l'annexion des États néerlandophones) et de la rébellion des Zoulous. Mais si le renforcement des mesures ségrégationnistes l'amène à se dire partisan de la résistance, celle-ci, pour lui, doit être passive et non violente.

C'est la même attitude qu'il prêcha après son retour en Inde en 1915, et qui entraînait l'admiration des pacifistes occidentaux, pour qui la « résistance passive » est la seule attitude que devraient adopter les opprimés et les exploités!

GERMAIN-MARTIN, Louis (1872-1948)

Professeur de droit, d'abord radical puis conservateur, plusieurs fois ministre des Finances dans les années 1930, il fut en particulier le père de la politique déflationniste visant à réduire les dépenses de l'État par des suppressions d'emplois dans la fonction publique et la diminution

du traitement des fonctionnaires.

Il fut membre du Conseil national mis en place par Pétain en 1940.

GIL-ROBLES, José-María (1898-1980)

Homme politique espagnol, chef du parti catholique *Acción popular* en 1931, il prit en 1933 la tête de la CEDA (Confédération espagnole des droites autonomes), favorable à la mise en place d'un régime autoritaire. C'est la perspective de l'entrée de ce parti au gouvernement qui provoqua en octobre 1934 le soulèvement des travailleurs des Asturies. Cependant, il ne s'engagea pas aux côtés de Franco en juillet 1936 et s'exila en France peu après. Rentré en Espagne en 1954, il faisait presque figure d'opposant au régime.

GRUMBACH, Salomon (1884-1952)

Né en Alsace alors annexée, il s'inscrit à 18 ans au Parti social-démocrate allemand. Six ans plus tard il vient s'installer à Paris comme correspondant du quotidien de ce parti, le *Vorwärts*. Toujours citoyen allemand, il s'exile en Suisse en 1914, et est correspondant de *l'Humanité*. Rentré en France après la guerre, il milite au congrès de Tours contre l'adhésion à l'Internationale communiste.

Membre du comité directeur de la SFIO, il était surtout connu comme spécialiste des relations internationales.

HEINE, Heinrich (1797-1856)

Poète et journaliste allemand. Installé à Paris en 1831, il pressent dès 1841 que l'avenir de la société passera par la lutte entre les pauvres, les prolétaires, aux côtés desquels il se range, et les possédants, et écrit : « *La propagande du communisme possède un langage que chaque peuple comprend* ».

HERRIOT, Édouard (1872-1957)

Agrégé de lettres, militant radical, maire de Lyon de 1905 jusqu'à sa mort, sénateur puis député du Rhône, plusieurs fois ministre et chef du gouvernement, président du Parti radical de 1919 à sa mort, et donc dans la période 1934-1939. Après la victoire électorale du Front populaire, il est élu président de la Chambre des députés, et joue à ce titre un rôle important dans les dernières années de la III^e République.

HILFERDING, Rudolf (1877-1941)

Dirigeant social-démocrate allemand, rédacteur en chef du quotidien du SPD *Vorwärts* de 1907 à 1915, il publie en 1910 un ouvrage intitulé *Le Capital financier*, auquel Lénine fait de multiples références dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Durant la Première

Guerre mondiale, en opposition avec la politique de la direction du SPD, il participe à la création du Parti social-démocrate indépendant, mais retourne dans le giron du SPD en 1922. Député de 1924 à 1933, deux fois ministre des Finances.

En 1933 il s'exile en France. Exécuté par les nazis en 1941.

HITLER, Adolf (1889-1945)

Artiste-peintre autrichien raté, il s'engage dans l'armée allemande en 1914. Après l'armistice de 1918, il reste quelque temps dans l'armée comme « officier politique » chargé de dépister les révolutionnaires. Puis il adhère à un groupuscule d'extrême droite, embryon du futur « Parti national-socialiste ouvrier allemand ». Emprisonné quelques mois après l'échec d'une tentative de putsch, à Munich, pendant la crise liée à l'occupation de la Ruhr par la France en 1923, il reprend son activité politique en 1925, dans un parti qui ne se développe que très lentement. Mais la crise de 1929 lui amène à la fois des troupes, essentiellement issues de la petite bourgeoisie ruinée ou effrayée, et des bailleurs de fonds du côté du grand capital.

Appelé à la chancellerie du Reich en janvier 1933, par une bourgeoisie décidée à remettre en cause le partage du monde issu du traité de Versailles de 1919, il liquide en quelques mois les partis ouvriers et les syndicats, envoie des milliers de leurs militants en camp de concentration, se lance dans une politique de réarmement et de revendications territoriales qui débouchera sur la Deuxième Guerre mondiale, l'extermination de millions de juifs et de Tziganes... et finalement l'effondrement de ce qui devait être selon lui le « Reich millénaire ».

JAMMY-SCHMIDT, Benjamin SCHMIDT, dit (1872-1949)

Journaliste, député radical de l'Oise de 1924 à 1940, franc-maçon, membre du Grand-Orient de France.

JOUHAUX, Léon (1870-1954)

Ouvrier, secrétaire de la fédération des allumettiers, délégué de la CGT au congrès qui adopte la charte d'Amiens en 1906, secrétaire général du syndicat dès 1909. En 1914, il annonce son ralliement à l'union sacrée par un discours lors des obsèques de Jaurès. Son zèle patriotique lui permet d'être nommé « commissaire du gouvernement ».

Adversaire résolu de la Révolution russe et de l'Internationale communiste, il organise au lendemain de la Première Guerre mondiale une véritable chasse aux révolutionnaires dans le syndicat, qui entraîne la formation de la CGTU (U pour « unitaire »), regroupant les exclus. C'est dans le cadre de la politique de front populaire que la réunification

syndicale s'effectue en 1935-1936.

Jouhaux reste secrétaire général de la CGT réunifiée. C'est lui qui signe les accords Matignon en 1936, usant de son influence pour faire reprendre le travail aux grévistes au plus vite. Après-guerre, le courant contrôlé par le PCF étant devenu majoritaire, Jouhaux anime la tendance « Force ouvrière » puis devient secrétaire général de la CGT-FO en 1947.

JUST, Claude (1888-1956)

Membre de la gauche de la SFIO. En 1947 il se solidarisa avec les responsables des Jeunesses socialistes exclus par la direction du parti. Exclu lui-même, il rejoignit le Parti communiste internationaliste (trotskyste) après la Seconde Guerre mondiale.

KAMENEV, Lev Borissovitch ROSENFELD, dit (1883-1936)

Adhère au Parti ouvrier social-démocrate de Russie en 1901. « Vieux bolchevik », rentré en Russie après deux emprisonnements et l'exil, il assure des tâches de direction du parti à l'intérieur avant d'être de nouveau arrêté en 1914. En octobre 1917, il prend position contre l'insurrection armée visant à remettre le pouvoir au congrès des soviets. Il exerce cependant ensuite d'importantes responsabilités dans la gouvernement soviétique. Membre avec Zinoviev et Staline de la « troïka » destiné à écarter un Trotsky engagé dans la lutte contre la bureaucratisation du parti et de l'État (1923). Comme Zinoviev, il rompt avec Staline quand celui-ci se prononce pour la « construction du socialisme dans un seul pays », politique qui tourne le dos à toute la tradition bolchevique. Ils rejoignent alors Trotsky au sein de « l'opposition unifiée » (1926). Mais après l'exclusion de celle-ci, Kamenev et Zinoviev capitulent devant Staline. Ils figurèrent l'un et l'autre dans la liste des condamnés à mort de cette caricature de justice que fut le premier procès de Moscou (1936).

KAROLYI, Mihaly, comte (1875-1955)

Aristocrate hongrois, il se prononce dès 1916 pour une paix de compromis avec les alliés et à la fin de la Première Guerre mondiale pour l'indépendance de la Hongrie (jusqu'à la partie intégrante de l'empire austro-hongrois). Chef du gouvernement nommé par l'empereur en octobre 1918, il se rallie à la république, dont il devient président en janvier 1919, avant d'abandonner le pouvoir sans combattre en mars à une République des conseils ouvriers. Après la contre-révolution victorieuse dirigée par l'amiral Horthy, il s'exile en France, où il finit sa vie.

KERENSKY, Alexandre (1881-1970)

Avocat, député «travailliste» en 1912, ministre de la Justice dans le gouvernement provisoire qui se met en place après la Révolution de février 1917, il devient en juillet chef «socialiste» d'un gouvernement qui refuse de sortir la Russie de la guerre impérialiste, reporte sine die la réforme agraire que réclament les masses paysannes et refuse de satisfaire les revendications ouvrières. Renversé par l'insurrection d'octobre, il tente vainement de reprendre le pouvoir avec l'aide du général de cosaques Krasnov, puis émigre aux États-Unis, où il devient professeur d'université.

KORNILOV, Lavr (1870-1918)

Général russe, gouverneur militaire de Pétrograd après la Révolution de février 1917, commandant en chef cinq mois plus tard, il tente un putsch, mais ses troupes se désagrègent devant la mobilisation de la classe ouvrière et des régiments gagnés à la révolution. Arrêté, il s'échappe et organise plus tard une armée blanche. Mort au combat en 1918.

KUN, Bela (1886-193 ?)

Militant social-démocrate hongrois, prisonnier de guerre en Russie en 1916, gagné à la Révolution d'octobre. Rentré en Hongrie, il y prend la tête du mouvement révolutionnaire qui s'empare du pouvoir en mars 1919. Mais, de l'avis de Lénine, il accumule des «bêtises» qui ne furent pas pour rien dans la défaite finale de la république hongroise des conseils ouvriers. Rentré en URSS, Staline en fait quelques années plus tard un dirigeant de l'Internationale communiste... avant de le faire disparaître dans les grandes purges des années 1930.

LA ROCQUE, François, comte de (1885-1946)

Officier de carrière, il quitte l'armée en 1928, et se consacre alors à l'association d'anciens combattants des «Croix de feu», dont il fait une organisation d'extrême droite (ouverte aux futurs «anciens combattants»!), qui était la plus connue et la plus puissante des «ligues» d'extrême droite. Après la dissolution de celles-ci, en 1936, il fonde le «Parti social français». Rallié à Pétain en 1940, contrairement à la plupart des dirigeants de l'extrême droite française, il ne se lance pas dans la collaboration ouverte avec les nazis et est même déporté en 1943.

LAVAL, Pierre (1883-1945)

Fils d'aubergiste, avocat, défenseur attitré de plusieurs syndicats au début de sa carrière. Il adhère à la SFIO dès 1905 et entame sa carrière

politique en se faisant élire député d'Aubervilliers.

Battu aux élections législatives de 1919 il quitte le Parti socialiste, et se fait élire en 1924 comme « socialiste indépendant ». Maire d'Aubervilliers de 1923 jusqu'à la « Libération ».

Son opportunisme lui ouvrit les portes de la carrière ministérielle quelle qu'ait été la couleur des gouvernements de 1925 à 1930 (radical, bloc des gauches, ou républicain de droite).

En janvier 1931, il accède à la présidence du conseil, et à nouveau de juin 1935 à janvier 1936. Ce gouvernement mène alors une politique d'austérité touchant de plein fouet les fonctionnaires. En mai 1935, ministre des Affaires étrangères, il signe avec Staline un pacte d'assistance mutuelle, obtenant du même coup le ralliement du PC français à la politique de défense nationale.

Écarté du pouvoir pendant quatre ans et demi, Laval joue un rôle de premier plan en juillet 1940 dans la mise en place du régime de Vichy, dont il dirige le gouvernement jusqu'en décembre 1940, puis d'avril 1942 à l'écroulement final.

LEBAS, Jean-Baptiste (1878-1944)

Dirigeant de la fédération du Nord de la SFIO, maire de Roubaix, ministre du Travail dans le gouvernement Léon Blum de 1936, puis des PTT dans le gouvernement Chautemps et le second gouvernement Blum. Engagé dans un des premiers mouvements de la « Résistance », il est arrêté en 1941 et meurt en déportation.

LÉNINE, Vladimir Ilitch OULIANOV, dit (1870-1924)

Organisateur d'une des premières organisations social-démocrates russes, « l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière », arrêté en 1895, déporté en Sibérie de 1897 à 1900, exilé en 1900, il milita pour la construction d'un parti révolutionnaire centralisé. Ses positions furent majoritaires au deuxième congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, en 1903, et la tendance qu'il dirigeait entra de ce fait dans l'histoire sous le nom de « bolchevique » (majorité). La rupture avec la minorité (menchevique) ne fut consommée qu'à la conférence de Prague (1912).

Le parti qu'avait forgé Lénine ne prit le titre de « Parti communiste » qu'en 1917, dans le cours d'une révolution où les bolcheviks, dénonçant la soumission du gouvernement provisoire à ses « alliés » impérialistes et la poursuite de la guerre, son refus de satisfaire la réforme agraire réclamée par les masses paysannes, son incapacité à prendre les mesures énergiques de contrôle sur la production que rendait nécessaires la

situation économique, réclamaient que le pouvoir passe aux mains des soviets (conseils) des ouvriers et des soldats. Ce fut l'œuvre de l'insurrection d'octobre.

Les interventions militaires des grandes puissances (en particulier de la France et de la Grande-Bretagne), la résistance opiniâtre des classes possédantes et des armées blanches à leur service, imposèrent à la Russie révolutionnaire une guerre civile de trois ans et les méthodes du « communisme de guerre », qui n'étaient guère propices à l'épanouissement de la démocratie soviétique.

Victime d'une première attaque cérébrale en 1922, Lénine malade livra ses derniers combats contre la dégénérescence bureaucratique de l'État soviétique. Ces derniers écrits mettaient en garde le Parti bolchevique contre ce danger, et contre les méthodes de Staline.

LIEBKNECHT, Karl (1871-1919) et LUXEMBURG, Rosa (1870-1919)

Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg furent au sein de la social-démocratie allemande les figures les plus connues de la petite minorité qui se dressa contre la politique « d'union sacrée » menée par la majorité des dirigeants social-démocrates. Emprisonnés pour leur action, notamment de 1916 jusqu'à la révolution de novembre 1918, ils furent l'âme du groupe Spartakus, qui donna naissance en décembre 1918 au Parti communiste d'Allemagne. Lors de l'insurrection de janvier 1919 à Berlin, arrêtés, ils furent tous les deux sommairement exécutés sur l'ordre d'officiers agissant au nom d'un gouvernement « socialiste », dirigé par des hommes qui avaient soutenu la politique du kaiser de 1914 à 1918.

LITVINOV, Maxime WALLACH, dit (1876-1951)

Membre de la social-démocratie russe en 1898, arrêté en 1901, s'évade après 18 mois de prison, et s'exile en Suisse. Bolchevik en 1903, il rentre en Russie lors de la Révolution de 1905, participe à l'édition de la presse socialiste légale, et s'exile à Londres et en Irlande du Nord. Après la Révolution d'octobre 1917, qu'il n'a pas vécue en Russie, il représente la Russie révolutionnaire en Grande-Bretagne, avant d'être arrêté en 1918, et échangé contre un diplomate anglais.

D'abord ambassadeur de la Russie soviétique, il est nommé en 1930 ministre des Affaires étrangères par Staline. Il était le chantre de la « sécurité collective », des vertus de la Société des nations, et œuvra à la réalisation du pacte Laval-Staline. Après Munich et l'invasion de ce qui restait de la Tchécoslovaquie en mars 1939, il fut remplacé par Molotov aux Affaires étrangères... avant de reprendre du service après

l'agression allemande de juin 1941, en particulier comme ambassadeur auprès des États-Unis.

LOZOVSKY, Alexandre DRIZDO, dit (1878-1952)

Membre de la social-démocratie russe en 1901, émigré en 1908 en Suisse puis en France, où il milite à la SFIO. Rallié au bolchevisme en 1917, mais opposé à la prise du pouvoir en octobre, secrétaire général de « l'Internationale syndicale rouge » en 1921, il devient à partir de 1923 l'un des membres en vue de l'appareil stalinien. Staline le fait exécuter en 1952 avec un certain nombre d'autres intellectuels juifs.

LUXEMBURG, voir LIEBKNECHT

MAC DONALD, Ramsay (1855-1937)

Instituteur, l'un des fondateurs du Parti travailliste. Premier ministre en 1924, puis dans les premières années de la crise économique, de 1929 à 1931, où il dirige un cabinet travailliste homogène, enfin de 1931 à 1935 à la tête d'un gouvernement d'union nationale avec les conservateurs, menant une politique d'austérité qui entraîna une crise au sein du Parti travailliste.

MANUILSKY, Dimitri (1883-1959)

Militant social-démocrate en 1903. Commissaire du peuple à l'agriculture en Ukraine en 1920, il devient après que Staline s'est rendu entièrement maître de l'appareil de l'Internationale communiste l'un des dirigeants en titre de celle-ci. Il signe notamment l'acte de dissolution du Komintern en 1943. Après la guerre, son nom disparaît de la liste des membres du comité central.

MARCHANDEAU, Paul (1882-1968)

Avocat, homme politique de droite, il fut (entre autres fonctions ministérielles) ministre de l'Intérieur en octobre-novembre 1934.

MARIN, Louis (1871-1960)

L'un des leaders de la droite au Parlement, ministre, entre autres, dans les gouvernements Poincaré, Doumergue, Flandin, Laval-Reynaud.

MARQUET, Adrien (1885-1955)

Notable SFIO, maire de Bordeaux, en 1933 il se proclame partisan de « l'ordre, l'autorité, la nation ». Exclu de la SFIO avec le courant dit des « néo-socialistes », il devient en 1934 ministre du Travail dans le cabinet Doumergue, auquel participe aussi Pétain. Il sera d'ailleurs le premier ministre de l'Intérieur du régime de Vichy en 1940.

MAXTON, James (1885-1946)

Enseignant, dirigeant de l'Independent Labour Party, qui entendait se situer à la gauche du Parti travailliste, il avait défendu des thèses pacifistes pendant la Première Guerre mondiale, ce qui lui avait valu un an de prison.

MILLERAND, Alexandre (1859-1943)

Avocat, député de la Seine en 1885, il passe du radicalisme au socialisme. Mais dès 1896 il s'affirme « réformiste », et en 1899 entre comme ministre du Commerce et de l'Industrie dans le cabinet Waldeck-Rousseau, au côté du fusilleur de la Commune de Paris, le général-marquis de Gallifet. Cette participation déclenche de vives polémiques au sein du mouvement socialiste, dont Millerand est finalement exclu en 1904.

Ministre des Travaux publics en 1909-1910, et de la Guerre en 1912-1913, puis d'août 1914 à octobre 1915, il dirige au lendemain de la guerre la coalition de droite dite du « Bloc national ». Président de la République en 1920, il engage un bras de fer avec le Parti radical vainqueur des élections de 1924 et est finalement contraint de se retirer.

MONMOUSSEAU, Gaston (1883-1960)

Anarcho-syndicaliste, secrétaire de la fédération des cheminots en 1921, puis secrétaire général de la CGTU, il s'éloigne progressivement du « syndicalisme révolutionnaire », mais n'adhère officiellement au Parti communiste qu'en 1925, pour entrer au bureau politique l'année suivante. Il restera jusqu'à sa mort l'un des dirigeants du PCF.

MÜLLER, Hermann (1876-1931)

Journaliste, membre de la direction de la social-démocratie allemande à partir de 1906, il était depuis 1928 chef d'un gouvernement de « grande coalition » avec la droite quand l'Allemagne fut frappée par la crise. Il démissionna en mars 1930. Son cabinet fut le dernier gouvernement parlementaire de la république de Weimar.

PAPEN, Franz von (1879-1969)

D'une famille de grands propriétaires fonciers, il commence une carrière de diplomate, puis après la Première Guerre mondiale se tourne vers la politique, devenant l'un des principaux dirigeants du *Zentrum* catholique. Il est nommé chancelier en remplacement de Brüning en juin 1932 par le maréchal Hindenburg, président de la République, et démis par le même en novembre.

En janvier 1933 il est vice-chancelier dans le premier gouvernement

Hitler, puis sert le III^e Reich comme diplomate. Acquitté à Nuremberg.

PAUL-BONCOUR, Joseph (1873-1972)

Avocat, il commence une carrière politique en 1899 comme « socialiste indépendant ». Ministre du Travail en 1911, il n'adhère à la SFIO qu'en 1916. Hostile à tout ce qui pourrait être un frein à la participation ministérielle, sur laquelle la SFIO est alors très réservée, il la quitte en 1931, pour fonder une « Union socialiste républicaine ». Plusieurs fois ministre (et même chef d'un éphémère gouvernement de décembre 1932 à janvier 1933).

PIVERT, Marceau (1895-1958)

Instituteur puis professeur. Il est soldat pendant la guerre de 1914-1918. Militant de la CGT, il adhère à la SFIO en 1924. Adjoint de Jean Zyromski, dirigeant du courant « La Bataille socialiste », Pivert dirige la fédération de la Seine dans les années 1930. En 1935, il fonda son propre courant dans la SFIO : la Gauche révolutionnaire. Il entra comme conseiller dans le cabinet de Léon Blum en 1936. Devant le caractère massif des grèves de juin 1936, il déclara : « Tout est possible ». En 1937, la direction de la SFIO prononce la dissolution de la Gauche révolutionnaire. Elle exclut définitivement le courant pivertiste en 1938, au congrès de Royan.

Les exclus fondèrent alors le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP). En 1946, Pivert réintègre la SFIO où il est à nouveau secrétaire de la fédération de la Seine jusqu'en 1950. Il reste ensuite proche des divers groupements issus de l'aile gauche de la SFIO, qui aboutirent à la fondation du Parti socialiste unifié, deux ans après sa mort.

RACAMOND, Julien (1885-1960)

L'itinéraire politique de cet anarcho-syndicaliste, qui, via la direction de la CGTU, se retrouva à celle du Parti communiste en 1926, ressemble en tout point à celui de Monmousseau (voir ce nom).

RENAUDEL, Pierre (1871-1935)

Il succède à Jaurès à la direction de *l'Humanité* de 1914 à 1918, incarnant la ligne « social-patriote » de la SFIO durant la Première Guerre mondiale. Chef de file de la droite du parti, il fait partie du courant « néo-socialiste » qui avec Déat et Marquet quitte la SFIO en 1933.

ROSMER, Alfred GRIOT, dit (1877-1964)

Militant français, syndicaliste révolutionnaire de formation, internationaliste inébranlable durant la Première Guerre mondiale, lié humainement et politiquement à Trotsky alors en exil à Paris, il soutient

la révolution russe et la politique des bolcheviks. Représentant des communistes français auprès de l'Internationale communiste dans les premières années de celle-ci, membre de la direction du Parti communiste français où il représente la tendance de gauche, il en est exclu dès 1925. Il participe à l'organisation du courant trotskyste en France, puis, retiré de la vie politique active en 1930, il reste fidèle jusqu'au bout à ses sympathies politiques et à son amitié avec Trotsky .

RYKOV, Alexeï (1881-1938)

Bolchevik depuis 1903, il fut le successeur de Lénine à la tête du gouvernement soviétique. Membre de la tendance de Boukharine, condamné comme lui au troisième procès de Moscou (1938) et exécuté.

SALENGRO, Roger (1890-1936)

Maire socialiste de Lille à partir de 1925, ministre de l'Intérieur du premier gouvernement Blum, il est accusé par l'extrême droite d'avoir déserté en 1915 (il avait été fait prisonnier). Ne pouvant supporter ce « déshonneur », Salengro se suicide en novembre 1936. Le Front populaire en fera son martyr.

SARRAUT, Albert (1872-1962)

Une des principales figures du radical-socialisme, plusieurs fois ministres (des Colonies, dont il passait pour un des spécialistes, et de l'Intérieur). Chef du gouvernement en octobre-novembre 1933 et de janvier à juin 1936. Ministre dans tous les gouvernements qui se succédèrent de juin 1937 à juin 1940. Président de « l'Assemblée de l'Union française » en 1951.

SCHEIDEMANN, Philip (1865-1939)

L'un des dirigeants de la droite du SPD. Député depuis 1903, il incarne durant la Première Guerre mondiale le ralliement de la social-démocratie à « l'union sacrée ». Sous-secrétaire d'État dans le dernier gouvernement impérial en 1918, il proclame à Berlin, après l'éclatement de la révolution, la République allemande. Premier chancelier de celle-ci, il collabore avec l'armée et les corps francs à l'écrasement de la classe ouvrière lors des combats de mars 1919.

SCHLEICHER, Kurt von (1882-1934)

Général prussien. Après une première rencontre entre Hindenburg et Hitler qui n'aboutit pas en novembre 1932, il fut le chancelier du dernier gouvernement qui précéda l'arrivée de Hitler au pouvoir (décembre 1932 - janvier 1933). Les dirigeants nazis ne lui pardonnèrent pas d'avoir retardé leur accession au pouvoir et le firent assassiner en juin

1934, lors de la « nuit des longs couteaux ».

SNEEVLIET, Henk, dit MARING (1883-1942)

Cheminot néerlandais. L'un des fondateurs du Parti communiste en Indonésie (alors colonie néerlandaise). Il représente ensuite le Komintern en Chine. Exclu en 1929, il dirige aux Pays-Bas un parti longtemps proche du mouvement trotskyste, le RSAP, avant de s'en éloigner. Fusillé par les nazis en 1942.

TARDIEU, André (1876-1945)

Collaborateur de Clemenceau de 1917 à 1926, l'un des hommes les plus en vue de la droite française : plusieurs fois ministre et chef du gouvernement de novembre 1929 à décembre 1930, et de février à mai 1932. Il adopte ensuite une politique d'opposition au parlementarisme, mais abandonne la politique active pour raisons de santé en 1935.

THÄLMANN, Ernst (1886-1944)

Fils d'un aubergiste, émigré temporairement à New York. De retour en Allemagne, il exerce divers métiers dont celui de docker. Il entra au Parti social-démocrate (SPD) en 1903, où il se retrouva dans l'aile gauche, adversaire des bureaucrates syndicaux. Mobilisé de 1915 à 1918, il rejoint le Parti social-démocrate indépendant, né de l'exclusion des députés sociaux-démocrates qui avaient refusé de voter les crédits de guerre en 1915. En 1920, ce parti, dont les militants avaient largement participé aux événements révolutionnaires depuis 1917, fusionne avec le KPD, le Parti communiste allemand.

Influent à Hambourg, Thälmann défend au troisième congrès de l'Internationale communiste, avec Ruth Fischer et Arkadi Maslow, la théorie de l'offensive, à l'origine de l'échec de l'action de mars 1921, qualifiée de « gauchiste » par Lénine et Trotsky. Il joue un rôle important dans l'insurrection isolée de Hambourg en octobre 1923. Il fait partie du bureau politique (le « polburo ») en 1924 et devient président du KPD après l'éviction de Ruth Fischer et d'Arkadi Maslow. Dès lors, il reste le représentant docile de la politique stalinienne à la direction du KPD, qui proclamait notamment le refus de toute politique de front unique ouvrier avec le SPD, ce qui facilita grandement la victoire d'Hitler. En juin 1933, arrêté à la suite de l'incendie du Reichstag, il est emprisonné longuement à la prison d'État de Bautzen, puis transféré au camp de concentration de Buchenwald, où il est exécuté.

THOREZ, Maurice (1900-1964)

Fils de mineur, mineur quelque temps. Membre du PS en 1919. Rentre au comité central du PC dès 1924. Le PCF bâtit à partir des années 1930 la légende du « fils du peuple » (titre de son autobiographie). Il sut se maintenir à son poste, en suivant tous les zigzags de la politique stalinienne.

En juin 1936, il proclame : « Il faut savoir terminer une grève ». Réfugié en URSS pendant la guerre, sous le coup d'une condamnation pour « désertion » en 1939, il est gracié en 1944 par de Gaulle, qui a besoin de son appui pour remettre en selle l'État français et il devient ministre d'État en novembre. Pendant cette période les ministres communistes demandent aux travailleurs de « retrousser leurs manches » au nom de la « reconstruction », allant jusqu'à déclarer que « la grève est l'arme des trusts ».

VAILLANT-COUTURIER, Paul (1892-1937)

Écrivain et journaliste, rejoint la SFIO pendant la guerre. Au congrès de Tours est dans la majorité qui crée le Parti communiste. Sympathisant de la tendance de gauche en 1923, il fait toujours tout ce qu'il faut pour ne pas être exclu. Rédacteur en chef de *l'Humanité* de 1926 à 1929, puis de 1935 à sa mort en 1937. À ce titre il cautionne de ses commentaires les deux premiers procès de Moscou.

VALLAT, Xavier (1891-1972)

Député de droite, profondément antisémite, il se distingue en 1936 en interpellant à la Chambre Léon Blum : « Pour la première fois ce vieux pays gallo-romain sera gouverné par un juif ». « Commissaire général aux questions juives » du régime de Vichy de 1941 à 1942.

VANDERVELDE, Émile (1866-1936)

Avocat, député socialiste en 1894, président de l'Internationale socialiste de 1900 à la guerre, il se fait le champion de « l'union sacrée », devient ministre en 1916 (puis à de nombreuses reprises jusqu'à sa mort). Il retrouva la présidence de l'Internationale socialiste en 1929.

VIVIANI, René (1863-1925)

Avocat, député socialiste de Paris de 1893 à 1902, partisan de la participation des socialistes au gouvernement, il est en 1906 ministre du Travail dans le cabinet dirigé par Clemenceau, qui vient de créer ce portefeuille. C'est le début d'une carrière de ministre qui l'amène à la tête du gouvernement en 1914-1915. Il représente la France à la Société des nations en 1920-1921.

WALCHER, Jakob (1887-1970)

Ouvrier métallurgiste, membre de la direction du Parti communiste d'Allemagne, il en est écarté (comme Brandler) après 1923, et exclu en 1929 comme « droitier ». Il passe ensuite au SAP, dont il assure la direction à partir de janvier 1933. Mais le courant brandlérien, qui avait vivement critiqué la politique ultra-gauchiste de l'Internationale communiste dans les années 1928-1934, vit au contraire d'un bon œil le virage des partis staliniens vers la politique de « front populaire » en 1935.

WELS, Otto (1873-1939)

Membre de la direction de la social-démocratie allemande depuis 1913, violemment opposé aux communistes, il prêche l'inaction avant l'arrivée des nazis au pouvoir. Il n'en prononce pas moins le seul discours d'opposition aux pleins pouvoirs à Hitler au Reichstag en mars 1933, puis s'exile en France où il meurt.

ZAMORA, Niceto ALCALA-ZAMORA, dit (1877-1949)

Avocat, député en 1905, ministre de la Guerre en 1922, se dit républicain à partir de 1930. Chef du gouvernement provisoire après la chute de la royauté, en février 1931, il démissionne six mois plus tard pour protester contre des articles de la nouvelle Constitution qu'il juge anticléricaux. Il n'en est pas moins élu par la Chambre président de la République espagnole. Destitué par le Parlement de Front populaire en 1936. En voyage à l'étranger au moment du putsch franquiste, il choisit de rester en exil jusqu'à sa mort.

ZINOVIEV, Grigori RADOMYSKY, dit (1883-1936)

« Vieux bolchevik », le plus proche collaborateur de Lénine au cours de l'exil en Suisse de 1914 à 1917. Rentré en Russie avec ce dernier, il prend position en octobre contre la prise du pouvoir. Premier président de l'Internationale communiste, il forme pendant la maladie de Lénine, avec Kaménev et Staline, une « troïka » destinée à écarter Trotsky. À partir de là, sa destinée est la même que celle de Kamenev (voir ce nom).

ZYROMSKI, Jean (1890-1975)

Avocat, à la SFIO en 1912, il y demeure après le congrès de Tours, qui voit la naissance du Parti communiste. Créateur de la tendance « La Bataille socialiste » en 1927, il se rapproche de plus en plus du PC, notamment après le pacte Laval-Staline et le ralliement du PC à la défense nationale. Il finira par y adhérer en 1945.

Partis et organisations cités

ACTION FRANÇAISE (voir LIGUES)

CAMELOTS DU ROI (voir LIGUES)

COMITÉ DES FORGES

Cartel regroupant les industriels de la sidérurgie, qui joua un rôle politique important et devint le symbole de la puissance des capitalistes en France à l'époque.

En 1935, il était dirigé par un de Wendel. Il disparut en 1940.

CROIX DE FEU (voir LIGUES)

JEUNESSES PATRIOTES (voir LIGUES)

LCI (LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE)

Organisation regroupant à l'échelle internationale les militants partageant les positions de Léon Trotsky.

LIGUES

Nom générique désignant l'ensemble des formations d'extrême droite, plus ou moins fascisantes. Parmi elles :

– Les Croix de feu devenues après leur dissolution en juin 1936 le Parti social français, nées d'une association d'anciens combattants commandée par le colonel de La Rocque. Contrairement à la plupart des groupes d'extrême droite, le PSF ne se lança pas après juin 1940 dans une politique collaborationniste.

– L'Action française, créée en 1899, recrutant dans les milieux de la bourgeoisie catholique la plus réactionnaire. Son théoricien fut Charles Maurras, antisémite, nationaliste revanchard contre l'Allemagne et monarchiste. Son service d'ordre, les Camelots du roi, s'attaquait aux vendeurs de la presse de gauche. En 1940, l'arrivée de Pétain au pouvoir fut pour Maurras une « divine surprise ».

– Le Mouvement franciste et Solidarité française. Le Mouvement franciste fut fondé par Maurice Bucard, ancien de l'Action française. Les francistes portent des uniformes avec des chemises bleues et saluent à la romaine. Ils fusionnent en 1934 avec le mouvement Solidarité française, à la mort du fondateur de ce mouvement, le parfumeur et patron de presse François Coty, qui disposait d'un journal à

grand tirage, *l'Ami du peuple*.

– Les Jeunesses patriotes, mouvement lancé en 1924 par Pierre Taittinger, du champagne du même nom. Leurs adhérents portent impermeable bleu et bérêt.

– La Cagoule. C'est le sobriquet du Comité secret d'action révolutionnaire (CSAR) du polytechnicien Eugène Deloncle, dont le bailleur de fonds fut Eugène Schueller, fondateur de L'Oréal. On lui attribua l'assassinat d'antifascistes italiens et un attentat contre l'immeuble de la Confédération du patronat français.

– Le Parti populaire français, fondé en 1936 par Jacques Doriot et des cadres staliniens de Saint-Denis qui, après avoir été écartés du PC, se retrouvèrent, en quelques mois, à l'extrême droite de l'échiquier politique.

OPPOSITION DE GAUCHE

Tendance du Parti bolchevique qui, avec Trotsky, luttait contre la dégénérescence bureaucratique de l'URSS.

PARTI COMMUNISTE SFIC

(Section française de l'Internationale communiste)

Le 30 décembre 1920, une majorité de délégués de la SFIO, réunie en congrès à Tours, décidaient de rejoindre l'Internationale communiste, fondée en 1919 par les dirigeants de la Révolution russe, Lénine et Trotsky, qui devait être, dans l'esprit de ces derniers, l'état-major de la révolution socialiste mondiale. À cette époque, le PCF s'adressait aux travailleurs, diffusait une presse d'entreprise, menait des campagnes anti-colonialistes et anti-militaristes. Il transforma les « sections » socialistes en « cellules » communistes, présenta des candidats ouvriers aux élections législatives de 1924 et municipales de 1925, mais aussi des femmes (pourtant inéligibles) et des ressortissants des colonies. De 1920 à 1926, ses congrès se tinrent chaque année.

Très vite cependant, dès 1924, des dirigeants révolutionnaires qui avaient résisté à l'union sacrée pendant la guerre 1914-1918, comme Pierre Monatte et Alfred Rosmer, étaient écartés des responsabilités. Au fur et à mesure que les staliniens s'emparaient de l'appareil de l'Internationale communiste, ils cherchaient à mettre en place, à la direction des partis communistes, des hommes dociles. À partir de 1927, la direction du PCF appliqua la politique dite « classe contre classe », qui excluait non seulement toute alliance avec des partis bourgeois, mais aussi toute action commune avec les partis socialistes. Cette politique ne fut pas étrangère au recul du PC français, qui vit fondre ses effectifs

de 110 000 en 1920 à 50 000 en 1933. Aux élections de 1928, le PC perdit la moitié de ses 26 élus de 1924.

En 1935, l'Internationale communiste adopta l'orientation des fronts populaires. En juin de cette année, le PC constitua avec la SFIO et le Parti radical un Comité d'organisation du rassemblement populaire. Lors des élections législatives de 1936, le PC remporta 72 sièges avec 15 % des voix. Le PC apporta un total soutien au gouvernement de Léon Blum sans toutefois y participer.

Le PCF eut ses premiers ministres dans les premiers gouvernements d'après-guerre, de 1944 à 1947, notamment sous la houlette de De Gaulle jusqu'en 1946.

POI (PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE)

Il regroupait en France les militants partageant les idées de Trotsky.

PARTI RADICAL

Le Parti radical, né le 21 juin 1901, est le premier parti politique national fondé en France. Jusque-là, il n'existait que des groupes parlementaires ou des comités électoraux.

À sa fondation, le Parti radical réunit des comités électoraux, des loges maçonniques, des sections de la Ligue des droits de l'homme ou de la Ligue française de l'enseignement. Sa profession de foi était : « Laïcité, solidarité, humanisme, tolérance, universalisme ».

Président du conseil de 1902 à 1905, l'anticléricale Émile Combes fit fermer 2 500 établissements scolaires privés. Cette action déboucha en 1905 sur les lois de séparation de l'Église et de l'État. En 1907, le Parti radical se donna un programme présenté par Édouard Herriot, autre figure du radicalisme. Il prônait une politique laïque et anticléricale, l'instruction comme moteur du progrès social, identifiait régime républicain et parlementarisme, défendait la nation et, bien sûr, la propriété privée.

En pratique, le Parti radical n'était qu'une machine électorale dominée par les notables et les parlementaires. Son électorat était essentiellement constitué par la petite bourgeoisie des villes et des campagnes.

Dans la période de l'entre-deux-guerres, sur quarante-deux gouvernements, treize furent présidés par des radicaux. Dans l'opposition, il tenait un langage de gauche : contre la droite, pour la laïcité de l'État, pour l'extension des lois scolaires. Mais au gouvernement il menait la politique de l'impérialisme français. À partir de 1931, alors que la crise érodait son électorat, après avoir cherché, sans succès, à freiner cette érosion en s'affichant plus nettement au centre, il se tourna sur sa

gauche et participa au rassemblement de front populaire, qui se fit sur son programme.

PARTI SOCIALISTE SFIO

(Section française de l'internationale ouvrière)

La SFIO est née en 1905 de l'unification de différents courants socialistes existant depuis 1877, notamment le Parti ouvrier de Jules Guesde et Paul Lafargue, la Fédération des travailleurs socialistes de Paul Brousse, le Parti socialiste révolutionnaire d'Édouard Vaillant ou le Parti socialiste ouvrier révolutionnaire de Jean Allemane.

Lors de la guerre impérialiste de 1914, après l'assassinat de Jaurès, les dirigeants de la SFIO votèrent les crédits de guerre, au nom de « l'union sacrée » dont ils devinrent les défenseurs. Guesde et d'autres devinrent ministres. En 1920, une partie de ses dirigeants, alors minoritaires, dont Léon Blum et Paul Faure, refusèrent l'adhésion à l'Internationale communiste. Après la scission de Tours, qui vit la naissance du Parti communiste, les minoritaires menèrent une politique de « bloc des gauches », alliance électorale avec le Parti radical qui aboutit, en 1924, au gouvernement du « Cartel des gauches », un gouvernement radical, soutenu par la SFIO qui n'y participait cependant pas.

À partir de 1934-1935, la SFIO s'engagea dans la politique de front populaire. Elle obtint 146 députés aux élections de 1936.

En 1940, la Chambre des députés du Front populaire vota les pleins pouvoirs à Pétain, dont 87 des 116 parlementaires socialistes présents. La minorité qui vota contre permit à la SFIO de figurer ensuite parmi les partis de la « Résistance ». À ce titre elle participa au gouvernement de De Gaulle jusqu'au départ de celui-ci en janvier 1946. La SFIO participa ensuite aux gouvernements « tripartites » (avec le PCF et le parti de droite qu'était le MRP) jusqu'en mai 1947, et c'est un président du conseil socialiste, Ramadier, qui chassa les ministres communistes du gouvernement. La SFIO partagea ensuite les responsabilités gouvernementales avec la droite jusqu'en 1950.

Retournée alors dans l'opposition, la SFIO revint au gouvernement en 1956, avec Guy Mollet. Élu sur un programme de « paix en Algérie », celui-ci intensifia au contraire la guerre. En 1958, Guy Mollet s'entretint pour permettre à de Gaulle de revenir au pouvoir, et fut ministre dans son gouvernement. Revenue dans l'opposition, la SFIO participa sous la houlette de Mitterrand à la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, tentative de mettre sur pied une alternative à de Gaulle sans s'allier au PCF, qui représentait alors plus de 20 % des voix aux

élections.

Reloockés en 1970, sous le nom de « nouveau » Parti socialiste, les restes de la SFIO firent l'objet un an plus tard d'une véritable OPA lancée par Mitterrand qui donna naissance au Parti socialiste actuel.

POB (Parti ouvrier belge)

Nom officiel du parti socialiste de Belgique

PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan)

Le Parti socialiste ouvrier et paysan a été fondé, le 8 juin 1938, par les militants de la « Gauche révolutionnaire », tendance de la SFIO dirigée par Marceau Pivert, après leur exclusion définitive au congrès de la SFIO tenu à Royan.

Parmi ses dirigeants, Michel Collinet, ex-membre de l'Opposition de gauche des années 1920, Daniel Guérin, attiré par le trotskysme, René Lefeuve, éditeur des cahiers Spartacus, Colette Audry. Ce parti regroupait parmi ses quelque 5 000 adhérents une majorité d'ouvriers. Pendant sa courte vie (il fut dissout en 1940 par Pétain), il édita le journal *Juin 36*, en référence aux grèves de 1936. Mais les dirigeants du PSOP, avec qui Trotsky était entré en correspondance, ne choisirent jamais clairement entre le réformisme social-démocrate et la politique défendue par Trotsky.

Il existait aussi une organisation de jeunesse dépendante du PSOP, les JSOP.

SAP (Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands)

« Parti ouvrier socialiste », formé le 4 octobre 1931, au cours de la conférence de l'opposition de gauche du SPD (Parti social-démocrate allemand) autour du socialiste Max Seydewitz, après l'exclusion des députés de l'aile gauche du parti. Il comptait près de 15 000 militants au moment de l'arrivée au pouvoir de Hitler. Trotsky le considérait comme un parti « centriste », oscillant entre le réformisme et la voie révolutionnaire. En 1933, des militants venus du communisme, Jacob Walcher et Paul Frölich, en avaient pris la direction. Depuis fin avril 1933, après l'effondrement, la « décomposition » et l'interdiction du KPD, Trotsky poussa sans relâche l'opposition de gauche allemande à travailler d'urgence à constituer l'embryon d'un nouveau parti ouvrier avec le SAP, qui rassemblait encore « des milliers d'ouvriers ».

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

Organe de direction du courant trotskyste.

Annexe

Quand Léon Blum s'expliquait sur les grèves de juin 1936

Les interventions de Léon Blum devant la cour de Riom furent publiées par la SFIO en 1944, pour montrer son attitude d'opposition à Pétain, mais aussi pour rappeler à l'opinion bourgeoise dans quel sens il avait agi face aux grèves de juin 1936. En voici un extrait significatif :

Cette loi de quarante heures fait partie intégrante d'un ensemble politique. Cette politique, je n'ai pas eu à la choisir, elle m'a été imposée dans les circonstances où j'ai pris le gouvernement, par une nécessité de droit, et par une nécessité de fait, ayant véritablement le caractère d'un cas de force majeure.

Rappelez-vous que les 4 et 5 juin, il y avait un million de grévistes. Rappelez-vous que toutes les usines de la région parisienne étaient occupées. Rappelez-vous que le mouvement gagnait d'heure en heure et de proche en proche dans la France entière. [...] Je n'étais pas sans rapports moi-même avec les représentants du grand patronat et je me souviens de ce qu'était leur état d'esprit à cette époque... « Alors quoi ? c'est la révolution ? Alors quoi, qu'est-ce qu'on va nous prendre ? Qu'est-ce qu'on va nous laisser ? » Les ouvriers occupaient les usines. Et, peut-être, ce qui contribuait le plus à la terreur, c'était cette espèce de tranquillité, cette espèce de majesté calme avec laquelle ils s'étaient installés autour des machines. [...]

M. Lebrun [le président de la République] me répondit alors : « les ouvriers ont confiance en vous. Puisque vous ne pouvez convoquer la Chambre avant samedi, et que certainement, dans votre déclaration ministérielle, vous allez leur promettre le vote immédiat des lois qu'ils réclament, alors, je vous en prie, dès demain adressez-vous à eux par la voix de la radio. Dites-leur que le Parlement va se réunir, que dès qu'il sera réuni, vous allez leur demander le vote rapide et sans délai des lois dont le vote figure dans leurs cahiers de revendications en même temps que le relèvement des salaires. Ils vous croiront, ils auront confiance en vous, et alors, peut-être ce mouvement s'arrêtera-t-il ? » [...]

Sans nul doute, j'aurais tenté de moi-même ce qu'on a appelé l'accord Matignon. Mais je dois à la vérité de dire que l'initiative première est venue du grand patronat. [...] On ne demandait qu'une chose aux Chambres : aller vite, vite, afin de liquider cette situation redoutable, cette situation que j'ai qualifiée non pas de révolutionnaire mais de quasi révolutionnaire, et qui l'était en effet. [...] La contrepartie, c'était l'évacuation des usines. Dès ce jour-là, les représentants de la CGT ont dit aux représentants du grand patronat qui étaient à Matignon : « nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrons et nous le ferons. Mais nous vous en avertissons tout de suite. Nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à un mouvement comme celui-là, à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis, c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines tous les militants syndicalistes. Ils n'y sont plus. Ils ne sont plus là pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour faire exécuter nos ordres. » Et je vois encore M. Richeimont [un représentant du patronat] qui était assis à ma gauche, baisser la tête en disant : « C'est vrai, nous avons eu tort ». [...]

Mais je dois vous dire qu'à ce moment dans la bourgeoisie, et en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on

m'attendait, on m'espérait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile qu'on n'espérait plus que dans une sorte d'intervention providentielle, je veux dire l'arrivée au pouvoir de l'homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion pour qu'il lui fit entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force. [...]

Voilà, Messieurs, dans quelles conditions ont été votées les lois sociales dont l'accusation extrait la loi des quarante heures. [...] Vous imaginez que la loi des quarante heures, du moment où elle a été votée, a réduit la durée du temps de travail effectif en France à cette époque? Vous imaginez-vous qu'on travaillait quarante heures en juin 1936? On ne travaillait pas quarante heures [...], c'était une exception, un privilège dans un établissement français. [...] On me citait récemment le mot de M. Louis Renault: « la loi des quarante heures! Ah! si je pouvais être sûr de donner trente heures de travail par semaine à mes ouvriers ». [...]

En 1938, c'est autre chose. [...] J'ai donc obtenu l'accord [...] qui porte à quarante-cinq heures, par addition de cinq heures supplémentaires, le temps normal de la durée de travail dans tous les établissements travaillant directement ou indirectement pour la défense nationale.

Index des noms cités

A

Allemagne 9, 10, 14, 17, 21, 22, 30,
42, 45, 53, 57, 62, 71, 77, 110,
111, 120, 125, 147, 151, 154,
156, 157, 190, 201, 203, 204,
215

Alphonse XIII 86

Angleterre 10, 120, 156

Autriche 9, 22, 39, 41, 42, 43, 45, 57,
77, 98, 110, 120, 125, 151,
215

Azaña 183

B

Bauer 26, 35, 43, 44, 98

Belgique 10, 104, 178, 179, 180, 182,
183, 185, 188

Blum 47, 55, 131, 138, 141, 142, 146,
147, 148, 149, 150, 151, 154,
156, 158, 160, 163, 164, 165,
166, 169, 170, 171, 172, 173,
177, 178, 179, 182, 183, 184,
188, 189, 190, 196, 197, 200,
204, 206, 208, 215

Bouddha 125

Brandler 214

Briand 42, 130

Brüning 14, 26, 156

C

Cachin 26, 27, 47, 90, 138, 140, 149,
150, 154, 158, 165, 171, 172,
182

Cahiers du bolchevisme 106

Camelots du roi 12

CGT 46, 90, 95, 96, 101, 103, 105,
179, 204, 208, 210

CGTU 68, 92

Chautemps 18

Chiappe 86, 97

Chine 120, 130

Citrine 158

Clausewitz 37, 42

Collinet 197

Comité des forges 99, 140, 141, 145

Croix de feu 12, 78

D

Daladier 16, 18, 24, 25, 27, 142, 143,
145, 152, 155, 161, 162, 167,
172, 197, 202, 205, 208, 210,
211

Dan 35, 119

Déat 20

De Man 49, 103, 104

Dimitrov 134, 154, 167, 182

Dollfuss 26, 43, 98

Doriot 122, 123, 124

Doumergue 10, 11, 12, 14, 24, 25,
26, 27, 35, 52, 60, 84, 93, 145,
146

Duclos 79, 88

E

Engels 121, 142, 150, 186

Espagne 9, 22, 39, 41, 42, 43, 44, 45,
98, 120, 125, 155, 181, 182,
183, 185, 199

F

Faure 58, 150

Fenner Brockway 214

Flandin 52, 60, 84, 93, 97, 98, 130,
146

France 9, 10, 11, 14, 17, 20, 34, 35,
46, 47, 52, 57, 62, 63, 65, 74,

- 75, 76, 89, 93, 98, 112, 113,
114, 115, 116, 121, 135, 136,
137, 139, 140, 142, 143, 144,
145, 146, 147, 151, 152, 154,
155, 156, 157, 160, 161, 162,
163, 165, 166, 167, 168, 175,
176, 178, 179, 180, 181, 182,
183, 185, 187, 188, 189, 190,
191, 192, 193, 195, 198, 199,
200, 201, 202, 207, 209, 212,
213, 214, 215
- Front populaire 78, 97, 127, 128,
129, 130, 132, 133, 134, 135,
137, 138, 148, 149, 150, 151,
152, 153, 154, 155, 157, 158,
160, 162, 163, 164, 166, 167,
173, 174, 176, 182, 185, 188,
191, 194, 196, 197, 199, 200,
202, 203, 205, 206, 208, 211,
214
- Frossard 19, 23, 24, 25, 26, 27, 39,
40, 41, 91
- G**
- Gandhi 29, 125
- GBL 9, 52
- Germain-Martin 35
- Gil Robles 183
- Grumbach 55
- H**
- Heine 78
- Herriot 12, 16, 17, 18, 24, 77, 78, 104,
138, 142, 143, 147, 151, 152,
155, 163, 165, 184, 202
- Hilferding 35
- Hitler 14, 87, 111, 123, 142, 145, 154,
155, 157, 201
- Hollande 10
- Hongrie 9, 114
- I**
- Ile Internationale 57, 110, 111, 120,
122, 123, 158, 180, 181, 201,
212, 215
- IIIe Internationale 78, 111, 115,
120, 122, 123, 140, 146, 147,
158, 161, 180, 181, 200, 201,
212, 215
- ILP 122
- Internationale communiste 45, 52,
53, 55, 58, 59, 60, 61, 75, 79,
80, 105, 110, 111, 112, 113,
114, 115, 116, 117, 120, 122,
124, 134, 140, 150, 153, 154,
155, 157, 158, 167, 184, 187,
208
- Italie 10, 21, 22, 57, 62, 80, 151, 157,
183, 184, 190
- IVe Internationale 110, 120, 121,
122, 123, 130, 158, 178, 185,
186, 187, 200, 212, 215
- J**
- Jammy-Schmidt 148
- Jouhaux 46, 70, 72, 81, 90, 95, 96,
100, 103, 104, 105, 146, 158,
169, 170, 171, 172, 180, 200,
204, 205, 206, 208, 210, 215
- Just 76
- K**
- Kamenev 90
- Karolyi 114
- Kerensky 165
- Kornilov 182
- Kun 75, 76, 88, 114, 115
- L**
- L'Humanité* 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32,
35, 40, 60, 67, 76, 81, 83, 86,
92, 95, 99, 108, 111, 133, 140,

- 143, 155
 Labour Party 38, 117
La Dépêche 141, 145
 La Rocque 78, 142, 143, 145, 151,
 155, 165, 166, 167, 178, 196
 Laval 42, 106, 131, 138, 146, 155,
 165
 Lebas 118
 Lénine 29, 54, 69, 71, 74, 75, 76, 79,
 80, 113, 114, 115, 119, 120,
 125, 153, 154, 165, 187, 207
Le Peuple 95
Le Populaire 26, 27, 28, 55, 95, 124,
 143, 146, 150, 197
Le Temps 139, 146, 162, 171, 188
 Liebknecht 187
 Litvinov 106
 Louis Marin 17
 Louis XVI 171
 Lozovsky 90
 Luxembourg 187
- M**
- Mac Donald 42
 Manuïlsky 90, 114
 Marchandeu 35
 Marquet 42
 Marx 29, 31, 54, 71, 78, 120, 125,
 150, 186
 Maxton 183
 Millerand 42
 Monmousseau 90, 106
 Mulhouse 55
 Müller 42
- N**
- Napoléon III 12
 Napoléon I^{er} 12
- P**
- Papen 14, 156
 Parti communiste 52, 53, 61, 66, 67,
 68, 69, 71, 73, 74, 80, 81, 82,
 84, 85, 91, 92, 97, 105, 110,
 115, 116, 117, 120, 126, 133,
 139, 140, 158, 171, 175, 183,
 187
 Parti ouvrier belge 49, 104, 261
 Parti radical 13, 14, 15, 16, 17, 20,
 23, 24, 61, 129, 132, 133, 148,
 151, 202, 203, 204, 205
 Parti socialiste 17, 24, 33, 44, 50
 Paul-Boncour 42, 130
 PC 68, 74, 179. Voir aussi Parti
 communiste
 Pivert 43, 91, 124, 135, 137, 138, 156,
 164, 166, 179, 213, 215
 POUM 214
Pravda 152
- R**
- Racamond 148, 170, 180
 Renaudel 17, 19, 20, 23, 37, 41
 Révolution 196
 Russie 9, 22, 42, 46, 57, 75, 76, 114,
 136, 153. Voir aussi URSS
 Rykov 90
- S**
- SAP 122, 124, 127, 130
 Sarraut 146, 147, 149
 Scheidemann 42
 Schleicher 14, 156
 Schutzbund 43, 98
 Serrent 49
 SFIO 9, 86, 91, 105, 116, 117, 126,
 179. Voir aussi Parti
 socialiste
 Sneevliet 214
 Société des nations 77, 106
 Suisse 10

T

Tardieu 12, 17, 24, 35, 155, 165
Thälmann 111, 154
Thermidor 114
Thorez 73, 79, 81, 82, 83, 84, 86, 88,
90, 138, 150, 165, 172, 200,
204, 206, 208, 215
Times 188
Tolstoï 29
Trotsky 9, 148

U

URSS 88, 110, 113, 114, 115, 119,
120, 155, 203. Voir aus-
si Russie

V

Vaillant-Couturier 35, 148, 151
Vallat 148
Vandervelde 158, 182
Villejuif 78
Viviani 42

W

Walcher 214
Wels 26, 154

Z

Zamora 183
Zinoviev 90
Zyromski 26, 118, 119, 138

Table des matières

Avant-propos de l'éditeur	3
Où va la France ?	9
Encore une fois, où va la France ?	52
[Pas d'équivoque vis-à-vis du Front populaire]	127
Pour les comités d'action, pas le Front populaire	132
La France à un tournant	139
L'étape décisive	160
La révolution française a commencé	169
Préface à « Où va la France ? »	176
[La nouvelle montée et les tâches de la IV ^e Internationale]	178
Devant la seconde étape	188
[Les radicaux, agents de la bourgeoisie au gouvernement]	196
S.O.S. La situation en France	199
L'heure de la décision approche	202
À propos de la situation en France	202
[La voie de l'avant-garde révolutionnaire en France]	213
Chronologie	217
Notices biographiques	230
Partis et organisations cités	250
<u>Annexe</u> :	
Quand Léon Blum s'expliquait sur les grèves de juin 1936	255
Index des noms cités	258

Imprimé par IMS
6, rue Florian - 93500 Pantin
01 48 10 05 55 - atelier.ims@wanadoo.fr